

RAPPORT D'ACTIVITÉS 2012
ACTIVITEITENVERSLAG 2012

Quis custodiet ipsos custodes?

Quis custodiet ipsos custodes ? est une série de publications qui a pour objectif de stimuler une discussion approfondie quant au fonctionnement, aux compétences et au contrôle des services de renseignements et de sécurité et du travail de renseignements. Dans cette série, on trouvera repris, entre autres, des études scientifiques, les rapports d'activités du Comité permanent R et des rapports de colloques.

Rédaction

Comité permanent de contrôle des services de renseignements et de sécurité, rue de Louvain 48, boîte 4 à 1000 Bruxelles (02 286 29 88).

Déjà parus dans cette série

- 1) D. Van Daele, en B. Vangeebergen, *Inlichtingendiensten en strafprocedure in Nederland, Duitsland en Frankrijk*, 2006, 166 p.
- 2) Comité permanent R, *Rapport d'activités 2006*, 2007, 147 p.
- 3) Comité permanent R, *Rapport d'activités 2007*, 2008, 87 p.
- 4) Belgian Standing Committee I (ed.), *All Source Threat Assessments in the Fight against Terrorism – Fusion Centres throughout Europe*, 2010, 220 p.
- 5) Comité permanent R, *Rapport d'activités 2008*, 2009, 131 p.
- 6) W. Van Laethem, D. Van Daele en B. Vangeebergen (eds.), *De Wet op de bijzondere inlichtingenmethoden*, 2010, 298 p.
- 7) Comité permanent R, *Rapport d'activités 2009*, 2010, 127 p.
- 8) Comité permanent R, *Rapport d'activités 2010*, 2011, 119 p.
- 9) Comité permanent R, *Rapport d'activités 2011*, 2012, 134 p.
- 10) W. Van Laethem et J. Vanderborgh, *Regards sur le contrôle. Vingt ans de contrôle démocratique sur les services de renseignement*, 2013, 565 p.
- 11) Comité permanent R, *Rapport d'activités 2012*, 2013, 115 p.

RAPPORT D'ACTIVITÉS 2012

Comité permanent de contrôle des
services de renseignements et de sécurité



Comité permanent de contrôle des services de renseignements
et de sécurité



Le présent *Rapport d'activités 2012* a été approuvé par le Comité permanent de contrôle des services de renseignements et de sécurité lors de la réunion du 26 juin 2013.

(*soussignés*)

Guy Rapaille, président

Gérald Vande Walle, conseiller

Pieter-Alexander De Brock, conseiller

Wouter De Ridder, greffier

Rapport d'activités 2012

Comité permanent de contrôle des services de renseignements et de sécurité

© 2013 Intersentia
Antwerpen – Cambridge
www.intersentia.be

ISBN 978-94-000-0373-6
D/2013/7849/99
NUR 823

Tous droits réservés. Sous réserve d'exceptions explicitement prévues par la loi, aucun élément de cette publication ne peut être reproduit, stocké dans une base de données automatisée ou publié, de quelque manière que ce soit, sans l'autorisation expresse préalable des éditeurs.

TABLE DES MATIÈRES

<i>Liste des abréviations</i>	xi
<i>Préface</i>	xiii
Chapitre I.	
Le suivi des recommandations du Comité permanent R	1
I.1. Initiatives et réalisations dans la lignée des différentes recommandations	1
I.1.1. Définition légale des « faits personnels graves » dans les procédures d’acquisition de la nationalité	1
I.1.2. Modalités particulières de la collaboration avec des services étrangers	2
I.1.3. Protocole d’accord avec l’Office des Étrangers	2
I.1.4. Désignation des suppléants pour la Commission BIM	2
I.2. Retour sur des recommandations antérieures	3
Chapitre II.	
Les enquêtes de contrôle	5
II.1. Le rôle de la VSSE dans le cadre des procédures d’acquisition de la nationalité belge	5
II.1.1. Le cadre juridique: le Code de la nationalité belge et les différentes circulaires	6
II.1.2. Le traitement des dossiers au sein de la VSSE	8
II.1.2.1. Procédure au sein du service Vérifications de sécurité	8
II.1.2.2. Procédure au sein du service Analyse	10
II.1.2.3. Procédure au sein des services extérieurs	12
II.1.2.4. La corrélation entre les différentes procédures, le suivi et la mise à jour des dossiers déjà traités	12
II.1.3. La tâche de la VSSE remplacée dans la procédure générale ..	13
II.1.4. Conclusion	14
II.2. Le suivi par certains services de renseignement étrangers de leur diaspora en Belgique	14
II.2.1. Méthodologie, définition des concepts et délimitation du champ d’investigation	15

Table des matières

II.2.2.	Le cadre juridique.....	17
II.2.2.1.	La base légale de la compétence des services de renseignement belges	17
II.2.2.2.	Activités d'ingérence ou protection des relations diplomatiques?.....	19
II.2.2.3.	Les instruments légaux des services de renseignement belges	19
II.2.2.4.	Collaboration avec les services étrangers qui suivent leur diaspora	20
II.2.3.	La manière dont les services de renseignement suivent cette matière	20
II.2.3.1.	Le degré de priorité.....	20
II.2.3.2.	L'engagement de moyens	22
II.2.3.3.	L'output des services de renseignement.....	22
II.2.4.	Quelques points d'attention spécifiques	25
II.2.4.1.	Méthodes et moyens utilisés par des services de renseignement étrangers pour suivre leurs concitoyens.....	25
II.2.4.2.	À quelles difficultés les services de renseignement belges sont-ils confrontés lors du suivi de services étrangers?.....	26
II.2.4.3.	Contre-mesures.....	26
II.2.5.	Conclusions	27
II.3.	Le suivi éventuel d'un particulier pendant et après sa détention en Belgique.....	28
II.3.1.	Constatations du rapport initial.....	29
II.3.1.1.	Faits antérieurs à l'affaire.....	29
II.3.1.2.	Le suivi de M.J. par la VSSE pendant et après sa détention	30
II.3.1.3.	Le suivi de M.J. par le SGRS pendant et après sa détention	30
II.3.2.	Conclusions du premier rapport d'enquête	31
II.3.3.	Constatations du rapport complémentaire.....	32
II.3.3.1.	Le non-suivi de M.J. pendant sa détention	32
II.3.3.2.	Protocole avec l'Office des Étrangers et le CGRA	33
II.3.3.3.	Le cadre non rempli	33
II.4.	Assistance syndicale lors d'un entretien mené dans le cadre d'une enquête de sécurité	33
II.5.	Enquête commune sur les évaluations de la menace effectuées par l'OCAM concernant des personnalités étrangères en visite en Belgique	35

Table des matières

II.5.1.	La base légale	35
II.5.2.	La méthode de travail concrète	36
II.5.3.	L'avis de la Direction générale du centre de crise	37
II.6.	Le traitement des demandes de « congé pour mission » au sein de la VSSE.....	37
II.7.	Enquêtes de contrôle pour lesquelles des devoirs d'enquête ont été posés en 2012 et enquêtes qui ont débuté en 2012	39
II.7.1.	Enquête concernant les activités du SGRS en Afghanistan ...	40
II.7.2.	Évaluation de la manière dont la Sûreté de l'État remplit son rôle en matière de lutte contre la prolifération et de protection du potentiel scientifique et économique	40
II.7.3.	Faits prétendument répréhensibles d'un service de renseignement étranger et position d'information de la VSSE	41
II.7.4.	Le suivi d'éléments extrémistes dans l'armée	41
II.7.5.	La manière dont les fonds spéciaux sont gérés, utilisés et contrôlés.....	42
II.7.6.	La VSSE et sa mission légale de protection des personnes... .	42
II.7.7.	Atteinte éventuelle à la réputation à la suite de déclarations de la VSSE	42
II.7.8.	Enquête de contrôle commune sur la <i>Joint Information Box</i>	43
II.7.9.	Agents de renseignement et médias sociaux	43
Chapitre III.		
	Contrôle des méthodes particulières de renseignement	45
III.1.	Données chiffrées relatives aux méthodes spécifiques et exceptionnelles.....	45
III.1.1.	Autorisations relatives au SGRS	46
III.1.1.1.	Les méthodes spécifiques.....	46
III.1.1.2.	Les méthodes exceptionnelles.....	47
III.1.1.3.	Les intérêts et les menaces justifiant le recours à des méthodes particulières.....	47
III.1.2.	Autorisations relatives à la VSSE	48
III.1.2.1.	Les méthodes spécifiques.....	48
III.1.2.2.	Les méthodes exceptionnelles.....	49
III.1.2.3.	Les menaces et les intérêts justifiant le recours aux méthodes particulières.....	50
III.2.	Les activités du Comité permanent R en sa qualité d'organe juridictionnel et d'auteur d'avis préjudiciaux	51
III.2.1.	Les chiffres	51
III.2.2.	La jurisprudence	55

Table des matières

III.2.2.1.	Exigences légales (de forme) préalables à la mise en œuvre d'une méthode	55
III.2.2.1.1.	Autorisation donnée par le remplaçant du dirigeant du service	55
III.2.2.1.2.	Autorisation donnée par le ministre compétent	56
III.2.2.1.3.	Méthode non couverte par l'autorisation	56
III.2.2.1.4.	Une méthode exceptionnelle sans autorisation préalable	57
III.2.2.1.5.	Notification préalable de la Commission BIM	58
III.2.2.2.	Motivation de l'autorisation	59
III.2.2.2.1.	Absence de motivation	59
III.2.2.2.2.	Motivation insuffisante	59
III.2.2.2.3.	Ambiguïté dans la motivation	60
III.2.2.2.4.	Motivation consolidée en cas de deuxième prolongation	61
III.2.2.3.	L'exigence de proportionnalité et de subsidiarité	61
III.2.2.4.	Légalité de la méthode concernant les techniques utilisées, les données recueillies, la durée de la mesure et la nature de la menace	62
III.2.2.4.1.	Durée maximale légale d'une méthode	62
III.2.2.4.2.	Possibilités et limitations légales de tiers qui prêtent leur concours à la mise en œuvre de méthodes particulières	63
III.2.2.4.3.	L'utilisation d'une tactique non conforme à la loi dans le cadre d'une méthode	64
III.2.2.5.	Les conséquences d'une méthode (mise en œuvre) illégale(ment)	65
III.3.	Conclusions	67
Chapitre IV.		
Le contrôle de l'interception de communications émises à l'étranger		69

Table des matières

Table des matières

IX.2.1.	Amélioration de l'efficacité du traitement des demandes de nationalité	95
IX.2.2.	La définition et la formulation de priorités réalisables	96
IX.2.3.	La rédaction et l'actualisation des analyses de phénomène ..	97
IX.2.4.	Une directive ministérielle pour l'exécution de l'article 20 L.R&S	97
IX.2.5.	Une adaptation de l'article 18/9 L.R&S	98
IX.2.6.	Accords de travail documentés entre la VSSE et le SPF Affaires étrangères	98
IX.2.7.	Méthodologie standardisée et formation uniforme pour des analyses ponctuelles de la menace	98
IX.2.8.	Protocole d'accord avec l'Office des Étrangers et le Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides	99
IX.2.9.	Protocole d'accord avec la Direction générale Exécution des Peines et Mesures	99
IX.3.	Recommandations relatives à l'efficacité du contrôle	100
IX.3.1.	Contrôle de l'échange d'informations au niveau international et la «règle du tiers service»	100
IX.3.2.	Décisions motivées, consultables et vérifiables	100
	Annexes	101
	Annexe A. Aperçu des principales réglementations relatives aux compétences, au fonctionnement et au contrôle des services de renseignement et de sécurité et de l'OCAM (1 ^{er} janvier 2012 au 31 décembre 2012)	101
	Annexe B. Aperçu des principales propositions de lois, des projets de lois, des résolutions et des débats parlementaires relatifs aux compétences, au fonctionnement et au contrôle des services de renseignement et de sécurité et de l'OCAM (1 ^{er} janvier 2012 au 31 décembre 2012)	102
	Annexe C. Aperçu des interpellations, des demandes d'explications et des questions orales et écrites relatives aux compétences, au fonctionnement et au contrôle des services de renseignement et de sécurité et de l'OCAM (1 ^{er} janvier 2012 au 31 décembre 2012)	105

LISTE DES ABRÉVIATIONS

A.M.	Arrêté ministériel
A.R.	Arrêté royal
Ann. Parl.	Annales parlementaires
AR C&HS	Arrêté royal du 24 mars 2000 portant exécution de la Loi du 11 décembre 1998 relative à la classification et aux habilitations, attestations et avis de sécurité
AR OCAM	Arrêté royal du 28 novembre 2006 portant exécution de la Loi du 10 juillet 2006 relative à l'analyse de la menace
CANPAN	Commission d'avis pour la non-prolifération des armes nucléaires
CIC	Code d'instruction criminelle
CMRS	Comité ministériel du renseignement et de la sécurité
Comité permanent P	Comité permanent de contrôle des services de police
Comité permanent R	Comité permanent de contrôle des services de renseignement et de sécurité
Commission BIM	Commission administrative chargée de la surveillance des méthodes spécifiques et exceptionnelles de recueil de données par les services de renseignement et de sécurité
CGRA	Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides
CRIV	Compte Rendu Intégral – Integraal Verslag
Doc. Parl.	Documents parlementaires
ENNIR	<i>European Network of National Intelligence Reviewers</i>
HUMINT	<i>Human intelligence</i>
L.Contrôle	Loi organique du 18 juillet 1991 du contrôle des services de police et de renseignement et de l'Organe de coordination pour l'analyse de la menace
L.C&HS	Loi du 11 décembre 1998 relative à la classification et aux habilitations, attestations et avis de sécurité
L.OCAM	Loi du 10 juillet 2006 relative à l'analyse de la menace
Loi MRD	Loi du 4 février 2010 relative aux méthodes de recueil des données par les services de renseignement et de sécurité
L.Org.recours	Loi du 11 décembre 1998 portant création d'un organe de recours en matière d'habilitations, d'attestations et d'avis de sécurité

Liste des abréviations

L.R&S	Loi organique du 30 novembre 1998 des services de renseignement et de sécurité
M.B.	Moniteur belge
MRD	Méthodes de recueil des données
OCAM	Organe de coordination pour l'analyse de la menace
ONU	Organisation des Nations Unies
OSCE	Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe
OTAN	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord
PSE	Potentiel scientifique et économique
Q. et R.	Questions et réponses écrites (Chambre ou Sénat)
SGRS	Service général du renseignement et de la sécurité des Forces armées
SIGINT	<i>Signal intelligence</i>
SPF	Service public fédéral
TIC	Technologies de l'information et de la communication
UE	Union européenne
VSSE	Sûreté de l'État

PRÉFACE

À partir de cette année, le Comité permanent R s'est fixé une double mission.

Tout d'abord, professionnaliser au mieux les enquêtes de contrôle, qui demeurent son *core business*. Cette professionnalisation passe par une recherche incessante de l'amélioration de la qualité des enquêtes et par le développement d'une méthodologie précise destinée à centrer le travail sur les points essentiels et pertinents pour le contrôle parlementaire auquel le Comité participe. Cela implique entre autres que le travail d'enquête se clôture dans un délai raisonnable. Sans tomber dans le fétichisme, un délai d'un an, selon l'enquête et son ampleur, doit être un objectif à atteindre.

En second lieu, le Comité permanent R doit poursuivre les projets en cours, qu'ils concernent une présence active dans les forums internationaux, l'extériorisation du Comité en Belgique et les initiatives telles que le *Belgian Intelligence Studies Centre*, le centre d'études qui a pour objectif de rapprocher les services de renseignement de la communauté académique, et le «Groupe de travail Analyse», qui prépare un programme de formation pour les analystes des deux services de renseignement.

Les enjeux sont de taille puisque le Comité permanent R ne peut se permettre de sacrifier l'exercice de ses missions légales de contrôle au profit du Parlement et de contrôle juridictionnel des méthodes de recueil de données, qui constituent sa raison d'être, à la promotion d'une fonction plus représentative et de réflexion. Mais il est essentiel qu'à côté de ces missions légales de contrôle des services, le Comité soit également présent pour faire connaître, à la fois en Belgique et à l'étranger, le «modèle belge» de contrôle démocratique et parlementaire des services de renseignement.

Pour en revenir aux missions légales, la «moisson 2012» s'est révélée plus que satisfaisante. En effet, le Comité permanent R a ouvert huit enquêtes de contrôle intéressantes et en a clôturé six, dont une enquête commune avec le Comité permanent P relative à un aspect du fonctionnement de l'Organe de coordination pour l'analyse de la menace. Parmi les enquêtes qui ont abouti, citons l'enquête sur la manière dont les services de renseignement belges suivent les éventuelles activités déployées sur le sol belge par des services étrangers vis-à-vis de leur diaspora et l'enquête sur la manière et les circonstances dans lesquelles la Sûreté de l'État examine et traite les demandes de renseignements introduites dans le cadre des procédures d'acquisition de la nationalité belge.

Préface

Pour conclure, une fois n'est pas coutume, sur une touche plus personnelle, c'est un sentiment de fierté qui m'habite d'avoir été reconduit dans mes fonctions pour un nouveau mandat de six ans. En effet, c'est un honneur de pouvoir présider aux destinées d'une organisation qui s'est résolument fait une place dans notre système démocratique. Une source de motivation aussi de m'être vu offrir la possibilité de poursuivre, avec mes collègues conseillers, dans un souci constant d'amélioration, les missions que le Parlement a confiées au Comité, et de tenter d'extérioriser en Belgique et à l'étranger le « modèle belge » de contrôle démocratique et parlementaire des services de renseignement.

Guy Rapaille,
Président du Comité permanent de contrôle
des services de renseignement et de sécurité

1^{er} juin 2013

CHAPITRE I

LE SUIVI DES RECOMMANDATIONS DU COMITÉ PERMANENT R

Une des tâches principales du Comité permanent R consiste à formuler, pour les pouvoirs législatif et exécutif, des recommandations qui portent en particulier sur la légitimité, la coordination et l'efficacité de l'intervention des deux services de renseignement belges, de l'OCAM et, dans une moindre mesure, de leurs services d'appui.¹ Les recommandations que le Comité a formulées en 2012 figurent au dernier chapitre du présent rapport d'activités. Ce chapitre introductif énumère les principales initiatives que les différents acteurs ont prises dans la lignée des recommandations du Comité permanent R. Ensuite, une attention particulière est accordée aux recommandations que le Comité estime essentielles, mais qui n'ont pas encore été mises en œuvre.

I.1. INITIATIVES ET RÉALISATIONS DANS LA LIGNÉE DES DIFFÉRENTES RECOMMANDATIONS

I.1.1. DÉFINITION LÉGALE DES « FAITS PERSONNELS GRAVES » DANS LES PROCÉDURES D'ACQUISITION DE LA NATIONALITÉ

En exécution de la Loi du 4 décembre 2012 qui modifie le Code de la nationalité belge, un arrêté royal a déterminé plus précisément ce qu'il convient d'entendre par «*faits personnels graves*».² Dans une enquête récente, le Comité a insisté sur ce point, parce qu'il n'était pas toujours évident pour la VSSE de déterminer quelles informations étaient utiles pour le parquet ou pour la Chambre des Représentants.³ L'article 2 de l'arrêté d'exécution y remédie en décrivant, entre

¹ En ce qui concerne l'OCAM et les services d'appui, les enquêtes sont menées avec le Comité permanent P.

² AR du 14 janvier 2013 portant exécution de la loi du 4 décembre 2012 modifiant le Code de la nationalité belge afin de rendre l'acquisition de la nationalité belge neutre du point de vue de l'immigration, *MB* 21 janvier 2013.

³ Voir l'enquête de contrôle relative au «Rôle de la VSSE dans le cadre des procédures d'acquisition de la nationalité belge» (I.1).

Chapitre I

autres, un «*fait personnel grave*» comme «*le fait de se livrer à toute activité qui menace ou pourrait menacer les intérêts fondamentaux de l’État telle qu’elle est définie par les articles 7 et 8 de la loi du 30 novembre 1998 organique des services de renseignement et de sécurité*».

I.1.2. MODALITÉS PARTICULIÈRES DE LA COLLABORATION AVEC DES SERVICES ÉTRANGERS

Le Comité a déjà recommandé à plusieurs reprises d’exécuter l’obligation qui figure à l’article 20 § 3 L.R&S et qui vise à définir «*les conditions de la coopération prévue au § 1^{er} du présent article*». La coopération visée étant celle avec les «*services de renseignement et de sécurité étrangers*». La VSSE a rédigé une instruction détaillée sur la «collaboration bilatérale avec des correspondants». Le Comité permanent R considère cette directive comme très précieuse. Il souhaite toutefois souligner que le législateur a confié la tâche de la rédaction de telles directives au Comité ministériel. Pour autant que le Comité permanent R a pu le vérifier, le CMRS n’a pas pris une telle initiative.

I.1.3. PROTOCOLE D’ACCORD AVEC L’OFFICE DES ÉTRANGERS

Le Comité avait insisté sur un protocole d’accord entre la VSSE et l’Office des Étrangers.⁴ À la suite de l’enquête sur «Le suivi éventuel d’un particulier pendant et après sa détention en Belgique»⁵, le Comité a été informé qu’un tel accord avait déjà été conclu entre les deux services le 27 juin 2011.

I.1.4. DÉSIGNATION DES SUPPLÉANTS POUR LA COMMISSION BIM

Le Comité permanent R avait déjà soulevé la question de la permanence de la Commission BIM pendant les périodes de congés, compte tenu de l’absence de membres suppléants.⁶ Début octobre 2012, ce problème a été résolu par la nomination des suppléants pour le président et un membre de la Commission BIM.⁷

⁴ COMITÉ PERMANENT R, *Rapport d’activités 2005*, 94 et *Rapport d’activités 2006*, 130.

⁵ Voir II.3.

⁶ COMITÉ PERMANENT R, *Rapport d’activités 2011*, 51.

⁷ AR du 20 septembre 2012 portant composition de la Commission administrative chargée de la surveillance des méthodes spécifiques et exceptionnelles de recueil de données par les services de renseignement et de sécurité, MB 1^{er} octobre 2012.

I.2. RETOUR SUR DES RECOMMANDATIONS ANTÉRIEURES

L'article 35, alinéa 3 L. Contrôle confère au Comité permanent R la mission de faire rapport à la Chambre des Représentants et au Sénat «*lorsqu'au terme d'un délai qu'il estime raisonnable, il constate qu'aucune suite n'a été réservée à ses conclusions, ou que les mesures prises sont inappropriées ou insuffisantes*». Dans ce cadre, le Comité reprend chaque année une ou plusieurs recommandations qu'il estime essentielles à la lumière de sa double finalité: le fonctionnement efficace des services et la sauvegarde des droits fondamentaux.

Le Comité réitère sa recommandation qui vise à inscrire le contrôle des activités de services de renseignement étrangers en Belgique comme mission légale spécifique pour la VSSE et le SGRS dans la Loi du 30 novembre 1998 organique des services de renseignement et de sécurité.⁸ Le Comité estime qu'une telle modification de la loi bénéficie d'un large soutien.

⁸ COMITÉ PERMANENT R, *Rapport d'activités 2006*, 128 et *Rapport d'activités 2008*, 2. Cette recommandation a d'ailleurs été réitérée en 2012 dans deux enquêtes de contrôle distinctes: «Le suivi par certains services de renseignement étrangers de leur diaspora en Belgique» (voir II.2. et IX.1.1) et «Le suivi éventuel d'un particulier pendant et après sa détention en Belgique» (voir II.3 et IX.1.1).

CHAPITRE II

LES ENQUÊTES DE CONTRÔLE

En 2012, six enquêtes ont été clôturées, dont une enquête commune avec le Comité permanent P. Le Comité permanent R a ouvert deux enquêtes à la demande de la Commission de suivi du Sénat; deux, à la suite d'une plainte; et deux, de sa propre initiative, seul ou avec le Comité permanent P. Les sections qui suivent traitent des six rapports finaux (de II.1 à II.6). Ensuite sont énumérées et brièvement décrites les enquêtes toujours en cours (II.7). Le présent chapitre mentionne également les huit enquêtes de contrôle ouvertes en 2012. L'une d'elles a été ouverte à l'initiative de la Commission sénatoriale de suivi; six (dont une conjointement avec le Comité permanent P), de sa propre initiative; et une après la plainte d'un citoyen. Au total, le Comité a reçu seize plaintes ou dénonciations. Après vérification de plusieurs données objectives, le Comité a rejeté quatorze plaintes ou dénonciations, soit parce qu'elles étaient manifestement non fondées (art. 34 L. Contrôle), soit parce que le Comité n'était pas compétent en la matière.⁹ Dans ces derniers cas, les plaignants ont été renvoyés, si possible, à l'instance compétente. En outre, dans quelques cas, les autorités policières ou judiciaires ont été informées en raison d'un risque potentiel.

II.1. LE RÔLE DE LA VSSE DANS LE CADRE DES PROCÉDURES D'ACQUISITION DE LA NATIONALITÉ BELGE

Dans le prolongement de la discussion du rapport de contrôle sur l'«affaire Belliraj», dans lequel étaient mentionnés des problèmes relatifs aux avis fournis par la VSSE dans le cadre de demandes de naturalisation¹⁰, la Commission de suivi du Sénat a demandé l'ouverture d'une enquête «*sur la manière et les circonstances dans lesquelles la VSSE examine et traite les demandes de renseignements introduites dans le cadre des procédures d'acquisition de la*

⁹ Une plainte introduite à la fin 2012 a donné lieu à l'ouverture officielle d'une enquête de contrôle début 2013.

¹⁰ COMITÉ PERMANENT R, *Rapport d'activités 2008*, 31-40 et *Rapport d'activités 2009*, 30-40.

nationalité belge».¹¹ Par le passé, le Comité s'était déjà intéressé à plusieurs reprises à certains aspects de cette problématique.¹²

II.1.1. LE CADRE JURIDIQUE : LE CODE DE LA NATIONALITÉ BELGE ET LES DIFFÉRENTES CIRCULAIRES

Conformément au Code de la nationalité belge du 28 juin 1984 (dans sa version de l'époque¹³), il était possible d'«acquérir» ou d'«attribuer» la nationalité belge de différentes manières. La VSSE s'est vu octroyer un rôle explicite dans seulement quatre cas :

- en cas d'attribution en raison de la naissance¹⁴;
- en cas d'acquisition par déclaration de nationalité;
- en cas d'acquisition par option de nationalité; et
- en cas d'acquisition par naturalisation.

La loi mentionne explicitement que la VSSE doit rendre un «avis» uniquement en cas de demandes de naturalisation (art. 21 du Code de nationalité). Dans les autres cas, les directives¹⁵ en vigueur au moment de l'enquête disposent que le service doit faire parvenir ses «remarques» au magistrat du parquet compétent.

¹¹ Cette enquête a été ouverte en décembre 2010 et a été clôturée fin mars 2012.

¹² Voir, par exemple, COMITÉ PERMANENT R, *Rapport d'activités 1999*, 59-72 et *Rapport d'activités 2010*, 33 et suiv.

¹³ Comme l'enquête s'est terminée début 2012, le Comité n'a pas pu tenir compte de la modification significative apportée par la Loi du 4 décembre 2012 au Code de la nationalité belge (voir toutefois à ce propos le point I.1.1).

¹⁴ Eu égard à l'attribution en raison de la naissance, le Comité s'est demandé si l'intervention de la VSSE était nécessaire dans ce genre de dossiers. Étant donné que la déclaration qui entraîne l'octroi de la nationalité belge devait avoir lieu avant que l'enfant ait atteint l'âge de douze ans (art. 11bis du Code de la nationalité de l'époque), le rôle de la VSSE était extrêmement limité, ne fût-ce que parce que le service ne tient en principe aucun dossier individuel sur des mineurs d'âge. Font exception à ce principe les mineurs connus pour des faits graves (comme la participation à des camps de formation d'un groupement terroriste) ou pour lesquels un service tiers (comme la police ou l'Office des Étrangers) a transmis des informations.

¹⁵ Circulaire du 6 août 1984 concernant le Code de la nationalité belge, *MB* 14 août 1984; Circulaire du 8 novembre 1991 concernant la modification du Code de la nationalité belge, *MB* 7 décembre 1991; Circulaire du 20 juillet 2000 complétant la Circulaire du 25 avril 2000 concernant la Loi du 1^{er} mars 2000 modifiant certaines dispositions relatives à la nationalité belge, *MB* 27 juillet 2000; Circulaire du 25 mai 2007 relative aux modifications du Code de la nationalité belge introduites par la Loi du 27 décembre 2006 portant des dispositions diverses, *MB* 4 juin 2007. Depuis l'entrée en vigueur de la Loi du 4 décembre 2012 modifiant le Code de la nationalité belge (*MB* 14 décembre 2012), ces circulaires ont été remplacées par la Circulaire du 8 mars 2013 relative à certains aspects de la loi du 4 décembre 2012 modifiant le Code de la nationalité belge afin de rendre l'acquisition de la nationalité belge neutre du point de vue de l'immigration (*MB* 14 mars 2013).

Dans ces cas, la loi ne spécifie pas quelle doit être l'intervention spécifique de la VSSE.

Le Comité a constaté que dans la pratique, la VSSE ne fournit jamais un «avis» proprement dit sur l'opportunité d'attribuer la nationalité belge, pas même dans le cadre des naturalisations. Le service se limite à transmettre des renseignements ou informations qu'il estime pertinents à l'instance qui doit formuler un avis (le parquet) ou prendre la décision (la Chambre), ce que le Comité peut comprendre. En effet, par la nature même du travail de renseignement, il n'est pas toujours possible de fournir des réponses claires et définitives (positives ou négatives). Ce travail porte par définition sur de nombreux éléments inconnus, incertains ou non vérifiables. Par ailleurs, les dossiers en matière de naturalisations et de déclarations et d'options de nationalité renferment également d'autres avis et opinions émanant d'autres acteurs, tels que les parquets et l'Office des Étrangers. De surcroît, la portée de l'«avis» permet souvent de déduire dans quel sens l'affaire doit être comprise. En effet, la VSSE ne rédigera une note approfondie que si elle a réellement des informations pertinentes à mentionner. Le Comité permanent R a également pu constater que la Commission des Naturalisations de la Chambre ne met pas en cause la nature de l'«avis» de la VSSE. Il existe dès lors un consensus entre la VSSE et le client. Le Comité permanent R a estimé qu'il serait toutefois opportun de formaliser cette méthode de travail, le cas échéant dans une sorte de protocole.

Cependant, la question de savoir quelles informations communiquer revêt une grande importance. La loi ne parle dans ce cadre que de «*faits personnels graves*». Cette notion est expliquée succinctement dans les directives ministérielles susmentionnées (voir note de bas de page 15). Par exemple, il ne s'agit pas nécessairement de condamnations pénales et inversement, une condamnation ne constitue pas en soi un obstacle à l'octroi de la nationalité belge. Dans l'ensemble, ces circulaires offrent peu de points de repère. Il s'est également avéré que la VSSE disposait de très peu de documents écrits en la matière. Une note interne de 1993 mentionne néanmoins que la VSSE ne peut répondre (aux demandes du procureur du Roi) que dans les limites de sa compétence. Dans la pratique, la VSSE ne signale dès lors que les faits relatifs aux intérêts et menaces qu'elle doit suivre en vertu de la L.R&S: activités extrémistes ou terroristes, espionnage ou ingérence, implication dans le trafic d'armes et la prolifération ou appartenance à une organisation sectaire nuisible... La question est naturellement de savoir si ce que la VSSE considère comme «grave», ou tout au moins digne d'être mentionné, est également perçu comme tel par les autres acteurs et, partant, si cela influence le dossier d'une quelconque manière. Cette question a aussi clairement démontré la nécessité de mieux expliciter le concept de «*faits personnels graves*».

Enfin, la loi stipule dans quel délai la VSSE doit transmettre au « client » les informations dont elle dispose. En cas de déclaration ou d'option de nationalité, les informations doivent parvenir au magistrat compétent dans les deux mois qui suivent la demande de l'intéressé. En cas de naturalisation, le service dispose de quatre mois pour informer la commission compétente au sein de la Chambre.

II.1.2. LE TRAITEMENT DES DOSSIERS AU SEIN DE LA VSSE

Toute procédure d'acquisition de la nationalité belge commence par la demande de l'étranger auprès de l'officier de l'état civil de sa résidence principale, ou auprès d'une mission diplomatique belge à l'étranger, ou encore – en cas de naturalisation – auprès de la Chambre des Représentants.

Toutes ces demandes parviennent (généralement regroupées) au service Vérifications de sécurité de la VSSE – soit directement, soit via le *Point of Contact* central. Le service vérifie si le demandeur figure dans la base de données centrale de la VSSE. Dans la négative, le sceau « *inconnu SE* » est apposé sur le formulaire de demande. Si l'identité du demandeur apparaît dans les fichiers, le dossier est transmis au service Analyse. Trois scénarios sont alors possibles. Premier scénario, ce service estime qu'aucun élément ne donne lieu à remarque négative.¹⁶ Dans ce cas, le dossier se voit apposer le sceau « *pas connu défavorablement* ». Deuxième scénario, la situation indique clairement que l'intéressé est connu de manière négative. Les informations pertinentes sont alors exposées dans une « *note contextualisée* », transmise à l'instance compétente. Enfin, dans un nombre limité de dossiers, la situation de l'intéressé n'est pas claire, par exemple parce que les informations disponibles sont anciennes ou n'émanent que d'une seule source. Dans ce cas, l'analyste peut demander une enquête aux services extérieurs de la VSSE. En attendant les résultats, il est indiqué au client qu'une « *enquête est en cours* ». Au terme de cette enquête et/ou après réception de données complémentaires, le service Analyse rédige sa « *note contextualisée* », qui est ensuite transmise à l'instance compétente.

Les sections suivantes examinent plus en détail ces différentes étapes.

II.1.2.1. Procédure au sein du service Vérifications de sécurité

Durant la période 2009-2011, le service Vérifications de sécurité a traité, chaque année, entre 37 000 et 40 000 « dossiers de nationalité ». Environ un quart de ces dossiers portait sur des naturalisations.¹⁷

¹⁶ C'est par exemple le cas lorsque l'intéressé est mentionné dans un rapport, sans être impliqué personnellement dans la menace.

¹⁷ La compétence de ce service est toutefois plus large. Sur la période 2009-2011, les demandes de nationalité ont représenté environ la moitié du volume de travail. En effet, le service reçoit

En principe, les dossiers et pièces entrent et sortent de la VSSE via le *Point of Contact*, où ils se voient attribuer une date fixe et une référence pour faciliter le suivi interne. Toutefois, cette procédure n'est pas systématique pour les demandes de nationalité: il est apparu que certains dossiers arrivaient directement au service Vérifications de sécurité sans se voir attribuer ni numéro ni date. En outre, comme la sortie des dossiers ne fait l'objet d'aucune note ou presque, il est pratiquement impossible de suivre efficacement le parcours des demandes de naturalisation, de déclaration et d'option de nationalité ou de vérifier les délais de traitement. Le Comité permanent R a jugé cette situation problématique. Une gestion efficace des dossiers requiert que chaque dossier soit enregistré séparément dans un système centralisé.

Le premier acte posé dans le dossier par le service Vérifications de sécurité consiste à déterminer si le demandeur est ou non déjà «connu» au sein de la VSSE. À cette fin, son nom est saisi dans la banque de données centrale. Cette banque de données dispose d'un moteur de recherche avancé et performant qui tient compte de la phonétique (surtout pour les alphabets non latins), des orthographies alternatives ou autres versions de noms et prénoms ou encore des noms composés.

La saisie et la recherche de tous les noms requièrent un travail considérable, et ce pour plusieurs raisons: le respect de la bonne orthographe (des noms étrangers), l'indisponibilité de nombreuses données sous forme numérique, la composition des dossiers qui varie d'une commune à l'autre...

En 2010, le service Vérifications de sécurité disposait de trois équivalents temps plein pour le traitement des (milliers de) dossiers. Le Comité a estimé le temps de traitement disponible suffisant et le rythme de travail tenable.

En outre, le Comité s'est penché sur le contrôle de la qualité du travail fourni. Il a pu constater que le responsable du service procédait à un contrôle par échantillonnage. Le Comité permanent R a toutefois estimé ce contrôle de qualité insuffisant car non systématique. Il est également apparu que le responsable du service traitait personnellement environ 5 % des dossiers (à savoir les cas où l'insuffisance de données d'identification ne permet pas de déterminer clairement l'identité d'une personne). Aussi étonnant que cela puisse paraître, il était obligé de s'acquitter personnellement de cette tâche, étant le seul au sein du service Vérifications de sécurité à disposer d'un accès au Registre national.

Hormis la recherche des noms dans les fichiers de données, le traitement des demandes de naturalisation se fait principalement «sur dossier papier». Il est dès lors évident que ce processus peut être amélioré. Outre l'amélioration du suivi

aussi toutes les demandes pour lesquelles un avis de sécurité ou une attestation de sécurité doit être rendu ou qui doivent faire l'objet d'une enquête de sécurité.

des dossiers et la transmission des pièces par voie électronique¹⁸, une application pourrait faciliter les tâches les plus routinières et monotones du personnel. Une informatisation bien étudiée pourrait également servir le contrôle de qualité.¹⁹

L'informatisation des dossiers de déclaration de nationalité est plus avancée, car une partie de ces dossiers est communiquée sous forme électronique. Malgré cet avantage évident, le Comité a observé que ces dossiers arrivaient à des adresses électroniques spécifiques sans passer par le *Point of Contact*. Ces demandes ont alors mené des existences numériques distinctes, les dossiers électroniques n'étant pas tous constitués de la même manière.

Compte tenu du délai de deux à quatre mois dans lequel la VSSE doit fournir son produit fini au client (voir II.1.1), le Comité est d'avis que le délai de traitement d'un mois, défini par le service Vérifications de sécurité, est réaliste. Il permet au service Analyse (et éventuellement aux services extérieurs) de traiter à temps les dossiers «connus». Toutefois, en ce qui concerne les demandes de naturalisation, ce délai n'a pas pu être respecté début 2012: le traitement des dossiers a pris en moyenne deux mois.²⁰ En revanche, le délai prescrit a bien été tenu pour les demandes et options de nationalité.

II.1.2.2. Procédure au sein du service Analyse

Il apparaît que, chaque année, environ 6 % seulement de tous les candidats à la nationalité belge sont «connus» de la VSSE. Leurs dossiers sont alors transmis au service Analyse. Le Comité permanent R a constaté que ce service (à l'instar du service Vérifications de sécurité) omettait d'enregistrer les dossiers entrants et de les suivre formellement.

Le traitement des dossiers commence par la consultation de la banque de données, dont le moteur de recherche permet de consulter efficacement les rapports des services extérieurs ainsi que les analyses antérieures.²¹ La recherche des éléments disponibles dans la base de données ne nécessite donc pas un grand investissement en temps de la part des analystes. Cependant, une analyse requiert parfois aussi la consultation d'autres sources, notamment les sources

¹⁸ Cet aspect ne peut naturellement pas être dissocié du fonctionnement des autres acteurs (communes, parquets, Commission des Naturalisations de la Chambre).

¹⁹ En collaboration avec le service TIC, le service Vérifications de sécurité a déjà expérimenté un système où un tableau de noms, figurant dans l'inventaire des dossiers de naturalisation transmis par la Chambre à la VSSE, a été entièrement introduit dans le système de recherche. Les tests ont toutefois démontré que le système n'était pas encore tout à fait fiable. Le service Vérifications de sécurité a tout mis en œuvre pour que les problèmes rencontrés soient résolus mi-2012 et pour que le système soit opérationnel. Ce n'était cependant pas le cas à la fin 2012.

²⁰ On peut supposer que le retard de 2010 était dû à une augmentation du nombre de dossiers entrants en raison de la présidence belge de l'UE, ainsi qu'à une diminution de l'effectif. À la mi-2012, le service Vérifications de sécurité avait résorbé ce retard.

²¹ Exceptionnellement, il est également possible de consulter des dossiers papier (plus anciens).

ouvertes. En outre, l'analyste peut également demander aux services extérieurs de recueillir des données complémentaires sur le terrain.

Le nombre de demandes de renseignements complémentaires par le biais des «apostilles» était plutôt restreint. Pour la période 2009-2011, moins de 400 dossiers étaient concernés au total, soit seulement 5,5 % du nombre de dossiers «connus» par le service Analyse pour cette même période. Aucune instruction écrite n'indique comment procéder pour déterminer quels dossiers doivent être envoyés pour examen ultérieur aux services extérieurs. Bien qu'il ne soit pas évident de rédiger des règles d'application générale, le Comité permanent R estime qu'il est possible de définir certains critères: l'ancienneté des informations disponibles, la nature de la matière concernée, les priorités générales de la VSSE, la «gravité» du dossier...

Au terme de l'analyse, environ trois quarts des dossiers aboutissent à la mention «*pas connu défavorablement*», tandis qu'un quart des demandes fait l'objet d'une «*note contextualisée*». La rédaction d'une telle note doit naturellement bénéficier de l'attention requise, particulièrement lorsque l'analyste est confronté à des données classifiées ou protégées par le secret des sources. Il convient de traiter ces informations, en veillant à ce que la note atteigne son objectif. En outre, toute «*note contextualisée*» doit être présentée au service Juridique avant envoi.

Le Comité a pu constater que le service Analyse a été attentif à la qualité des dossiers. Il est vrai que la «qualité» du travail d'analyse est difficilement mesurable. Le Comité s'est cependant enquis de la satisfaction du service Naturalisations de la Chambre. Il s'est avéré que ce service n'avait rencontré aucun problème digne d'être mentionné en ce qui concerne les notes remises par la VSSE. Le Comité permanent R n'a toutefois pas eu l'impression que la qualité souhaitée avait déjà fait l'objet d'un débat approfondi, ni au sein de la VSSE ni avec les donneurs d'ordre.

Dans le cadre des déclarations et options de nationalité, le service Analyse considère le délai prescrit comme une «échéance» dans laquelle le dossier *doit* être clôturé. Toutefois, il lui est arrivé de communiquer au procureur du Roi des renseignements complémentaires après écoulement du délai, avec le risque que les dossiers aient déjà été traités par le parquet.

Le service Analyse dispose de plus de temps pour les demandes de naturalisation. D'une part, le délai est en l'espèce de quatre mois pour la VSSE. D'autre part, il s'avère que la Chambre des Représentants suspend le traitement du dossier lorsqu'elle apprend du service Analyse qu'une «*enquête est en cours*».

Le service a qualifié de gérable sa charge de travail. L'effectif dédié au traitement de tels dossiers au sein du service Analyse a été estimé à 5,7 équivalents temps plein (2010), sur un total de 90 membres du personnel.

II.1.2.3. Procédure au sein des services extérieurs

Les services extérieurs exécutent les enquêtes qui leur sont confiées de la même manière que les autres missions de renseignement. À la différence près qu'ils ne peuvent pas recourir dans ce cadre à des méthodes spécifiques ou exceptionnelles et qu'ils doivent donc se limiter aux méthodes ordinaires. L'article 18/1, 1^o L.R&S limite le recours aux méthodes particulières aux missions de renseignement de la VSSE (art. 7, 1^o L.R&S). L'examen de «dossiers de nationalité» relève du champ d'application de l'article 7, 4^o L.R&S.

Le Comité a constaté que le délai de réponse des services extérieurs variait de «rapide» (dans la semaine) à «lent» (plusieurs mois). Dans certains cas, aucune réponse n'a été fournie²² et/ou un rappel a été nécessaire. L'information est parfois arrivée tardivement, après que le service Analyse eût déjà envoyé sa note à l'instance compétente. Le Comité a dès lors estimé qu'il convenait de veiller à ce que les services extérieurs communiquent à temps les renseignements complémentaires au service Analyse. Les réponses des services extérieurs aux apostilles du service Analyse devaient faire l'objet d'un suivi plus rigoureux.

II.1.2.4. La corrélation entre les différentes procédures, le suivi et la mise à jour des dossiers déjà traités

Il existe une corrélation entre les procédures en matière de déclaration et d'option de nationalité d'une part et les naturalisations d'autre part: lorsqu'un demandeur reçoit un avis négatif du procureur du Roi dans le cadre d'une déclaration ou d'une option et qu'il ne saisit pas le tribunal de première instance, son dossier est transmis d'office à la Chambre des Représentants comme demande de naturalisation.²³ Le dossier passe donc en quelque sorte automatiquement d'une procédure à l'autre. Cependant, lorsque la Chambre des Représentants envoie ces dossiers pour avis à la VSSE, aucune mention ne fait apparaître qu'ils y ont déjà été traités. Comme le service Vérifications de sécurité ne conserve lui non plus aucune trace des dossiers «*non connus*»²⁴, ceux-ci sont examinés deux fois dans la pratique. Par conséquent, la constitution de listes de consultations indiquant le nom des personnes ayant déjà fait l'objet d'une recherche s'impose.

Néanmoins, ce n'est pas parce qu'une personne n'était «*pas connue*» de la VSSE hier qu'elle ne l'est pas aujourd'hui ou ne le sera pas demain. En effet, toute la procédure de nationalité prend plusieurs mois. Il se peut donc qu'une personne

²² Par exemple, parce qu'il n'y avait aucune donnée complémentaire pertinente à mentionner. Dans ce cas, les services extérieurs devraient au moins le signaler formellement au service Analyse.

²³ Articles 12bis § 3 et 15 § 3 Code de la nationalité.

²⁴ Le problème se pose uniquement pour les personnes «*non connues*». En revanche, les dossiers «*connus*» laissent bel et bien une trace, en l'occurrence au sein du service Analyse.

ne se trouve pas dans le collimateur de la VSSE au moment de sa demande initiale, mais bien par la suite. Une telle liste de consultation ne peut évidemment pas empêcher le service Vérifications de sécurité de contrôler une nouvelle fois l'identité du demandeur. Il est toutefois utile d'enregistrer qui a déjà fait l'objet d'un screening. La VSSE serait ainsi en mesure de connaître l'«historique de la procédure» de l'intéressé et de retrouver le dossier initial relatif à la déclaration de nationalité.

La seconde raison pour laquelle une telle liste est utile, voire requise, a trait à l'actualisation des informations. Si, dans un premier temps, le service Vérifications de sécurité a renvoyé la demande de l'intéressé en indiquant qu'il n'est pas connu et qu'ensuite de nouvelles informations apparaissent, il est impossible d'exploiter ces données sans une telle liste. Il en va de même dans les dossiers de personnes connues qui ont été traités par le service Analyse. Ici aussi, de nouvelles informations – dans un sens positif ou négatif – peuvent faire surface. Si, dans l'intervalle, le service Analyse a traité le dossier, les nouvelles données ne pourront plus être communiquées au parquet ou à la Chambre. L'inverse peut également se produire : si un dossier est présenté – volontairement ou non – à deux reprises dans un bref laps de temps, il peut faire l'objet de deux avis différents...

II.1.3. LA TÂCHE DE LA VSSE REPLACÉE DANS LA PROCÉDURE GÉNÉRALE

Le Comité permanent R n'a pas pour mission de commenter les procédures d'acquisition de la nationalité de manière générale. Le Comité permanent R s'est dès lors uniquement intéressé à la manière dont ces procédures sont mises en œuvre au sein de la VSSE. Pourtant, tout au long de l'enquête de contrôle, il est apparu que le traitement des dossiers au sein de la VSSE dépendait de nombreux facteurs externes.

Le Comité a pu constater que la description légale de ce que la VSSE doit exactement fournir (l'«avis» qui porte sur des «faits personnels graves») n'est pas très précise. Ce point dépasse en grande partie la VSSE.

D'autre part, il est évident que la manière dont la VSSE traite les dossiers dépend également de la manière dont les autres acteurs assument leur rôle. Deux exemples le démontrent clairement. La manière dont les communes communiquent les dossiers (sur papier ou par voie électronique), la composition de ceux-ci et leur exactitude ont une influence non négligeable sur le traitement ultérieur par la VSSE. En outre, comme la VSSE n'a plus aucun regard sur le traitement des dossiers après son intervention, elle peut difficilement exploiter les renseignements qui pourraient surgir par la suite. Il est dès lors évident que le fonctionnement de la VSSE en matière de naturalisations ne peut être amélioré que si l'on s'intéresse également aux facteurs externes.

Le rapport de l'Agence pour la Simplification administrative concernant l'optimisation du traitement administratif des naturalisations et déclarations de nationalité (septembre 2011)²⁵ a formulé plusieurs propositions visant à modifier les procédures. C'est ainsi que l'Agence prône l'intégration des systèmes TIC des différents acteurs afin d'améliorer la circulation des informations et d'en simplifier la communication. Il convient évidemment de tenir compte de la particularité et des besoins de chaque acteur. Par exemple, pour la VSSE, il faut prendre en considération la problématique de la sécurité et de la classification. Le Comité a recommandé que la VSSE tienne d'ores et déjà compte de ces éléments lors de l'élaboration de ses propres procédures.

II.1.4. CONCLUSION

La présente enquête de contrôle a fait apparaître deux constatations. D'une part, malgré le nombre plutôt restreint de collaborateurs chargés des dossiers de naturalisation, de déclaration et d'option de nationalité au sein de la VSSE, le service parvient encore à gérer le volume considérable de travail. D'autre part, il s'avère que le suivi (surtout administratif) n'était pas optimal et ce, en partie en raison de facteurs externes à la VSSE. En effet, le service de renseignement n'est qu'un maillon d'une longue chaîne. Il est dès lors évident que les méthodes de travail d'autres acteurs se répercutent sur la manière dont la VSSE accomplit ses tâches en la matière.

II.2. LE SUIVI PAR CERTAINS SERVICES DE RENSEIGNEMENT ÉTRANGERS DE LEUR DIASPORA EN BELGIQUE

La Belgique semble exercer un grand pouvoir d'attraction sur les services de renseignement d'autres pays. La présence des institutions européennes et de l'OTAN sur le territoire explique en partie cet attrait. Les services étrangers sont également très intéressés par la recherche de pointe menée dans des programmes spatiaux et dans l'industrie de l'armement en Belgique. En outre, certains de ces services suivent également de près les activités de leur propre communauté de migrants en Belgique qui, pour diverses raisons, ont quitté leur patrie. Ces exilés envisagent rarement un retour et acquièrent parfois la nationalité belge, tout en gardant un lien avec leur pays d'origine. Ces personnes appartiennent à ce qui est de nos jours communément appelé une «diaspora». Ces communautés comptent naturellement aussi en leur sein des activistes, des dissidents et des

²⁵ www.simplification.be.

groupes d'opposition (politique) qui retiennent l'attention des services de renseignement étrangers respectifs.

À la demande du président du Sénat de l'époque, le Comité permanent R a ouvert une enquête de contrôle sur «*la manière dont les services de renseignement belges suivent les éventuelles activités déployées sur le territoire belge par les services de renseignement de pays d'immigration importants situés en dehors de l'Union européenne*». ²⁶

II.2.1. MÉTHODOLOGIE, DÉFINITION DES CONCEPTS ET DÉLIMITATION DU CHAMP D'INVESTIGATION

Pour la sélection des «pays d'immigration importants» hors de l'Union européenne, le Comité permanent R s'est appuyé sur une combinaison de paramètres quantitatifs et qualitatifs. Pour l'approche chiffrée, le Comité s'est fondé sur des statistiques émanant d'instances officielles. Les paramètres qualitatifs suivants ont été pris en considération:

- le degré de priorité²⁷ que les services de renseignement belges donnent aux activités des services de renseignement étrangers qui suivent leur communauté en Belgique;
- l'intensité avec laquelle les services de renseignement étrangers suivent leur diaspora sur le territoire belge²⁸;
- le degré d'importance de la diaspora présente en Belgique pour le pays d'origine;
- l'intensité avec laquelle les services de renseignement belges suivent eux-mêmes les différentes diasporas présentes sur le territoire belge;
- les liens (politiques) historiques entre la Belgique et le pays concerné;
- la diaspora qui connaît la plus forte croissance en Belgique ou qui est la plus représentée parmi les demandeurs d'asile récents;
- la mesure dans laquelle les incidents entre services de renseignement belges et étrangers en la matière sont connus (selon des sources ouvertes);
- le degré de priorité que les services de renseignement belges accordent aux activités déployées par des services de renseignement étrangers en Belgique, mais pas nécessairement dans le cadre du suivi de leur diaspora.

²⁶ Cette enquête a été ouverte à la mi-juillet 2011 et a été officiellement clôturée en décembre 2012.

²⁷ Par exemple, sur la base des Plans d'action de la Sûreté de l'État.

²⁸ Dans ce cadre, la VSSE a affirmé que plus la contestation interne et externe à l'égard d'un régime donné est forte, plus il y a de risques que ces régimes tentent de contrôler et manipuler leur diaspora.

Chapitre II

Sur la base d'une pondération des paramètres susmentionnés, il a été décidé d'axer l'enquête de contrôle sur «le suivi du suivi» de treize diasporas spécifiques.²⁹

De même, il convenait de définir ce que l'on entendait par «activités déployées par les services de renseignement étrangers». Pour le Comité permanent R, ce concept désigne d'abord toute forme de recueil et traitement d'informations, comme le décrit d'ailleurs également l'article 7 L.R&S, à savoir «*rechercher, analyser et traiter le renseignement*». L'examen des sources ouvertes a révélé que les services de renseignement recourent à de nombreuses méthodes pour rechercher, analyser et traiter des informations ou renseignements dans le cadre du suivi de leur diaspora. Il s'avère qu'une des méthodes les plus fréquentes est la création d'«amicales». Si ces groupements, qui réunissent le plus souvent des migrants d'Afrique du Nord, leur permettent de se rencontrer, ils facilitent également leur contrôle politique organisé, par exemple, à partir des ambassades. La méthode classique utilisée par les services de renseignement pour suivre les faits et gestes au sein des communautés de migrants demeure néanmoins la mise sur pied d'un réseau d'informateurs. Il apparaît que certaines catégories professionnelles, comme les journalistes, interprètes, étudiants, scientifiques, hommes d'affaires ainsi que fonctionnaires de police... sont plus rapidement mises à contribution à cette fin que les «simples citoyens». Ces services utilisent également des infiltrés, et plusieurs sources ouvertes font également état de l'interception de télécommunications comme source d'information. Enfin, la collaboration transfrontalière entre les différents services de renseignement s'avère être une autre forme de recueil d'informations en la matière.

Cependant, le «déploiement d'activités» va au-delà du recueil pur et simple d'informations. Il ressort de la littérature qu'outre la recherche d'informations et de renseignements, certains services de renseignement interviennent aussi «plus activement» en entreprenant toutes sortes d'actions. Ces actions vont de l'organisation de manifestations à l'influence (diplomatique) ouverte ou non, où des autorités étrangères utilisent leurs services de renseignement pour faire pression, pour influencer secrètement des décisions administratives et politiques, ou pour orchestrer une campagne de propagande dans les médias. Le plus souvent, il s'agit d'une part de jeter le discrédit sur des opposants et, d'autre part, de susciter une attention négative ou positive pour certains intérêts étrangers. Les sources ouvertes font également mention d'intimidations d'opposants à certains régimes. L'intimidation peut naturellement présenter différentes gradations, allant d'insinuations subtiles qu'une personne est tenue à l'œil jusqu'à des menaces (parfois physiques) à l'encontre de personnes ou de membres de leur famille restés au pays.

²⁹ Étant donné le caractère confidentiel de nombreuses informations contenues dans cette enquête, le Comité ne peut citer nommément les diasporas concernées.

Outre la définition d'une méthodologie et des principaux concepts, il convenait également de délimiter clairement le champ d'investigation à deux niveaux. Tout d'abord, l'enquête ne portait pas à proprement parler sur le suivi direct des différentes diasporas par la VSSE et le SGRS, à moins que les informations recueillies dans ce cadre n'aient été transmises au service de renseignement concerné (voir II.2.2.4). Il en allait de même pour le fonctionnement général des ambassades. En effet, toute représentation étrangère a le droit de s'occuper activement de sa communauté nationale. Le Comité a toutefois attiré l'attention sur la frontière parfois floue entre travail de renseignement et diplomatie. Une ambassade doit entretenir les relations diplomatiques entre deux pays. Parfois, elles vont plus loin et suivent ou contrôlent la diaspora. Les diplomates allant « trop loin » en ce sens ont dès lors également été inclus dans le champ de l'enquête. Comme la détection peut toucher une autre compétence de la VSSE, à savoir « la protection des relations diplomatiques de la Belgique » (voir ce propos le point II.2.2.1), ce service considère cette matière comme délicate.

II.2.2. LE CADRE JURIDIQUE

La problématique du suivi des activités de services de renseignement étrangers à l'égard de leur communauté respective soulève diverses questions d'ordre juridique.

II.2.2.1. La base légale de la compétence des services de renseignement belges

Le contrôle des activités de services de renseignement étrangers sur le territoire belge ne figure pas *expressis verbis* au titre de compétence légale de la Sûreté de l'État ou du SGRS. Le Comité permanent R a déjà plaidé à de nombreuses reprises pour que cette compétence soit explicitement mentionnée dans la loi.³⁰ Les services de renseignement belges sont effectivement les mieux placés pour reconnaître et évaluer les activités de ces services étrangers (parfois partenaires). Le Comité permanent R a constaté que cette recommandation bénéficie d'un large soutien. Outre le Sénat belge et le Secrétaire général du Conseil de l'Europe³¹, le Parlement européen a estimé lui aussi que « *tous les pays européens*

³⁰ Voir COMITÉ PERMANENT R, *Rapport d'activités 2006*, 128 et *Rapport d'activités 2008*, 2.

³¹ « *It would appear that most of Europe is a happy hunting ground for foreign secret services. While most of our member states have mechanisms to supervise the activities of their domestic intelligence agencies as well as the presence of foreign police officers on their territory, hardly any country, with the clear exception of Hungary, has any legal provisions to ensure an effective oversight over the activities of foreign security services on their territory* » (T. DAVIS, in Council of Europe, Speaking notes for the press conference on the report under Article 52 of the ECHR, 1 March 2005 (www.coe.int/t/e/com/files/events/2006-cia/speaking_notes%20_sg.asp)).

doivent disposer de lois nationales spécifiques pour réglementer et contrôler les activités des services secrets de pays tiers sur leur territoire national, renforcer le contrôle et la surveillance de leurs activités et sanctionner les actes ou activités illégaux [...] ».³²

L'absence d'une telle disposition explicite ne signifie toutefois pas que les deux services de renseignement n'ont aucun rôle à jouer dans cette matière.

La compétence de la VSSE est déterminée par une combinaison d'*« intérêts à préserver »* définis par la loi et de plusieurs « menaces » spécifiques également énumérées par la loi. En ce qui concerne les « intérêts », il existe suffisamment de points d'ancrage pour s'intéresser aux activités de services de renseignement étrangers: *« les droits de l'homme et les libertés fondamentales »³³*, *« la sécurité et la sauvegarde physique et morale des personnes »* et *« la sauvegarde [...] de la souveraineté [...] de l'État »³⁴* (art. 8, 2^e L.R&S). Il en va de même pour les « menaces »: certaines actions de services de renseignement étrangers peuvent être qualifiées d'ingérence, d'espionnage et même d'extrémisme (art. 8, 1^o, g, a et c, L.R&S).

Pour le SGRS, le point d'ancrage légal est moins évident, mais il existe en théorie. En vertu de l'article 11, 1^o L.R&S, la mission de renseignement du SGRS englobe, entre autres, l'analyse et le traitement du renseignement qui porte sur:

- toute activité qui menace ou pourrait menacer l'accomplissement des missions des Forces armées (en d'autres termes, toute manifestation de l'intention de neutraliser, d'entraver, de saboter, de porter atteinte ou d'empêcher la mise en condition, la mobilisation et la mise en œuvre des Forces armées belges, des Forces armées alliées ou des organismes de défense interalliés lors de missions, actions ou opérations dans le cadre national, dans le cadre d'une alliance ou d'une collaboration internationale ou supranationale);
- la sécurité des ressortissants belges à l'étranger (en d'autres termes, toute manifestation de l'intention de porter collectivement atteinte, par la dévastation, le massacre ou le pillage, à la vie ou à l'intégrité physique de ressortissants belges à l'étranger et des membres de leur famille).

Dans cette optique, le « suivi du suivi en Belgique » peut fournir des informations cruciales qui peuvent se révéler utiles pour la protection des intérêts

³² Rapport sur l'utilisation alléguée de pays européens par la CIA pour le transport et la détention illégale de prisonniers, Parlement européen, 2006/2200(INI), 30 janvier 2007 (plus particulièrement les points 48, 188 et 204).

³³ Comme le droit à la vie privée ou la liberté d'association dont peuvent également se prévaloir les étrangers qui s'opposent au régime de leur pays d'origine depuis la Belgique.

³⁴ Les services étrangers ne disposent pas, en vertu du droit belge, de la moindre compétence sur notre territoire. Ils sont autorisés à faire ce que sont autorisés à faire de simples citoyens, ni plus ni moins. Certaines formes de suivi peuvent être considérées comme une violation de la souveraineté nationale.

susmentionnés (par exemple, concernant les modes opératoires des services de renseignement étrangers). Le Comité ne partage donc pas tout à fait l'opinion du SGRS qui affirme qu'il «*op basis van de organieke wet, [...] niet bevoegd [is] voor de opvolging van inlichtingenactiviteiten van deze diensten ten aanzien van hun diaspora in België.*»³⁵ Le Comité a toutefois pu constater que le SGRS a déployé des efforts en la matière (cf. *infra*).

II.2.2.2. Activités d'ingérence ou protection des relations diplomatiques?

La VSSE considère «la protection des relations diplomatiques de la Belgique» comme relevant de ses «compétences» (voir II.2.1). Bien que le Comité soit conscient des contraintes délicates dans lesquelles la VSSE doit opérer – entre autres à la suite de la Convention de Vienne –, il souligne que «la protection des relations diplomatiques de la Belgique» n'est pas une compétence légale proprement dite de ce service. La VSSE doit recueillir des renseignements susceptibles de constituer une menace notamment pour les relations internationales de notre pays. Le Comité permanent R souhaite attirer l'attention, pour autant que cela soit nécessaire, sur le fait que l'éventuelle réticence du service ne peut pas le conduire à fournir au gouvernement et aux autorités administratives des informations qui ne sont pas aussi précises que possible. Il incombe au gouvernement et aux autorités administratives compétentes de déterminer l'usage qui est fait des informations fournies.

II.2.2.3. Les instruments légaux des services de renseignement belges

Dans le cadre du suivi des activités des services de renseignement étrangers actifs sur le territoire belge, la VSSE et le SGRS peuvent bien entendu – pour autant que ces activités relèvent de la sphère de leurs compétences – recourir à tous les instruments que le législateur a mis à leur disposition. Ce qui englobe toutes les formes de recueil de données, allant de la consultation de sources ouvertes au recours à des méthodes MRD.

En ce qui concerne ces MRD, il convient toutefois de noter que l'article 18/9 L.R&S ne mentionne pas l'ingérence dans la liste des menaces pour lesquelles la VSSE peut employer des méthodes exceptionnelles. Dans la mesure où certaines activités de services de renseignement étrangers en Belgique ne peuvent être qualifiées que d'ingérence, la VSSE ne peut donc appliquer aucune de ces méthodes. Le Comité ne voit aucun argument convaincant à cet égard, d'autant plus que les méthodes exceptionnelles sont soumises à un contrôle

³⁵ «*d'après la loi organique, [...] n'est pas compétent pour le suivi des activités de renseignement de ces services à l'égard de leur diaspora en Belgique.*» (traduction libre).

Chapitre II

administratif et juridictionnel très strict. Il a dès lors recommandé d'adapter la loi en la matière.³⁶

II.2.2.4. Collaboration avec les services étrangers qui suivent leur diaspora

L'article 20 § 1^{er} L.R&S commande aux services de renseignement et de sécurité de veiller à «assurer une collaboration avec les services de renseignement et de sécurité étrangers». Le troisième paragraphe de cette même disposition confie au Comité ministériel du renseignement et de la sécurité la tâche de définir «les conditions de la coopération prévue au § 1^{er} du présent article». Toutefois, le Comité ministériel n'a encore élaboré aucune directive à cette fin. En revanche, la VSSE a rédigé une instruction détaillée (mais classifiée) sur la collaboration bilatérale avec des correspondants. Les principes qui y sont exposés sont certainement applicables au suivi par les services étrangers de leur diaspora, tant en ce qui concerne l'éventuelle approbation des activités des services étrangers sur le territoire belge que l'éventuelle collaboration à des actions. Quant à l'échange d'informations, la directive se limite à un cadre formel. Elle ne fournit aucune directive précise concernant la nature des données qui peuvent être communiquées ou non à des services étrangers.

Le Comité permanent R apprécie la valeur de cette directive de la VSSE, mais il tient à souligner que le législateur a confié ce rôle au Comité ministériel. Le Comité estime que certaines options prises par la VSSE dans sa directive doivent être évaluées par les responsables politiques. Le Comité a dès lors réitéré³⁷ au Comité ministériel sa recommandation visant à édicter une telle directive.

Le SGRS devrait également élaborer une telle note en s'appuyant sur des «critères pouvant permettre une confrontation avec la réalité», en vue d'une potentielle collaboration avec des services de renseignement étrangers (dans le sens large).

II.2.3. LA MANIÈRE DONT LES SERVICES DE RENSEIGNEMENT SUIVENT CETTE MATIÈRE

II.2.3.1. Le degré de priorité

Les activités d'ingérence et d'espionnage (dans le sens large du terme et donc sans limitation au «suivi d'une diaspora») de différents services de renseignement étrangers sur le territoire belge bénéficient d'*«un suivi permanent»* de la part du Service général du renseignement et de la sécurité et

³⁶ L'enquête n'a pas démontré que cette lacune juridique a déjà engendré des problèmes lors du «suivi du suivi».

³⁷ Voir à cet égard COMITÉ PERMANENT R, *Rapport d'activités 2011*, 5-6.

d'un suivi «*actif (et prioritaire)*»³⁸ par la Sûreté de l'État. Mais dans quelle mesure les services de renseignement précités suivent-ils spécifiquement le suivi des services de renseignement étrangers en Belgique à l'égard de leurs communautés? Sur base de quels critères déterminent-ils que ces activités doivent ou non être suivies et quel est le degré de priorité de ce suivi?

Le volet opérationnel des plans d'action annuels de la VSSE énumère quelque 150 problématiques avec suivi «prioritaire et actif» ou «actif». Il y est indiqué si les activités d'un service de renseignement déterminé à l'égard d'une certaine communauté doivent ou non être suivies et, dans l'affirmative, selon quel degré de priorité. À une exception près, tous les pays d'immigration définis comme «importants» par le Comité permanent R (voir II.2.1) y figurent sous la rubrique des activités d'espionnage et d'ingérence comme pays à suivre de manière active ou active et prioritaire.

En général, les priorités sont définies sur la base des évaluations réalisées par les services d'analyse et après concertation interne avec les services opérationnels. Il est ici tenu compte des capacités en personnel, des besoins de l'actualité, du besoin interne d'informations et du besoin d'informations des partenaires (nationaux et étrangers) externes. Plusieurs autres critères jouent également un rôle. Ces critères ont été évalués comme étant valables et pertinents par le Comité. Toutefois, il s'avère que ceux-ci ne figurent dans aucune directive ou instruction écrite, ce qui ne favorise pas une application uniforme par les différents services internes. En outre, le Comité permanent R a dû constater que ces critères n'étaient pas toujours formellement appliqués au sein du service d'Analyse. En outre, il s'est avéré que d'autres critères supplémentaires étaient parfois utilisés. Le Comité estime que les critères pris en compte pour le suivi du suivi d'une diaspora ne peuvent différer de l'une à l'autre. Le Comité permanent R recommande dès lors de fixer ces critères dans un document, qui permette aux différentes sections d'appliquer une méthodologie plus uniforme, chacune dans son domaine.

Il va de soi que l'«ingérence et l'espionnage dans la sphère militaire» relèvent des domaines d'intérêt du SGRS, et ce en ce qui concerne les services de renseignement de pays ou régions spécifiques. Pour cette compétence, le lien avec un éventuel «suivi du suivi» n'est pas évident. Pour ce qui est de ce «suivi du suivi», il apparaît que le SGRS a manifesté un intérêt particulier pour une diaspora déterminée. La compétence du SGRS se fondait en l'espèce partiellement sur son rôle en matière de protection des intérêts militaires à l'étranger.

³⁸ Un suivi prioritaire actif signifie que la VSSE développe activement et en priorité absolue des activités afin d'acquérir, d'enrichir ou de renforcer sa position d'information concernant ces matières. Un suivi actif «simple» a le même contenu, à ceci près que les questions ne sont pas traitées avec une priorité absolue.

II.2.3.2. L'engagement de moyens

Au sein des services de renseignement, les effectifs ne sont pas affectés de manière exclusive et univoque à une seule matière, une seule problématique (comme l'«ingérence par des services étrangers» ou encore moins le «suivi du suivi») ou (pas toujours) à une seule zone géographique. En outre, la part que l'«ingérence d'un service de renseignement étranger» représente, par exemple, dans la charge de travail totale de la VSSE fluctue dans le temps. Il est dès lors impossible de déterminer quels moyens la VSSE engage dans cette matière.

Il en va de même pour le SGRS, dans la mesure où le suivi des services de renseignement qui sont suivis en permanence fournit également des informations sur la manière dont ils recueillent des renseignements sur leur diaspora. En ce qui concerne le SGRS, il convient toutefois d'ajouter qu'un analyste s'intéresse spécifiquement aux actions menées par un service de renseignement déterminé en Belgique (y compris à l'égard de sa propre diaspora). Et ce, en dépit du fait que le SGRS ne se reconnaît aucune compétence légale en la matière et que cette thématique n'est pas retenue comme prioritaire.

Le «suivi du suivi» s'effectue au moyen de toutes les méthodes autorisées par la loi. Il n'y a rien de spécial à mentionner à cet égard. Ainsi, la VSSE et le SGRS ont régulièrement échangé des informations. Le cas échéant, ils ont également partagé des informations avec d'autres instances (comme le SPF Affaires étrangères). Des méthodes particulières de renseignement sont également utilisées en la matière, surtout par la VSSE. Bien que ces méthodes soient souvent employées dans le cadre de la lutte contre les activités d'ingérence et d'espionnage des services de renseignement étrangers, il est particulièrement difficile de déterminer et, à plus forte raison, de quantifier dans quelle mesure «le suivi du suivi» était visé. La plupart du temps, il s'agit de cibles suivies pour des activités d'espionnage et/ou d'ingérence, et pour lesquelles il peut être constaté en marge qu'elles s'intéressent également à leur diaspora présente en Belgique.

II.2.3.3. L'output des services de renseignement

La VSSE a rédigé des notes relatives à la problématique de l'ingérence de services de renseignement étrangers dans la diaspora lorsqu'une autorité le lui en a fait la demande, ou de sa propre initiative lorsqu'elle l'a estimé pertinent. Ce fut par exemple le cas lorsque la VSSE a constaté que les activités en question pouvaient être considérées comme des «activités criminelles» ou lorsqu'elles représentaient un danger pour l'ordre public.

Parmi les destinataires de ces notes figurent, entre autres, le Premier ministre, les ministres des Affaires étrangères, de la Justice et de l'Intérieur, le chef de cabinet du Roi, le secrétaire d'État à l'Asile, l'Immigration et l'Intégration sociale, divers services au sein du SPF Affaires étrangères, les ambassadeurs belges en poste dans différents pays concernés, le Commissariat général aux

réfugiés et apatrides, l'Office des Étrangers, ainsi que le SGRS, l'OCAM et le Centre de crise du Gouvernement.

Il est arrivé que des informations relatives à la diaspora soient également transmises à des services de renseignement étrangers, bien que ce fut rarement le cas. En la matière, la VSSE se fonde toujours sur ses propres compétences et missions légales, et non sur celles du service étranger.

Le Comité permanent R a également évalué le nombre de rapports et d'analyses qui traitaient du «suivi du suivi». Pour 2011, la VSSE ne disposait toutefois que de chiffres globaux concernant le suivi de l'«espionnage» et de l'«ingérence».³⁹ Pour certains des pays sélectionnés par le Comité permanent R, plusieurs centaines de rapports et d'analyses ont été établis cette année-là. Il ne fut pas possible de déterminer combien de ces rapports d'information et notes portaient en tout ou en partie sur le «suivi du suivi».

Le nombre de rapports (ou leur volume) n'est évidemment pas toujours un bon indicateur de la pertinence des informations qu'ils contiennent. Les activités d'un service de renseignement sont difficiles à traduire en données purement quantitatives. Ce qui signifie que le traitement prioritaire actif de certaines problématiques au moyen de données quantifiables (telles que les nombres de rapports et d'analyses) revêt un caractère mesurable très relatif. Aussi le Comité a-t-il également réalisé une estimation (contrôle marginal) de la qualité de l'*output*. Dans ce cadre, il a été demandé à la VSSE de fournir dix analyses et 25 rapports d'information.

Pour ce qui est des documents à usage interne, il a été fait référence à de simples rapports d'information opérationnels des services extérieurs de la VSSE, des télex et des comptes rendus de réunions avec des services homologues.

Pour ce qui est des analyses, la VSSE a renvoyé à l'«Analyse de phénomène Ingérence (décembre 2009)». Ce document traite des différentes formes d'ingérence – donc pas seulement celles à l'égard des diasporas en Belgique – par des services de renseignement étrangers. Pour le Comité permanent R, cette étude bien documentée constitue un produit de renseignement exemplaire, extrêmement utile tant à usage interne qu'externe.⁴⁰ Le Comité permanent R a soumis les autres notes d'analyse transmises (enquêtes sur des activités d'ingérence) à un contrôle marginal. À l'exception d'une note, le Comité a pu constater que les thèmes abordés correspondaient bien à la liste des priorités

³⁹ Ces chiffres concernaient tant les rapports d'information du service Opérations que les notes du service Analyse, à savoir les missions d'enquête (apostilles), les notes aux autorités intérieures, les notes aux services homologues étrangers et les notes de synthèse. Selon le pays suivi, l'accent était mis tantôt sur l'espionnage, tantôt sur l'ingérence.

⁴⁰ Toutefois, comme cette analyse de phénomène remonte à 2009, le Comité permanent R a estimé qu'elle devrait être actualisée au moyen du matériel disponible dans les notes ponctuelles, et ce afin de garantir la continuité des activités. La VSSE – qui adhérait à cette recommandation – a néanmoins souligné un manque de temps et de personnel pour effectuer une telle actualisation.

établie par la VSSE. Il s'agissait de pays qui figuraient également sur la *checklist* du Comité permanent R, à la même exception près. La plupart des notes que le Comité a pu parcourir ont été rédigées d'initiative.

Toutes les notes concernées étaient classifiées «CONFIDENTIEL» ou «SECRET». Le Comité n'a absolument rien contre le fait que les documents se soient vu attribuer un degré de classification. Il a toutefois dû constater que les raisons pour lesquelles un degré de classification différent avait été attribué n'étaient pas toujours claires. Dans les rapports les plus récents, un degré d'urgence a également été mentionné (afin d'indiquer au destinataire avec quelle rapidité l'auteur du rapport souhaitait voir l'information traitée).

Les notes consultées étaient généralement bien structurées, suffisamment détaillées, lisibles et pertinentes. Bien que le Comité ne puisse pas se mettre à la place des clients de la VSSE, il a estimé que certaines notes auraient pu être plus concises. Quelques notes étaient précédées d'un bref résumé, ce qui leur offrait clairement une plus-value. Les notes semblaient bien documentées et reflétaient la thématique traitée de manière nuancée. Cependant, comme ces notes n'étaient pas toujours différencieres en fonction du destinataire, le Comité a eu l'impression que toutes les informations n'étaient pas aussi pertinentes pour les uns et les autres. Ce qui est intéressant de savoir pour un ministre ne l'est pas nécessairement pour un service de police et inversement.⁴¹ Dans cette enquête, le Comité ne s'est pas prononcé sur le caractère «opportun» des notes ni sur leur «plus-value» potentielle et leur utilité directe pour les décideurs. Il faudrait pour cela réaliser un autre type d'enquête.

Il a également été demandé au SGRS de fournir des analyses et des rapports d'information qui portaient sur le thème de l'enquête de contrôle. Comme ce service s'est déclaré incompetent en la matière (voir II.2.2.1), il n'est pas étonnant que le SGRS n'ait mis que quelques documents⁴² à disposition.⁴³ Un rapport d'environ dix pages décrit, entre autres, les activités des services de renseignement de trois pays en matière de «Intelligence and Espionage», «Extremism» et «Terrorism». Le «suivi du suivi» était cité ici et là. Un autre rapport était beaucoup plus étendu et détaillé. Il portait sur un seul pays et s'intéressait aussi de plus près au suivi de la diaspora. Comme le Comité n'a pu disposer que de quelques documents, il s'abstient de toute appréciation sur leur

⁴¹ La VSSE était également d'avis qu'une différenciation des notes selon le destinataire représente une plus-value, mais a – une nouvelle fois – souligné que son effectif était restreint.

⁴² Parmi les destinataires de ces documents figuraient, entre autres, le Chef de la Maison militaire du Roi, le cabinet de la Défense, le CHOD, différents départements ACOS, le SGRS-CI/C local, le SHAPE et les partenaires tels que la VSSE, l'OCAM et la police fédérale. Le Comité permanent R s'est étonné du fait que le SPF Affaires étrangères n'ait pas reçu ces documents.

⁴³ Le SGRS a indiqué qu'il travaillait sur un troisième document portant spécifiquement sur les activités de certains services de renseignement en Belgique. Ce document n'était toutefois pas encore finalisé au moment de l'enquête.

contenu. Il a toutefois pu constater que la manière dont il a été fait rapport du « suivi du suivi » s'inscrit bel et bien dans le cadre des missions légales du SGRS.

À titre de conclusion, le Comité a constaté que les deux services de renseignement belges ont rédigé peu de documents traitant très spécifiquement du « suivi du suivi », mais que ces services connaissent bel et bien ce phénomène. Néanmoins, il est apparu que ces connaissances résultent surtout d'un acquis personnel de certains membres des services, rarement consigné sur papier sous la forme de notes d'analyse. Celles-ci sont uniquement rédigées à la demande expresse de tiers ou lorsqu'il s'avère nécessaire d'attirer l'attention des décideurs politiques sur des situations ou événements spécifiques. C'est ainsi que lorsqu'un membre du personnel quitte sa fonction, pour quelque raison que ce soit, ces connaissances disparaissent également avec lui.

II.2.4. QUELQUES POINTS D'ATTENTION SPÉCIFIQUES

II.2.4.1. Méthodes et moyens utilisés par des services de renseignement étrangers pour suivre leurs concitoyens

La plupart des services de renseignement étrangers disposent d'un réseau d'informateurs au sein de leur diaspora. Ces réseaux (qui peuvent être développés et utilisés par des membres de services de renseignement agissant sous une couverture diplomatique) ont pour mission principale de contrôler, manipuler et saboter toute forme d'opposition au régime politique du pays d'origine. Dans ce cadre, les services recourent la plupart du temps à des méthodes « douces » relativement classiques : la diffusion de désinformations, la création de faux « partis d'opposition » afin de diviser l'opposition, la corruption d'opposants... D'autres moyens sont également utilisés comme la facilitation ou la complication de l'octroi de documents officiels pour le retour au pays d'origine, la dispense du service militaire... En l'absence de résultat ou en cas de résultat insuffisant, ils passent parfois à des méthodes « plus musclées » (comme l'exercice de pressions ou d'intimidations sur des figures de l'opposition ou les membres de leur famille restés au pays). Des rumeurs de « hit teams », qui viendraient en Belgique sur l'ordre du régime pour y supprimer des opposants, circulent parfois au sein de certaines diasporas. Aucune preuve de tels agissements n'a toutefois jamais été fournie. Il s'agit probablement de campagnes de désinformation.

Une autre méthode souvent utilisée consiste à créer, financer⁴⁴ ou manipuler toutes sortes d'organisations « amicales » socioculturelles, qui ont apparemment pour objet de renforcer les liens entre la diaspora et la mère patrie, mais qui servent aussi en réalité un tout autre objectif.

⁴⁴ Les stimuli financiers constituent d'ailleurs un moyen éprouvé de s'assurer la loyauté de certains groupements liés à la diaspora.

L'on peut également faire mention du rôle du contrôle politique des convictions et pratiques religieuses au sein d'une diaspora donnée ainsi que leurs éventuelles implications politiques.

II.2.4.2. À quelles difficultés les services de renseignement belges sont-ils confrontés lors du suivi de services étrangers ?

En tant que service de renseignement de plus petite envergure, la VSSE a déclaré qu'elle ne disposait pas toujours de la capacité nécessaire pour bien suivre des tentatives d'ingérence de services de renseignement étrangers. Selon elle, cette situation peut engendrer des lacunes au niveau de l'information. En outre, le problème général de la désinformation et des fausses rumeurs complique le recueil d'informations. Enfin, elle a également attiré l'attention sur le fait que des services de renseignement tentent de convaincre la Belgique que le calme règne au sein de leur communauté.

II.2.4.3. Contre-mesures

Le fait que des services de renseignement étrangers collectent en secret des renseignements sur le territoire belge peut être considéré comme une atteinte à la souveraineté, voire comme un délit. La question est alors de savoir quelles mesures les services de renseignement belges peuvent ou doivent prendre.

Il est de toute façon clair qu'ils ne peuvent pas intervenir «activement» pour influencer le cours des événements. Le cadre légal ne prévoit que des possibilités restreintes d'intervention directe. En pratique, le responsable de la VSSE ou du SGRS ne peut qu'interpeller oralement son collègue étranger ou informer la diaspora des activités qu'un service de renseignement étranger entreprend à l'égard de cette communauté.⁴⁵ Si d'autres actions s'avèrent nécessaires, le service de renseignement doit en informer les autorités compétentes en la matière, par exemple les instances judiciaires ou le SPF Affaires étrangères.⁴⁶

Malgré la possibilité de recourir à des mesures judiciaires, le Comité permanent R a fait remarquer que la définition de la menace «espionnage» reprise à l'article 8, 1^o, a) L.R&S est totalement différente des éléments constitutifs du délit d'«espionnage», et que l'«ingérence» (article 8, 1^o, g) L.R&S) ne constitue même pas un délit. En revanche, certaines activités de services étrangers sont

⁴⁵ L'article 19 § 1 L.R&S stipule à cet égard: «Les services de renseignement et de sécurité ne communiquent [...] qu'aux [...] instances et personnes qui font l'objet d'une menace visée aux articles 7 et 11».

⁴⁶ Bien que le SPF Affaires étrangères puisse en l'espèce être considéré comme étant le principal «client» de la VSSE et bien qu'il soit le service indiqué pour aider la VSSE à mettre un terme aux activités des services de renseignement étrangers sur le territoire belge, ces deux institutions ne disposent d'aucun protocole d'accord en la matière.

elles bel et bien passibles d'une condamnation (par exemple les violations de la Loi sur la vie privée, de la Loi relative aux communications électroniques...).

Parmi les autres contre-mesures qui peuvent être utilisées par le SPF Affaires étrangères figurent, par exemple, la déclaration de diplomates *persona non grata*, la non-prolongation de leur accréditation⁴⁷ ou l'injonction au responsable du service de renseignement étranger en Belgique de faire rappeler l'agent pris pour activités clandestines.⁴⁸

II.2.5. CONCLUSIONS

Le contrôle des activités de services de renseignement étrangers sur le territoire belge ne figure pas (explicitement) en tant que tel au titre de compétence légale de la Sûreté de l'État ou du Service général du renseignement et de la sécurité. Malgré cette lacune, il est clair que la VSSE fonde sa compétence en la matière, en vertu des « intérêts à préserver » définis par la loi, combinés à plusieurs « menaces » spécifiques, également énumérées dans la L.R&S. Pour le SGRS, le point d'ancrage légal est moins évident, mais il n'est pas inexistant dans la théorie juridique. Les informations et renseignements concernant le « suivi du suivi en Belgique » peuvent fournir des informations cruciales qui peuvent se révéler utiles pour la protection de certains intérêts énumérés à l'article 11, 1° L.R&S.

Dans son enquête de contrôle, le Comité permanent R a pu constater que la Sûreté de l'État s'est intéressée aux activités déployées par les services de renseignement étrangers à l'égard de leur diaspora en Belgique. Il s'est toutefois avéré très difficile de déterminer de quelle manière le service de renseignement a défini et formalisé ses priorités concrètes en la matière. Le Comité s'est vu communiquer des critères valables et pertinents, qui n'ont toutefois connu aucune formalisation ou application formelle. En l'absence de critères documentés, le danger d'une priorisation pragmatique n'est pas loin, et le risque est réel qu'aucune suite correspondante ne soit réservée aux priorités prédéfinies dans les Plans d'action.

À une exception près, tous les pays d'immigration jugés « importants » par le Comité permanent R se retrouvaient dans le *Plan d'action 2012* de la VSSE afin d'être suivis au moins « activement » pour leurs activités d'espionnage et d'ingérence. Le Comité a pu constater que cela se concrétisait également dans la pratique.

Pour sa part, le SGRS a acquis une position d'information plus que convenable à propos de deux services de renseignement étrangers. En marge, et

⁴⁷ Dans le cadre de l'accréditation du personnel d'une ambassade, la VSSE remet des avis au président du Comité de direction du SPF Affaires étrangères.

⁴⁸ COMITÉ PERMANENT R, *Rapport d'activités 2001*, 107-108.

sans les avoir activement cherchées, le service dispose également d'informations relatives à l'intervention de ces mêmes services à l'égard de leur diaspora. Il s'est également avéré qu'au sein du SGRS se trouvaient de nombreux renseignements concernant les activités des services de renseignement d'un pays donné en Belgique, tant de manière générale qu'à l'égard de sa diaspora. Dans ce cas, le SGRS travaille de manière beaucoup plus «ciblée», et ce en dépit du fait qu'il s'estime (à tort) incomptént en la matière.

De manière générale, les connaissances acquises par les deux services de renseignement demeurent surtout un acquis personnel de certains collaborateurs. Celles-ci ne sont que rarement formalisées. Des notes ne sont rédigées que lorsqu'une demande expresse est formulée à cette fin, ou lorsque les circonstances sont de nature telle qu'il est nécessaire d'attirer l'attention des décideurs politiques sur des situations ou événements spécifiques. Ce qui suscite des questions quant à la continuité des activités: lorsqu'un membre du personnel quitte sa fonction, pour quelque raison que ce soit, ses connaissances acquises disparaissent également. Un document fait exception à ces généralités: l'«Analyse du phénomène «Ingérence» (décembre 2009)» de la VSSE, que le Comité permanent R considère comme un produit de renseignement exemplaire, à condition d'être régulièrement actualisé.

II.3. LE SUIVI ÉVENTUEL D'UN PARTICULIER PENDANT ET APRÈS SA DÉTENTION EN BELGIQUE

En juillet 2010, un journal britannique⁴⁹ révélait que M.J., condamné dans le cadre de l'affaire Trabelsi et détenu dans une prison belge, y aurait été mis sous pression par un certain David, présenté comme un agent du service de renseignement britannique. Ce dernier aurait proposé à M.J. de travailler pour son service. Après avoir accepté cette proposition, M.J. aurait été transféré illégalement en Grande-Bretagne et séquestré dans une base secrète. Il aurait été interrogé durant deux semaines et aurait été plus ou moins contraint de travailler pour le service de renseignement britannique. Selon l'avocat de l'intéressé, cette opération n'a pas pu se dérouler sans être approuvée, sinon connue, entre autres par les services de renseignement belges. Le Comité permanent R a dès lors ouvert une enquête de contrôle le 28 septembre 2010.

Le rapport final – dont une synthèse est proposée au point II.3.1 – a été envoyé en avril 2012 à la Commission de suivi du Sénat et aux ministres compétents, et y a été discuté début mai 2012. Fin mai 2012, le Comité a toutefois

⁴⁹ R. VERKAIK, *The Independent*, 23 juillet 2010 (Uncovered: Britain's Secret Rendition Program).

été informé de l'existence d'une note dans laquelle la VSSE formulait au ministre de la Justice des remarques concernant le contenu du rapport final du Comité. Certaines de ces observations portaient sur des éléments qui n'avaient pas été communiqués au Comité lors de l'enquête de contrôle et qui mettaient en cause la pertinence de certaines conclusions et recommandations. Aussi le Comité permanent R s'est-il vu dans l'obligation d'examiner de plus près ces éléments nouveaux et de poser des questions complémentaires. Le compte rendu se trouve à la section II.3.2.⁵⁰

II.3.1. CONSTATATIONS DU RAPPORT INITIAL

II.3.1.1. Faits antérieurs à l'affaire

À l'âge de 16 ans, M.J. quitte son pays natal, le Maroc. Il séjourne dans plusieurs pays européens, dont l'Espagne, où il est arrêté une première fois. Remis en liberté, il cherche refuge dans des mosquées. Après un séjour en Allemagne et aux Pays-Bas, il se rend à Londres, où il est recueilli par les responsables de la mosquée radicale de Finsbury Park. C'est ainsi que M.J. devient membre d'un groupe islamiste radical qui recrute des personnes en vue de les envoyer soit dans la zone pakistano-afghane soit en Géorgie pour y suivre un entraînement militaire. Il fournit de faux passeports à des candidats djihadistes.

Fin 2001, M.J. quitte la Grande-Bretagne, où il fait l'objet d'une enquête judiciaire. En décembre 2001, il est arrêté par la police néerlandaise. En janvier 2002, il est extradé vers la Belgique, pour suspicion d'implication dans une filière afghane. A l'issue de l'enquête judiciaire, à laquelle la VSSE a collaboré, le tribunal correctionnel condamne M.J. ainsi que sept autres prévenus à des peines d'emprisonnement allant de trente mois à dix ans.⁵¹ Les principales inculpations sont: association de malfaiteurs, faux en écriture, falsification ou contrefaçon de passeports et recrutement d'individus au profit de troupes étrangères. M.J., qui est également reconnu coupable de séjour illégal en Belgique et d'usurpation d'identité, est condamné à quatre ans de prison avec un sursis de cinq ans pour la moitié de sa peine. Le jugement mentionne le fait que durant son procès, le prévenu «*donne une idée de son intolérance religieuse et de son radicalisme anti-occidental*».

M.J. est incarcéré. Comme il est censé être toujours en séjour illégal en Belgique au terme de sa condamnation, il introduit une demande de régularisation en décembre 2003. Il craint en effet d'être rapatrié dans son pays d'origine. Sa requête est toutefois rejetée.

⁵⁰ Le rapport complémentaire a été clôturé à la mi-octobre 2012.

⁵¹ Un des autres prévenus à ce procès n'est autre que Nizar Trabelsi, condamné pour avoir préparé un attentat suicide contre la base américaine de Kleine Brogel.

Chapitre II

À la fin de sa peine, à la mi-décembre 2003, M.J. est dès lors placé à la disposition de l'Office des Étrangers. Il reste incarcéré, mais cette fois en tant que « détenu administratif », dans l'attente de son extradition ou de son rapatriement. Les démarches requises sont menées en ce sens.

En février 2004, l'avocat de M.J. informe l'Office des Étrangers que son client souhaite être rapatrié vers la Grande-Bretagne, où il dispose d'un permis de séjour valable. L'Office des Étrangers prend alors contact avec les autorités britanniques, qui confirment l'authenticité et la validité de ce permis de séjour. M.J. reçoit ensuite à deux reprises la visite de deux délégués du consulat britannique à Bruxelles afin de préparer son rapatriement (en Grande-Bretagne). En avril, les autorités britanniques autorisent ce rapatriement et il est effectivement transféré.

II.3.1.2. Le suivi de M.J. par la VSSE pendant et après sa détention

Aucun document n'a démontré que la VSSE avait suivi M.J. après sa condamnation, ni pendant ni après son incarcération. Le service a déclaré avoir pris connaissance des faits dénoncés en juillet 2010 par le biais d'articles de la presse britannique puis belge. La VSSE ne disposait toutefois d'aucune information lui permettant de confirmer ou d'infirmer cette version des faits. Le service a néanmoins nié expressément en avoir eu préalablement connaissance et a insisté sur le fait qu'il n'avait en aucune façon participé au transfert de l'intéressé vers la Grande-Bretagne. Ainsi la VSSE a-t-elle déclaré n'avoir remis aucune information au service de renseignement étranger concernant le transfert de M.J. L'enquête de contrôle du Comité permanent R n'a fait apparaître aucun élément susceptible d'infirmer ces déclarations.

Selon la VSSE, M.J. aurait choisi de raconter son histoire aux médias pour embarrasser le gouvernement britannique, qu'il tenait pour responsable de ses problèmes avec les services d'immigration et l'assistance publique. En août 2010, la VSSE a envoyé une note classifiée au ministre de la Justice afin de l'en informer.

II.3.1.3. Le suivi de M.J. par le SGRS pendant et après sa détention

M.J. n'était connu du SGRS que par le biais de la synthèse d'un dossier judiciaire portant sur Nizar Trabelsi et Maaroufi Tarek. On peut y lire que M.J. a été condamné à une peine d'emprisonnement de quatre ans pour son rôle de facilitateur à l'égard des candidats djihadistes désireux de se rendre en Afghanistan. Ces renseignements ont été fournis au SGRS par la police fédérale.

Cependant, aucune trace d'un suivi de M.J. par le SGRS n'a été trouvée. Même les articles parus dans la presse belge et britannique en juillet 2010 n'ont apparemment pas attiré l'attention du SGRS. Enfin, il n'y avait au sein du SGRS aucune trace du moindre échange de renseignement concernant M.J. avec des services homologues étrangers.

II.3.2. CONCLUSIONS DU PREMIER RAPPORT D'ENQUÊTE

Le Comité a conclu que le SGRS était resté totalement étranger à cette affaire. Il est apparu que la VSSE n'avait en aucune manière participé aux démarches entreprises pour rapatrier M.J. vers la Grande-Bretagne. Les services de renseignement belges n'ont dès lors pas porté atteinte aux droits que la Constitution et la loi confèrent à cette personne. Du reste, le rapatriement vers la Grande-Bretagne n'avait rien d'illégal.

Le Comité a formulé un avis différent en ce qui concerne la coordination et l'efficacité des deux services de renseignement. Alors que le cas portait sur une personne qui avait été condamnée dans le cadre d'une affaire grave de terrorisme, il s'est avéré que ni la VSSE ni le SGRS n'avaient suivi la situation de l'intéressé après sa condamnation. Ils n'ont pas non plus tenté de déterminer quelle serait sa situation après sa libération. Ces deux services n'ont pas non plus échangé la moindre information à ce sujet. Ils sont restés dans l'ignorance aussi bien de la situation administrative de l'intéressé au terme de sa peine que des mesures prises par l'Office des Étrangers pour le transférer vers le Royaume-Uni.

Même si à l'époque où les faits se sont déroulés, il n'existant pas encore de protocole de coopération entre la VSSE (et le SGRS), d'une part, et la Direction générale Exécution des peines et mesures⁵² ou l'Office des Étrangers et le Commissariat général aux réfugiés et apatrides⁵³, d'autre part, l'article 14 L.R&S offrait pourtant la possibilité de solliciter des informations auprès de ces autorités publiques.

Même après avoir eu connaissance des articles dans la presse au sujet du transfert de M.J. vers la Grande-Bretagne, ni la VSSE ni le SGRS n'a pris la moindre initiative en vue d'en vérifier la réalité, plus particulièrement en examinant dans quelles circonstances et à quelles fins M.J. avait reçu la visite de représentants d'ambassades peu de temps avant la fin de sa détention. En s'abstenant de réagir à ces informations, la VSSE a adopté une attitude passive non conforme à celle qu'elle a déclaré tenir à l'égard de services de renseignement étrangers amis, censés opérer en Belgique, lesquels ne peuvent être actifs dans notre pays qu'à condition de respecter le droit belge, de disposer de l'autorisation préalable de la VSSE et d'agir entièrement sous le contrôle de cette dernière.⁵⁴

⁵² Un tel protocole a été conclu le 20 novembre 2006 dans le sillage du Plan Radicalisme. Son objectif principal est de définir les modalités de la collaboration et de l'échange d'informations entre la VSSE et la Direction générale Exécution des Peines et Mesures (DGEPM) concernant les détenus condamnés pour terrorisme. Selon le Comité permanent R, l'application des mesures prévues par ce protocole d'accord aurait permis à la VSSE (et au SGRS) de vérifier qui avait pris contact avec M.J. durant son incarcération.

⁵³ Le Comité permanent R a estimé qu'avec un tel protocole d'accord, la VSSE aurait peut-être été informée de la situation administrative de M.J. au terme de sa peine.

⁵⁴ Voir par exemple A. WINANTS, 'Anything you can do I can do better?', *Orde van de Dag, Thema: Een publiek debat over geheime methoden*, J. VANDERBORGHT en B. VANGEEBERGEN (eds.), Kluwer, décembre 2011, 45.

II.3.3. CONSTATATIONS DU RAPPORT COMPLÉMENTAIRE

II.3.3.1. *Le non-suivi de M.J. pendant sa détention*

Dans son rapport initial, le Comité regrettait, entre autres, l'absence de suivi par la VSSE de (la situation de) l'intéressé pendant sa détention. Dans une note adressée au ministre de la Justice, la VSSE a avancé plusieurs raisons dont il n'avait toutefois jamais été question lors de l'enquête de contrôle initiale. La VSSE y déclarait que M.J. n'avait plus été suivi pendant sa détention, parce que le service a estimé qu'il ne représentait plus un danger pendant son incarcération et parce que, durant cette période, le service en sous-effectif était extrêmement sollicité en raison de l'assistance judiciaire qu'il devait fournir dans le cadre d'importants dossiers de terrorisme. Il y est également suggéré que le suivi n'était pas nécessaire puisque M.J. était sous le contrôle des autorités judiciaires. Lors de sa détention administrative, il fut placé sous le contrôle de l'Office des Étrangers.

Le Comité a tout d'abord souhaité attirer l'attention sur le fait que la VSSE elle-même – à juste titre – a toujours insisté sur le fait que les autorités judiciaires poursuivent une autre finalité que les services de renseignement. Le Comité ne comprend dès lors pas pourquoi ce service justifie sa propre inaction en invoquant le contrôle des autorités judiciaires. Il en va naturellement de même pour le «contrôle» de l'Office des Étrangers: ce service suit le statut de séjour des détenus étrangers, et non la menace éventuelle qu'ils représentent pour la sûreté intérieure ou extérieure de l'État.

Les deux premières remarques de la VSSE n'ont pas non plus pu convaincre le Comité permanent R: la détention n'exclut certainement pas que le détenu concerné et ses éventuels contacts doivent être suivis.

En réponse aux questions complémentaires du Comité, la VSSE a précisé que la décision de ne plus suivre M.J. avait été prise compte tenu de la menace de l'époque, de la charge de travail du service, des moyens disponibles et des priorités. Le Comité a toutefois constaté qu'aucune analyse – sous la forme d'une note écrite des services d'analyse – n'avait précédé cette décision.

Le Comité a rappelé sa constatation que l'intéressé était alors l'une des rares personnes en Belgique à avoir été condamnées dans le cadre du terrorisme, phénomène qui, en toute logique, constituait une priorité absolue du service.

Le Comité était pleinement conscient de l'impossibilité pour un service de renseignement de suivre (aussi intensivement) quiconque représente une menace potentielle, et ce compte tenu évidemment des moyens limités dont il dispose. Des choix doivent dès lors être opérés, et ce même si le cadre était rempli (voir également II.3.3.3). Le Comité a néanmoins attiré l'attention sur le fait que pour les personnes condamnées dans le cadre de menaces relevant des compétences de la VSSE, il convient de procéder préalablement au moins à une analyse réelle qui donne lieu à une décision motivée, consultable et vérifiable. En l'espèce, le

Comité a souligné que la VSSE en avait elle-même reconnu la nécessité dans son «*Instruction pour la collaboration bilatérale avec les correspondants*». Sous l'en-tête «*Transparence et traçabilité*», il est indiqué qu'une «*trace administrative*» est requise pour chaque action, entre autres en vue du contrôle effectué par le Comité permanent R. Le Comité ne peut que saluer de telles instructions.

II.3.3.2. Protocole avec l'Office des Étrangers et le CGRA

Dans son rapport initial, le Comité avait recommandé aux services de renseignement de conclure un accord de coopération avec l'Office des Étrangers et avec le Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides. Il s'est avéré par la suite qu'un tel accord avait déjà été conclu avec l'Office des Étrangers le 27 juin 2011, mais que la VSSE avait omis d'en informer le Comité de sa propre initiative, comme le prévoit l'article 33 L. Contrôle.

II.3.3.3. Le cadre non rempli

Le Comité a souhaité que la VSSE lui indique si son cadre actuel suffisait à garantir un meilleur suivi de certains détenus ainsi que des activités de services étrangers sur le territoire belge. La VSSE a qualifié la situation de «*nog even problematisch als in 2003 zodat de dienst keuzes moet maken in de personen/activiteiten/fenomenen die kunnen worden opgevolgd*».⁵⁵ Bien que le Comité ait constaté que le nombre d'équivalents temps plein des services extérieurs avait augmenté de près de 30 % depuis 2003, il a déploré que le cadre global ne soit pas complet et que le manque de personnel se soit accru en pourcentage. Le Comité comprend que des choix doivent dès lors être opérés, mais il est toutefois convaincu que la question des priorités continuera de se poser, même si le cadre du personnel est rempli.

II.4. ASSISTANCE SYNDICALE LORS D'UN ENTRETIEN MENÉ DANS LE CADRE D'UNE ENQUÊTE DE SÉCURITÉ

Fin 2011, un syndicat agréé a fait une dénonciation auprès du Comité permanent R. Des agents de la Division Sécurité du SGRS avaient refusé l'accès à leurs locaux à un délégué permanent du syndicat concerné. Ce collaborateur syndical n'a dès lors pas pu être présent à un entretien entre les agents du SGRS et un militaire dans le cadre de son enquête de sécurité. D'après le SGRS, la Loi organique des services de renseignement du 30 novembre 1998 et la Loi

⁵⁵ «*tout aussi problématique qu'en 2003, si bien que le service doit opérer des choix dans les personnes/activités/phénomènes à suivre*» (traduction libre).

Chapitre II

Classification du 11 décembre 1998 s'opposaient à cette présence. L'organisation syndicale a toutefois estimé que l'article 13 de la Loi du 11 juillet 1978 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats du personnel militaire et – surtout – l'article 2 L.R&S incluent le droit d'être présent à de tels entretiens afin de défendre les intérêts individuels de ses membres. Le Comité a décidé d'examiner l'affaire et a étendu l'enquête à la VSSE.⁵⁶

Le Comité a constaté que la réglementation relative aux enquêtes de sécurité (c'est-à-dire la Loi Classification du 11 décembre 1998, l'arrêté d'exécution du 24 mars 2000 et la directive du Comité ministériel du 16 février 2000 qui régit de manière détaillée les enquêtes de sécurité) ne traite pas de la question de la présence éventuelle d'un tiers lors d'une interview ou d'un entretien de sécurité.

Aucune norme ne peut être déduite de l'article 2 L.R&S, qui stipule que les services de renseignement «*[d]ans l'exercice de leurs missions [...] veillent au respect et contribuent à la protection des droits et libertés individuels, ainsi qu'au développement démocratique de la société*». Le Comité a estimé qu'aucun droit précis ou subjectif ne pouvait être déduit de cette disposition, nonobstant sa référence aux droits et libertés individuels pour l'intervention des services de renseignement dans une société démocratique.

De même, la référence du plaignant aux «droits de la défense» comme principe de droit administratif n'était pas non plus pertinente, puisque cette notion ne s'applique qu'aux affaires disciplinaires et criminelles.⁵⁷ Une enquête de sécurité poursuit une autre finalité et dispose d'une procédure *sui generis*.

Enfin, le Comité a analysé les différentes lois qui portent sur la relation entre syndicats et les autorités publiques: la Loi du 11 juillet 1978 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats du personnel militaire (art. 13), la Loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités (art. 16), et la Loi du 17 mars 2004 organisant les relations entre les autorités publiques et les organisations syndicales du personnel des services extérieurs de la Sûreté de l'État (art. 15). Aucune de ces dispositions ne permet de déduire un droit de présence aux entretiens menés dans le cadre d'enquêtes de sécurité.

Aussi le Comité a-t-il conclu qu'il n'existe aucune obligation d'autoriser la présence de délégués syndicaux, et ce tant pour les militaires que pour les civils.

D'autre part, le Comité s'est demandé si des règles existantes pouvaient interdire cette présence. Il a attiré l'attention sur les dispositions de la Loi

⁵⁶ Peu après le début de l'enquête de contrôle fin décembre 2011, le militaire concerné a introduit un recours contre le retrait de son habilitation de sécurité auprès de l'Organe de recours en matière d'habilitations, d'attestations et d'avis de sécurité. Bien que la dénonciation n'émanait pas de ce militaire, le Comité a toutefois estimé opportun d'appliquer l'article 3 L.Org. de recours: l'enquête de contrôle a été suspendue en attendant la décision de l'Organe de recours. Cet organe s'est prononcé à la mi-février 2012. L'enquête a été clôturée fin septembre 2012.

⁵⁷ Voir I. OPDEBEEK, «De hoorplicht», dans *BeginseLEN van behoorlijk bestuur*, I. OPDEBEEK et M. VANDAMME (eds.), Bruges, die Keure, 2005, 236.

Classification qui constituent un obstacle à la présence d'un délégué lors d'une interview lorsque celui-ci ne dispose pas d'une habilitation de sécurité. D'une part, l'article 8 de la Loi Classification stipule que la prise de connaissance d'informations classifiées ne peut se faire qu'à deux conditions: la personne doit être titulaire d'une habilitation de sécurité et disposer du besoin d'en connaître. Dans ces conditions, il est clair qu'on ne peut autoriser la présence d'un délégué syndical à un entretien au cours duquel des informations classifiées doivent être évoquées. D'autre part, l'autorisation d'accéder à des zones classifiées⁵⁸ peut également être soumise à des conditions restrictives. Le Comité a toutefois estimé que cet élément ne pouvait constituer un prétexte pour empêcher systématiquement un délégué syndical d'être présent, étant donné que l'entretien peut être organisé en dehors de telles zones.

Le Comité a dès lors conclu qu'à l'exception de la situation où des informations classifiées seraient abordées, la présence d'un « observateur neutre » à l'audition n'est ni interdite ni obligatoire. Quand la question leur a été posée, aucun des deux services de renseignement ne s'est montré favorable à un système où un délégué syndical bénéficierait d'un droit d'assistance.

II.5. ENQUÊTE COMMUNE SUR LES ÉVALUATIONS DE LA MENACE EFFECTUÉES PAR L'OCAM CONCERNANT DES PERSONNALITÉS ÉTRANGÈRES EN VISITE EN BELGIQUE

Lorsqu'il est apparu que l'OCAM réalisait régulièrement des évaluations de la menace dans le cadre de visites de personnalités étrangères en Belgique, les Comités permanents P et R ont décidé d'ouvrir une enquête de contrôle à la mi-2010.⁵⁹ L'objectif était notamment de vérifier s'il s'agissait bien d'une mission légale de l'OCAM, comment ce service s'acquittait de cette tâche et comment il garantissait la qualité des évaluations.

II.5.1. LA BASE LÉGALE

L'évaluation de la menace lors de la visite d'une personnalité étrangère en Belgique relève des missions légales de l'OCAM. En effet, l'une de ses tâches

⁵⁸ Les zones classifiées désignent des «lieux affectés principalement au traitement et à la conservation de pièces classifiées et protégés par un système de sécurité destiné à empêcher l'accès à toute personne non autorisée» (art. 1^{er}, 7^e AR C&HS).

⁵⁹ Lenquête (qui s'est officiellement ouverte à la fin du mois de juin 2010) n'a pas pu être clôturée dans un laps de temps plus court (début février 2012) en raison des délais de réponse relativement longs de l'OCAM et des difficultés rencontrées pour organiser des réunions avec les membres ou responsables de l'OCAM. Les Comités permanents P et R ont dès lors déploré le manque de coopération de l'OCAM dans cette enquête.

consiste à « *effectuer ponctuellement une évaluation commune qui doit permettre d'apprécier si des menaces visées à l'article 3, se manifestent et, le cas échéant, quelles mesures s'avèrent nécessaires* » (art. 8, 2^o L.OCAM). Les menaces visées à l'article 3 L.OCAM sont le terrorisme et l'extrémisme tels que définis à l'article 8, 1^o, b) et c) L.R&S. Pour les autres menaces (comme celles afférentes à une organisation criminelle ou à l'ordre public), l'OCAM n'est pas compétent.

II.5.2. LA MÉTHODE DE TRAVAIL CONCRÈTE

Les évaluations ponctuelles sont réalisées par les experts détachés des services d'appui.⁶⁰ Ces experts (onze au total en 2012) sont compétents en même temps pour certains pays ou régions du monde et pour certaines thématiques. En 2010, ils ont réalisé 178 évaluations portant sur des personnalités étrangères en visite en Belgique.⁶¹

Dans une note interne datant de 2011, l'OCAM explique que « *l'évaluation ponctuelle [...] comprend toujours [les points suivants]: l'exposé de l'évènement, la description du contexte (situation politique, précédent historique...), la fixation du niveau de menace et s'il échel la suggestion de certaines mesures.* » En outre, l'OCAM a expliqué que l'évaluation proposée par l'expert compétent fait l'objet d'un contrôle de qualité sur la base d'un « *peer counseling* » informel. Cette vérification est effectuée lors des réunions quotidiennes organisées avec le chef du département et/ou le directeur de l'OCAM, et en présence d'un second expert qui n'a pas participé à la rédaction de l'évaluation.

Bien que les évaluations ponctuelles respectent un schéma standardisé, les Comités permanents P et R ont dû constater qu'elles ne se fondaient sur aucun processus ou critère d'analyse formalisé. L'OCAM n'a recours à aucune *check-list* ou fiche de travail. Arguant de la spécificité de chaque cas et des « principes généraux en matière d'analyse », il estimait même inutile de disposer d'une telle procédure formalisée. Pour l'Organe de coordination, la seule garantie d'une vérification uniforme réside d'une confrontation, par la direction, de l'évaluation avec la stratégie générale de l'OCAM. L'OCAM a prétendu que les services étrangers homologues appliquaient une méthode de travail identique ou très proche. Il n'a toutefois pu fournir aucun élément concret à l'appui de sa position. Pour leur part, les Comités ont renvoyé à la méthode de travail de la police fédérale, qui reste compétente pour l'évaluation des menaces autres que le terrorisme ou l'extrémisme. Elle utilise une méthodologie spécifique (avec

⁶⁰ Article 7, 1^o L.OCAM et Arrêté royal du 23 janvier 2007 relatif au personnel de l'Organe de coordination pour l'analyse de la menace. Le profil de l'expert et sa description de fonction sont détaillés à l'annexe 3 de l'Arrêté royal du 23 janvier 2007.

⁶¹ Dans un premier temps, l'OCAM a communiqué les chiffres suivants: 665 demandes d'évaluations et 728 évaluations effectuées. Il s'est révélé par la suite que seulement 220 évaluations ponctuelles ont porté sur des personnalités belges (42) et étrangères (178).

pondération de critères) élaborée à partir d'exemples étrangers. La hiérarchie de l'OCAM a néanmoins déclaré ne pas croire dans une méthodologie où l'évaluation doit suivre un canevas donné.

Enfin, les Comités se sont intéressés à la manière dont les experts acquièrent leurs connaissances et les transmettent. Ils ont constaté que ces processus se déroulaient de manière peu structurée et qu'ils reposaient souvent sur des initiatives personnelles. De surcroît, aucun plan de formation n'a été présenté.

Quant à la «méthode de travail concrète», les Comités permanents P et R sont parvenus à la conclusion que les évaluations se déroulaient sur un mode non formalisé et que les experts eux-mêmes ne recevaient pas une formation uniforme. Cette situation pourrait s'avérer problématique pour l'OCAM si un incident devait survenir et s'il lui était demandé de s'expliquer sur la méthodologie utilisée. Les Comités ont insisté sur le fait que l'expertise, certes présente au sein de l'OCAM, n'est pas incompatible avec l'utilisation d'une méthodologie standardisée, laquelle tiendrait compte de certaines spécificités.

II.5.3. L'AVIS DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DU CENTRE DE CRISE

Le principal «client» en matière d'évaluations de VIP est la Direction générale du centre de crise (DGCC). La DGCC a affirmé qu'elle demandait systématiquement l'avis de l'OCAM lorsque la visite d'une personnalité étrangère était annoncée. Ce n'est que lorsque des éléments concrets laissent présager une menace de nature criminelle que la DGCC s'adresse aussi à la police.

Les Comités permanents P et R ont constaté que la DGCC disait apprécier le travail fourni. La direction s'est déclarée très satisfaite des évaluations, tant de leur contenu que de leur rapidité. Selon la DGCC, les évaluations se sont révélées très utiles pour prendre les mesures requises.

La DGCC a toutefois insisté sur l'importance de maintenir la distinction entre (a) l'évaluation de la menace (mission qui incombe à l'OCAM), (b) la décision des mesures qui s'imposent (rôle qui incombe à la DGCC) et (c) l'exécution de ces mesures (tâche de la police ou de la Sûreté de l'État).

II.6. LE TRAITEMENT DES DEMANDES DE « CONGÉ POUR MISSION » AU SEIN DE LA VSSE

Un membre de la VSSE a introduit une plainte auprès du Comité permanent R, car il s'est vu refuser son «congé pour mission d'intérêt général». Il a affirmé

Chapitre II

avoir fait l'objet d'un traitement inégal en regard de collègues auxquels un tel congé avait été accordé.^{62, 63}

Cette forme de congés est régie par un cadre réglementaire clair, et ce tant pour le personnel des services intérieurs⁶⁴ que pour celui des services extérieurs⁶⁵ de la VSSE. L'octroi d'un tel congé constitue tantôt un droit, tantôt une faveur pour laquelle une autorisation préalable est requise, ou bien où la mission concernée est «confiée». Les critères selon lesquels les autorités compétentes peuvent ou non octroyer des congés ont été décrits de manière relativement précise, surtout en ce qui concerne les services extérieurs.⁶⁶

Malgré la différence d'interprétation des règles en ce qui concerne les services intérieurs et extérieurs, le Comité permanent R a souligné le fait que la politique menée en matière d'octroi de congés pour mission s'inscrit dans le même esprit pour les deux groupes de collaborateurs et suit les mêmes règles et la même philosophie. De même, la procédure de traitement des demandes de congé est identique pour les deux groupes, à la différence près que le directeur des opérations doit remettre un avis supplémentaire pour les services extérieurs (en plus de l'avis du service du personnel). Outre la problématique de l'intérêt général et de la plus-value pour le service, les avis formulés tiennent également compte des répercussions de la mission sur le fonctionnement du service qui emploie le demandeur. Pour les services extérieurs, il convient d'ajouter que les collaborateurs absents du service ne pouvaient pas être remplacés par des

⁶² Comme il était initialement question que d'autres personnes introduisent une plainte similaire, le Comité permanent R a décidé d'attendre avant d'ouvrir une enquête. Lorsqu'il s'est avéré qu'aucun autre plaignant ne se manifestait, le Comité a ouvert son enquête de contrôle le 8 février 2012. Elle s'est terminée à la mi-2012.

⁶³ En application de l'article 40, dernier alinéa, L. Contrôle, l'intéressé a souhaité que son identité soit protégée.

⁶⁴ Articles 99-112 de l'AR du 19 novembre 1998 relatif aux congés et aux absences accordés aux membres du personnel des administrations de l'État et Circulaire n° 476 du 28 mai 1999 du ministre de la Fonction publique (MB 17 juin 1999). La circulaire mentionne, par exemple, que «*Le ministre de la Fonction publique ne pourra plus reconnaître l'intérêt général de la mission que si le ministre dont relève l'agent démontre l'intérêt que l'exécution de la mission présente pour le pays, le gouvernement ou l'administration*».

⁶⁵ Articles 184 et 187 de l'AR du 13 décembre 2006 portant le statut des agents des services extérieurs de la Sûreté de l'État ainsi que les notes de service du 20 février 2007 et du 7 décembre 2007 de la VSSE. Ces notes de service stipulaient entre autres qu'«*il y a lieu d'apporter une preuve suffisante de l'intérêt général de la mission et de démontrer qu'il existe par ailleurs un intérêt/une plus-value pour le service*». Il est également indiqué que «*chaque dossier fait l'objet d'une évaluation ad hoc en fonction de la situation telle qu'elle se présente à ce moment au sein de la Sûreté de l'Etat. Il importe également dans ce cadre d'estimer quelles seront les conséquences, pour l'organisation des services de la Sûreté de l'Etat, de l'octroi du congé pour mission d'intérêt général. En d'autres termes, il tenu compte, entre autres, de la situation, en termes d'effectifs, de la section/unité particulière à laquelle l'agent appartient, ainsi que la fonction qu'il occupe au sein de celle-ci (...)*».

⁶⁶ Dans son arrêt du 24 avril 2012 (Zinzen, n° 219.010), le Conseil d'État a décidé que les critères appliqués par la VSSE suffisent pour prendre des décisions dans le cadre de l'octroi ou non de congés pour mission d'intérêt général.

contractuels. L'impact des absences sur l'exécution des méthodes MRD devait également être pris en compte.

Entre 2007 et 2012, 27 personnes ont introduit une demande de congé pour des fonctions au sein de l'UE, l'OTAN, l'ONU, l'OSCE, l'Agence de défense européenne et la Cour pénale internationale.⁶⁷ Au sein des services intérieurs, il s'agissait au total de trois personnes pour deux missions. Deux collaborateurs ont obtenu le congé demandé. Au sein des services extérieurs, 24 personnes ont demandé un congé, et ce pour 16 fonctions différentes.

Bien que le Comité ait dû constater que le nombre de collaborateurs de la VSSE qui ont pris un congé pour mission était proportionnellement plus élevé que dans les autres services publics fédéraux, il s'agissait toutefois de moins de 1 % de l'effectif total. Ces collaborateurs se sont ainsi vu offrir une occasion unique d'acquérir une expérience (internationale) utile et de développer des réseaux. Ce qui peut présenter un atout tant pour les personnes concernées que pour la VSSE. Le Comité a estimé que l'évaluation des demandes (de prolongation) de mission tenait compte, à juste titre, de la présence éventuelle d'une telle plus-value.

Enfin, le Comité a constaté que la VSSE traitait les demandes de congé pour mission de manière équitable: les critères utilisés étaient prédéfinis, les décisions étaient correctement motivées, et il n'y avait aucune indication de traitement inégal des demandes. Il convenait néanmoins de noter que plusieurs personnes dont la demande (de prolongation) a fait l'objet d'un refus ont quitté le service. Ce phénomène, qui est aussi en partie influencé par plusieurs facteurs externes (comme la différence de rémunération entre la VSSE et certaines institutions internationales), était toutefois très limité et ne posait donc pas de problème.

II.7. ENQUÊTES DE CONTRÔLE POUR LESQUELLES DES DEVOIRS D'ENQUÊTE ONT ÉTÉ POSÉS EN 2012 ET ENQUÊTES QUI ONT DÉBUTÉ EN 2012

Cette section énumère et situe brièvement toutes les enquêtes que le Comité permanent R a démarrées en 2012, ainsi que les enquêtes sur lesquelles il a continué de travailler au cours de cette même année, mais qui n'ont pas encore pu être clôturées.

⁶⁷ Les collaborateurs de la VSSE peuvent également être détachés auprès d'autres institutions, par exemple, à Europol, à l'OCAM et au service d'Enquêtes du Comité permanent R. Dans ces cas-là, l'intéressé est rémunéré par la VSSE (éventuellement avec recouvrement auprès du service qui emploie effectivement la personne), tandis que, dans le cas d'un congé pour mission d'intérêt général, la rémunération est directement versée par le service qui l'emploie.

II.7.1. ENQUÊTE CONCERNANT LES ACTIVITÉS DU SGRS EN AFGHANISTAN

En décembre 2001, la Belgique décidait d'intégrer l'ISAF (*International Security Assistance Force*), la force internationale de maintien de la paix en Afghanistan. Depuis, des militaires belges sont basés à l'aéroport de la capitale Kaboul ainsi que dans la province de Kunduz au nord du pays. Depuis 2008, des avions belges de combat F-16 opèrent également à partir de Kandahar.⁶⁸

Il est ressorti d'un briefing du SGRS concernant la situation sur place que ce service mettait en œuvre de nombreuses méthodes de renseignement (HUMINT, OSINT, IMINT, SIGINT...) et collaborait étroitement avec des services de renseignement d'autres pays. Afin de se faire une idée globale, le Comité a décidé d'ouvrir une enquête de contrôle sur «*le rôle du SGRS dans le suivi de la situation en Afghanistan*». Cette enquête s'est intéressée à des thèmes tels que le personnel déployé, les méthodes de renseignement utilisées, la collaboration avec des services de renseignement étrangers et la transmission de renseignements.

Le Comité permanent R clôture cette enquête de contrôle à la mi-2013.

II.7.2. ÉVALUATION DE LA MANIÈRE DONT LA SÛRETÉ DE L'ÉTAT REMPLIT SON RÔLE EN MATIÈRE DE LUTTE CONTRE LA PROLIFÉRATION ET DE PROTECTION DU POTENTIEL SCIENTIFIQUE ET ÉCONOMIQUE

Le Comité permanent R a déjà mené plusieurs enquêtes sur la problématique de la lutte contre la prolifération⁶⁹ et sur la protection du potentiel scientifique et économique (PSE)⁷⁰ par les services de renseignement. Dans ces deux matières, la VSSE a un rôle extrêmement important à jouer à l'égard de différents services publics. Les renseignements transmis par la VSSE ou la manière de s'en servir peuvent néanmoins avoir des conséquences préjudiciables pour certaines entreprises. En outre, les intérêts qui prévalent en matière de lutte contre la prolifération ne coïncident pas nécessairement avec ceux qui priment pour la protection du PSE. Par cette enquête, le Comité permanent R examine au moyen

⁶⁸ Fin 2011, le gouvernement belge a décidé de commencer le retrait des soldats belges à partir de 2012. Fin 2014, il sera mis fin à la «mission de sécurité» des troupes internationales en Afghanistan. L'OTAN prévoit une mission de suivi, qui se concentrera dès 2015 sur la formation et l'aide à la reconstruction du pays. Une éventuelle contribution belge à cette mission est envisagée.

⁶⁹ Voir par exemple COMITÉ PERMANENT R, *Rapport d'activités 2005*, 11-29; *Rapport d'activités 2008*, 40-54; et *Rapport d'activités 2011*, 37-40.

⁷⁰ Voir par exemple COMITÉ PERMANENT R, *Rapport d'activités 2005*, 73 et 102-146; et *Rapport d'activités 2008*, 58-63.

d'un cas concret si la VSSE a œuvré consciencieusement dans ce cadre. Le cas choisi permet de procéder à une évaluation qui porte sur une période relativement longue. Différents devoirs d'enquête ont été posés en 2012 (briefings par les services de renseignement, visite d'entreprises, entretien avec des experts en la matière...).

II.7.3. FAITS PRÉTENDUMENT RÉPRÉHENSIBLES D'UN SERVICE DE RENSEIGNEMENT ÉTRANGER ET POSITION D'INFORMATION DE LA VSSE

Début décembre 2011, le Comité permanent R est informé d'une plainte avec constitution de partie civile auprès du juge d'instruction. La plainte portait sur des faits d'enlèvement, de détention et de coups et blessures commis aux Pays-Bas et en Belgique attribués à des agents d'un service de renseignement d'une puissance étrangère.

Bien qu'il ne dispose pas de la compétence légale pour contrôler des services de renseignement étrangers, le Comité a estimé utile d'examiner la position d'information de la Sûreté de l'État à l'égard des faits dénoncés. En effet, les faits dénoncés se seraient en partie déroulés sur le territoire belge.

L'enquête de contrôle a été clôturée début 2013.

II.7.4. LE SUIVI D'ÉLÉMENTS EXTRÉMISTES DANS L'ARMÉE

À l'occasion de briefings donnés par le SGRS, le Comité permanent R a pris connaissance de la problématique de militaires évoluant dans des milieux extrémistes et de militaires membres ou sympathisants de bandes criminelles de motards. Durant cette même période, les médias ont fait mention de la présence au sein du Bataillon de Chasseurs ardennais d'un militant djihadiste qui aurait rédigé un manuel de combat en s'appuyant sur l'expérience acquise. Le Comité a dès lors décidé d'ouvrir une enquête de contrôle sur «*le suivi par le SGRS de militaires extrémistes au sein des Forces armées*». L'enquête a pour but de vérifier si le SGRS aborde efficacement cette problématique et s'il respecte les droits des citoyens dans ce cadre.

L'enquête de contrôle sera clôturée dans le courant de l'année 2013.

II.7.5. LA MANIÈRE DONT LES FONDS SPÉCIAUX SONT GÉRÉS, UTILISÉS ET CONTRÔLÉS

Le service d'Enquêtes R a été chargé de mener deux enquêtes judiciaires sur l'éventuelle utilisation abusive de fonds destinés à la rémunération d'informateurs. Vu les éléments mettant au jour d'éventuels problèmes structurels, le Comité permanent R a décidé début septembre 2012 d'ouvrir une enquête thématique sur «*la manière de gérer, d'employer et de contrôler les fonds destinés à la rémunération des informateurs de la VSSE et du SGRS*».

Compte tenu des enquêtes judiciaires en cours, l'enquête de contrôle a été suspendue jusqu'à nouvel ordre.

II.7.6. LA VSSE ET SA MISSION LÉGALE DE PROTECTION DES PERSONNES

En marge de l'«*enquête de contrôle commune sur les évaluations de la menace effectuées par l'OCAM concernant des personnalités étrangères en visite en Belgique*» (voir ci-dessus II.5), le Comité a constaté que la disponibilité de la VSSE lors de l'exécution de certaines missions de protection posait problème. La VSSE a évoqué à plusieurs reprises des raisons impératives de surcharge et de manque de moyens à cet égard.

Aussi le Comité permanent R a-t-il décidé d'ouvrir une enquête de contrôle afin d'examiner si la Sûreté de l'État mène ses activités de protection des personnes conformément à la loi, et si elle travaille efficacement dans ce domaine.

L'enquête se trouve dans sa phase finale.

II.7.7. ATTEINTE ÉVENTUELLE À LA RÉPUTATION À LA SUITE DE DÉCLARATIONS DE LA VSSE

En juillet 2012, le Comité permanent R a reçu une plainte émanant d'un particulier concernant la VSSE. Le plaignant exerce des activités professionnelles dans le secteur du renseignement économique et affirme que la Sûreté de l'État salissait sa réputation. Cette situation aurait des conséquences néfastes sur ses activités professionnelles.

Le 19 septembre 2012, le Comité permanent R a ouvert une enquête de contrôle «*sur les informations a éventuellement diffusées par le VSSE à l'égard d'un particulier*». L'enquête s'est clôturée en avril 2013.

II.7.8. ENQUÊTE DE CONTRÔLE COMMUNE SUR LA JOINT INFORMATION BOX

Pour ses initiateurs, la création d'une «*Joint Information Box*» (JIB) – approuvée par le Comité ministériel du renseignement et de la sécurité – constituait le point fort du «*Plan d'action Radicalisme*». Il s'agit d'un fichier de travail implanté au sein de l'OCAM. Il a pour but la «*collecte structurelle d'informations sur les entités suivies dans le cadre du Plan d'action Radicalisme*».

Lors d'une réunion commune des Comités permanents P et R à la mi-novembre 2012, il a été décidé d'ouvrir une enquête de contrôle «*sur la manière dont l'OCAM gère, analyse et diffuse les informations stockées dans la Joint Information Box (JIB), en rapport avec l'exécution du Plan Radicalisme*».

II.7.9. AGENTS DE RENSEIGNEMENT ET MÉDIAS SOCIAUX

Fin novembre 2012, les médias ont évoqué la présence de collaborateurs de services de renseignement sur des réseaux sociaux tels que Facebook et LinkedIn. La Commission sénatoriale de suivi a dès lors demandé au Comité permanent R d'ouvrir une enquête de contrôle sur «*l'ampleur du phénomène de publicité que donnent des collaborateurs de la Sûreté de l'État, mais aussi éventuellement du SGRS et de l'OCAM, de leur qualité d'agent de ces institutions sur Internet via des médias sociaux*». Le Comité a aussi reçu la mission d'examiner les risques liés à une telle publicité et les mesures à prendre.

Le Comité permanent R a démarré son enquête de contrôle concernant les collaborateurs du SGRS et de la VSSE en décembre 2012. Quant au volet relatif aux collaborateurs de l'OCAM, une enquête de contrôle commune a été ouverte début 2013 avec le Comité permanent P.

CHAPITRE III

CONTRÔLE DES MÉTHODES PARTICULIÈRES DE RENSEIGNEMENT

L'article 35 § 1^{er}, 1^o L. Contrôle stipule que le Comité doit consacrer, dans son rapport d'activités annuel, « *une attention spécifique aux méthodes spécifiques et exceptionnelles de recueil de données, telles qu'elles sont visées dans l'article 18/2 de la loi du 30 novembre 1998 organique des services de renseignement et de sécurité [et] à l'application du chapitre IV/2 de la même loi* ».⁷¹ Ce chapitre traite dès lors de la mise en œuvre des méthodes particulières de renseignement par les deux services de renseignement et de la manière dont le Comité permanent R exerce son rôle juridictionnel à cet égard. Ce rapport est un condensé des deux rapports semestriels que le Comité a rédigés pour la Commission de suivi du Sénat.^{72, 73}

III.1. DONNÉES CHIFFRÉES RELATIVES AUX MÉTHODES SPÉCIFIQUES ET EXCEPTIONNELLES

Entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2012, 848 autorisations ont été accordées par les deux services de renseignement confondus pour l'utilisation de méthodes particulières de renseignement, 757 par la VSSE (655 spécifiques et 102 exceptionnelles) et 91 par le SGRS (67 spécifiques et 24 exceptionnelles).

⁷¹ Pour une analyse des méthodes particulières de renseignement et du contrôle exercé sur celles-ci, voir: COMITÉ PERMANENT R, *Rapport d'activités 2010*, 49-61 en W. VAN LAETHEM, D. VAN DAELE et B. VANGEEBERGEN (eds.), *De Wet op de bijzondere inlichtingenmethoden*, Antwerpen, Intersentia, 2010, 299 p.

⁷² Art. 35 § 2 et 66bis § 2, alinéa 3, L. Contrôle.

⁷³ Lors de la présentation du '*Rapport sur l'application des méthodes spécifiques et exceptionnelles par les services de renseignement et de sécurité et le contrôle effectué sur celles-ci par le Comité permanent R (1^{er} janvier au 31 décembre 2011)*', la Commission de suivi a demandé au Comité de préparer deux projets de propositions de loi modifiant la Loi MRD. Il s'agissait d'une part du règlement relatif à l'identification des utilisateurs de moyens de communication déterminés comme méthode spécifique et, d'autre part, d'une modification de la procédure d'extrême urgence pour les méthodes spécifiques et exceptionnelles. Une présentation succincte de ces propositions est reprise dans le chapitre V du présent rapport d'activités.

Chapitre III

Le tableau ci-dessous établit une comparaison avec les chiffres de 2011, étant la première année complète au cours de laquelle les méthodes MRD ont pu être mises en œuvre.

	SGRS		VSSE		TOTAL
	Méthodes spécifiques	Méthodes exceptionnelles	Méthodes spécifiques	Méthodes exceptionnelles	
2011	60	7	731	33	831
2012	67	24	655	102	848

Sous réserve de la nuance qui sera apportée plus loin dans ce rapport (voir III.1.2.1), le nombre de méthodes mises en œuvre est resté plus ou moins stable. Un glissement vers les méthodes exceptionnelles est néanmoins à noter: pour les deux services, le nombre de méthodes exceptionnelles a plus que triplé en 2012 par rapport à l'année précédente.

Dans ce qui suit, trois grandes rubriques sont établies pour chaque service: des données chiffrées sur les méthodes spécifiques, sur les méthodes exceptionnelles et sur les menaces visées par les différentes méthodes ainsi que sur les intérêts à protéger.

III.1.1. AUTORISATIONS RELATIVES AU SGRS

III.1.1.1. *Les méthodes spécifiques*

NATURE DE LA MÉTHODE SPÉCIFIQUE	NOMBRE 2011	NOMBRE 2012
Pénétration et observation dans des lieux accessibles au public à l'aide d'un moyen technique	7	8
Pénétration et inspection de lieux accessibles au public à l'aide d'un moyen technique	0	0
Prise de connaissance de données d'identification du trafic postal et réquisition du concours d'un opérateur postal	0	0
Prise de connaissance des données d'identification de moyens de communication électroniques; réquisition du concours d'un opérateur; ou l'accès direct à des fichiers de données	23	25
Prise de connaissance des données d'appel de moyens de communication électroniques et réquisition du concours d'un opérateur	17	30
Prise de connaissance des données de localisation de moyens de communication électroniques et réquisition du concours d'un opérateur	13	4
TOTAL	60	67⁷⁴

⁷⁴ Dans un cas, l'autorisation concernait une catégorie professionnelle protégée, c'est-à-dire un avocat, médecin ou journaliste professionnel.

Contrôle des méthodes particulières de renseignement

III.1.1.2. Les méthodes exceptionnelles

NATURE DE LA MÉTHODE EXCEPTIONNELLE	NOMBRE 2011	NOMBRE 2012
Pénétration et observation, à l'aide ou non d'un moyen technique, de lieux privés qui ne sont pas accessibles au public	0	1
Pénétration et inspection, à l'aide ou non d'un moyen technique, de lieux privés qui ne sont pas accessibles au public	0	0
Création ou recours à une personne morale fictive	0	0
Ouverture et prise de connaissance d'un courrier confié ou non à un opérateur postal	0	0
Collecte de données concernant des comptes bancaires et des transactions bancaires	5	7
Intrusion dans un système informatique	0	2
Ecoute, prise de connaissance et enregistrement de communications	2	14
TOTAL	7	24 ⁷⁵

III.1.1.3. Les intérêts et les menaces justifiant le recours à des méthodes particulières⁷⁶

Le SGRS est autorisé à utiliser les méthodes spécifiques et exceptionnelles dans le cadre de trois missions, qui elles-mêmes comprennent des intérêts spécifiques à protéger :

- La mission de renseignement orientée vers les menaces visant, entre autres, l'intégrité du territoire national, les plans de défense militaires et le potentiel scientifique et économique en rapport avec la défense (art. 11, 1^o L.R&S);
- La mission en matière de sécurité militaire qui vise par exemple le maintien de la sécurité militaire du personnel relevant de la Défense, des installations militaires et des installations militaires et des systèmes informatiques et de communications militaires (art. 11, 2^o L.R&S);
- La protection des secrets militaires (art. 11, 3^o L.R&S).

⁷⁵ Dans un cas, l'autorisation concernait une catégorie professionnelle protégée, c'est-à-dire un avocat, médecin ou journaliste professionnel.

⁷⁶ Plusieurs intérêts et menaces peuvent figurer dans une même autorisation.

Chapitre III

NATURE DE LA MISSION	NOMBRE 2011	NOMBRE 2012
Mission de renseignement	38	63
Sécurité militaire	8	7
Protection de secrets	19	21

Contrairement à la VSSE, les menaces auxquelles le SGRS peut ou doit être attentif ne sont pas définies dans la loi. Cependant, ce service mentionne systématiquement quelle menace est visée dans ses autorisations. Une telle transparence mérite en effet d'être soulignée. En ce qui concerne la mise en œuvre de méthodes particulières, les chiffres montrent que la lutte contre l'espionnage est restée la première priorité du service de renseignement militaire.

NATURE DE LA MENACE	NOMBRE 2011	NOMBRE 2012
Espionnage	54	78
Terrorisme (et processus de radicalisation)	10	3
Extrémisme	3	3
Ingérence	0	2
Organisations criminelles	0	1
Autres	0	5

III.1.2. AUTORISATIONS RELATIVES À LA VSSE

III.1.2.1. *Les méthodes spécifiques*

NATURE DE LA MÉTHODE SPÉCIFIQUE	NOMBRE 2011	NOMBRE 2012
Pénétration et observation dans des lieux accessibles au public à l'aide d'un moyen technique	89	75
Pénétration et inspection de lieux accessibles au public à l'aide d'un moyen technique	0	1
Prise de connaissance de données d'identification du trafic postal et réquisition du concours d'un opérateur postal	4	2
Prise de connaissance des données d'identification de moyens de communication électroniques; réquisition du concours d'un opérateur; ou l'accès direct à des fichiers de données	355	254

Contrôle des méthodes particulières de renseignement

Prise de connaissance des données d'appel de moyens de communication électroniques et réquisition du concours d'un opérateur	237	147
Prise de connaissance des données de localisation de moyens de communication électroniques et réquisition du concours d'un opérateur	46	176
TOTAL	731	655 ⁷⁷

En ce qui concerne les méthodes spécifiques mises en œuvre par la VSSE, la comparaison avec 2011 fait ressortir trois chiffres surprenants: le nombre de 'Prises de connaissance de données d'identification' et le nombre de 'Prises de connaissance de données d'appel' diminuaient de manière significative, alors que le nombre de 'Prises de connaissance de données de localisation' augmentait sensiblement. Cela peut s'expliquer en partie par la manière dont la VSSE a réagi à une certaine jurisprudence du Comité permanent R. L'organe juridictionnel avait en effet constaté que des opérateurs avaient communiqué spontanément des données de localisation à la VSSE, alors que celle-ci réclamait des données d'appel et d'identification. Étant donné que réclamer des données de localisation constitue une méthode distincte, le Comité a appelé à faire cesser à cette pratique. Selon toute vraisemblance, la VSSE a ensuite demandé explicitement les données de localisation parce que celles-ci pouvaient receler des informations intéressantes.

Un autre élément qui mérite l'attention a trait au mode de comptabilisation utilisé. 274 identifications de données d'appel n'ont en effet pas été comptabilisées parce qu'elles étaient reprises dans les 'Prises de connaissance de données d'appel'. L'année dernière, il n'y en avait que 116. Si l'on tient encore compte de ces chiffres, il n'est alors plus question d'une diminution du nombre de 'Prises de connaissance de données d'identification', mais bien d'une augmentation.

III.1.2.2. Les méthodes exceptionnelles

NATURE DE LA MÉTHODE EXCEPTIONNELLE	NOMBRE 2011	NOMBRE 2012
Pénétration et observation, à l'aide ou non d'un moyen technique, de lieux privés qui ne sont pas accessibles au public	2	8
Pénétration et inspection, à l'aide ou non d'un moyen technique, de lieux privés qui ne sont pas accessibles au public	3	6
Création ou recours à une personne morale fictive	0	0

⁷⁷ Dans dix-sept cas (contre neuf l'année dernière), l'autorisation concernait une catégorie professionnelle protégée, c'est-à-dire un avocat, médecin ou journaliste professionnel.

Chapitre III

NATURE DE LA MÉTHODE EXCEPTIONNELLE	NOMBRE 2011	NOMBRE 2012
Ouverture et prise de connaissance d'un courrier confié ou non à un opérateur postal	4	12
Collecte de données concernant des comptes bancaires et des transactions bancaires	10	16
Intrusion dans un système informatique	3	10
Ecoute, prise de connaissance et enregistrement de communications	11	50
TOTAL	33	102⁷⁸

Les chiffres montrent – comme pour le SGRS – un accroissement marqué du nombre de mesures d'écoute: 50 en 2012 contre 11 en 2011. Les autres méthodes exceptionnelles ont elles aussi été beaucoup plus souvent autorisées.

Pour la première fois, deux autorisations ont été accordées par le ministre compétent, et ce parce que la Commission BIM ne pouvait pas siéger (voir aussi III.2.2.1).

III.1.2.3. Les menaces et les intérêts justifiant le recours aux méthodes particulières⁷⁹

La VSSE n'est autorisée à intervenir que pour la sauvegarde des intérêts suivants :

- La sûreté intérieure de l'État et la pérennité de l'ordre démocratique et constitutionnel ;
- La sûreté intérieure de l'État et les relations internationales ;
- Les éléments essentiels du potentiel scientifique et économique.

INTÉRÊTS PROTÉGÉS	NOMBRE 2011	NOMBRE 2012
La sûreté intérieure de l'État et la pérennité de l'ordre démocratique et constitutionnel	694	704
La sûreté extérieure de l'État et les relations internationales	571	693
La sauvegarde des éléments essentiels du potentiel scientifique et économique	24	15

Le tableau suivant reprend les menaces (potentielles) visées par la VSSE dans le contexte de la mise en œuvre des méthodes spécifiques et exceptionnelles. Une

⁷⁸ Dans cinq cas, l'autorisation concernait une catégorie professionnelle protégée, c'est-à-dire un avocat, médecin ou journaliste professionnel.

⁷⁹ Plusieurs intérêts et menaces peuvent figurer dans une même autorisation.

méthode peut naturellement viser plusieurs menaces. La VSSE peut utiliser les méthodes spécifiques dans le cadre de toutes les menaces qui relèvent de leurs compétences (art. 8 L.R&S). Les méthodes exceptionnelles ne peuvent pas être utilisées dans le cadre de l'extrémisme et de l'ingérence. Elles sont toutefois autorisées dans le cadre du processus de radicalisation menant au terrorisme (art. 3, 15^o L.R&S).

NATURE DE LA MENACE	NOMBRE 2011	NOMBRE 2012
Espionnage	193	243
Terrorisme (et processus de radicalisation)	371	288
Extrémisme	319	177
Prolifération	17	28
Organisations sectaires nuisibles	4	7
Ingérence	3	10
Organisations criminelles	3	5

Ces chiffres sont importants en comparaison avec 2011. Comme pour le SGRS, nettement moins de méthodes MRD ont été autorisées dans la lutte contre le ‘terrorisme’, mais aussi contre l’‘extrémisme’. En 2012, l’attention s’est davantage portée (du moins en ce qui concerne les MRD) sur la menace ‘espionnage’, le nombre étant passé de 193 à 243.

III.2. LES ACTIVITÉS DU COMITÉ PERMANENT R EN SA QUALITÉ D’ORGANE JURIDICTIONNEL ET D’AUTEUR D’AVIS PRÉJUDICIELS

III.2.1. LES CHIFFRES

Le Comité permanent R peut être saisi de cinq manières pour se prononcer sur la légalité des méthodes particulières de renseignement (art. 43/4 L.R&S) :

- D’initiative;
- À la demande de la Commission de la protection de la vie privée;
- Par le dépôt d’une plainte d’un citoyen;
- De plein droit chaque fois que la Commission BIM a suspendu une méthode spécifique ou exceptionnelle pour cause d’illégalité et a interdit l’exploitation des données;
- De plein droit quand le ministre compétent a donné son autorisation sur base de l’article 18/10, § 3 L.R&S.

Chapitre III

De plus, le Comité peut aussi être saisi en sa qualité d'« auteur d'avis préjudiciaux » (articles 131bis, 189^{quater} et 279bis CIC). Le Comité rend, sur demande, un avis sur la légalité de renseignements recueillis au moyen de méthodes spécifiques ou exceptionnelles, et qui sont utilisés dans le cadre d'une affaire pénale. Les demandes d'avis sont introduites par les juridictions d'instruction ou par les juridictions de fond. Le Comité n'intervient pas alors *stricto sensu* comme un organe juridictionnel.

TYPE DE SAISINE	NOMBRE 2011	NOMBRE 2012
1. D'initiative	13	19
2. Commission Vie Privée	0	0
3. Plainte	0	0
4. Suspension par la Commission BIM	15	17
5. Autorisation du ministre	0	2
6. Auteur d'avis préjudiciel	0	0
TOTAL	28	38

Une fois saisi, le Comité peut prendre plusieurs types de décisions (intermédiaires). Toutefois, dans les deux cas (1. en 2. Ci-après), une décision est prise avant la saisine proprement dite.

1. Constater la nullité de la plainte pour cause de vice de forme ou absence d'un intérêt personnel et légitime (art. 43/4, alinéa 1^{er}, L.R&S);
2. Décider de ne pas donner suite à une plainte qui est manifestement non fondée (art. 43/4, alinéa 1^{er}, L.R&S);
3. Suspendre la méthode contestée dans l'attente d'une décision définitive (art. 43/4, dernier alinéa, L.R&S);
4. Demander des informations complémentaires à la Commission BIM (43/5 § 1^{er}, alinéa 1^{er} et alinéa 3, L.R&S);
5. Demander des informations complémentaires au service de renseignement concerné (43/5 § 1^{er}, alinéa 3, L.R&S);
6. Ordonner une mission d'enquête pour le service d'Enquêtes R (art. 43/5 § 2 L.R&S). Dans cette rubrique, on ne fait pas référence aux multiples informations complémentaires recueillies par le service d'Enquêtes R avant la saisine proprement dite et donc d'une manière plutôt informelle;
7. Procéder à l'audition des membres de la Commission BIM (art. 43/5 § 4, alinéa 1^{er}, L.R&S);
8. Procéder à l'audition du dirigeant du service de renseignement ou des membres du service de renseignement concerné (art. 43/5 § 4, alinéa 1^{er}, L.R&S);

Contrôle des méthodes particulières de renseignement

9. Statuer sur les secrets relatifs à une information ou instruction judiciaire en cours dont les membres des services de renseignement sont dépositaires, après concertation avec le magistrat compétent (art. 43/5 § 4, alinéa 2, L.R&S);
10. Pour le président du Comité permanent R, statuer sur la demande du dirigeant du service ou le membre du service de renseignement qui estime devoir garder le secret dont il est dépositaire parce que sa divulgation est de nature à porter préjudice à la protection des sources, à la protection de la vie privée de tiers ou à l'accomplissement des missions du service de renseignement (art. 43/5 § 4, alinéa 3, L.R&S);
11. Mettre fin à la méthode concernée si celle-ci est toujours en cours ou si elle a été suspendue par la Commission BIM, et interdire l'exploitation des données recueillies grâce à cette méthode et leur destruction (art. 43/6 § 1^{er}, alinéa 1^{er}, L.R&S);
12. Mettre fin partiellement à une méthode autorisée. Il est question ici, par exemple, d'une situation où une méthode est limitée dans le temps, pas d'une situation où une seule autorisation d'un dirigeant du service autorise plusieurs méthodes et où le Comité ne met fin qu'à une seule d'entre elles;
13. Lever totalement ou partiellement la suspension et l'interdiction qui ont été décidées par la Commission BIM (art. 43/6 § 1^{er}, alinéa 1^{er}, L.R&S), ce qui implique que la méthode autorisée par le dirigeant du service a bien été considérée par le Comité comme (partiellement) légale, proportionnelle et subsidiaire;
14. Constater l'incompétence du Comité permanent R;
15. Déclarer le caractère infondé de l'affaire pendante et permettre la poursuite de la méthode;
16. Délivrer un avis préjudiciel (articles 131bis, 189*quater* en 279bis CIC).

Le Comité permanent R doit statuer définitivement dans un délai d'un mois suivant la date à laquelle il a été saisi (art. 43/4 L.R&S). Ce délai a été respecté dans tous les dossiers.

NATURE DE LA DÉCISION	2011	DÉCISIONS FINALES 2011	2012	DÉCISIONS FINALES 2012
1. Plainte frappée de nullité	0		0	
2. Plainte manifestement non fondée	1		0	
3. Suspension de la méthode	3		1	
4. Information complémentaire de la Commission BIM	4		0	

Chapitre III

NATURE DE LA DÉCISION	2011	DÉCISIONS FINALES 2011	2012	DÉCISIONS FINALES 2012
5. Information complémentaire du service de renseignement	9		6	
6. Mission d'enquête du service d'Enquêtes R	17		11	
7. Audition membres de la Commission BIM	0		0	
8. Audition membres des services de renseignement	1		0	
9. Décision relative au secret de l'instruction	0		0	
10. Informations sensibles lors de l'audition	0		0	
11. Cessation de la méthode	12	39	4	38
12. Cessation partielle de la méthode	7		18	
13. Levée (partielle) de l'interdiction de la Commission BIM	5		13	
14. Incompétence	0		0	
15. Autorisation légale/Non-cessation de la méthode/ Non-fondement	15		3	
16. Avis préjudiciel	0		0	

Ce qui est étonnant, c'est que malgré le fait que le nombre de décisions finales du Comité est demeuré pratiquement inchangé par rapport à l'année précédente, la portée de ces décisions diffère fortement. Là où en 2011, il a encore été décidé à quinze reprises que la méthode en cause était légale, cela n'a été le cas que trois fois en 2012. Cela tient certainement au fait que, la première année, le Comité traitait encore des dossiers pour autoriser des décisions de principe, même si, à première vue, aucun problème de légalité ne ressortait de l'enquête; en 2012, le Comité ne s'est plus saisi de tels dossiers.

Un autre fait marquant est que dans treize cas, la suspension qui a été prononcée par la Commission BIM, a été (partiellement) annulée; en 2011 cette mesure n'a dû être appliquée qu'à cinq reprises. Le nombre plus élevé est principalement dû au fait que, dans huit dossiers identiques, le Comité a pris une décision différente de la Commission BIM (voir III. 2.2.1.1).

III.2.2. LA JURISPRUDENCE

La substance des 38 décisions finales prises par le Comité permanent R en 2012 est reprise ci-après. Les synthèses sont expurgées des données opérationnelles. Seuls sont repris les éléments qui présentent un intérêt d'un point de vue juridique.⁸⁰

Les décisions ont été regroupées en cinq rubriques :

- Les exigences légales (de forme) préalables à la mise en œuvre d'une méthode;
- La motivation de l'autorisation;
- Les exigences de proportionnalité et de subsidiarité;
- La légalité de la méthode concernant les techniques utilisées, les données recueillies, la durée de la mesure et la nature de la menace;
- Les conséquences d'une méthode (mise en œuvre) illégale(ment).

Si c'était pertinent, certaines décisions ont été reprises dans plusieurs rubriques.

III.2.2.1. Exigences légales (de forme) préalables à la mise en œuvre d'une méthode

Aucune méthode particulière ne peut être utilisée sans l'autorisation écrite préalable du dirigeant du service. Pour les méthodes exceptionnelles, il convient en outre de présenter un projet d'autorisation et un avis conforme de la Commission BIM. Si des méthodes sont mises en œuvre sans l'autorisation écrite ou l'avis conforme, le Comité peut naturellement intervenir.

III.2.2.1.1. Autorisation donnée par le remplaçant du dirigeant du service

Lorsque le fonctionnaire désigné provisoirement comme remplaçant par le dirigeant du service lui-même était inopinément absent pour cause de maladie, un autre fonctionnaire signait les diverses autorisations pour des méthodes spécifiques «*Pour l'Administrateur général, absent, X, pour X, absent, Y*» (dossiers 2012/1266 au 2012/1273 inclus). Toutefois, étant donné que l'article 3, 8° L.R&S stipule que le dirigeant du service, qui doit se porter garant des autorisations, est remplacé, en cas d'empêchement, par «*l'administrateur général faisant fonction*» de la VSSE et par «*le chef faisant fonction*» du SGRS, se posait la question de savoir si cette règle avait été respectée. Le Comité a jugé que dans les circonstances données, la mise en œuvre des méthodes était légale puisque «*les principes de cas de force majeure et de continuité du service public s'appliquant en l'espèce*».

⁸⁰ Toutes les décisions du Comité en cette matière sont soit revêtues de la mention « diffusion restreinte », soit classifiées au niveau « confidentiel ».

III.2.2.1.2. Autorisation donnée par le ministre compétent

Pour la période de vacances et parce qu'aucun des remplaçants des membres effectifs n'avait encore été désigné, la Commission BIM a décidé de ne prévoir qu'une réunion pour traiter les nouveaux dossiers, tant en juillet qu'en août. Lorsque le service de renseignement concerné a voulu mettre en œuvre une méthode exceptionnelle à la mi-juillet, il a immédiatement invoqué la procédure inscrite à l'article 18/10 § 3, alinéa 3, L.R&S (dossiers 2012/1308 et 2012/1309). Cette disposition permet au service de renseignement de demander à son ministre d'autoriser la méthode si la commission ne donne pas d'avis dans le délai de quatre jours après réception du projet d'autorisation. Vu les circonstances concrètes et vu la nécessité pour le service de pouvoir continuer à remplir ses missions légales, le Comité n'avait aucune objection à ce que le ministre soit saisi immédiatement. Le Comité permanent R a encore remarqué que l'article 18/10 § 3, alinéa 3, L.R&S prévoit seulement l'autorisation du ministre «*sans poser d'autres exigences telles que celles prévues par l'article 18/10 § 1^{er}; Que [le ministre] a autorisé la méthode exceptionnelle en apposant sa signature sur la décision*». Cependant, le ministre avait omis de mentionner dans son autorisation dans quels délais le service de renseignement devait faire rapport sur le déroulement de la méthode, et ce conformément à l'article 18/10 § 3, alinéa 4, L.R&S. Le Comité a toutefois jugé «*que cette omission n'affecte pas la légalité de la décision, ni l'autorisation donnée par [le ministre]*».

III.2.2.1.3. Méthode non couverte par l'autorisation

Pour la période de référence, le Comité a dû se prononcer à quatre reprises sur des dossiers dans lesquels une erreur ou un cas de force majeure était à la base du non-respect des limites du mandat légal.

Dans le premier dossier (2012/902), le dirigeant du service avait autorisé l'observation d'un immeuble pendant une période déterminée. Le dispositif d'observation était installé chez une personne qui avait prêté son concours. Mais en raison de son absence, l'appareil n'a pas pu être enlevé à temps. Par conséquent, des 'observations', qui n'étaient pas couvertes par l'autorisation, ont été effectuées pendant plusieurs jours encore, sans que le service puisse y mettre fin. Le dirigeant du service a signalé spontanément à la Commission BIM que ces images seraient effacées dès que le dispositif pourrait être enlevé. La Commission BIM a décidé la suspension partielle de la méthode, à savoir pour la partie qui sortait du cadre de l'autorisation initiale. Le Comité s'est rallié à cette décision.

Dans le deuxième dossier (2012/1058), le dirigeant du service souhaitait procéder au repérage de données d'appel du gsm d'une cible déterminée. En vue de la mise en œuvre de la méthode, le service de renseignement a requis le concours d'une autre instance. Toutefois, en raison d'une erreur administrative, l'instance a lancé une écoute téléphonique. Lorsque l'erreur a été découverte le

lendemain, le service de renseignement a immédiatement demandé l'arrêt de la méthode. Sur ces entrefaites, l'instance concernée a effacé toutes les données enregistrées. Le Comité a jugé « *dat de aldus geïintercepteerde communicaties, ook al werden zij niet aan de [inlichtingendienst] meegedeeld en luidens schriftelijk rapport van [de gevorderde instantie] onmiddellijk na de vaststelling van de vergissing gewist, uiteraard onwettig zijn bekomen en dit bij gebreke aan rechtsgeldige beslissing* ».⁸¹ L'écoute téléphonique constitue en effet une méthode exceptionnelle, or il n'y avait aucune décision valable qui autorisait l'utilisation d'une telle méthode.

Un service de renseignement a été autorisé à placer deux gsm sur écoute pendant deux mois (dossier 2012/1136). Dès le deuxième jour, le service a remarqué une erreur matérielle: un des deux numéros interceptés n'était pas le numéro mentionné dans l'autorisation. Le dirigeant du service a immédiatement ordonné l'arrêt de la méthode. Il en a informé la Commission, qui à son tour, a ordonné la suspension partielle. Le Comité a reconnu l'erreur matérielle et a prononcé lui aussi l'arrêt partiel de la méthode.

Dans le dernier dossier (2012/1435), le dirigeant du service a découvert que certains renseignements, obtenus suite à une mesure d'écoute autorisée légalement, ne concernaient pas la cible. Cela résultait d'une manipulation erronée de l'opérateur requis. La Commission BIM a suspendu partiellement la méthode et a interdit l'exploitation de ces données. Le Comité permanent R a confirmé l'interdiction d'exploitation et a ordonné la destruction des données concernées, mais a levé l'interdiction de la Commission « *[a]ttendu que la décision du chef de service est légale; que le problème de légalité a pour origine une erreur non [du service de renseignement] mais de l'opérateur requis, qu'en conséquence il n'y a pas lieu de suspendre la méthode* ».

III.2.2.1.4. Une méthode exceptionnelle sans autorisation préalable

Un service de renseignement a pu momentanément disposer d'un support de données numérique. Il a immédiatement saisi cette opportunité pour copier des données avant de replacer le support. Cette opération constitue toutefois une méthode exceptionnelle, telle qu'inscrite à l'article 18/16 § 1^{er}, 1° à 4 °, L.R&S et requiert, par conséquent, une autorisation préalable. Cependant, une telle autorisation n'avait jamais été accordée (dossier 2012/1371). Le dirigeant du service a invoqué la notion juridique d'état de nécessité. Il estimait que les prescriptions légales ne pouvaient matériellement être respectées dans le court délai dont disposait son service. Le Comité a toutefois jugé que « *de verkeerdelyk*

⁸¹ « *que les communications ainsi interceptées, même si elles n'ont pas été communiquées au [service de renseignement] et, aux termes du rapport écrit de [l'instance requise], ont été immédiatement effacées après la constatation de la méprise, sont évidemment recueillies de manière illégale, et ce en l'absence d'une décision valable.* » (traduction libre).

als noodtoestand omschreven rechtsfiguur van overmacht in casu geenszins kan worden bijgetreden. Dat de wetgever de aanwending van de meest invasieve methoden van informatiegaring met klem afhankelijk heeft gemaakt van de naleving van zeer strikte en duidelijk omschreven voorwaarden, evenzeer in het overigens expliciet voorziene geval van uiterste hoogdringendheid. Dat het dienvolgens de inlichtingendiensten toekomt de nodige schikkingen te treffen en de nodige flexibiliteit en inventiviteit aan de dag te leggen om binnen redelijkerwijs voorzienbare situaties legaal te kunnen opereren, ook en zelfs a fortiori voor het geval die zich bij hoogdringendheid zouden voordoen. [...] Dat het Vast Comité I er ten gene dele van overtuigd is dat mits een efficiënte inzet van de huidige communicatiemiddelen, het voorhanden hebben van anticipatieve scenario's en een adequate coördinatie van de inspanningen, een tijdige schriftelijke machtiging en een eensluidend advies in het specifieke geval van [de methode] redelijkerwijze volstrekt onmogelijk zouden zijn geweest.»⁸² Le Comité permanent R a remarqué par ailleurs que le dirigeant du service avait omis de suspendre la méthode et d'en informer la Commission BIM dès qu'il avait constaté l'illégalité.

III.2.2.1.5. Notification préalable de la Commission BIM

Une méthode spécifique ne peut effectivement être employée qu'après la notification de la décision motivée du dirigeant du service à la Commission BIM. Etant donné que le service de renseignement concerné avait déjà utilisé la méthode avant la notification, une destruction partielle a été décidée: les données qui avaient été recueillies avant la notification effective de la Commission avaient en effet été recueillies de manière illégale (dossier 2012/1662).

⁸² «en aucun cas l'on ne peut se rallier en l'espèce à la notion juridique de force majeure, erronément décrite comme état de nécessité. Que le législateur ait fait dépendre avec insistance l'utilisation des méthodes de recueil de données les plus intrusives au respect de conditions décrites de manière très stricte et claire, également dans le cas de l'extrême urgence, d'ailleurs prévu explicitement. Qu'il revient dès lors aux services de renseignement de prendre les dispositions nécessaires et de faire preuve de flexibilité et d'inventivité pour pouvoir opérer légalement dans des situations raisonnablement prévisibles, aussi et même a fortiori en cas d'extrême urgence. [...] Que le Comité permanent R n'est en aucun cas convaincu qu'à condition d'utiliser efficacement les moyens de communication actuels, de disposer des scénarios anticipatifs et de coordonner les efforts de manière adéquate, il aurait été raisonnablement tout à fait impossible d'obtenir une autorisation écrite à temps et un avis conforme dans le cas spécifique [de la méthode].» (traduction libre).

III.2.2.2. Motivation de l'autorisation

III.2.2.2.1. Absence de motivation

Dans sept dossiers, (2012/1289, 2012/1290, 2012/1293, 2012/1296, 2012/1299, 2012/1300 et 2012/1310), le dirigeant du service avait décidé de procéder au repérage de données d'appel de numéros de gsm, à l'identification des titulaires des numéros reçus ainsi qu'à la localisation de toutes ces personnes. En d'autres termes, cela concernait trois méthodes distinctes. La mise en œuvre de méthodes spécifiques requiert toutefois une décision préalable, écrite et motivée, du dirigeant du service. Vu que «*deze bepaling geen louter vormvoorschrift is, nu zij er immers toe strekt te waarborgen dat de legaliteit van de beslissing, inbegrepen de subsidiariteit en de proportionaliteit van de in te zetten methode, kan worden nagegaan*»⁸³, le Comité a décidé la cessation partielle des sept méthodes puisque, en effet, en ce qui concerne la localisation, «*niet de minste verantwoording*»⁸⁴ n'était donnée dans les décisions.

III.2.2.2.2. Motivation insuffisante

Le service de renseignement concerné souhaitait procéder au repérage de données d'appel entrantes et sortantes du moyen de communication d'un 'pion supposé' d'un tiers qui, malgré le fait qu'il était déjà suivi depuis longtemps, se livre 'probablement' à des activités de renseignement, sans qu'aucun élément concret n'ait été mis en avant (dossier 2011/841). Comme pour toute méthode spécifique, il doit y avoir une menace potentielle (art. 18/3 § 1^{er} L.R&S) «*die evident in de beslissing haar weerslag moet vinden, aangezien deze met redenen moet omkleed zijn*».⁸⁵ Cette condition n'était pas remplie dans ce dossier.

Dans le dossier 2011/843, le Comité est arrivé à la même conclusion. Dans l'autorisation, le dirigeant du service avait formulé '*een loutere hypothese*'⁸⁶ '*alsook een gemeenplaats die kan opgaan voor elke [gelijkaardige beroepsbeoefenaar]*'.⁸⁷ «*Dat er volgens de W.Ie&V voor de aanwending van een specifieke methode echter meer moet zijn, nl. een gemotiveerde potentialiteit. Dat m.a.w. moet worden aangetoond dat de gebeurlijke dreiging niet louter in de verbeelding bestaat. Dat er dan ook elementen dienen te worden aangedragen die*

⁸³ «*cette disposition n'est pas une simple formalité, puisque elle sert en effet à garantir que la légalité de la décision, en ce compris la subsidiarité et la proportionnalité de la méthode à mettre en œuvre, peut être respectée.*» (traduction libre).

⁸⁴ «*pas la moindre justification*» (traduction libre).

⁸⁵ «*qui, à l'évidence, doit se retrouver dans la décision, vu que celle-ci doit être motivée.*» (traduction libre).

⁸⁶ «*une simple hypothèse*» (traduction libre).

⁸⁷ «*ainsi qu'un lieu commun qui peut être valable pour tout (praticien similaire).*» (traduction libre).

deze mogelijkheid redelijkerwijs kunnen schrageren. »⁸⁸ En l'absence d'indications dans la décision et dans les informations complémentaires obtenues par le Comité permanent R, qui pouvaient ou auraient pu rendre crédibles les suppositions, il a été mis fin à la méthode.

Dans deux autres dossiers (2012/1039 et 2012/1040), la Commission BIM, sur la base du dossier et d'informations complémentaires, avait procédé à une suspension «*au motif que la gravité de la menace potentielle ne ressort pas suffisamment du dossier, qu'il n'apparaît pas clairement quelle menace représente le target et que la lettre n'apporte pas les éléments suffisants demandés.*» Le Comité a quand même demandé des informations complémentaires au service concerné. Il en ressortait effectivement qu'il «*ne s'agit pas d'une simple activité de lobbying; que le but de la méthode est de vérifier si le target tente de recruter des agents pour les services de renseignement étranger, comme les contacts qu'il a sembleraient l'indiquer.*» Étant donné qu'il existait bel et bien une menace potentielle concernant la cible, la suspension a été levée.

III.2.2.2.3. Ambiguïté dans la motivation

Un service de renseignement souhaitait procéder à l'observation d'une personne et de plusieurs sites (dossier 2011/855). La personne n'était certes pas complètement identifiée, mais suffisamment décelable, si bien que le Comité n'a vu aucune objection légale dans cette méthode. L'observation d'un local connu comme tel du mouvement extrémiste auquel appartenait la cible ne constituait pas non plus un problème. Il en allait autrement avec l'autorisation d'observer la porte d'entrée de son domicile, dès que son adresse pourrait être retrouvée, comme pour tous les endroits qu'il fréquentait. En l'absence d'adresse concrète, le Comité n'a pas été en mesure de décider s'il s'agissait d'une observation d'un/ dans un lieu privé accessible au public ou d'une observation dans un lieu privé qui n'est pas accessible au public (par exemple si le lieu à observer se situait dans un compound fermé). Cette dernière ne constitue pas une méthode spécifique, mais une méthode exceptionnelle. Vu que les conditions en matière d'utilisation d'une méthode exceptionnelle n'ont pas été satisfaites, l'autorisation était ambiguë sur le plan du contenu et a été jugée illégale pour cette partie.

Dans un autre dossier (2012/1371), un service de renseignement souhaitait procéder à la prise de connaissance de données informatiques. Vu qu'il s'agit d'une méthode exceptionnelle, «*[moeten] de bedreigingen, nader omschreven in art. 18/9 W.I&V., ernstig van aard zijn*».⁸⁹ Le Comité permanent R a jugé que la

⁸⁸ «*Qu'en vertu de la L.R&S, l'utilisation d'une méthode spécifique exige toutefois davantage, à savoir une potentialité motivée. En d'autres termes, qu'il doit être démontré que la menace éventuelle n'est pas simplement le fruit de l'imagination. Que dès lors des éléments étayant logiquement cette possibilité doivent être apportés.*» (traduction libre).

⁸⁹ «*les menaces, précisées à l'art. 18/9 L.R&S, [doivent] être graves*» (traduction libre).

gravité de la menace qui était avancée était incompatible avec la constatation selon laquelle 15 jours étaient passés avant la lecture des données.

III.2.2.2.4. Motivation consolidée en cas de deuxième prolongation

L'article 18/10 § 5 L.R&S. stipule que toute deuxième prolongation (et les suivantes) d'une méthode exceptionnelle n'est possible que si des circonstances particulières requièrent cette prolongation. Ces raisons particulières doivent en outre être reprises dans la décision même.

Dans un dossier déterminé (2012/1230), l'autorisation d'une deuxième prolongation, en vue de consulter des données bancaires, mentionnait certes les raisons – auxquelles le Comité permanent R s'est rallié – qui justifiaient la mise en œuvre de la méthode, mais les circonstances particulières n'ont, pour ainsi dire, pas été explicitées. L'argumentation reprise dans l'autorisation en question était pratiquement identique à celle qui figurait dans les deux autorisations précédentes. Il est ressorti d'une enquête complémentaire menée par le Comité permanent R, conformément à l'article 43/5 L.R&S., que les circonstances particulières requises en vertu de la loi étaient bel et bien présentes. Aussi le Comité a-t-il jugé que « *de machtingig wettig is, zij het dat op formeel vlak slechts op een bijzonder rudimentaire wijze werd tegemoetgekomen aan het in artikel 18/10 § 5 W.I&V. bepaalde. Dat het dienvolgens de voorkeur verdient erover te waken dat al de bijzondere omstandigheden ab initio in de beslissing worden opgenomen en hun bestaan en aard niet pas ingevolge een vatting van het Vast Comité I nader dienen te worden achterhaald.* »⁹⁰

III.2.2.3. L'exigence de proportionnalité et de subsidiarité

Le Comité s'est prononcé à quatre reprises sur la question de savoir si une méthode autorisée avait un lien avec la gravité de la menace (proportionnalité) et si l'objectif visé par la menace ne pouvait pas être atteint d'une manière moins intrusive (subsidiarité).

Le dirigeant d'un service de renseignement avait accordé une autorisation pour procéder à l'identification de moyens de communication utilisés par une personne (dossier 2012/1040). Il n'y avait rien d'anormal (voir III.2.2.2.). Mais dans la même décision, il avait immédiatement autorisé la mise en œuvre de deux autres méthodes qui dépendaient du résultat de la première. Le Comité a toutefois jugé qu'« *en l'absence d'informations obtenues par la méthode sollicitée soit « l'identification des services de communications électroniques auxquels une*

⁹⁰ « *l'autorisation est légale, bien que, sur le plan formel, elle ne soit conforme au § 5 de l'article 18/10 L.R&S que de manière particulièrement rudimentaire. Qu'il serait préférable à l'avenir de veiller à que toutes les circonstances particulières soient reprises dès le départ dans la décision pour que leur existence et nature ne doivent pas être recherchées suite à la saisine du Comité permanent R.* » (traduction libre).

Chapitre III

personne déterminée est abonnée ou qui sont utilisés habituellement par une personne déterminée» (art. 18/7 § 1, 2° L.R&S), il n'est pas permis de juger du respect des principes de subsidiarité et de proportionnalité et donc de la légalité des deux autres méthodes sollicitées à savoir celles visées par les articles 18/7 § 1, 1° et 18/8 § 1, 1° L.R&S. »

Dans un dossier susmentionné (voir III.2.2.3), un service de renseignement souhaitait procéder à l'observation d'une personne et de différents sites (dossier 2011/855). Le Comité a sanctionné cette méthode pour ce qui concerne l'observation de la porte d'entrée du domicile de la cible, comme de tous les lieux qu'il fréquente, car en l'absence d'adresse concrète, il était impossible de décider s'il s'agissait d'une méthode spécifique ou exceptionnelle. En outre, le Comité a affirmé que «*de beslissing evenmin de subsidiariteit en de proportionaliteit van de methode tegen de ongekende locaties genoegzaam aantoon nu deze naar aard als aantal volledig onbepaald zijn*».⁹¹

Dans deux dossiers, seule la problématique de la subsidiarité a été évoquée (dossiers 2012/903 et 2012/904). Un service de renseignement procédait à l'identification d'une liste de numéros de téléphones fixes et de gsm. Il s'agit d'une méthode spécifique. L'article 18/3 § 1^{er} L.R&S stipule toutefois qu'une méthode spécifique ne peut être employée que si les méthodes ordinaires sont jugées insuffisantes pour permettre de récolter les informations en question. Le Comité a cependant constaté que certains de ces numéros de téléphone pouvaient être identifiés par une méthode ordinaire, à savoir en faisant appel au service public 1207 de Belgacom. En ce qui concerne les numéros de téléphones fixes (et pas les gsm), l'autorisation a dès lors été frappée d'illégalité.

III.2.2.4. *Légalité de la méthode concernant les techniques utilisées, les données recueillies, la durée de la mesure et la nature de la menace*

Les services de renseignement ne peuvent évidemment pas mettre en œuvre une méthode ou employer une technique sans raison. Celles-ci doivent être prévues dans la loi, sont parfois liées à des délais, ne peuvent pas toujours être mises en œuvre pour chaque menace, ne peuvent pas être employées en dehors de la Belgique, etc. Le Comité a précisé ces limites dans quelques décisions.

III.2.2.4.1. Durée maximale légale d'une méthode

La loi stipule que la méthode exceptionnelle qui consiste à inspecter des lieux privés ne peuvent excéder cinq jours (art.18/12 § 1^{er}, alinéa 2, L.R&S). L'autorisation du dirigeant du service permettait toutefois un sixième jour

⁹¹ «*la décision ne démontre pas non plus suffisamment la subsidiarité ni la proportionnalité de la méthode concernant les lieux inconnus puisque leur nature et leur nombre sont tout à fait indéterminés.*» (traduction libre).

d'inspection (dossier 2012/972). Le Comité a décidé «*en conséquence, que la méthode exceptionnelle est illégale pour [...] le sixième jour*».

III.2.2.4.2. Possibilités et limitations légales de tiers qui prêtent leur concours à la mise en œuvre de méthodes particulières

Dans deux dossiers (2012/1455 et 2012/1491), un service de renseignement souhaitait procéder à la localisation d'un gsm. Il a en outre demandé l'éventuel concours d'un service public déterminé. La technique utilisée à cet effet par ce service public implique toutefois que des métadonnées de et vers le gsm soient aussi interceptées ou, en d'autres termes, des signaux qui doivent être considérés comme des communications au sens de la Loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques.

Le Comité a remarqué que la VSSE dispose de la compétence de capter des signaux gsm et, à cette fin, peut faire appel à un opérateur d'un réseau de communications électroniques. Mais le service public qui a été sollicité en l'espèce ne répondait pas à cette qualification. En outre, une interdiction sanctionnée pénalement pèse sur le service, c'est-à-dire qu'il ne peut prendre connaissance de l'existence de communications sans l'autorisation de toutes les parties concernées (art. 124 et 145 Loi 13 juin 2005). Aucune des exceptions reprises à l'article 125 de cette loi ne s'appliquait à la VSSE: «*Attendu qu'en effet, l'art. 125 en question ne vise pas, dans ses exceptions, les demandes ou les réquisitions [d'un service de renseignement] alors que ledit article le prévoit explicitement pour le juge d'instruction*». Le Comité a dès lors décidé que la méthode n'était pas légale, dans la mesure où elle prévoyait le concours éventuel du service visé.

Dans un autre dossier, une autre question s'est posée: dans quelle mesure pouvait-on prévoir le concours d'un tiers (dossier 2012/1683)? Le service de renseignement concerné souhaitait inspecter un domicile. L'autorisation stipulait que cette inspection devrait avoir lieu 'en collaboration' avec un membre (dont le nom n'a pas été précisé) d'un service de renseignement (dont le nom a en revanche été précisé) d'un service de renseignement étranger. Le Comité a dès lors pris la décision de principe suivante: «*Overwegende nochtans dat art. 15 Grondwet de onschendbaarheid van de woning waarborgt in die mate dat er geen huiszoeking kan plaats hebben dan in de gevallen die de wet bepaalt en in de vorm die zij voorschrijft. Overwegende dat de BIM-wet in het algemeen en in casu art. 18/12 W.I&V in het bijzonder het machtigingsrecht van het diensthoofd uitdrukkelijk beperkt tot de inlichtingen- en veiligheidsdiensten. Dat deze diensten conform art. 2 van dezelfde wet enkel VSSE en de ADIV zijn. Dat bovendien waar art. 18/10, § 2, 6° W.I&V voorschrijft dat de machtiging inzake uitzonderlijke methoden onder meer de vermelding moet inhouden van de namen en de hoedanigheden van de inlichtingenofficieren aangesteld voor de aanwending van*

de uitzonderlijke methode voor het verzamelen van gegevens, die zich kunnen laten bijstaan door leden van hun dienst, het duidelijk is dat enkel Belgische inlichtingenofficieren en -agenten een methode mogen aanwenden. Overwegende dat in geval van een gebeurlijke, maar in casu niet uit de machting blijkende noodzakelijke hulp en bijstand door een persoon, vreemd aan de dienst, bij een strafrechtelijk gesanctioneerde schending van de woning (art. 439 e.v. Sw.), de procedure voorzien in art. 13/2, § 2, al. 3 en 5 W.I&V. dient te worden gevuld, in casu quod non. Overwegende dat de thans gemachtigde samenwerking met een persoon, vreemd aan de dienst, bij de uitvoering van de doorzoeking derhalve geen enkele legale basis heeft. »⁹²

III.2.2.4.3. L'utilisation d'une tactique non conforme à la loi dans le cadre d'une méthode

Le service de renseignement a reçu l'autorisation de procéder à une observation dans un lieu privé qui n'est pas accessible au public (dossiers 2012/907 et 2012/912). Toutefois, lorsque le dirigeant du service a appris qu'une tactique non conforme à la loi a aussi été employée en vue de mettre en œuvre le plus efficacement possible les méthodes, il a suspendu la méthode et en a informé la Commission BIM. Celle-ci a confirmé la suspension. Vu «*de bedoelde tactiek inderdaad onder een strafrechtelijke kwalificatie, weze het van administratief-technische aard, lijkt te ressorteren. Dat hij dienvolgens, geen inbreuk zijnde op de wegcode van 01.12.1975, slechts is toegelaten mits voorafgaandelijk en explicet fiat van de BIM-commissie. Dat een dergelijke toelating in deze niet voorlag.*»⁹³ Le Comité a dès lors décidé que le dirigeant du service avait appliqué à juste titre l'article 18/10 § 5, alinéa 1^{er}, L.R&S, qui lui impose de suspendre une méthode

⁹² «Cependant, attendu que l'art. 15 de la Constitution garantit l'inviolabilité du domicile à tel point qu'aucune perquisition ne peut avoir lieu dans les cas définis par la loi et dans la forme prescrite par celle-ci. Attendu que la Loi MRD en général, et en l'espèce, l'art. 18/12 L.R&S en particulier, limite expressément le droit du dirigeant du service d'accorder des autorisations aux services de renseignement et de sécurité. Que ces services, conformément à l'art. 2 de la même loi, sont la VSSE et le SGRS. Qu'en outre si l'art. 18/10 § 2, 6^e L.R&S impose que l'autorisation en matière de méthodes exceptionnelles doit notamment mentionner les noms et qualités des officiers de renseignement désignés pour la mise en œuvre de la méthode exceptionnelle pour le recueil de données, qui peuvent se faire assister par des membres de leur service; il est clair que seuls des officiers et agents de renseignement belges sont autorisés à mettre en œuvre une méthode. Attendu qu'en cas d'éventuelles aide et assistance nécessaire d'une personne étrangère au service qui, en l'espèce, ne ressort pas de l'autorisation, lors d'une violation de domicile sanctionnée pénalement (art 439, et suiv. CP), la procédure prévue à l'art. 13/2, § 2, al. 3 et 5 L.R&S doit être suivie, ce qui n'a pas été le cas. Attendu que la collaboration présentement autorisée avec une personne étrangère au service lors d'une inspection n'a dès lors aucune base légale.» (traduction libre).

⁹³ «la tactique visée semble en effet ressortir d'une qualification pénale, même si c'est de nature technico-administrative. Que dès lors, comme elle ne constitue pas une infraction au Code de la route du 01.12.1975, elle n'est autorisée qu'avec l'accord préalable et explicite de la Commission BIM. Qu'une telle autorisation n'existe pas dans le cas présent.» (traduction libre).

exceptionnelle s'il constate une illégalité. Ce qui devait advenir des données déjà recueillies sera abordé ci-après (voir III.2.2.5).

III.2.2.5. Les conséquences d'une méthode (mise en œuvre) illégale(ment)

L'article 43/6 L.R&S stipule que le Comité, lorsqu'il constate l'illégalité des décisions relatives à des méthodes spécifiques et exceptionnelles, ordonne la cessation de la méthode concernée si celle-ci est toujours en cours ou si elle a été suspendue par la Commission, et ordonne l'interdiction d'exploiter les données recueillies grâce à cette méthode. Dans un certain nombre de décisions, le Comité a examiné de manière plus approfondie les conséquences d'une méthode illégale.

Dans le premier dossier (2012/902), le dirigeant du service avait accordé une autorisation pour observer un immeuble pendant une période déterminée (voir aussi III.2.2.1.3). En l'absence de l'occupant de l'immeuble où était placé l'appareil d'observation, celui-ci n'a pas pu être enlevé dans les temps. Par conséquent, l'appareil a continué d'effectuer des observations pendant plusieurs jours, non couvertes par l'autorisation, sans que le service puisse intervenir pour y mettre un terme. Le dirigeant du service a signalé spontanément à la Commission BIM que son service avait immédiatement effacé ces images. La Commission BIM a prononcé la suspension partielle de la méthode à travers laquelle le Comité permanent R était saisi. Le Comité a en outre constaté l'illégalité de la méthode depuis la fin du mandat initial et a ordonné la destruction des données recueillies à partir de ce moment-là.

Dans deux cas identiques (dossiers 2012/907 et 2012/912), la question s'est posée de savoir ce qui devait advenir des données recueillies par une méthode qui était *per se* légale, mais dans le cadre de laquelle était employée une tactique qui n'était pas autorisée *stricto sensu* (voir III.2.2.4.3). Vu la valeur de précédent de la décision, les considérants ci-dessous sont repris intégralement:

«Overwegende echter dat de vraag rijst in hoeverre deze strijdigheid van een aspect van een uitvoeringsmodaliteit met de voorschriften van de W.I&V, gebeurlijk ook de wettigheid aantast van de door de behoorlijk gemachtigde observatie verkregen gegevens. Overwegende dat de gegevens ten deze niet verkregen zijn door middel van de inbreuk. Dat deze daartoe evenmin op enigerlei wijze doorslaggevend was. Dat het vergrijp zich louter situeert in een van de gekozen afschermingsmodaliteiten, waarbij werd geopteerd voor de meest efficiënte. Dat daarenboven het belang van de geviseerde dreiging en van de ingewonnen gegevens de ernst van de (administratief-technische) onregelmatigheid ruim overstijgen, dat de inbreuk geen repercussions had op de betrouwbaarheid van de ingewonnen informatie en dat de aangewende tactiek evenmin een bijkomende inbreuk met zich kon brengen op de grondrechten – zoals de privacy – van de personen die het voorwerp waren van de betrokken methode. Overwegende dat

Chapitre III

alhier dan ook een onderscheid dient te worden gemaakt tussen het gebeurlijk daardoor begane strafbaar feit, dat een eigen sanctionering kent en de sanctionering van de methode op zich. Overwegende dat naar oordeel van het Vast Comité I de eigenlijke verkrijging van de gegevens in se niet is behept met een onwettigheid. Dat echter uiteraard terecht een einde moe(s)t worden gesteld aan de onwettelijke praktische modaliteit naar aanleiding van de methode.»⁹⁴

Dans un autre cas (dossier 2012/1371), la question était de savoir si une méthode qui s'élabore sur la base de données recueillies illégalement peut elle-même être autorisée. Le service de renseignement concerné souhaitait en fait procéder à la lecture de données d'un support de données. Mais ces informations étaient copiées de manière illégale (voir III.2.2.1.4). Le Comité permanent R a jugé que la méthode qui «*de kennisname en exploitatie van illegaal door de [inlichtingendienst] verkregen data beoogt, [...] afbreuk doet aan de W.I&V. Dat art. 43/6 § 1 W.I&V voor dergelijke gegevens immers in de vernietiging ervan voorziet.*»⁹⁵

Une autre question relative à la destruction éventuelle de données s'est posée dans le dossier 2012/1435. Le Comité est arrivé à la conclusion que la méthode était tout à fait légale, mais qu'en raison d'une méprise à l'insu du service de renseignement concerné, il s'agissait de données erronées récoltées par l'opérateur (voir III.2.2.1.3). Aussi le Comité s'est-il prononcé pour l'interdiction d'exploitation de ces données et pour leur destruction.

Dans le dossier 2012/1683, le service de renseignement voulait inspecter un lieu, et ce en collaboration avec un membre d'un service de renseignement étranger. Le Comité a estimé que ce procédé n'était pas conforme à la loi (voir III. 2.2.4.2). Il n'a pourtant pas ordonné la destruction de toutes les données recueillies. Seules «*de gegevens, louter verkregen en gebeurlijk nog te verkrijgen*

⁹⁴ «Cependant, attendu que la question se pose de savoir dans quelle mesure cette incompatibilité d'un aspect d'une modalité d'exécution avec les règles de la L.R&S porte éventuellement aussi atteinte à la légalité des données recueillies par l'observation dûment autorisée. Attendu qu'en l'occurrence les données ne sont pas recueillies par une infraction. Que celles-ci n'en sont pas plus probantes de quelque façon que ce soit. Que le délit ne se situe que dans une des modalités de protection choisie (la plus efficace). Qu'en outre l'intérêt de la menace visée et des informations recueillies dépassent largement la gravité de l'irrégularité (technico-administrative), que l'infraction n'a eu aucune répercussion sur la fiabilité des informations recueillies et que la tactique utilisée n'a pas non plus entraîné d'infraction supplémentaire aux droits fondamentaux – comme le respect de la vie privée – des personnes qui faisaient l'objet de la méthode concernée. Attendu qu'il convient dès lors ici de dissocier le fait punissable qui, de ce fait, a été commis, pour lequel une sanction est prévue et la sanction de la méthode per se. Attendu qu'à l'estime du Comité permanent R, le recueil même des données n'est pas in se entaché d'illégalité. Que par conséquent il convient/convenait évidemment de mettre un terme à la modalité pratique illégale dans la foulée de la méthode.» (traduction libre).

⁹⁵ «vise la prise de connaissance et l'exploitation de données recueillies illégalement par le [service de renseignement], [...] porte atteinte à la L.R&S. Que l'art. 43/6 § 1^{er} L.R&S prévoit en effet la destruction de telles données.» (traduction libre).

ingevolge het onwettig verklaarde gedeelte van de beslissing, [...] mogen [niet] worden geëxploiteerd en moeten worden vernietigd. »⁹⁶

III.3. CONCLUSIONS

En ce qui concerne l'exercice 2012, l'on peut tirer les conclusions suivantes :

- En comparaison avec 2011, le nombre de méthodes mises en œuvre est resté plus ou moins stable. La conclusion formulée l'année dernière par le Comité peut dès lors être réitérée: les services de renseignement font un usage équilibré des possibilités de mise en œuvre des méthodes particulières de renseignement.
- L'on remarque néanmoins un glissement vers les méthodes exceptionnelles pour les deux services. Cet accroissement tient en grande partie au fait que l'on a procédé à davantage d'écoutes de communications.
- Un nombre considérable d'autorisations accordées en 2012 pour la mise en œuvre de méthodes particulières de renseignement concernaient la prolongation d'une méthode autorisée antérieurement. Concrètement, cela signifie souvent qu'une même cible est suivie beaucoup plus longtemps que le délai maximum légal de deux mois, fixé initialement.
- Pour le SGRS, la plupart des méthodes particulières continuent d'être utilisées dans le cadre de la lutte contre l'espionnage. Cette menace retient aussi davantage l'attention de la VSSE (du moins en ce qui concerne les MRD). D'autre part, les deux services ont autorisé moins de méthodes dans le cadre de la lutte contre le terrorisme.
- Pour la première fois, le ministre compétent a accordé deux autorisations, et ce parce que la Commission BIM ne pouvait pas siéger.
- 24 méthodes spécifiques et exceptionnelles ont été mises en œuvre à l'égard d'un avocat, médecin ou journaliste professionnel. Vu qu'il est possible d'appliquer plusieurs méthodes MRD à l'égard d'une personne, ce chiffre ne révèle rien sur le nombre de praticiens professionnels qui ont fait l'objet d'une méthode MRD.
- Malgré le fait que le nombre de décisions finales du Comité n'a quasi pas évolué par rapport à l'année dernière, la portée de celle-ci diffère. Alors qu'en 2011, la légalité de la méthode en cause avait encore été décidée à quinze reprises, cela n'a été que trois fois le cas en 2012. Cela tient au fait que, la première année, le Comité traitait encore des dossiers en vue de prendre des décisions de principe, même si, à première vue, aucun problème de légalité ne

⁹⁶ «les données déjà recueillies et éventuellement encore à recueillir conformément à la partie déclarée illégale de la décision [ne] peuvent être exploitées et doivent être détruites.» (traduction libre).

Chapitre III

ressortait de l'enquête. Toutefois, l'on ne peut certainement pas en déduire que les services de renseignement se soient montrés plus téméraires. Le nombre de méthodes auxquelles il a été mis fin (partiellement) est resté similaire et la plupart des cas concernaient le non-respect des exigences de forme.

CHAPITRE IV

LE CONTRÔLE DE L'INTERCEPTION DE COMMUNICATIONS ÉMISES À L'ÉTRANGER

Depuis le début de l'année 2011, la VSSE et le SGRS peuvent tous deux écouter des communications, en prendre connaissance et les enregistrer, mais dans des conditions très strictes (art. 18/17 § 1^{er} L.R&S).

Il convient toutefois d'établir une distinction claire entre les «interceptions MRD» et «*la recherche, la captation, l'écoute, la prise de connaissance ou l'enregistrement, par le Service Général du Renseignement et de la Sécurité des Forces armées de toute forme de communications émises à l'étranger.*» Cette forme d'écoute est possible depuis longtemps déjà et peut être mise en œuvre tant à des fins militaires dans le cadre des missions définies à l'article 11 § 2, 1^o et 2^o L.R&S, que pour des motifs de sécurité et de protection des troupes belges et de celles de nos alliés lors de missions à l'étranger ainsi que de nos ressortissants établis à l'étranger (art. 11 § 2, 3^o et 4^o L.R&S). Ces écoutes sont elles aussi généralement désignées par l'appellation «interceptions de sécurité», mais sont soumises à un tout autre cadre de contrôle. Ce contrôle externe est en effet exclusivement confié au Comité permanent R, et ce, à la fois avant, pendant et après les interceptions (art. 44bis L.R&S). Le Comité est chargé ici de faire cesser les interceptions en cours lorsqu'il apparaît que les conditions dans lesquelles elles sont effectuées ne respectent pas les dispositions légales et/ou l'autorisation ministérielle (art. 44ter L.R&S). Chaque année, au début du mois de décembre, le SGRS doit en effet présenter au ministre de la Défense sa liste motivée d'organisations ou d'institutions dont les communications qui feront l'objet d'interceptions dans le courant de l'année à venir, et ce, dans le but d'octroyer à ces interceptions l'autorisation ministérielle. Le ministre doit prendre sa décision dans les dix jours ouvrables et la communiquer au SGRS. Ensuite, le SGRS est tenu de transmettre la liste et l'autorisation ministérielle y afférente au Comité permanent R.

En 2012, le Comité permanent R a effectué les vérifications requises par le législateur.

CHAPITRE V

AVIS, ÉTUDES ET AUTRES ACTIVITÉS

V.1. PROPOSITIONS DE MODIFICATION DE LA LOI MRD

Lors de la présentation du ‘*Rapport sur l’application des méthodes spécifiques et exceptionnelles par les services de renseignement et de sécurité et le contrôle effectué sur celles-ci par le Comité permanent R* (1^{er} janvier au 31 décembre 2011)’, la Commission de suivi a demandé au Comité de préparer deux projets de propositions de loi modifiant la Loi MRD. Il s’agissait d’une part du règlement relatif à l’identification des utilisateurs de moyens de communication déterminés comme méthode spécifique et, d’autre part, d’une modification de la procédure d’extrême urgence pour les méthodes spécifiques et exceptionnelles. Le Comité a envoyé ses propositions de textes à la présidente du Sénat début juillet 2012.

V.1.1. PROJET DE PROPOSITION DE LOI MODIFIANT LA L.R&S CONCERNANT L’IDENTIFICATION DES UTILISATEURS DE MOYENS DE COMMUNICATION DÉTERMINÉS

Dans son rapport MRD, le Comité avait formulé la recommandation suivante: «*En matière d’identification d’utilisateurs de moyens de communication déterminés, tels que les GSM, il serait utile de réfléchir à l’opportunité de maintenir cette mesure dans la catégorie des méthodes spécifiques. Alors que le caractère intrusif d’une telle méthode est ressenti comme faible, voire très faible, cette mesure est néanmoins soumise aux mêmes exigences strictes que les autres méthodes spécifiques qui peuvent pourtant constituer une atteinte plus grave à la vie privée. Vu l’utilisation fréquente de ce genre de méthodes, la charge de travail administratif, eu égard aux conditions à remplir, pèse aussi considérablement sur les services.*»⁹⁷

La Loi du 4 février 2010 relative aux méthodes de renseignement spécifiques et exceptionnelles avait déjà donné la possibilité aux deux services de

⁹⁷ COMITÉ PERMANENT R, *Rapport d’activités 2011*, 108.

Chapitre V

renseignement de prendre connaissance de données d'identification de communications électroniques. Il s'agit d'une méthode spécifique qui est définie aux articles 18/2 § 1^{er}, 4^o et 18/7 L.R&S. La mise en œuvre de cette méthode est – comme toute méthode spécifique – soumise à toute une série de conditions.

Ainsi, les méthodes spécifiques de renseignement ne peuvent être employées que lorsque les méthodes ordinaires ne sont pas jugées suffisantes pour atteindre l'objectif visé (exigence de subsidiarité) et lorsque le moyen est proportionnel au degré de gravité de la menace (exigence de proportionnalité). Les agents du renseignement ne sont pas autorisés à décider seuls de l'emploi d'une méthode spécifique. Cette décision est du ressort exclusif de l'administrateur général de la VSSE ou du chef du SGRS. La décision du dirigeant du service est toujours écrite et motivée, même en cas d'extrême urgence. A cela s'ajoute que la méthode ne peut effectivement être mise en œuvre qu'après que la décision a été portée à la connaissance de la Commission BIM. S'il s'agit d'une méthode spécifique à l'égard d'un avocat, d'un médecin ou d'un journaliste professionnel, les règles sont encore plus strictes : la Commission BIM doit alors donner préalablement son avis conforme. En outre, les méthodes spécifiques ne peuvent être mises en œuvre que par un « officier de renseignement ».⁹⁸ De surcroît, la mise en œuvre de ces méthodes est soumise à un contrôle interne et à un double contrôle externe. Le contrôle interne est effectué par le dirigeant du service, qui doit être informé régulièrement par l'officier de renseignement du déroulement de la mesure. Quant au contrôle externe, il est exercé par la Commission BIM et par le Comité permanent R. Enfin, les méthodes spécifiques ne peuvent être employées que dans le cadre d'une mission de renseignement classique ; pas dans le cadre d'enquêtes de sécurité ou de missions de protection.

Le respect de ces conditions implique une charge de travail considérable pour les acteurs concernés, alors que la méthode visée – certainement en comparaison avec les méthodes ordinaires existantes – est moins intrusives et, en plus, fréquemment appliquée : en 2011, près de la moitié des autorisations concernaient l'identification de l'abonné ou de l'utilisateur d'un numéro de téléphone ou d'un gsm. A cela s'ajoute que l'identification de l'utilisateur d'un moyen de communication est souvent la conséquence logique d'une méthode spécifique autorisée précédemment : l'observation d'un moyen de communication déterminé. Cette dernière méthode fournit notamment une liste de numéros de téléphone ou de gsm. Ces données n'ont naturellement aucun sens si elles ne sont pas associées à une personne déterminée.⁹⁹

⁹⁸ Il s'agit d'un agent qui a au moins le grade de commissaire.

⁹⁹ La proposition ne concerne pas les deux autres méthodes qui sont définies à l'article 18/7 L.R&S : d'une part, l'identification des services de communication électroniques auxquels une personne déterminée est abonnée ou qui sont habituellement utilisés par une personne déterminée, et d'autre part, la communication des factures afférentes aux abonnements identifiés. Celles-ci doivent rester des méthodes spécifiques.

Dans son projet, le Comité prévoyait que l'identification d'utilisateurs de moyens de communication puisse – comme c'est déjà le cas actuellement – être effectuée de trois manières: par les services eux-mêmes (par exemple via des sources ouvertes ou leurs propres fichiers), via une requête à des opérateurs ou via un accès direct aux données de ces opérateurs.

Dans son projet, le Comité permanent R a toutefois suggéré d'introduire deux garanties supplémentaires, qui ne sont pas valables pour les autres méthodes ordinaires: la requête à l'opérateur doit être effectuée par un officier de renseignement (et donc pas un agent quelconque) et les services de renseignement doivent tenir un registre des numéros requis ou de tout accès direct pour permettre au Comité permanent R d'exercer son contrôle. Si, sur la base de l'analyse de ces données, le Comité devait constater que des problèmes se posent en termes de légalité et d'efficacité, il peut toujours ouvrir une enquête de contrôle et informer le Parlement des résultats. En outre, il a été proposé que, dans ses rapports semestriels destinés à la Commission de suivi, le Comité permanent R accorde une attention spécifique à la manière dont les deux services de renseignement font usage de la possibilité de procéder à l'identification des utilisateurs de moyens de communication.

Enfin, dans sa proposition, le Comité permanent R a attiré l'attention sur la protection supplémentaire qui vaut pour les moyens de communication des avocats, médecins et journalistes (article 18/2 § 3 L.R&S). En retirant l'identification des méthodes spécifiques, cette protection devient caduque. Cela ne pose toutefois aucun problème puisque la protection *ex article 2 § 2 L.R&S* demeure intacte.¹⁰⁰

V.1.2. PROJET DE PROPOSITION DE LOI MODIFIANT LA L.R&S CONCERNANT LES PROCÉDURES D'URGENCE LORS DE LA MISE EN ŒUVRE DE MÉTHODES SPÉCIFIQUES ET EXCEPTIONNELLES

Dans le rapport MRD susmentionné, le Comité permanent R avait formulé une autre recommandation: «*La loi n'offre pas de cadre clair, uniforme et opérationnel pour la mise en œuvre de méthodes particulières dans des situations d'extrême urgence. [...] Pour toutes les méthodes spécifiques et exceptionnelles, il convient de prévoir une procédure d'extrême urgence donnant la possibilité aux services, d'une*

¹⁰⁰ «*Il est interdit aux services de renseignement et de sécurité d'obtenir, d'analyser ou d'exploiter des données protégées par le secret professionnel d'un avocat ou d'un médecin ou par le secret des sources d'un journaliste. À titre exceptionnel et lorsque le service en question dispose au préalable d'indices sérieux révélant que l'avocat, le médecin ou le journaliste participe ou a participé personnellement et activement à la naissance ou au développement de la menace potentielle, au sens des articles 7, 1^o, 8, 1^o à 4^o, et 11, il est permis d'obtenir, d'analyser ou d'exploiter ces données protégées.*».

part de réagir immédiatement à une menace grave et, d'autre part, de permettre un contrôle adéquat.»

D'une part, un système a été proposé, par lequel les services de renseignement, en cas d'extrême urgence, pourraient effectivement procéder rapidement à la mise en œuvre de méthodes spécifiques et exceptionnelles. D'autre part, le contrôle est renforcé avec, comme ultime «épée de Damoclès», la destruction des données recueillies en urgence, s'il s'avère qu'en réalité, il n'y en avait aucune. Dans trois cas, la sanction est inscrite explicitement dans la loi. Toutefois, il va de soi que l'absence d'urgence (dûment motivée) entraîne toujours l'illégalité de la méthode, si bien que la Commission BIM et le Comité permanent R peuvent intervenir en la matière.

La proposition du Comité qui a été transmise à la Commission de suivi a prévu quatre «formes» distinctes d'extrême urgence:

1. L'urgence visant à mettre en œuvre une méthode spécifique. L'urgence peut être dictée tant par la gravité de la menace que par une opportunité qui se présente subitement. L'autorisation peut être accordée verbalement, mais doit être confirmée par écrit dans un délai de vingt-quatre heures. L'urgence doit être motivée de manière circonstanciée dans la confirmation écrite.
2. L'urgence «ordinaire» visant à mettre en œuvre une méthode exceptionnelle. Ici aussi, l'urgence peut être dictée tant par la gravité de la menace que par une opportunité qui se présente subitement. Étant donné qu'il s'agit d'une méthode exceptionnelle – contrairement à une méthode spécifique – le dirigeant du service est toutefois tenu de rédiger au préalable un document, même si celui-ci peut être plus concis qu'une autorisation normale.
3. Une exception est faite à la règle précédente: lorsque tout retard apporté à la décision permettant la mise en œuvre d'une méthode exceptionnelle est de nature à compromettre gravement des intérêts déterminés de l'Etat, une autorisation verbale du dirigeant du service peut suffire. En d'autres termes, il s'agit d'une situation d'extrême urgence où une menace grave, concrète et imminente survient. Cette décision verbale doit néanmoins être «formalisée» dans les meilleurs délais, et un contrôle strict doit être possible.
4. Enfin, il y a les cas où un service de renseignement doit requérir la collaboration d'un tiers (par exemple un opérateur) et où les données doivent être recueillies en urgence. Une telle réquisition (qui est sans rapport avec l'autorisation en tant que telle de mettre en œuvre une méthode) doit également pouvoir être formulée verbalement.

Lors de l'élaboration de la proposition, la protection particulière dont bénéficient les avocats, médecins et journalistes a évidemment été prise en considération. Cependant, cette protection ne peut pas porter atteinte à l'opérationnalité des services de renseignement, et donc éventuellement à la sécurité de l'Etat et de ses citoyens.

V.2. DOSSIERS D'INFORMATION

Outre les enquêtes de contrôle (détaillées dans le Chapitre II), le Comité permanent R a aussi ouvert, comme les années précédentes, des «dossiers d'information». Ceux-ci concernent notamment les compétences de la VSSE en matière de détention et de licences d'armes, les officiers de liaison stationnés à l'étranger, les protocoles d'accords ou encore l'échange d'informations dans le cadre des dossiers de terrorisme. Ces dossiers d'information visent à apporter une réponse structurée à des éléments relatifs au fonctionnement des services de renseignement et de l'OCAM et émanent de sources diverses.¹⁰¹ Si de tels dossiers révèlent des indices de dysfonctionnement ou des aspects du fonctionnement des services de renseignement qui requièrent un examen approfondi, le Comité procède naturellement à l'ouverture d'une enquête de contrôle. En revanche, s'il apparaît clairement qu'une telle enquête n'apporterait aucune plus-value au regard des objectifs du Comité permanent R, le dossier d'information est clôturé.

V.3. EXPERT DANS DIVERS FORUMS

Début mai 2012, le Comité a donné suite à une demande du *Democratic Centre of Armed Forces (DCAF)* d'effectuer une visite de travail à Ljubljana, la capitale slovène, pour prendre la parole '*on Intelligence Governance and Oversight*'. Le même DCAF a organisé, en juin, à Tunis, avec le Ministre de la Défense, une conférence intitulée '*Vers un auto-bilan des relations civilo-militaires. Différents modèles de gestion dans des contextes de transition démocratique*'. Là aussi, l'expertise du Comité permanent R a été sollicitée. Enfin, en juillet, à Genève, s'est tenue une réunion informelle et à huis clos sur la manière dont les organes de contrôle européens font eux-mêmes l'objet d'un contrôle ('*Evaluating Intelligence Oversight Bodies*'¹⁰²).

En outre, le Comité a participé aux réunions du *Groupe européen de recherche sur l'éthique du renseignement (GERER)*. Ce groupe de travail est composé de représentants issus du milieu académique et de praticiens (représentants des services de renseignements (militaires) français, des services de renseignement

¹⁰¹ Le Comité permanent R peut ouvrir un dossier d'information pour des raisons très diverses: une plainte a été déposée dont le Comité permanent R établit rapidement le caractère manifestement non fondé. La direction d'un service de renseignement fait état d'un incident et le Comité souhaite contrôler comment cet incident a été traité. Autre exemple: les médias signalent un événement et le Comité souhaite déterminer si ces faits sont conformes à la réalité et s'ils relèvent d'une problématique plus générale, etc.

¹⁰² Voir A. WILLS, 'Who's watching the overseers? Ad hoc evaluations of intelligence oversight and control bodies', dans *Regards sur le contrôle. Vingt ans de contrôle démocratique sur les services de renseignement*, W. VAN LAETHEM et J. VANDERBORGHT (eds.), Intersentia, Antwerpen, 2013, 471-500.

belges et luxembourgeois, du Comité permanent R...) et réfléchit sur la relation ‘éthique – renseignements’.

En Belgique, le Comité permanent R assure la présidence du *Belgian Intelligence Studies Centre (BISC)*. Ce centre d’études en matière de renseignements veut rapprocher les services de renseignement et de sécurité et la communauté scientifique, et contribuer à résoudre des problèmes sociaux en matière de renseignement. En 2012, le BISC a organisé deux journées d’étude : en mai 2012 sur les ‘Autorités publiques et intelligence économique en Belgique’, et en novembre sur les ‘Cyberthreats, Cyberwar, Cyberdefence. Pearl Harbour or a death of a thousand cuts?’¹⁰³

Enfin, les activités se sont poursuivies au sein du ‘Groupe de travail Analyse’. Ce groupe de travail, qui était au départ constitué de représentants de la VSSE, du SGRS et du Comité permanent R, a été élargi en 2012 à des experts de la Direction générale Formation (DG Fmn) et de l’Ecole de Renseignement et Sécurité de la Défense. En perspective de la création d’une *Belgian Intelligence Academy*, l’on a posé les bases de diverses formations qui sont destinées aux analystes du service de renseignement civil et du service de renseignement militaire. L’académie doit être lancée en 2013.

V.4. SÉANCE ACADÉMIQUE

‘Les services de renseignement et les médias’, tel était le thème de la traditionnelle séance académique annuelle du Comité permanent R. Le professeur Jan Van den Bulck (Faculté des Sciences sociales de la KU Leuven), la journaliste Marie-Cécile Royen (Le Vif/L’Express) et l’administrateur général Alain Winants (VSSE) sont venus expliquer la relation multiforme et complexe qu’entretiennent les services de renseignement et les médias. Cet événement s’est déroulé au sein de la Maison des Parlementaires.

V.5. SYSTÈME D’INFORMATION SYSTÉMATIQUE POUR LES SERVICES DE RENSEIGNEMENT

Le délai de réalisation des enquêtes de contrôle – et donc leur actualité – dépend notamment de la disponibilité des informations sur et émanant du ou des service(s) contrôlé(s).

Le Comité souhaite à cet égard une disponibilité permanente de données (chiffrées). Il s’agit, entre autres, de chiffres relatifs aux effectifs, à la mobilité du

¹⁰³ Voir F. FRANCEUS, ‘Cyberaanvallen en het recht van gewapende conflicten: bemerkingen bij een juridische primeur in België en de Verenigde Staten, in *Cahiers Inlichtingenstudies nr. 2*, M. COOLS et al (eds), Maklu, Antwerpen, 2012, 105-137.

personnel, au taux (minimum) d'occupation des différents départements et sections, les efforts en matière de formation... outre, par exemple, la quantification de l'*output* (le nombre de rapports et d'analyses...). De plus, les données pertinentes sont celles qui permettent de se faire une idée des développements stratégiques: Comment les priorités sont-elles fixées? Comment évoluent-elles au fil du temps? À quelle fréquence les contacts avec les consommateurs de renseignements/'clients' ont-ils lieu?

Ces données doivent permettre de cadrer avec davantage de précision et dans une perspective plus large les éléments et les évolutions observés lors des enquêtes.

En concertation avec la Commission de suivi, une proposition d'élaboration d'un 'Système d'Information Systématique pour les Services de Renseignement (SIVI) a été présentée à la VSSE et au SGRS en octobre 2012. Les données dont le Comité demande à pouvoir disposer en permanence ne sont pas seulement utiles pour le Comité et ne doivent pas non plus être recueillies pour lui seul. Dans la foulée de l'audit de la VSSE, il avait été recommandé qu'*'en fonction des besoins en informations de gestion, il convient de mettre en œuvre à moyen et à long terme un système de mesure et de suivi'*¹⁰⁴, ce qui implique la disponibilité des données utiles.

A moyen terme, il est envisagé de développer un système d'indicateurs qui pourraient fonctionner comme des «clignotants» et qui devront permettre, tant au Comité permanent R qu'aux services de renseignement, de détecter de manière proactive les éventuels problèmes et risques, et d'intervenir pour y remédier.

Une base de données d'une telle étendue et d'une telle précision permettra non seulement de mieux cadrer les enquêtes, mais aussi de déterminer quelles enquêtes de contrôle doivent être réalisées en priorité.

¹⁰⁴ COMITÉ PERMANENT R, *Rapport d'activités 2009*, 82.

CHAPITRE VI

LES INFORMATIONS ET INSTRUCTIONS JUDICIAIRES

Parallèlement aux enquêtes de contrôle, le service d'Enquêtes R du Comité permanent R effectue également, à la demande des autorités judiciaires, des enquêtes sur des membres des services de renseignement soupçonnés d'avoir commis un crime ou un délit. Cette compétence est décrite à l'article 40, alinéa 3 de la Loi du 18 juillet 1991 organique du contrôle des services de police et de renseignement et de l'Organe de coordination pour l'analyse de la menace. La Loi du 10 juillet 2006 relative à l'analyse de la menace élargit cette compétence aux crimes et délits imputés à des membres de l'Organe de coordination pour l'analyse de la menace (OCAM). En ce qui concerne les membres des autres «services d'appui», cette disposition s'applique uniquement à l'obligation de communiquer à l'OCAM tout renseignement pertinent (art. 6 et 14 L.OCAM).

Lorsqu'ils remplissent une mission de police judiciaire, les membres et le directeur du service d'Enquêtes R sont soumis à la surveillance du procureur général près la cour d'appel ou du procureur fédéral (art. 39 L.Contrôle). Le Comité permanent R n'a alors aucune autorité sur eux. Le président du Comité permanent R doit toutefois veiller à ce que l'exécution des missions de police judiciaire n'entrave pas l'exécution des enquêtes de contrôle. Les raisons sont évidentes: l'organe de contrôle est avant tout à la disposition du Parlement. Cette mission pourrait être mise en péril si l'organe consacrait une trop grande partie de son temps à des dossiers judiciaires. Le président peut, le cas échéant, se concerter avec les autorités judiciaires quant à la participation des membres du service d'Enquêtes R à des enquêtes pénales (art. 61bis L.Contrôle). Le nombre restreint d'enquêtes pénales n'a encore jamais rendu cette concertation nécessaire.

Dans les situations où le service d'Enquêtes R effectue des enquêtes pénales, le directeur doit remettre un rapport au Comité permanent R au terme de chaque enquête. Dans ce cas, «*le rapport se limite aux informations qui sont nécessaires à l'accomplissement par le Comité permanent R de ses missions*» (art. 43, alinéa 3, L.Contrôle).

En 2012, le service d'Enquêtes R a mené un nombre considérable de devoirs judiciaires.

Chapitre VI

Tout d'abord, il a fallu poursuivre deux enquêtes qui avaient démarré en 2011. Il s'agissait, d'une part, d'une enquête au profit des autorités judiciaires de Liège. Le service d'Enquêtes R a examiné avec la Police judiciaire fédérale l'éventuelle implication d'un ou de plusieurs membre(s) d'un service de renseignement dans une fraude sociale et fiscale. D'autre part, fin 2011, le parquet fédéral a chargé le service d'Enquêtes d'une enquête préliminaire sur d'éventuels détournements d'argent par des agents de renseignement. Cette enquête s'est elle aussi poursuivie en 2012.

Une enquête similaire a été ouverte à la demande du procureur du Roi d'Anvers. Toute une série d'auditions et de devoirs d'enquêtes ont été menés dans ce cadre dans le courant de l'année 2012.

CHAPITRE VII

LE GREFFE DE L'ORGANE DE RE COURS EN MATIÈRE D'HABILITATIONS, D'ATTESTATIONS ET D'AVIS DE SÉCURITÉ

Le président du Comité permanent R assure également la présidence de l'Organe de recours en matière d'habilitations, d'attestations et d'avis de sécurité.¹⁰⁵ La fonction de greffe est exercée par le greffier (ou son suppléant) et par l'administration du Comité permanent R.

L'Organe de recours est compétent pour les contentieux qui portent sur des décisions dans quatre domaines : les habilitations de sécurité, les attestations de sécurité qui doivent octroyer l'accès à des lieux où se trouvent des documents classifiés, les attestations de sécurité qui permettent l'accès à des lieux précis faisant l'objet de menaces et, enfin, les avis de sécurité. L'Organe de recours intervient également en tant que « juge d'annulation » contre des décisions d'autorités publiques ou administratives lorsqu'elles exigent des avis ou des attestations de sécurité pour un secteur, un lieu ou un événement donné.¹⁰⁶

Ces activités de l'Organe de recours ont un impact direct tant sur le budget que sur le personnel du Comité permanent R. En effet, tous les frais de fonctionnement sont supportés par le Comité permanent R, qui met à disposition non seulement le président et le greffier, mais aussi le personnel administratif nécessaire, qui doit se charger des tâches chronophages liées à la préparation, au traitement et au règlement des recours.

Ce chapitre mentionne les chiffres relatifs à la nature des décisions contestées, la qualité des autorités compétentes et des requérants, ainsi que la nature des décisions de l'Organe de recours dans le cadre des différentes procédures de recours. À des fins de comparaison, les chiffres de ces deux dernières années sont également indiqués.

En 2012, le nombre de recours et de décisions a sensiblement augmenté par rapport à 2011 : 91 recours contre 71 et 81 décisions contre 70.

¹⁰⁵ En son absence, la présidence est assurée par un conseiller du Comité permanent R qui a en outre la qualité de magistrat.

¹⁰⁶ Pour plus de détails, voir le *Rapport d'activités 2006* du Comité Permanent R (87-115).

Chapitre VII

Tableau 1. Autorités de sécurité concernées

	2010	2011	2012
ANS	36	21	40
VSSE	3	2	0
SGRS	33	39	27
DGCC	0	0	0
AFCN	5	7	11
Police fédérale	0	1	1
Police locale	0	0	2
Commission aéroportuaire locale ¹⁰⁷	5	1	10
Inconnu	1	0	0
TOTAL	83	71	91

Tableau 2. Nature des décisions contestées

	2010	2011	2012
Habilitations de sécurité			
Confidentiel	13	14	7
Secret	38	31	29
Très secret	9	9	9
Total habilitations de sécurité	60	54	45
Refus	47	32	33
Retrait	12	21	12
Habilitation pour une durée limitée	1	0	0
Habilitation pour un niveau inférieur	0	1	1
Pas de décision dans les délais	0	0	1

¹⁰⁷ Dans chaque aéroport, la Direction générale du Transport aérien a désigné une commission aéroportuaire locale. À titre de mesure transitoire, cette commission délivre des avis de sécurité aux personnes qui doivent disposer d'un badge d'identification au sein de l'aéroport. Vu l'article 15 de la Loi du 28 décembre 2011 (*MB* 30 décembre 2011) et l'A.R. du 1^{er} juillet 2012 modifiant l'Arrêté royal du 24 mars 2000 portant exécution de la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification et aux habilitations de sécurité (*MB* 13 juillet 2012), ces commissions sont compétentes pour les demandes de badges d'identification formulées avant le 31 mars 2012.

Pas de décision dans les nouveaux délais	0	0	0
Total habilitations de sécurité	60	54	45
SOUS-TOTAL HABILITATIONS DE SÉCURITÉ	60	54	45
Attestations de sécurité documents classifiés			
Refus	0	0	23
Retrait	0	0	0
Pas de décision dans les délais	0	0	0
Attestations de sécurité lieu ou événement			
Refus	15	14	0
Retrait	0	0	0
Pas de décision dans le délai	0	0	0
Avis de sécurité			
Avis négatif	8	3	23
« Révocation » d'un avis positif	0	0	0
Actes normatifs d'une autorité administrative			
Décision d'une autorité publique d'exiger des attestations	0	0	0
Refus de l'ANS d'effectuer des vérifications pour des attestations			
Décision d'une autorité administrative d'exiger des avis	0	0	0
Refus de l'ANS d'effectuer des vérifications pour des avis			
SOUS-TOTAL ATTESTATIONS ET AVIS	23	17	46
TOTAL DÉCISIONS CONTESTÉES	83	71	91

Tableau 3. Nature du requérant

	2010	2011	2012
Fonctionnaire	10	4	5
Militaire	31	37	26
Particulier	39	29	54
Personne morale	3	1	6

Chapitre VII

Tableau 4. Langue du requérant

	2010	2011	2012
Francophone	39	32	51
Néerlandophone	44	39	40
Germanophone	0	0	0
Autre langue	0	0	0

Tableau 5. Nature des décisions interlocutoires prises par l'Organe de recours¹⁰⁸

	2010	2011	2012
Demande du dossier complet (1)	82	68	90
Demande d'informations complémentaires (2)	13	5	5
Audition d'un membre d'une autorité (3)	12	4	10
Décision du président (4)	0	0	0
Soustraction d'informations du dossier par l'Organe de recours (5)	31	24	44
Soustraction d'informations du dossier par le service de renseignement (6)	0	0	0

- (1) L'Organe de recours peut demander l'intégralité du dossier d'enquête aux autorités de sécurité. Comme ce dossier contient davantage de données que le rapport d'enquête seul, cette requête est systématique.
- (2) L'Organe de recours peut également demander tout complément d'informations qu'il juge nécessaire pendant la procédure.
- (3) L'Organe de recours peut décider d'entendre les membres des services de renseignement et de police ou des autorités de sécurité qui ont participé à l'enquête ou à la vérification de sécurité.
- (4) Le président de l'Organe de recours peut décider que le membre du service de renseignement garde secrètes certaines données pendant son audition.
- (5) Si le service de renseignement concerné le requiert, l'Organe de recours peut décider que certaines informations soient retirées du dossier qui sera communiqué au requérant.
- (6) Si l'information concernée provient d'un service de renseignement étranger, c'est le service de renseignement belge qui décide si elle peut être communiquée. Il s'agit d'un aspect de l'application de la « règle du tiers service ».

¹⁰⁸ Le « nombre de décisions interlocutoires » (tableau 5), la « manière dont le requérant fait usage de ses droits de défense » (tableau 6), ou encore la « nature des décisions de l'Organe de recours » (tableau 7) ne correspondent pas nécessairement au nombre de requêtes introduites (voir tableaux 1 à 4). En effet, certains dossiers ont par exemple déjà été ouverts en 2011, alors que la décision n'est tombée qu'en 2012.

Tableau 6. Manière dont le requérant fait usage de ses droits de défense

	2010	2011	2012
Consultation du dossier par le requérant /l'avocat	70	48	54
Audition du requérant /avocat ¹⁰⁹	79	55	65

Tableau 7. Nature des décisions de l'Organe de recours

	2010	2011	2012
Habilitations de sécurité			
Irrecevable	0	5	0
Sans objet	0	1	1
Non fondé	30	29	19
Fondé (octroi partiel ou complet)	29	19	23
Devoir d'enquête complémentaire par l'autorité	0	1	1
Délai supplémentaire pour l'autorité	1	0	0
Attestations de sécurité documents classifiés			
Irrecevable	0	0	0
Sans objet	0	0	0
Non fondé	0	0	0
Fondé (octroi)	0	0	0
Attestations de sécurité lieu ou événement			
Irrecevable	1	1	3
Sans objet	0	0	1
Non fondé	7	7	8
Fondé (octroi)	8	4	6
Avis de sécurité			
Non compétent	0	0	5
Irrecevable	0	0	1
Sans objet	1	0	0
Avis négatif	7	0	9
Avis positif	1	3	4

¹⁰⁹ Dans le cadre de certains dossiers, le requérant/avocat est auditionné à plusieurs reprises.

Chapitre VII

	2010	2011	2012
Actes normatifs d'une autorité administrative			
Irrecevable	0	0	0
Sans objet	0	0	0
Fondé	0	0	0
Non fondé	0	0	0
TOTAL	85	70	81

CHAPITRE VIII

LE FONCTIONNEMENT INTERNE DU COMITÉ PERMANENT R

VIII.I. COMPOSITION DU COMITÉ PERMANENT R

La composition du Comité permanent R n'a subi aucune modification en 2012. La présidence a été assurée par Guy Rapaille (F), avocat général près la cour d'appel de Liège. Mi-2012, il a été reconduit pour un nouveau mandat de six ans.¹¹⁰ Les deux fonctions de conseiller ont été remplies par Gérald Vande Walle (F), fonctionnaire, et Peter De Smet (N), substitut du procureur général près la cour d'appel de Gand.

Le statu quo prévaut également au sein du service d'Enquêtes R. L'effectif de ce service, dirigé par Pierre Nivelle, a en effet été maintenu à six équivalents temps plein. Fin 2012, le Comité a décidé de renouveler le mandat du chef de service.¹¹¹

Enfin, le cadre du personnel administratif du Comité permanent R, placé sous la direction du greffier Wouter De Ridder, n'a pas été modifié et comptait toujours un total de seize personnes.

VIII.2. RÉUNIONS AVEC LA OU LES COMMISSION(S) DE SUIVI

Dans le courant de l'année 2012, cinq réunions ont eu lieu avec la Commission de suivi du Sénat, à laquelle le Comité permanent R présente ses rapports et qui exerce le contrôle final sur son fonctionnement. Ces réunions ont porté sur différentes enquêtes de contrôle clôturées. En outre, une réunion a eu lieu mi-2012 avec les Commissions de suivi de la Chambre et du Sénat, et ce afin de discuter du *Rapport d'activités 2011* du Comité permanent R.

La composition de la Commission du Sénat est restée inchangée. Madame Sabine de Bethune (CD&V) a, en sa qualité de présidente du Sénat, assuré la présidence de la Commission sénatoriale de suivi. Messieurs Dirk Claes (CD&V),

¹¹⁰ MB 30 juillet 2012.

¹¹¹ MB 30 janvier 2013.

Chapitre VIII

Armand De Decker (MR), Philippe Mahoux (PS) et Danny Pieters (NV-A) font également partie de la commission.

VIII.3. RÉUNIONS COMMUNES AVEC LE COMITÉ PERMANENT P

Les articles 52 à 55 L. Contrôle stipulent les cas où et la manière dont le Comité permanent R et le Comité permanent P doivent organiser des réunions communes. Ces réunions poursuivent un double objectif: l'échange d'informations et la discussion des enquêtes de contrôle communes. En 2012, cinq réunions communes ont eu lieu. Ces réunions ont principalement porté sur les enquêtes de contrôle précitées relatives au fonctionnement de l'Organe de coordination pour l'analyse de la menace, lequel relève *de jure* de la compétence des deux Comités.

VIII.4. MOYENS FINANCIERS ET ACTIVITÉS DE GESTION

Pour l'année d'activités 2012, le Comité permanent R a bénéficié d'une dotation de 3,93 millions d'euros contre 4,5 millions d'euros en 2011.¹¹² Le Comité s'est penché sur sa structure de coûts, et ce, en vue d'une réduction de ceux-ci. Ces économies ont été rendues possibles par la disparition des charges liées au bâtiment que le Comité occupait jusqu'en 2011.

VIII.5. FORMATION

Vu l'intérêt pour l'organisation, le Comité permanent R encourage ses collaborateurs à suivre des formations générales (informatique, gestion, etc.) ou propres au secteur. Concernant cette dernière catégorie, un ou plusieurs membres (du personnel) du Comité permanent ont assisté aux journées d'étude mentionnées ci-dessous.

¹¹² Doc. parl., Chambre, 2011-2012, n° 53-1945/002 et Doc. parl., Chambre, 2011-2012, n° 53-2015/001; Loi de finances du 21 décembre 2012 pour l'année budgétaire 2012, MB 30 décembre 2012; et Loi du 16 février 2012 contenant le budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2012, MB 9 mars 2012.

Le fonctionnement interne du Comité permanent R

DATE	TITRE	ORGANISATION	LIEU
2012	Hauts études de sécurité et de défense	IRSD	Bruxelles
13 janvier 2012	Séance académique Les services de renseignement et les médias	Comité permanent R	Bruxelles
24 - 27 janvier 2012	Cyber defense network security	IQPC International – Defense IQ	Londres
24 janvier 2012	Quel contrôle parlementaire pour le renseignement français?	Association nationale des auditeurs jeunes – IHEDN	Paris
25 janvier 2012	La Cyberdéfense dans le contexte géostratégique	IRSD	Bruxelles
6 février 2012	Éthique & Renseignement	Métis	Paris
28 février 2012	Cyber Protection	Ambassade du Royaume-Uni	Bruxelles
18 avril 2012	Het tienjarige bestaan van de CTIVD en de Wet op de inlichtingen- en veiligheidsdiensten	CTIVD	La Haye
23 avril 2012	L'Orchestre rouge : une réalité et un mythe au cœur des préoccupations du contre-espionnage occidental (1944-1975)?	Métis	Paris
26 - 27 avril 2012	Counter Terror Expo & Canary Wharf	ECSA	Londres
2 mai 2012	Autorités publiques et intelligence économique en Belgique	IRSD BISC	Bruxelles
9 mai 2012	Afghanistan = deux mondes qui s'affrontent. Imagination ou réalité?	Centre régional du Libre examen et l'Afghanistan Analyst Network	Bruxelles

Chapitre VIII

DATE	TITRE	ORGANISATION	LIEU
21 mai 2012	Adapter les services de renseignement soviétiques à l'après-Guerre froide	Métis	Paris
23 mai 2012	Cercle ATHENA – Alumni Day (visite des installations militaires)	ERM SEDEE Quartier militaire Kemmel CC MP	Poelkapelle - Kemmel
26 - 30 mai 2012	2012 International Intelligence Review Agencies Conference (IIRAC)	SIRC	Ottawa
1 ^{er} - 3 juin 2012	The importance of a secure work environment	ECSA	Bruxelles
13 juin 2012	Forum interdépartemental - Optimisation de la sécurité dans l'exécution des tâches policières en rationalisant l'usage d'une contrainte proportionnée	Police fédérale Police judiciaire Arlon	Arlon
14 juin 2012	Activités de renseignement et activités de police	Fastes, Police de Liège	Liège
19 juin 2012	<i>Single table lunch</i> avec Catherine De Bolle, Commissaire générale de la Police fédérale	ECSA	Bruxelles
27 juin 2012	<i>Single table lunch</i> avec Alain Winants, Administrateur général de la Sûreté de l'Etat	ECSA	Bruxelles
28 juin 2012	Towards a European cyberstrategy	IHEDN	Bruxelles
5 juillet 2012	2012 diplomatic security conference on the terrorism situation and trends in the EU	ECSA	Bruxelles

Le fonctionnement interne du Comité permanent R

DATE	TITRE	ORGANISATION	LIEU
18 septembre 2012	Evaluatie van de Salduz-Wet en vooruitblik naar de toekomst	Politeia Service de la Politique criminelle INCC	Bruxelles
17 octobre 2012	Fight against the financing of terrorism	IRSD	Bruxelles
22 octobre 2012	Cybersecurity Gathering 2012	LSEC&B-CCentre	Bruxelles
30 octobre 2012	Overheids-opdrachten inzake Defensie en Veiligheid	Politeia	Anvers
15 novembre 2012	Les Assises de l'Intelligence Stratégique	Agence de Stimulation économique	Louvain-la-Neuve
19 novembre 2012	Cyberthreats, Cyberwar, Cyberdefense. Pearl Harbour or a death of a thousand cuts	IRSD BISC	Bruxelles
22 - 23 novembre 2012	Sweptakes VIP Day	FCO Services	Londres
13 décembre 2012	Audition sur la mission d'évaluation du cadre juridique applicable aux services de renseignement	Assemblée nationale de la République française	Paris
13 décembre 2012	Tides and currents in police theories	Nederlandse stichting maatschappij, Veiligheid en Politie	Deinze

CHAPITRE IX

RECOMMANDATIONS

À la lumière des enquêtes de contrôle clôturées en 2012, le Comité permanent R formule les recommandations reprises ci-après. Elles portent plus particulièrement sur la protection des droits que la Constitution et la loi confèrent aux personnes (IX.1), sur la coordination et l'efficacité des services de renseignement, de l'OCAM et des services d'appui (IX.2) et, enfin, sur l'optimisation des possibilités de contrôle du Comité permanent R (IX.3).

IX.1. RECOMMANDATIONS RELATIVES À LA PROTECTION DES DROITS QUE LA CONSTITUTION ET LA LOI CONFÈRENT AUX PERSONNES

IX.1.1. CONTRÔLE DES ACTIVITÉS DE SERVICES DE RENSEIGNEMENT ÉTRANGERS¹¹³

En 2012, le Comité a réitéré son soutien à la recommandation du Sénat qui vise à inscrire dans la Loi du 30 novembre 1998 organique des services de renseignement et de sécurité une compétence spécifique en matière de contrôle (de la légalité) des activités de services de renseignement étrangers sur le territoire belge par la VSSE et le SGRS.¹¹⁴

¹¹³ Cette recommandation est issue des enquêtes sur «Le suivi par certains services de renseignement étrangers de leur diaspora en Belgique» et sur «Le suivi éventuel d'un particulier pendant et après sa détention en Belgique» (voir II.2 et II.3).

¹¹⁴ COMITÉ PERMANENT R, *Rapport d'activités 2006*, 128 et *Rapport d'activités 2008*, 2. Dans une réaction à cette recommandation, le ministre de la Défense a également prôné une initiative législative qui permettrait le contrôle de la légalité des activités de services de renseignement étrangers sur le territoire belge.

Chapitre IX

IX.1.2. INFORMATION DES PERSONNES QUI FONT L'OBJET D'UNE MENACE¹¹⁵

L'article 19 L.R&S offre la possibilité à la VSSE et au SGRS d'informer, outre des instances, également des personnes qui font l'objet d'une menace. Le Comité recommande que les deux services de renseignement élaborent des critères pour l'application de cette disposition d'ici fin 2013.

IX.1.3. CRITÈRES UNIFORMES POUR LES « CONGÉS POUR MISSION »¹¹⁶

Le Comité permanent R recommande la rédaction d'une note de service commune pour le personnel des services intérieurs et extérieurs de la VSSE en matière d'octroi de congés pour mission, et ce naturellement en fonction des possibilités offertes par le cadre réglementaire. Cette note permettra ainsi de garantir – du moins à ce niveau – une gestion du personnel aussi uniforme que possible dans l'ensemble du service.

IX.1.4. UN OBSERVATEUR « NEUTRE » LORS D'ENQUÊTES DE SÉCURITÉ

À l'exception de la situation où des informations classifiées sont abordées, la présence d'un « observateur neutre » lors de l'audition menée dans le cadre d'une enquête de sécurité n'est ni interdite ni obligatoire. Les services de renseignement peuvent déterminer eux-mêmes leur politique en la matière. Telle est la conclusion de l'enquête relative à l'« Assistance syndicale lors d'un entretien mené dans le cadre d'une enquête de sécurité ». ¹¹⁷ Le Comité estime toutefois indiqué que le Comité ministériel du renseignement et de la sécurité élabore une instruction en la matière qui s'applique dans le cadre de toutes les enquêtes de sécurité, quels que soient le service qui effectue l'enquête et le statut de la personne concernée.

¹¹⁵ Cette recommandation a été formulée à l'occasion de l'enquête sur « Le suivi des services de renseignement étrangers à l'égard de leur diaspora en Belgique » (voir II.2).

¹¹⁶ Voir l'enquête sur « Le traitement des demandes de « congé pour mission » au sein de la VSSE » (voir II.6).

¹¹⁷ Voir II.4.

IX.2. RECOMMANDATIONS RELATIVES À LA COORDINATION ET À L'EFFICACITÉ DES SERVICES DE RENSEIGNEMENT, DE L'OCAM ET DES SERVICES D'APPUI

IX.2.1. AMÉLIORATION DE L'EFFICACITÉ DU TRAITEMENT DES DEMANDES DE NATIONALITÉ¹¹⁸

Au sein du service Vérifications de sécurité de la VSSE, il est possible d'améliorer l'efficacité du traitement des dossiers dans le cadre de la législation sur la nationalité grâce aux mesures suivantes:

- un enregistrement central systématique de tous les mouvements dans un dossier;
- un contrôle systématique de la qualité;
- une uniformisation de la composition des dossiers;
- une utilisation plus généralisée des outils TIC au sens large, allant de l'extension de l'accès au Registre national à une informatisation approfondie des tâches.

Au sein du service Analyse et des services extérieurs, les mesures suivantes peuvent contribuer à une efficacité accrue:

- l'élaboration d'un suivi méthodique et formel des dossiers afin de garantir le respect des délais (même si ce point n'est pas problématique dans la situation actuelle);
- la définition de critères déterminants pour la communication d'un dossier aux services extérieurs en vue d'un complément d'enquête;
- un débat avec les partenaires internes et externes et les clients concernant les attentes concrètes en terme de contenu du rôle de la VSSE.

En outre, l'établissement d'une liste de consultation des demandes déjà traitées permettrait l'actualisation permanente des dossiers à n'importe quel stade de la procédure.

Selon le Comité, la mise en œuvre de ces propositions ne peut produire un effet optimal que si l'on s'attelle également à un certain nombre de facteurs qui ne relèvent pas de la compétence de la VSSE. Sont ici visées:

- l'intégration des systèmes TIC des différents acteurs pour permettre un partage plus efficace des informations¹¹⁹;

¹¹⁸ Cette recommandation découle de l'enquête sur «le rôle de la VSSE dans le cadre des procédures d'acquisition de la nationalité belge» (voir I.1).

¹¹⁹ Il va de soi qu'il faut tenir compte de la particularité et des besoins de tous les acteurs concernés. Par exemple, pour la VSSE, il ne faut pas perdre de vue la problématique de la

Chapitre IX

- la définition de la portée exacte de la mission d'avis de la VSSE dans le cadre des dossiers de naturalisation, avec, le cas échéant, une formalisation par le biais d'un protocole avec la Chambre des Représentants;
- la description précise de la notion d'«empêchement résultant de faits personnels graves».¹²⁰

IX.2.2. LA DÉFINITION ET LA FORMULATION DE PRIORITÉS RÉALISABLES¹²¹

Le Comité recommande aux deux services de renseignement de définir, dans une directive, les critères qui doivent permettre de décider de la priorité à octroyer au «suivi du suivi» par des services de renseignement étrangers de leur diaspora sur le territoire belge.

Quant au volet «espionnage et ingérence» de la liste des priorités des plans d'action de la VSSE, il convient également de remarquer que la description des priorités est encore trop souvent formulée en termes vagues. Aussi est-il notamment difficile d'indiquer avec certitude si le suivi des activités de renseignement des différents services à l'égard de leur diaspora doit ou non être considéré comme prioritaire. Il en va de même pour la priorisation selon les plans directeurs du SGRS. Le Comité recommande de clarifier et d'expliquer ce point dans les plans futurs.

Chaque année, quelque 150 problématiques sont suivies de manière «prioritaire active» et «active» dans le volet opérationnel des plans d'action de la VSSE. Ce qui amène la VSSE à conclure que, compte tenu de l'effectif restreint dont elle dispose, elle ne peut pas déployer les agents nécessaires pour chacune de ces problématiques. Le SGRS doit lui aussi faire des choix dans ses plans directeurs, et ce en raison de ses moyens limités. Ces choix sont trop souvent dictés par le pragmatisme et peuvent ne pas être suffisamment objectivés. Le Comité permanent R estime que l'élaboration de plans d'action/plans directeurs doit tenir compte à la fois de l'effectif, des moyens budgétaires et techniques disponibles, et ce conformément aux choix politiques. En d'autres termes, si les ressources disponibles sont insuffisantes, il convient de raccourcir la «liste des priorités». Sinon, cette liste finit par devenir une énumération *a priori* irréalisable.

sécurité et de la classification. Le Comité recommande dès lors que la VSSE tienne déjà compte de ces éléments, dans la mesure du possible, lors de l'élaboration de ses propres procédures.

¹²⁰ Cette recommandation a été mise en œuvre dans l'intervalle (voir I.1).

¹²¹ Cette recommandation a été formulée à l'occasion de l'enquête sur «Le suivi des services de renseignement étrangers à l'égard de leur diaspora en Belgique» (voir II.2).

IX.2.3. LA RÉDACTION ET L'ACTUALISATION DES ANALYSES DE PHÉNOMÈNE

Par sa structure et son contenu, un document tel que l'*«Analyse de phénomène Ingérence (décembre 2009)»*¹²² de la VSSE est un exemple type de produit stratégique d'un service de renseignement. Aux fins de la continuité des activités, le Comité recommande que l'on procède, à moyen terme, à la rédaction de tels documents pour un maximum de menaces ou d'intérêts à protéger et de les actualiser régulièrement. Cette recommandation s'adresse bien évidemment aux deux services de renseignement.

IX.2.4. UNE DIRECTIVE MINISTÉRIELLE POUR L'EXÉCUTION DE L'ARTICLE 20 L.R&S¹²³

L'article 20 § 1 L.R&S commande aux services de renseignement et de sécurité de veiller à «assurer une collaboration avec les services de renseignement et de sécurité étrangers». Le troisième paragraphe de cette même disposition confie au Comité ministériel du renseignement et de la sécurité la tâche de définir «les conditions de la coopération prévue au § 1^{er} du présent article». En 2011, la VSSE a rédigé une instruction détaillée sur la «collaboration bilatérale avec des correspondants». Bien que le Comité permanent R considère cette directive comme très positive, il attire l'attention sur le rôle que le législateur a confié en la matière au Comité ministériel. Selon le Comité, certaines options prises par la VSSE dans sa directive doivent être soutenues par les responsables politiques. Le Comité réitère dès lors une nouvelle fois¹²⁴ sa recommandation selon laquelle le Comité ministériel doit édicter une telle directive, en accordant une attention particulière à la nature des données qui peuvent être communiquées aux services étrangers. Le Comité recommande à la VSSE de faire parvenir sa directive au CMRS.

En ce qui concerne le SGRS, le Comité permanent R recommande la finalisation rapide du projet, qui vise aussi à élaborer des critères d'évaluation permettant de déterminer la manière dont la collaboration avec d'autres services étrangers peut se dérouler. Ce document doit également être transmis au Comité ministériel.

¹²² Voir II.2.3.3.

¹²³ Recommandation issue de l'enquête sur «Le suivi des services de renseignement étrangers à l'égard de leur diaspora en Belgique» (voir II.2).

¹²⁴ COMITÉ PERMANENT R, *Rapport d'activités 2006*, 128; *Rapport d'activités 2007*, 71; *Rapport d'activités 2008*, 6 et 105-106; *Rapport d'activité 2009*, 4 et 106-107; *Rapport d'activités 2010*, 3-4.

IX.2.5. UNE ADAPTATION DE L'ARTICLE 18/9 L.R&S¹²⁵

En ce qui concerne la mise en œuvre de méthodes de recueil des données, il convient de noter que l'article 18/9 L.R&S ne mentionne pas l'«ingérence» dans la liste des menaces pour lesquelles la VSSE peut employer des méthodes exceptionnelles. Dans la mesure où une activité déterminée d'un service de renseignement étranger en Belgique ne pourrait être qualifiée que d'«ingérence», la VSSE ne peut appliquer aucune de ces méthodes. Le Comité ne voit aucun argument convaincant en la matière, d'autant plus que les méthodes exceptionnelles sont soumises à un contrôle administratif et juridictionnel très strict. Il recommande dès lors d'adapter la loi dans ce domaine.

IX.2.6. ACCORDS DE TRAVAIL DOCUMENTÉS ENTRE LA VSSE ET LE SPF AFFAIRES ÉTRANGÈRES¹²⁶

Bien qu'en matière de «suivi du suivi de certaines diasporas», le SPF Affaires étrangères puisse être considéré comme le principal client de la VSSE et bien qu'il soit le service indiqué pour aider la VSSE à contrer les activités des services de renseignement étrangers sur le territoire belge, il est surprenant de constater l'absence d'accords de travail documentés entre ces deux institutions. Le Comité permanent R insiste sur ce point.

IX.2.7. MÉTHODOLOGIE STANDARDISÉE ET FORMATION UNIFORME POUR DES ANALYSES PONCTUELLES DE LA MENACE

Lors de l'enquête sur la manière dont l'OCAM rédige des évaluations de la menace lors de visites de VIP en Belgique¹²⁷, les Comités permanents P et R ont dû constater que ces évaluations se déroulent d'une manière non formalisée et que même les experts ne bénéficient pas d'une formation uniforme. Cette situation pourrait s'avérer problématique pour l'OCAM si un incident survenait et qu'il devait être amené à fournir des explications sur la méthodologie utilisée. Les Comités permanents P et R ont dès lors estimé que l'expertise, qui est certainement présente au sein de l'OCAM, ne justifie pas le non-recours à une méthodologie standardisée, laquelle tiendrait compte des spécificités ponctuelles. Concrètement, les Comités ont recommandé que l'OCAM élabore un processus structuré (formel, consolidé et contrôlable) pour les évaluations de la menace

¹²⁵ *Idem.*

¹²⁶ *Idem.*

¹²⁷ Voir II.5.

relatives à des VIP étrangers en visite en Belgique et qu'il veille à ce que ses experts reçoivent une formation uniforme. Dans une réaction à cette recommandation, la ministre de l'Intérieur a fait savoir qu'elle veillerait à sa mise en œuvre par l'OCAM.

IX.2.8. PROTOCOLE D'ACCORD AVEC L'OFFICE DES ÉTRANGERS ET LE COMMISSARIAT GÉNÉRAL AUX RÉFUGIÉS ET AUX APATRIDES

Dans le cadre de l'enquête sur «Le suivi éventuel d'un particulier pendant et après sa détention en Belgique»¹²⁸, le Comité permanent R a rappelé sa recommandation antérieure qui portait sur la conclusion d'un protocole d'accord entre la VSSE, l'Office des Étrangers et le Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides.^{129, 130} Il a également recommandé que le SGRS signe lui aussi un protocole d'accord avec ces services.

IX.2.9. PROTOCOLE D'ACCORD AVEC LA DIRECTION GÉNÉRALE EXÉCUTION DES PEINES ET MESURES

Dans le cadre de cette même enquête, le Comité a recommandé d'appliquer rigoureusement toutes les dispositions du protocole d'accord qui a été conclu le 20 novembre 2006 entre la VSSE et la Direction générale Exécution des Peines et Mesures. Il a également recommandé que le SGRS signe lui aussi un tel protocole d'accord.¹³¹

¹²⁸ Voir II.3.

¹²⁹ COMITÉ PERMANENT R, *Rapport d'activités 2006*, 130.

¹³⁰ Un tel protocole avait déjà été signé avec l'Office des Étrangers le 27 juin 2011. La VSSE a toutefois omis d'en informer de sa propre initiative le Comité, alors que l'article 33 L. Contrôle le prévoit.

¹³¹ Le ministre de la Défense a indiqué au Comité que le SGRS prenait en compte la recommandation relative à la conclusion d'un protocole avec l'Office des Étrangers et le Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides. Le SGRS se demandait toutefois si un protocole avec la Direction générale Exécution des peines et mesures ne ferait pas double emploi avec l'accord conclu par la VSSE dans le cadre du Plan Radicalisme.

IX.3. RECOMMANDATIONS RELATIVES À L'EFFICACITÉ DU CONTRÔLE

IX.3.1. CONTRÔLE DE L'ÉCHANGE D'INFORMATIONS AU NIVEAU INTERNATIONAL ET LA « RÈGLE DU TIERS SERVICE »¹³²

«*Face à l'internationalisation croissante de la coopération entre les services de renseignements et de sécurité et à l'échange d'informations qu'induit cette évolution, il est nécessaire d'améliorer le contrôle parlementaire des services de renseignement et de sécurité en la matière.*» C'est à cette conclusion qu'est arrivée la «Conférence internationale des commissions parlementaires de contrôle des services de renseignement et de sécurité des États membres de l'Union européenne ainsi que de la Norvège et de la Suisse».¹³³ Le Comité permanent R adhère à ce point de vue, mais estime que la promotion d'une forme de contrôle parlementaire de la collaboration internationale entre services de renseignement ne peut pas empêcher une réflexion approfondie sur la manière dont l'application de la «règle du tiers service» peut être contrôlée.

IX.3.2. DÉCISIONS MOTIVÉES, CONSULTABLES ET VÉRIFIABLES

Le Comité est conscient de l'impossibilité pour un service de renseignement de suivre (aussi intensivement) quiconque représenterait une menace, ce qui s'explique à l'évidence par les moyens limités dont il dispose. Des choix doivent dès lors être opérés. Il est ressorti d'une enquête de contrôle¹³⁴ que la VSSE n'avait pas suivi un détenu condamné pour terrorisme ni pendant ni après sa détention et que, de cette décision de ne pas suivre l'intéressé, il a été impossible de trouver la moindre trace d'une analyse réelle menant à une décision motivée, consultable et vérifiable. En l'espèce, le Comité a attiré l'attention sur le fait que la VSSE en a elle-même reconnu la nécessité dans son «*Instruction pour la collaboration bilatérale avec les correspondants*». Sous l'en-tête «*Transparence et traçabilité*», une «*trace administrative*» est requise pour chaque action, entre autres en vue du contrôle exercé par le Comité permanent R. Le Comité ne peut que saluer de telles instructions.

¹³² Cette recommandation provient de l'enquête sur «Le suivi des services de renseignement étrangers à l'égard de leur diaspora en Belgique» (voir II.2).

¹³³ Septième conférence des commissions parlementaires de contrôle des services de renseignement et de sécurité des 27 et 28 octobre 2011, organisée à Berlin. Voir COMITÉ PERMANENT R, *Rapport d'activités 2011*, 84-85.

¹³⁴ Voir «Le suivi éventuel d'un particulier pendant et après sa détention en Belgique» (II.3).

ANNEXES

ANNEXE A.

APERÇU DES PRINCIPALES RÉGLEMENTATIONS RELATIVES AUX COMPÉTENCES, AU FONCTIONNEMENT ET AU CONTRÔLE DES SERVICES DE RENSEIGNEMENT ET DE SÉCURITÉ ET DE L'OCAM (1^{ER} JANVIER 2012 AU 31 DÉCEMBRE 2012)

- Loi 28 décembre 2011 portant des dispositions diverses, *M.B.* 30 décembre 2011
- Loi 13 août 2011 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services dans les domaines de la défense et de la sécurité, *M.B.* 1^{er} février 2012
- Loi 16 février 2012 contenant le budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2012, *M.B.* 9 mars 2012
- Loi 22 avril 2012 modifiant la loi du 27 mars 2003 relative au recrutement des militaires et au statut des musiciens militaires et modifiant diverses lois applicables au personnel de la Défense, *M.B.* 21 mai 2012
- Loi 6 juin 2012 contenant le premier ajustement du budget général des dépenses de l'année budgétaire 2012, *M.B.* 11 juillet 2012
- Loi 4 décembre 2012 modifiant le Code de la nationalité belge afin de rendre l'acquisition de la nationalité belge neutre du point de vue de l'immigration, *M.B.* 14 décembre 2012
- A.R. 23 janvier 2012 relatif à la passation des marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services dans les domaines de la défense et de la sécurité, *M.B.* 1^{er} février 2012
- A.R. 24 janvier 2012 fixant l'entrée en vigueur de la loi du 13 août 2011 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services dans les domaines de la défense et de la sécurité, ainsi que les règles relatives à la motivation, à l'information et aux voies de recours concernant ces marchés, *M.B.* 1^{er} février 2012
- A.R. 1^{er} juillet 2012 modifiant l'arrêté royal du 3 juin 2005 modifiant l'arrêté royal du 24 mars 2000 portant exécution de la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification et aux habilitations de sécurité, *M.B.* 13 juillet 2012
- A.R. 20 septembre 2012 portant composition de la Commission administrative de la surveillance des méthodes spécifiques et exceptionnelles de recueil de données par les services de renseignement et de sécurité, *M.B.* 1^{er} octobre 2012

Annexes

A.M. 31 janvier 2012 portant organisation interne, délégations de pouvoir et autorisations de signature au sein du Service public de travaux, de fournitures et de services, en matière de subventions et en matière de dépenses diverses, *M.B.* 13 février 2012

A.M. 24 avril 2012 concernant le renouvellement du mandat de F. Lejeune, désignée au sein de la Cellule d'appui de la Sûreté de l'Etat pour une période de cinq ans, *M.B.* 30 avril 2012

Appel aux candidats pour la Commission administrative chargée de la surveillance des méthodes spécifiques et exceptionnelles de recueil de données par les services de renseignement et de sécurité, *M.B.* 9 mars 2012

Comité permanent de contrôle des services de renseignements, renouvellement intégral du Comité, appel aux candidats, *M.B.* 2 mai 2012

Extrait de l'arrêt n° 5/2012 du 11 janvier 2012 de la Cour Constitutionnelle. Numéro du rôle: 5118. En cause: la question préjudiciale relative à l'article 42, § 3, alinéa 2, de la Loi du 1^{er} août 1985 portant des mesures fiscales et autres (Octroi d'une indemnité spéciale en cas de dommage physique subi par des membres des services de police et de secours), posée par le Conseil d'État, *M.B.* 4 mai 2012

Décret concernant l'importation, l'exportation, le transit et le transfert de produits liés à la défense, d'autre matériel à usage militaire, de matériel de maintien de l'ordre, d'armes à feu civiles, de pièces et de munitions, *M.B.* 4 juillet 2012

Nomination du président du Comité permanent de contrôle des services de renseignements (Comité R), *M.B.* 30 juillet 2012

Décret portant création et organisation d'un intégrateur de services flamand, *M.B.* 1^{er} août 2012

ANNEXE B.

APERÇU DES PRINCIPALES PROPOSITIONS DE LOIS, DES PROJETS DE LOIS, DES RÉSOLUTIONS ET DES DÉBATS PARLEMENTAIRES RELATIFS AUX COMPÉTENCES, AU FONCTIONNEMENT ET AU CONTRÔLE DES SERVICES DE RENSEIGNEMENT ET DE SÉCURITÉ ET DE L'OCAM (1^{ER} JANVIER 2012 AU 31 DÉCEMBRE 2012)

Sénat

Proposition de résolution relative à la lutte contre les chaînes satellitaires, stations de radio et sites Internet islamiques qui diffusent une propagande haineuse anti-occidentale sur le territoire belge et européen, *Doc. Parl.*, Sénat, 2011-2012, n° 5-1421/1

Proposition de loi modifiant la législation en ce qui concerne la suppression de la Sûreté de l'État, *Doc. Parl.*, Sénat, 2011-2012, n° 5-1435/1

Proposition de loi modifiant les articles 137 et 138 du Code pénal visant à renforcer la lutte contre le terrorisme, *Doc. Parl.*, Sénat, 2011-2012, n°s 5-1655/1 et 5-1655/2

Proposition de modification du règlement du Sénat en ce qui concerne la composition de la Commission chargée du suivi du Comité permanent R, *Doc. Parl.*, Sénat, 2011-2012, n° 5-1667/1

Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 16 mai 2004 relatif à la lutte contre le trafic et la traite des êtres humains en vue d'assurer la représentation des centres d'accueil des victimes de la traite des êtres humains au sein de la Cellule interdépartementale de coordination de la lutte contre la traite et le trafic des êtres humains, *Doc. Parl.*, Sénat, 2011-2012, n° 5-1690/1

Proposition de résolution visant à renforcer la lutte contre la traite des êtres humains, *Doc. Parl.*, Sénat, 2012-2013, n° 5-1701/3

Nomination d'un président du Comité permanent de contrôle des services de renseignements (Comité R), *Doc. Parl.*, Sénat, 2011-2012, n° 5-1713/1

Proposition de résolution visant à sécuriser les informations électroniques et à lutter contre les cyberattaques, *Doc. Parl.*, Sénat, 2012-2013, n° 5-1855/1

Proposition de loi complétant la loi du 11 janvier 1993 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme, en vue d'élargir la compétence de contrôle de la Cellule de traitement des informations financières en ce qui concerne l'extrémisme, *Doc. Parl.*, Sénat, 2012-2013, n° 5-1873/1

Proposition de budget pour l'année 2012 de la Commission administrative chargée de la surveillance des méthodes spécifiques et exceptionnelles de recueil de données par les services de renseignement et de sécurité (Commission BIM – C.BIM), *Ann. parl.*, Sénat, 2011-2012, 22 décembre 2011, n° 5-41, p. 21

Nomination du président du Comité permanent de contrôle des services de renseignement (Comité R), *Ann. parl.*, Sénat, 2011-2012, 19 juillet 2012, n° 5-74, p. 63

Comité permanent de contrôle des services de renseignement, les comptes pour l'année 2011, *Ann. parl.*, Sénat, 2011-2012, 19 juillet 2012, n° 5-74, p. 88

Chambre des Représentants

Projet de loi modifiant le Code de la nationalité belge afin de rendre l'acquisition de la nationalité belge neutre du point de vue de l'immigration, *Doc. Parl.*, Chambre, 2011-2012, n° 53-0476/013 à 53-0476/016, 53-0476/019 et 53-0476/021

Projet du budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2012, *Doc. Parl.*, Chambre, 2011-2012, n° 53-1944/001, 53-1944/004, 53-1944/005, 53-1944/016, 53-1944/020 et 53-1944/024

Projet de loi portant des dispositions diverses, *Doc. Parl.*, Chambre, 2011-2012, n° 53-1952/017

Échange de vues avec la ministre de l'Intérieur et la ministre de la Justice sur la tragédie survenue à Liège, *Doc. Parl.*, Chambre, 2011-2012, n° 53-1986/001

Cour des comptes, Cour constitutionnelle, Conseil supérieur de la Justice, Comité permanent de contrôle des services de police, Comité permanent de contrôle des services de renseignements et de sécurité, Médiateurs fédéraux, Commission de la Protection de la vie privée, Commissions de nomination pour le Notariat: comptes de l'année budgétaire 2010; ajustements des budgets de l'année budgétaire 2011; propositions budgétaires pour l'année budgétaire 2012, *Doc. Parl.*, Chambre, 2011-2012, n° 53-2015/001 et 53-2015/002

Annexes

- Projet de loi modifiant la loi du 27 mars 2003 relative au recrutement des militaires et au statut des musiciens militaires et modifiant diverses lois applicables au personnel de la Défense, *Doc. Parl.*, Chambre, 2011-2012, n°s 53-2020/001, 53-2020/003 et 53-2020/004 et *Ann. parl.*, Chambre, 2011-2012, 8 mars 2012, n° 53-074, 46
- Proposition de loi relative aux traducteurs, interprètes et traducteurs-interprètes jurés, *Doc. Parl.*, Chambre, 2011-2012, n° 53-2050/001
- Projet de loi modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, *Doc. Parl.*, Chambre, 2012-2013, n°s 53-2077/001 et 53-2077/003
- Projet de loi contenant le premier ajustement du budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2012, *Doc. Parl.*, Chambre, 2011-2012, n°s 53-2113/001 et 53-2113/002
- Proposition de loi modifiant le Code de la nationalité belge en ce qui concerne la procédure de naturalisation, *Doc. Parl.*, Chambre, 2011-2012, n° 53-2116/001
- Projet de loi portant des dispositions diverses en matière de communications électroniques, *Doc. Parl.*, Chambre, 2011-2012, n° 53-2143/001
- Proposition de loi modifiant le Code pénal en ce qui concerne la lutte contre le terrorisme, *Doc. Parl.*, Chambre, 2011-2012, n° 53-2169/001
- Proposition de loi relative à la réalisation d'une étude menée par le Centre d'Études et de Documentation 'Guerre et Sociétés contemporaines' (CEGES), sur l'assassinat de Julien Lahaut, *Doc. Parl.*, Chambre, 2011-2012, n° 53-2419/001
- Projet de loi portant des dispositions diverses en matière de justice, *Doc. Parl.*, Chambre, 2011-2012, n°s 53-2429/001, 53-2429/002 et 53-2429/006
- Projet de loi contenant le budget des Voies et Moyens de l'année budgétaire 2013, *Doc. Parl.*, Chambre, 2012-2013, n° 53-2521/001
- Projet de loi contenant le troisième ajustement du Budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2012, *Doc. Parl.*, Chambre, 2012-2013, n° 53-2529/001
- Projet de loi des Finances pour l'année budgétaire 2013, *Doc. Parl.*, Chambre, 2012-2013, n° 53-2530/001
- Résolution visant à améliorer la procédure d'exportation de matériel nucléaire, *Doc. Parl.*, Chambre, 2012-2013, n°s 53-2475/001 et 53-2475/002
- Projet de loi portant diverses mesures pour la lutte contre la piraterie maritime, concernant des matières visées à l'article 78 de la Constitution. Projet de loi portant diverses mesures pour la lutte contre la piraterie maritime, concernant des matières visées à l'article 77 de la Constitution, *Doc. Parl.*, Chambre, 2012-2013, n°s 53-2509/001 et 53-2510/001
- Proposition de loi créant un Comité permanent de contrôle de la sécurité des infrastructures publiques fédérales, *Doc. Parl.*, Chambre, 2012-2013, n° 53-2565/001
- Proposition de loi modifiant la loi du 27 mars 2003 relative au recrutement des militaires et au statut des musiciens militaires et modifiant diverses lois applicables au personnel de la Défense, *Doc. Parl.*, Chambre, 2012-2013, n° 53-2569/001
- Cour des comptes, Cour constitutionnelle, Conseil supérieur de la Justice, Comités permanent de contrôle des services de police et de renseignements, Médiateurs fédéraux, Commissions de nomination pour le notariat – les comptes de l'année budgétaire 2010 – ajustement du budget 2011 – propositions budgétaires pour l'année 2012 (2015/1), *Ann. parl.*, Chambre, 2011-2012, 2 février 2012, n° 53-070, 100)

Proposition de loi modifiant le Code de la nationalité belge afin de rendre l'acquisition de la nationalité belge neutre du point de vue de l'immigration (476/1-20); proposition de loi modifiant le Code de la nationalité belge (494/1-4); proposition de loi modifiant le Code de la nationalité belge (574/1-2); proposition de loi modifiant le Code de la Nationalité 601/1-4); proposition de loi instaurant le Code de la citoyenneté (618/1-2); proposition de loi portant modification du Code de la Nationalité belge (742/1-2), *Ann. parl.*, Chambre, 2012-2013, 24 octobre 2012, n°53-108, 2

Proposition de résolution visant à améliorer la procédure d'exportation de matériel nucléaire, *Ann. parl.*, Chambre, 2012-2013, 14 novembre 2012, n°53-111, 51

Discussion de la déclaration du gouvernement, *Ann. parl.*, Chambre, 2012-2013, 22 novembre 2012, n° 53-113, 1

Cour des comptes, Cour constitutionnelle, Conseil supérieur de la Justice, Comités permanents de contrôle des services de police et de renseignements, Médiateurs fédéraux, Commission pour la protection de la vie privée et Commissions de nomination pour le notariat: les comptes de l'année budgétaire 2011, ajustement du budget 2012 et propositions budgétaires pour l'année 2013 (2578/1), *Ann. parl.*, Chambre, 2012-2013, 20 décembre 2012, n° 53-122, 72

Comptes de l'année budgétaire 2011 du Comité permanent de contrôle des services de renseignements (2578/1), *Ann. parl.*, Chambre, 2012-2013, 20 décembre 2012, n° 53-123, 8

Propositions budgétaires pour l'année budgétaire 2013 du Comité permanent de contrôle des services de renseignements (2578/1), *Ann. parl.*, Chambre, 2012-2013, 20 décembre 2012, n° 53-123, 12

ANNEXE C.

APERÇU DES INTERPELLATIONS, DES DEMANDES D'EXPLICATIONS ET DES QUESTIONS ORALES ET ÉCRITES RELATIVES AUX COMPÉTENCES, AU FONCTIONNEMENT ET AU CONTRÔLE DES SERVICES DE RENSEIGNEMENT ET DE SÉCURITÉ ET DE L'OCAM (1^{ER} JANVIER 2012 AU 31 DÉCEMBRE 2012)

Sénat

Question orale de M. Bart Laeremans à la ministre de la Justice sur 'le groupement Sharia4Belgium' (*Ann. parl.*, Sénat, 2011-2012, 22 décembre 2011, n° 5-41, p. 9, Q. n° 5-345)

Question écrite de K. Vanlouwe au Premier ministre sur les 'attaques et délinquance informatiques – protection informatique – politique fédérale – observations du Comité R' (Sénat, 2011-2012, 23 décembre 2011, Q. n° 5-4291)

Question écrite de K. Vanlouwe au ministre des Affaires étrangères sur les 'attaques et délinquance informatiques – protection informatique – Union européenne (UE) – Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) – cas particulier du Service public fédéral Affaires étrangères' (Sénat, 2011-2012, 23 décembre 2011, Q. n° 5-4302)

Annexes

Question écrite de K. Vanlouwe au Premier ministre sur les ‘attaques et délinquance informatiques – protection informatique – Computer Emergency Response Team (CERT) – cas particulier du SPF Économie’ (Sénat, 2011-2012, 23 décembre 2011, Q. n° 5-4322)

Question écrite de B. Anciaux au Premier ministre sur le ‘Comité ministériel du renseignement et de la sécurité – règles de confidentialité – sujets traités – contrôle parlementaire (Sénat, 2011-2012, 23 décembre 2011, Q. n° 5-4617)

Question écrite de B. Anciaux à la ministre de l’Intérieur sur ‘l’espionnage – services de renseignement – évolution – prévention’ (Sénat, 2011-2012, 23 décembre 2011, Q. n° 5-4853)

Question écrite de B. Tommelein à la ministre de l’Intérieur sur la ‘Sûreté de l’État – conférences de prêcheurs de haine à l’étranger – présence de concitoyens – chiffres et répression’ (Sénat, 2011-2012, 23 décembre 2011, Q. n° 5-4992)

Question écrite de B. Anciaux au ministre de la Défense sur ‘espionnage – services de renseignement – évolution – prévention’ (Sénat, 2011-2012, 28 décembre 2011, Q. n° 5-4934)

Demande d’explications de B. Laeremans à la ministre de la Justice sur ‘le dossier des assassinats politiques attribués à Abdelkader Belliraj’ (*Ann. parl.*, Sénat, 2011-2012, 11 janvier 2012, n° 5-111, p. 10, Q. n° 5-1627)

Demande d’explications d’A. Van dermeersch à la ministre de la Justice sur ‘l’utilisation de logiciels d’espionnage par la Sûreté de l’État belge’ (*Ann. parl.*, Sénat, 2011-2012, 11 janvier 2012, n° 5-111, p. 15, Q. n° 5-1662)

Question écrite de K. Vanlouwe au ministre des Affaires étrangères sur la ‘Sûreté de l’État – activités d’espionnage en Belgique – services de renseignement étrangers – persona non grata’ (Sénat, 2011-2012 10 février 2012, Q. n° 5-5613)

Question écrite de K. Vanlouwe à la ministre de l’Intérieur sur la ‘Sûreté de l’État – activités d’espionnage en Belgique – activités illégales’ (Sénat, 2011-2012, 10 février 2012, Q. n° 5-5614)

Question écrite de K. Vanlouwe à la ministre de l’Intérieur sur la ‘Sûreté de l’État – officiers de liaison – aperçu’ (Sénat, 2011-2012, 10 février 2012, Q. n° 5-5615)

Question écrite de B. Anciaux à la ministre de finances sur les ‘services de renseignement privés – contrôles – cadre légal’ (Sénat, 2011-2012, 9 mars 2012, Q. n° 5-5837)

Demande d’explications de H. Broers à la ministre de l’Intérieur sur ‘les mesures préventives destinées à empêcher des attentats à la bombe radiologique, dite bombe sale’ (*Ann. parl.*, Sénat, 2011-2012, 13 mars 2012, n° 5-132, p. 11, Q. n° 5-1628)

Questions orales de B. Laeremans, F. Dewinter et R. Miller à la ministre de l’Intérieur sur ‘l’attentat de la mosquée à Anderlecht’ (*Ann. parl.*, Sénat, 2011-2012, 29 mars 2012, n° 5-55, p. 13, Q. n° 5-472, 5-476 et 5-477)

Question écrite de K. Vanlouwe au ministre de la Défense sur la ‘Sûreté de l’État – activités d’espionnage en Belgique – activités illégales’ (Sénat, 2011-2012, 11 avril 2012, Q. n° 5-6059)

Demande d’explications de B. Anciaux à la ministre de l’Intérieur sur ‘la conduite irréprochable des travailleurs du secteur de l’armement’ (*Ann. parl.*, Sénat, 2011-2012, 17 avril 2012, n° 5-140, p. 9, Q. n° 5-1742)

Demande d'explications de B. Anciaux à la ministre de la Justice sur 'l'avenir et le fonctionnement de l'Exécutif des Musulmans de Belgique' (*Ann. parl.*, Sénat, 2011-2012, 3 mai 2012, n° 5-146, p. 12, Q. n° 5-2046)

Question écrite d'A. Van dermeersch au secrétaire d'État à la Fonction publique sur la 'sécurisation des secrets d'entreprise' (Sénat, 2011-2012, 4 mai 2012, Q. n° 5-6186)

Question écrite de B. Anciaux à la ministre de la Justice sur 'l'implication possible des services de sécurité belges dans le refus de l'État d'Israël d'autoriser un certain nombre de ressortissants belges à accéder à son territoire' (Sénat, 2011-2012, 22 mai 2012, Q. n° 5-6295)

Question écrite de K. Vanlouwe au ministre des Finances sur la 'cyber défense et le "hacktivisme" sur les sites de l'administration fédérale' (Sénat, 2011-2012, 24 mai 2012, Q. n° 5-6305)

Question orale de K. Vanlouwe au Premier ministre sur 'le super virus Flame, la cyber défense et la politique fédérale de sécurité' (*Ann. parl.*, Sénat, 2011-2012, 31 mai 2012, n° 5-61, p. 31, Q. n° 5-571)

Questions orales de J. Ceder et F. Dewinter au ministre de l'Intérieur sur 'les projets à l'égard des organisations extrémistes' (*Ann. parl.*, Sénat, 2011-2012, 7 juin 2012, n° 5-62, p. 24, Q. n° 5-579 et 5-585)

Question écrite de B. Tommelein au ministre de l'Intérieur sur les 'Pays-Bas – Service général de renseignement et de sécurité (SGRS) – recours à des journalistes contre paiement – Sûreté de l'État – Service général de renseignement et de sécurité de l'armée – réglementation' (Sénat, 2011-2012, 9 juillet 2012, Q. n° 5-6703)

Question écrite de B. Tommelein au ministre de la Défense sur les 'Pays-Bas – Service général de renseignement et de sécurité (SGRS) – recours à des journalistes contre paiement – Sûreté de l'État – Service général de renseignement et de sécurité de l'armée – réglementation' (Sénat, 2011-2012, 9 juillet 2012, Q. n° 5-6704)

Question écrite de B. Tommelein au ministre de la Justice sur les 'Pays-Bas – Service général de renseignement et de sécurité (SGRS) – recours à des journalistes contre paiement – Sûreté de l'État – Service général de renseignement et de sécurité de l'armée – réglementation' (Sénat, 2011-2012, 9 juillet 2012, Q. n° 5-6705)

Question orale de K. Vanlouwe au Premier ministre sur 'les lacunes de la cyberpolitique fédérale selon le Comité R' (*Ann. parl.*, Sénat, 2011-2012, 12 juillet 2012, n° 5-73, p. 36, Q. n° 5-654)

Question écrite de K. Vanlouwe au ministre de la Justice sur les 'activités d'espionnage – question de suivi' (Sénat, 2011-2012, 21 août 2012, Q. n° 5-6877)

Question écrite de K. Vanlouwe au ministre des Affaires étrangères sur les 'activités d'espionnage – question de suivi' (Sénat, 2011-2012, 21 août 2012, Q. n° 5-6878)

Question écrite de B. Tommelein au ministre de la Défense sur la 'Sûreté de l'État – OCAM – services d'appui – risque d'incidents de sécurité – communication non sécurisée' (Sénat, 2011-2012, 29 août 2012, Q. n° 5-6922)

Question écrite de B. Tommelein au ministre de la Défense sur la 'Sûreté de l'État – SGRS – échange d'informations avec des services homologues – lacune lors des contrôles' (Sénat, 2011-2012, 29 août 2012, Q. n° 5-6924)

Question écrite de B. Tommelein à la ministre de la Justice sur la 'Sûreté de l'État – SGRS – échange d'informations avec des services homologues – lacune lors des contrôles' (Sénat, 2011-2012, 29 août 2012, Q. n° 5-6925)

Annexes

- Question écrite de B. Tommelein au ministre de la Défense sur la ‘Sûreté de l’État – lutte contre la prolifération et protection du PSE’ (Sénat, 2011-2012, 29 août 2012, Q. n° 5-6926)
- Question écrite de B. Tommelein à la ministre de la Justice sur la ‘Sûreté de l’État – Lutte contre la prolifération et protection du PSE’ (Sénat, 2011-2012, 29 août 2012, Q. n° 5-6927)
- Question écrite de B. Tommelein au ministre de la Défense sur la ‘Sûreté de l’État – service de renseignement – gestion des connaissances’ (Sénat, 2011-2012, 29 août 2012, Q. n° 5-6928)
- Question écrite de B. Tommelein à la ministre de la Justice sur la ‘Sûreté de l’État – service de renseignement – gestion des connaissances’ (Sénat, 2011-2012, 29 août 2012, Q. n° 5-6929)
- Question écrite de B. Tommelein au ministre de la Défense sur ‘SGRS – absence d’un système TIC intégré – risques d’erreurs dans le traitement de l’information’ (Sénat, 2011-2012, 29 août 2012, Q. n° 5-6930)
- Question écrite de B. Tommelein à la ministre de la Justice sur ‘SGRS – absence d’un système TIC intégré – risques d’erreurs dans le traitement de l’information’ (Sénat, 2011-2012, 29 août 2012, Q. n° 5-6931)
- Question écrite de B. Tommelein au ministre de la Défense sur ‘SGRS – protection de l’infrastructure et des moyens de surveillance – manquements’ (Sénat, 2011-2012, 29 août 2012, Q. n° 5-6932)
- Question écrite de B. Tommelein au ministre de la Défense sur ‘OCAM – services d’appui – communication – incidents de sécurité’ (Sénat, 2011-2012, 29 août 2012, Q. n° 5-6933)
- Question écrite de B. Tommelein au ministre de la Défense sur ‘attentat à Copenhague – manquements – importance de l’échange d’informations entre les services de renseignement et la police’ (Sénat, 2011-2012, 29 août 2012, Q. n° 5-6936)
- Question écrite de B. Tommelein à la ministre de la Justice sur ‘attentat à Copenhague – manquements – importance de l’échange d’informations entre les services de renseignement et la police’ (Sénat, 2011-2012, 29 août 2012, Q. n° 5-6937)
- Question écrite de B. Tommelein à la ministre de l’Intérieur sur la ‘Sûreté de l’État – menaces imminentes – procédure d’urgence pour les méthodes spécifiques et exceptionnelles’ (Sénat, 2011-2012, 29 août 2012, Q. n° 5-6938)
- Question écrite de B. Tommelein à la ministre de la Justice sur la ‘Sûreté de l’État – menaces imminentes – procédure d’urgence pour les méthodes spécifiques et exceptionnelles’ (Sénat, 2011-2012, 29 août 2012, Q. n° 5-6939)
- Question écrite de B. Tommelein au ministre de la Défense sur ‘Sûreté de l’État – achat de matériel de communication – liens entre les fournisseurs et les puissances étrangères – homologation’ (Sénat, 2011-2012, 29 août 2012, Q. n° 5-6940)
- Question écrite de B. Tommelein à la ministre de la Justice sur ‘Sûreté de l’État – achat de matériel de communication – liens entre les fournisseurs et les puissances étrangères – homologation’ (Sénat, 2011-2012, 29 août 2012, Q. n° 5-6941)
- Question écrite de B. Tommelein à la ministre de la Justice sur les ‘services de police – services de renseignement – accords de coopération’ (Sénat, 2011-2012, 29 août 2012, Q. n° 5-6943)

Question écrite de B. Anciaux à la ministre de la Justice sur le ‘terrorisme – extrême droite – mesures’ (Sénat, 2011-2012, 29 août 2012, Q. n° 5-6961)

Question écrite de B. Tommelein à la ministre de l’Intérieur sur ‘Organe de coordination pour l’analyse de la menace (OCAM) – analyse de risques – bâtiment du Conseil européen’ (Sénat, 2011-2012, 4 septembre 2012, Q. n° 5-6976)

Question écrite de B. Tommelein à la ministre de l’Intérieur sur le ‘Comité R – Organe de coordination pour l’analyse de la menace (OCAM) – contacts avec les organes antiterroristes étrangers – confusion possible avec la Sûreté de l’État’ (Sénat, 2011-2012, 4 septembre 2012, Q. n° 5-6979)

Question écrite de B. Tommelein au ministre de la Défense sur le ‘Comité R – Organe de coordination pour l’analyse de la menace (OCAM) – contacts avec les organes antiterroristes étrangers – confusion possible avec la Sûreté de l’État’ (Sénat, 2011-2012, 4 septembre 2012, Q. n° 5-6980)

Question écrite de B. Tommelein à la ministre de la Justice sur le ‘Comité R – Organe de coordination pour l’analyse de la menace (OCAM) – contacts avec les organes antiterroristes étrangers – confusion possible avec la Sûreté de l’État’ (Sénat, 2011-2012, 4 septembre 2012, Q. n° 5-6981)

Question écrite de B. Tommelein au ministre des Finances sur la ‘lutte contre le financement du terrorisme – Cellule de traitement des informations financières (CTIF) – Service général du renseignement et de la sécurité (SGRS) – Sûreté de l’État – finances – coordination et échange d’informations entre les services’ (Sénat, 2011-2012, 4 septembre 2012, Q. n° 5-6982)

Question écrite de B. Tommelein au ministre de la Défense sur la ‘lutte contre le financement du terrorisme – Cellule de traitement des informations financières (CTIF) – Service général du renseignement et de la sécurité (SGRS) – Sûreté de l’État – finances – coordination et échange d’informations entre les services’ (Sénat, 2011-2012, 4 septembre 2012, Q. n° 5-6983)

Question écrite de B. Tommelein à la ministre de la Justice sur la ‘lutte contre le financement du terrorisme – Cellule de traitement des informations financières (CTIF) – Service général du renseignement et de la sécurité (SGRS) – Sûreté de l’État – finances – coordination et échange d’informations entre les services’ (Sénat, 2012-2013, 4 septembre 2012, Q. n° 5-6984)

Question écrite de B. Tommelein au ministre de la Défense sur la ‘Organe de coordination pour l’analyse de la menace (OCAM) – services de sécurité – circulation des informations affaires étrangères – conséquences’ (Sénat, 2012-2013, 4 septembre 2012, Q. n° 5-6990)

Question écrite de B. Tommelein au ministre des Affaires étrangères sur la ‘Organe de coordination pour l’analyse de la menace (OCAM) – services de sécurité – circulation des informations affaires étrangères – conséquences’ (Sénat, 2012-2013, 4 septembre 2012, Q. n° 5-6988)

Question écrite de B. Tommelein au ministre de l’Économie sur les ‘acquisitions de matériel informatique et de télécommunications – liens des fournisseurs avec des puissances étrangères – homologation – dangers pour la sécurité nationale’ (Sénat, 2012-2013, 10 octobre 2012, Q. n° 5-7148)

Question écrite de B. Tommelein au ministre de la Défense sur les ‘acquisitions de matériel informatique et de télécommunications – liens des fournisseurs avec des

Annexes

puissances étrangères – homologation – dangers pour la sécurité nationale' (Sénat, 2012-2013, 10 octobre 2012, Q. n° 5-7149)

Question écrite de R. Miller à la ministre de la Justice sur 'les écoles islamiques en Belgique financées par l'Arabie Saoudite' (Sénat, 2012-2013, 25 octobre 2012, Q. n° 5-7205)

Question écrite de L. Lijnen au ministre de la Défense sur les 'services publics – cyberattaques – sécurisation informatique – logiciels de protection – formation du personnel' (Sénat, 2012-2013, 13 décembre 2012, Q. n° 5-7574)

Question écrite de L. Lijnen à la ministre de l'Intérieur sur les 'services publics – cyberattaques – sécurisation informatique – logiciels de protection – formation du personnel' (Sénat, 2012-2013, 13 décembre 2012, Q. n° 5-7579)

Question écrite de L. Lijnen au ministre des Finances sur les 'services publics – cyberattaques – sécurisation informatique – logiciels de protection – formation du personnel' (Sénat, 2012-2013, 13 décembre 2012, Q. n° 5-7583)

Demande d'explication de K. Vanlouwe à la ministre de la Justice sur 'le personnel du Service de la Sûreté de l'Etat' (*Ann. parl.*, Sénat, 2012-2013, 19 décembre 2012, n° 5-191, p. 12, Q. n° 5-2673)

Chambre des Représentants

Questions jointes de D. Geerts, A. Ponthier, K. Grosemans et R. Defreyne au ministre de la Défense sur 'le fonctionnement du SGRS' (C.R.I., Chambre, 2011-2012, 31 janvier 2012, COM 383, 5, Q. n° 8482, 8495, 85008 et 8515)

Questions jointes de J. Van Esbroeck, T. Veys, J. Boulet, P. Vanvelthoven et R. Madrane à la ministre de l'Intérieur sur 'la radicalisation de jeunes musulmans' (C.R.I., Chambre, 2011-2012, 18 janvier 2012, COM 366, 37, Q. n° 8204, 8296, 8478, 8479, 8480, 8562, 8632, 8644, 8690 en 8715)

Question de P. Logghe à la ministre de l'Intérieur sur 'la lettre de menaces émanant d'un sympathisant de Sharia4Belgium, adressée à Mme Turtelboom' (C.R.I., Chambre, 2011-2012, 25 janvier 2012, COM 374, 56, Q. n° 8846)

Question de Z. Genot à la ministre de la Justice sur 'le dossier du renouvellement de l'Exécutif des Musulmans de Belgique' (C.R.I., Chambre, 2011-2012, 25 janvier 2012, COM 375, 19, Q. n° 8845)

Question de G. Dallemagne à la ministre de la Justice sur 'le Kashmir Centre.EU' (C.R.I., Chambre, 2011-2012, 25 janvier 2012, COM 375, 23, Q. n° 8908)

Questions jointes de K. Grosemans et A. Ponthier au ministre de la Défense sur 'la 'cybercapacité' de la Belgique' (C.R.I., Chambre, 2011-2012, 31 janvier 2012, COM 383, 5, Q. n° 8588 en 8600)

Questions jointes de D. Geerts, A. Ponthier, B. Maertens, R. Defreyne et G. Kindermans au ministre de la Défense sur 'le contrôle de l'utilisation de Facebook par des militaires à l'étranger' (C.R.I., Chambre, 2011-2012, 31 janvier 2012, COM 383, 10, Q. n° 8675, 8677, 8680, 8725 et 8732)

Question de T. Veys à la ministre de la Justice sur la 'Commission de surveillance des services de renseignement – composition et nomination' (Q.R., Chambre, 2011-2012, 13 février 2012, n° 52, p. 305, Q. n° 252)

Question de S. Becq au ministre des Pensions sur les ‘tantièmes spéciaux pour le calcul des pensions des fonctionnaires’ (Q.R., Chambre, 2011-2012, 27 février 2012, n° 54, p. 186, Q. n° 14)

Question de K. Grosemans au ministre de la Défense sur ‘SGR – la Division Sécurité. – habilitations de sécurité’ (Q.R., Chambre, 2011-2012, 27 février 2012, n° 54, p. 233, Q. n° 93)

Question d’A. Frédéric à la ministre de la Justice sur ‘la mention de ‘mouvements psychanalytiques’ dans le rapport annuel de la Sûreté de l’État’ (C.R.I., Chambre, 2011-2012, 29 février 2012, COM 411, 7, Q. n° 9550)

Questions jointes de N. Lanjri et B. Weyts à la ministre de la Justice sur ‘le mandat des membres de l’Exécutif des Musulmans de Belgique’ (C.R.I., Chambre, 2011-2012, 29 février 2012, COM 411, 15, Q. n° 9614 en 9669)

Question de G. Gilkinet à la ministre de la Justice sur ‘le détachement de magistrats dans des fonctions non juridictionnelles’ (Q.R., Chambre, 2011-2012, 5 mars 2012, n° 55, p. 328, Q. n° 308)

Question de K. Grosemans au ministre de la Défense sur ‘la politique du personnel au SGRS’ (C.R.I., Chambre, 2011-2012, 7 mars 2012, COM 417, 9, Q. n° 9542)

Question de K. Grosemans au ministre de la Défense sur ‘les ‘espions belges’ en Afghanistan’ (C.R.I., Chambre, 2011-2012, 7 mars 2012, COM 417, 13, Q. n° 9637)

Question d’E. Brems au ministre des Affaires étrangères sur ‘l’intimidation des dissidents iraniens en dehors de l’Iran’ (C.R.I., Chambre, 2011-2012, 7 mars 2012, COM 418, 1, Q. n° 9619)

Question d’A. Ponthier à la ministre de la Justice sur ‘l’existence ou non de listes de groupements extrémistes et/ou de listes de membres de tels groupements’ (C.R.I., Chambre, 2011-2012, 7 mars 2012, COM 418, 14, Q. n° 9584)

Question d’E. Jadot à la ministre de la Justice sur ‘les demandes de renseignements faites par la Sûreté de l’État aux CPAS’ (C.R.I., Chambre, 2011-2012, 7 mars 2012, COM 418, 38, Q. n° 9933)

Question de J. Van Esbroeck à la ministre de l’Intérieur sur ‘le screening du personnel de sécurité’ (C.R.I., Chambre, 2011-2012, 14 mars 2012, COM 433, 47, Q. n° 10142)

Questions jointes de P. Logghe, D. Ducarme, J. Van Esbroeck et M. Doomst à la ministre de l’Intérieur sur ‘la présence de salafistes, extrémistes et jihadistes dans notre pays’ (C.R.I., Chambre, 2011-2012, 22 mars 2012, PLEN 078, 5, Q. n° 829 à 832)

Question de J. Van Esbroeck à la ministre de l’Intérieur sur la ‘protection de personnalités’ (Q.R., Chambre, 2011-2012, 26 mars 2012, n° 58, p. 159, Q. n° 51)

Question de M. Doomst à la ministre de la Justice sur ‘le suivi d’étudiants qui effectuent des voyages religieux à l’étranger’ (C.R.I., Chambre, 2011-2012, 27 mars 2012, COM 439, 6, Q. n° 10272)

Question de G. Dallemagne à la ministre de la Justice sur ‘la présence d’agents de renseignement lors des manifestations d’opposition au régime syrien de Bachar Al-Assad et la protection de l’ambassade de Syrie à Bruxelles’ (C.R.I., Chambre, 2011-2012, 27 mars 2012, COM 439, 34, Q. n° 10209)

Question de P. Logghe à la ministre de la Justice sur ‘M. Fouad Belkacem’ (C.R.I., Chambre, 2011-2012, 27 mars 2012, COM 439, 64, Q. n° 10596)

Annexes

- Question de A. Frédéric à la ministre de l'Intérieur sur 'le possible retrait de la lutte contre la fraude du Plan national de sécurité 2012-2015' (Q.R., Chambre, 2011-2012, 2 avril 2012, n° 59, p. 195, Q. n° 41)
- Question de K. Jadin au ministre de la Défense sur 'le service secret militaire' (Q.R., Chambre, 2011-2012, 2 avril 2012, n° 59, p. 364, Q. n° 169)
- Question de P. Logghe à la ministre de la Justice sur les 'écoutes téléphoniques' (Q.R., Chambre, 2011-2012, 16 avril 2012, n° 61, p. 241, Q. n° 148)
- Question de T. Veys à la ministre de la Justice sur 'l'organisation Al Mawada – visite d'un musulman extrémiste à Anvers' (Q.R., Chambre, 2011-2012, 16 avril 2012, n° 61, p. 255, Q. n° 249)
- Question de T. Veys à la ministre de l'Intérieur sur 'le président du conseil d'administration de Liège Airport interdit d'accès à l'aéroport de Liège' (C.R.I., Chambre, 2011-2012, 18 avril 2012, COM 453, 37, Q. n° 11014)
- Question de P. Logghe à la ministre de l'Intérieur sur la 'Sûreté de l'État' (Q.R., Chambre, 2011-2012, 24 avril 2012, n° 62, p. 195, Q. n° 157)
- Question de S. Bracke à la ministre de la Justice sur 'le contrôle des agences de renseignement privées' (Q.R., Chambre, 2011-2012, 24 avril 2012, n° 62, p. 305, Q. n° 416)
- Questions jointes de P. Logghe à la ministre de l'Intérieur sur 'les contacts entre Forzane Alissa et Sharia4Belgium' (C.R.I., Chambre, 2011-2012, 25 avril 2012, COM 464, 14, Q. n° 10581 et 10624)
- Question de T. Veys à la ministre de l'Intérieur sur 'la sécurité des écoles juives' (C.R.I., Chambre, 2011-2012, 25 avril 2012, COM 464, 27, Q. n° 10608)
- Question d'I. De Meulemeester au ministre des Affaires étrangères sur 'le projet Healthcare Belgium avec la Libye' (C.R.I., Chambre, 2011-2012, 2 mai 2012, COM 470, 47, Q. n° 10740)
- Question de L. Dierick à la ministre de l'Intérieur sur la 'cybercriminalité – formation des policiers' (Q.R., Chambre, 2011-2012, 2 mai 2012, n° 63, p. 197, Q. n° 288)
- Question de G. Annemans à la ministre de l'Intérieur sur 'la sécurisation et la surveillance des écoles juives' (Q.R., Chambre, 2011-2012, 2 mai 2012, n° 63, p. 234, Q. n° 367)
- Question de K. Grosemans au ministre de la Défense sur le 'rappel au travail du personnel du SGRS' (Q.R., Chambre, 2011-2012, 2 mai 2012, n° 63, p. 270, Q. n° 193)
- Question de B. Schoofs au secrétaire d'État à l'Environnement sur les 'autorisations relatives au montage de sirènes et gyrophares' (Q.R., Chambre, 2011-2012, 2 mai 2012, n° 63, p. 396, Q. n° 114)
- Question de Z. Génot à la ministre de la Justice sur le 'recrutement réserve d'inspecteurs pour la Sûreté de l'État' (Q.R., Chambre, 2011-2012, 15 mai 2012, n° 65, p. 191, Q. n° 132)
- Question de J. Van Esbroeck à la ministre de la Justice sur 'l'extrémisme islamiste dans les petites agglomérations et communes' (Q.R., Chambre, 2011-2012, 15 mai 2012, n° 65, p. 194, Q. n° 153)
- Question de P. Logghe à la secrétaire d'État à l'Asile et la Migration sur 'des lacunes constatées au niveau du screening des étrangers lors de la naturalisation' (C.R.I., Chambre, 2011-2012, 15 mai 2012, COM 483, 23, Q. n° 11676)

- Question de R. Defreyne au ministre de la Défense sur ‘la lutte contre les cyberattaques dans le cadre de l’OTAN’ (C.R.I., Chambre, 2011-2012, 22 mai 2012, COM 491, 13, Q. n° 11408)
- Question de K. Grosemans au ministre de la Défense sur ‘le caractère rappelable du personnel du SGRS’ (C.R.I., Chambre, 2011-2012, 22 mai 2012, COM 491, 30, Q. n° 11825)
- Questions jointes de B. Schoofs et B. Weyts à la ministre de la Justice sur ‘les récents développements en ce qui concerne l’Exécutif musulman’ (C.R.I., Chambre, 2011-2012, 22 mai 2012, COM 494, 3, Q. n° 41 et 44)
- Question de M. Doomst à la ministre de la Justice sur la ‘Cellule centrale d’Information et de Communication – fonctionnement’ (Q.R., Chambre, 2011-2012, 4 juin 2012, n° 68, p. 223, Q. n° 470)
- Question de P. Logghe à la ministre de la Justice sur la ‘Sûreté de l’État – consultation de comptes bancaires’ (Q.R., Chambre, 2011-2012, 4 juin 2012, n° 68, p. 196, Q. n° 500)
- Question de B. Schoofs à la ministre de la Justice sur ‘les menaces proférées contre des détenus de la prison de Nivelles sur base de la charia’ (C.R.I., Chambre, 2011-2012, 6 juin 2012, PLEN 506, 30, Q. n° 12251)
- Questions jointes de G. Annemans, J. Van Esbroeck, N. Lanjri, P. Vanvelthoven, R. Madrane, B. Somers, S. Van Hecke, C. De Permentier, M. Dedecker et F. Lahssaini au premier ministre sur ‘Sharia4Belgium’ (C.R.I., Chambre, 2011-2012, 7 juin 2012, PLEN 090, 7, Q. n° 1021 à 1030)
- Questions jointes de D. Thiéry, G. Dallemagne, P. Logghe, M. Doomst, J. Galant et B. Somers à la ministre de l’Intérieur sur ‘les mesures prises en vue de lutter contre le radicalisme’ (C.R.I., Chambre, 2011-2012, 7 juin 2012, PLEN 090, 22, Q. n° 1038 à 1043)
- Question de J. Van Esbroeck à la ministre de la Justice sur la ‘Cellule de Traitement des Informations Financières – élargissement des compétences’ (Q.R., Chambre, 2011-2012, 11 juin 2012, n° 69, p. 230, Q. n° 546)
- Questions jointes de M. Doomst, J. Van Esbroeck et P. Logghe au premier ministre sur ‘la lutte contre l’extrémisme’ (C.R.I., Chambre, 2011-2012, 14 juin 2012, PLEN 091, 12, Q. n° 1057 à 1059)
- Questions jointes de G. Dallemagne, L. Louis, M. Doomst, C. De Parmentier, J. Van Esbroeck et P. Logghe à la ministre de l’Intérieur sur ‘l’augmentation de la menace terroriste’ (C.R.I., Chambre, 2011-2012, 14 juin 2012, PLEN 091, 27, Q. n° 1066 à 1070 et 1078)
- Question de L. Dierick à la ministre de la Justice sur ‘la représentation des femmes dans les fonctions dirigeantes’ (Q.R., Chambre, 2011-2012, 18 juin 2012, n° 70, p. 234, Q. n° 488)
- Question de G. Dallemagne à la ministre de la Justice sur ‘les diplomates syriens basés à Bruxelles – menaces et actes d’intimidation à l’égard des membres de l’opposition en exil’ (Q.R., Chambre, 2011-2012, 25 juin 2012, n° 71, p. 316, Q. n° 514)
- Débat d’actualité sur la situation en Syrie et questions jointes de J. Boulet, E. Demol, D. Van der Maelen, P. Moriau, G. Coëm et R. Desey au ministre des Affaires étrangères (C.R.I., Chambre, 2011-2012, 27 juin 2012, COM 525, 1, Q. n° 12034, 12054, 12083, 12132, 12180, 12484, 12625, 12686 et 12761)

Annexes

- Questions et interpellation jointes de D. Ducarme, N. Lanjri, R. Madrane, M. Doomst et J. Van Esbroeck à la ministre de l'Intérieur sur 'les derniers développements exprimés par la ministre en matière de lutte contre le radicalisme' (C.R.I., Chambre, 2011-2012, 4 juillet 2012, COM 532, 27, Q. n°s 12264, 12270, 12293, 12399, 51 et 57)
- Interpellation de M. Gerkens à la ministre de la Justice sur 'l'ouverture des archives de la Sûreté de l'État en vue de permettre la recherche du CEGES sur l'assassinat de Julien Lahaut' (C.R.I., Chambre, 2011-2012, 4 juillet 2012, COM 531, 12, Q. n° 53)
- Question de K. Degroote à la ministre de l'Intérieur sur 'la permanence de l'OCAM' (C.R.I., Chambre, 2011-2012, 5 juillet 2012, PLEN 096, 36, Q. n° 1142)
- Questions jointes de D. Geerts, K. Grosemans, A. Dufrane, A. Ponthier, W. De Vriendt et B. Slegers au ministre de la Défense sur 'le plan d'investissements pour la Défense pour la période 2012-2014' (C.R.I., Chambre, 2011-2012, 10 juillet 2012, COM 534, p. 1, Q. n°s 54, 55, 2663, 12834, 12843, 12849 et 13028)
- Question de P. Logghe à la ministre de la Justice sur 'les écoles islamiques saoudiennes' (Q.R., Chambre, 2011-2012, 25 juillet 2012, n° 76, p. 216, Q. n° 237)
- Question de B. Schoofs à la ministre de la Justice sur 'les avis demandés au CIAOSN par les parquets et par la Sûreté de l'État' (Q.R., Chambre, 2011-2012, 25 juillet 2012, n° 76, p. 236, Q. n° 595)
- Question de S. Smeyers à la secrétaire d'État à l'Asile et la Migration sur 'le délai de traitement des dossiers de régularisation' (Q.R., Chambre, 2011-2012, 25 juillet 2012, n° 76, p. 333, Q. n° 92)
- Question de P. Dedecker à la ministre de l'Intérieur sur 'la protection des recherches sur les OGM' (Q.R., Chambre, 2011-2012, 13 août 2012, n° 77, p. 313, Q. n° 466)
- Question de M. Gerkens au ministre des Entreprises publiques sur 'le financement de la recherche sur l'assassinat de Julien Lahaut' (Q.R., Chambre, 2012-2013, 9 octobre 2012, n° 84, p. 188, Q. n° 557)
- Question de S. Smeyers à la secrétaire d'État à l'Asile et la Migration sur 'le CGRA- Office des Étrangers – traitement des dossiers' (Q.R., Chambre, 2012-2013, 9 octobre 2012, n° 84, p. 198, Q. n° 304)
- Question de K. Waterschoot au ministre des Affaires étrangères sur 'l'échange de données en matière de terrorisme entre la Belgique et les États-Unis' (Q.R., Chambre, 2012-2013, 15 octobre 2012, n° 85, p. 82, Q. n° 221)
- Question de P. Logghe à la ministre de la Justice sur 'un plan d'action en matière de lutte contre le financement du terrorisme' (C.R.I., Chambre, 2012-2013, 16 octobre 2012, COM 555, p. 25, Q. n° 13319)
- Question de P. Logghe à la ministre de l'Intérieur sur 'Sharia4Belgium' (C.R.I., Chambre, 2012-2013, 16 octobre 2012, COM 555, p. 27, Q. n° 13371)
- Questions jointes de M. Dumery et K. Waterschoot au ministre de l'Intérieur sur 'l'échange de données liées au terrorisme entre la Belgique et les États-Unis' (C.R.I., Chambre, 2012-2013, 17 octobre 2012, COM 558, 2, Q. n°s 12310 et 12328)
- Question de M.-M. Schyns à la ministre de la Justice sur 'la confidentialité du réseau belge de téléphonie mobile' (C.R.I., Chambre, 2012-2013, 18 octobre 2012, PLEN 107, p. 25, Q. n° 1230)
- Question de P. Logghe à la Vice-première ministre sur 'l'appartenance linguistique du personnel de la police fédérale' (Q.R., Chambre, 2012-2013, 29 octobre 2012, n° 87, p. 190, Q. n° 582)

Question de P. Logghe à la ministre de la Justice sur ‘la présence d’écoles coraniques radicales en Belgique’ (*C.R.I.*, Chambre, 2012-2013, 7 novembre 2012, COM 572, p. 4, Q. n° 13250)

Question de D. Van der Maelen au ministre des Affaires étrangères sur ‘le refus d’accès à des avions partant de Belgique vers Israël’ (*Q.R.*, Chambre, 2012-2013, 12 novembre 2012, n° 88, p. 67, Q. n° 166)

Question de D. Thiéry au ministre de Finances sur ‘les déclarations du président de la Cellule de Traitement des Informations Financières (CTIF) quant à la lutte contre le financement du terrorisme’ (*C.R.I.*, Chambre, 2012-2013, 20 novembre 2012, COM 584, p. 2, Q. n° 13267)

Questions jointes de K. Van Vaerenbergh et L. Van Biesen à la ministre de la Justice sur ‘la communication entre les services de lutte contre le terrorisme’ (*C.R.I.*, Chambre, 2012-2013, 20 novembre 2012, COM 585, 16, Q. n° 14124 et 14161)

Questions jointes de M. Doomst et B. Slegers au ministre de la Justice sur ‘le budget de la Sûreté de l’État’ (*C.R.I.*, Chambre, 2012-2013, 27 novembre 2012, COM 596, p. 23, Q. n° 14227 et 14240)

Questions jointes de K. Grosemans, G. Dallemagne et Ch. Lacroix au ministre de la Défense sur ‘la capacité belge en matière de cyberguerre’ (*C.R.I.*, Chambre, 2012-2013, 3 décembre 2012, COM 601, p. 12, Q. n° 14169, 14343 et 14427)

Questions jointes d’A. Ponthier, K. Grosemans et K. Waterschoot au ministre de la Défense sur ‘des soldats aux convictions salafistes’ (*C.R.I.*, Chambre, 2012-2013, 3 décembre 2012, COM 601, p. 18, Q. n° 14208, 14432 et 14437)

Question de K. Jadin à la ministre de la Justice sur ‘l’éventuelle exposition publique des employés de la Sûreté de l’État sur certains réseaux sociaux’ (*C.R.I.*, Chambre, 2012-2013, 5 décembre 2012, COM 607, p. 12, Q. n° 14345)

Question de P. Logghe à la ministre de l’Intérieur sur ‘le rôle de la Belgique, pays de transit pour les réseaux terroristes’ (*C.R.I.*, Chambre, 2012-2013, 12 décembre 2012, COM 619, p. 11, Q. n° 14245)

Question de F. De Man à la ministre de l’Intérieur sur ‘le renforcement du niveau d’alerte terroriste’ (*C.R.I.*, Chambre, 2012-2013, 13 décembre 2012, PLEN 119, p. 20, Q. n° 1365)

Questions jointes de P. Dedecker et M. Doomst à la ministre de l’Intérieur sur ‘la cybersécurité’ (*C.R.I.*, Chambre, 2012-2013, 18 décembre 2012, COM 625, p. 7, Q. n° 14170, 14192 et 14193)

Question d’A. Frédéric à la ministre de la Justice sur ‘la mention de ‘mouvements psychanalytiques’ dans le rapport annuel de la Sûreté de l’État’ (*C.R.I.*, Chambre, 2012-2013, 18 décembre 2012, PLEN 627, p. 1, Q. n° 14525)

ACTIVITEITENVERSLAG 2012
RAPPORT D'ACTIVITÉS 2012

Quis custodiet ipsos custodes?

Quis custodiet ipsos custodes? is een publicatiereeks die een bijdrage wil leveren tot het bevorderen van een geïnformeerde discussie over de werking, de bevoegdheden en de controle op de inlichtingen- en veiligheidsdiensten en op het inlichtingenwerk. In deze reeks worden o.m. wetenschappelijke studies, de activiteitenverslagen van het Vast Comité I en verslagboeken van colloquia opgenomen.

Redactie

Vast Comité van Toezicht op de inlichtingen- en veiligheidsdiensten,
Leuvenseweg 48 bus 5, 1000 Brussel (02 286 29 88).

Reeds verschenen in deze reeks

- 1) D. Van Daele, en B. Vangeebergen, *Inlichtingendiensten en strafprocedure in Nederland, Duitsland en Frankrijk*, 2006, 166 p.
- 2) Vast Comité I, *Activiteitenverslag 2006*, 2007, 147 p.
- 3) Vast Comité I, *Activiteitenverslag 2007*, 2008, 87 p.
- 4) Belgian Standing Committee I (ed.), *All Source Threat Assessments in the Fight against Terrorism – Fusion Centres throughout Europe*, 2010, 220 p.
- 5) Vast Comité I, *Activiteitenverslag 2008*, 2009, 131 p.
- 6) W. Van Laethem, D. Van Daele en B. Vangeebergen (eds.), *De Wet op de bijzondere inlichtingenmethoden*, 2010, 298 p.
- 7) Vast Comité I, *Activiteitenverslag 2009*, 2010, 127 p.
- 8) Vast Comité I, *Activiteitenverslag 2010*, 2011, 119 p.
- 9) Vast Comité I, *Activiteitenverslag 2011*, 2012, 134 p.
- 10) W. Van Laethem en J. Vanderborght (eds), *Inzicht in toezicht. Twintig jaar democratische controle op de inlichtingendiensten*, 2013, 565 p.
- 11) Vast Comité I, *Activiteitenverslag 2012*, 2013, 113 p.

ACTIVITEITENVERSLAG 2012

Vast Comité van Toezicht op de
inlichtingen- en veiligheidsdiensten



Vast Comité van Toezicht op de inlichtingen-
en veiligheidsdiensten



Voorliggend *Activiteitenverslag 2012* werd door het Vast Comité van Toezicht op de inlichtingen- en veiligheidsdiensten goedgekeurd op de vergadering van 26 juni 2013.

(getekend)

Guy Rapaille, voorzitter

Gérald Vande Walle, raadsheer

Pieter-Alexander De Brock, raadsheer

Wouter De Ridder, griffier

Activiteitenverslag 2012

Vast Comité van Toezicht op de inlichtingen- en veiligheidsdiensten

© 2013 Intersentia
Antwerpen – Cambridge
www.intersentia.be

ISBN 978-94-000-0373-6
D/2013/7849/99
NUR 823

Alle rechten voorbehouden. Behoudens uitdrukkelijk bij wet bepaalde uitzonderingen mag niets uit deze uitgave worden verveelvoudigd, opgeslagen in een geautomatiseerd gegevensbestand of openbaar gemaakt, op welke wijze ook, zonder de uitdrukkelijke voorafgaande toestemming van de uitgevers.

INHOUD

<i>Lijst van afkortingen</i>	xi
<i>Woord vooraf</i>	xiii
Hoofdstuk I.	
De opvolging van de aanbevelingen van het Vast Comité I	1
I.1. Initiatieven en realisaties in de lijn van de diverse aanbevelingen	1
I.1.1. Wettelijke definitie van de ‘gewichtige feiten, eigen aan de persoon’ in nationaliteitsprocedures	1
I.1.2. Nadere regels voor de samenwerking met buitenlandse diensten	2
I.1.3. Protocolakkoord met de Dienst Vreemdelingenzaken.....	2
I.1.4. Benoeming plaatsvervangers BIM-Commissie	2
I.2. Een herneming van eerdere aanbevelingen.....	3
Hoofdstuk II.	
De toezichtonderzoeken	5
II.1. De rol van de VSSE in het kader van procedures tot het verkrijgen van de Belgische nationaliteit	5
II.1.1. Het juridisch kader: het Wetboek van de Belgische nationaliteit en de diverse omzendbrieven.....	6
II.1.2. De afhandeling van de dossiers binnen de VSSE.....	8
II.1.2.1. Procedure bij de Dienst Veiligheidsverificaties ...	8
II.1.2.2. Procedure bij de Analysedienst	10
II.1.2.3. Procedure bij de Buitendiensten.....	12
II.1.2.4. De wisselwerking tussen diverse procedures en de opvolging en actualisering van reeds behandelde dossiers	12
II.1.3. De taak van de VSSE in een groter geheel	13
II.1.4. Besluit.....	14
II.2. De opvolging van buitenlandse inlichtingendiensten ten aanzien van hun diaspora in België.....	14
II.2.1. Methodologie, begripsdefiniëring en onderzoeks-afbakening	15
II.2.2. Het juridisch kader.....	17

Inhoud

II.2.2.1.	De wettelijke basis voor de bevoegdheid van de Belgische inlichtingendiensten	17
II.2.2.2.	Inmengingsactiviteiten <i>versus</i> de bescherming van diplomatieke betrekkingen	19
II.2.2.3.	Het wettelijk instrumentarium van de Belgische inlichtingendiensten.....	19
II.2.2.4.	Samenwerking met buitenlandse diensten die hun diaspora opvolgen.....	20
II.2.3.	De wijze waarop de inlichtingendiensten de materie opvolgen.....	20
II.2.3.1.	De prioriteitstelling	20
II.2.3.2.	De inzet van middelen.....	21
II.2.3.3.	De output van de Belgische inlichtingen- diensten	22
II.2.4.	Enkele specifieke aandachtspunten.....	25
II.2.4.1.	Methoden en middelen gehanteerd door buitenlandse inlichtingendiensten om hun landgenoten op te volgen.....	25
II.2.4.2.	Met welke moeilijkheden worden de Belgische inlichtingendiensten geconfronteerd bij de opvolging van buitenlandse diensten?.....	26
II.2.4.3.	Tegenmaatregelen.....	26
II.2.5.	Conclusies	27
II.3.	De eventuele opvolging van een particulier tijdens en na zijn opsluiting in België	28
II.3.1.	Vaststellingen uit het initiële verslag.....	29
II.3.1.1.	Wat voorafging	29
II.3.1.2.	De opvolging door de VSSE van M.J. tijdens en na diens detentie	30
II.3.1.3.	De opvolging door de ADIV van M.J. tijdens en na diens detentie	30
II.3.2.	Besluiten van het eerste onderzoeksverslag	31
II.3.3.	Vaststellingen uit het aanvullend verslag	32
II.3.3.1.	De niet-opvolging van M.J. tijdens zijn detentie.....	32
II.3.3.2.	Protocol met de Dienst Vreemdelingenzaken en het CGVS	33
II.3.3.3.	Het niet-ingevulde kader.....	33
II.4.	Syndicale bijstand tijdens het onderhoud naar aanleiding van een veiligheidsonderzoek.....	34
II.5.	Gemeenschappelijk onderzoek naar de dreigingsevaluaties van het OCAD inzake buitenlandse VIP's op bezoek in België	35

Inhoud

II.5.1.	De wettelijke basis.....	36
II.5.2.	De concrete werkwijze.....	36
II.5.3.	Het oordeel van de Algemene Directie van het Crisiscentrum	37
II.6.	De behandeling van verzoeken tot ‘verlof voor opdracht’ bij de VSSE.....	38
II.7.	Toezichtonderzoeken waar in de loop van 2012 onderzoeksdadaden werden gesteld en onderzoeken die in 2012 werden opgestart.....	40
II.7.1.	Onderzoek met betrekking tot de activiteiten van de ADIV in Afghanistan	40
II.7.2.	Evaluatie van de wijze waarop de Veiligheid van de Staat haar rol inzake de strijd tegen proliferatie en de bescherming van het WEP waarneemt.....	41
II.7.3.	Vermeende strafbare feiten van een buitenlandse inlichtingendienst en de informatiepositie van de VSSE....	41
II.7.4.	De opvolging van extremistische elementen in het leger....	42
II.7.5.	De wijze van beheer, besteding en controle van de speciale fonden	42
II.7.6.	De VSSE en haar wettelijke opdracht van persoonsbescherming	42
II.7.7.	Mogelijke reputatieschade door uitlatingen van de VSSE ...	43
II.7.8.	Gemeenschappelijk toezichtonderzoek naar de <i>Joint Information Box</i>	43
II.7.9.	Inlichtingenagenten en sociale media.....	43
Hoofdstuk III.		
	Controle op de bijzondere inlichtingenmethoden	45
III.1.	Cijfers met betrekking tot de specifieke en uitzonderlijke methoden	45
III.1.1.	Toelatingen met betrekking tot de ADIV.....	46
III.1.1.1.	De specifieke methoden.....	46
III.1.1.2.	De uitzonderlijke methoden	47
III.1.1.3.	De belangen en dreigingen die de inzet van de bijzondere methoden rechtvaardigen	47
III.1.2.	Toelatingen met betrekking tot de VSSE	48
III.1.2.1.	De specifieke methoden.....	48
III.1.2.2.	De uitzonderlijke methoden	49
III.1.2.3.	De belangen en dreigingen die de inzet van de bijzondere methoden rechtvaardigen	50
III.2.	De activiteiten van het Vast Comité I als jurisdictioneel orgaan en als prejudicieel adviesverlener	51
III.2.1.	De cijfers	51

Inhoud

III.2.2. De rechtspraak	54
III.2.2.1. Wettelijke (vorm)vereisten voorafgaandelijk aan de uitvoering van een methode.....	54
III.2.2.1.1. Toelating van de plaatsvervanger van het diensthoofd.....	55
III.2.2.1.2. Toelating door de bevoegde minister.....	55
III.2.2.1.3. Methode niet gedekt door de toelating of de machtiging	56
III.2.2.1.4. Een uitzonderlijke methode zonder voorafgaande machtiging ...	57
III.2.2.1.5. Voorafgaande kennisgeving van de BIM-Commissie	57
III.2.2.2. Motivering van de toelating	58
III.2.2.2.1. Geen enkele motivering	58
III.2.2.2.2. Geen draagkrachtige motivering ...	58
III.2.2.2.3. Ambiguitéit in de motivering	59
III.2.2.2.4. Versterkte motivering in geval van een tweede verlenging.....	60
III.2.2.3. De proportionaliteits- en de subsidiariteitseis...	60
III.2.2.4. Wettelijkheid van de methode met betrekking tot de aangewende technieken, de ingewonnen gegevens, de duur van de maatregel en de aard van de dreiging	61
III.2.2.4.1. Maximale wettelijke duur van een methode	61
III.2.2.4.2. Wettelijke mogelijkheden en beperkingen van derden die hun medewerking verlenen bij de uitvoering van bijzondere methoden	62
III.2.2.4.3. De aanwending van een niet-wetsconforme tactiek bij een wettige methode	63
III.2.2.5. De gevolgen van een onwettig(e) (uitgevoerde) methode	63
III.3. Conclusies.....	65
Hoofdstuk IV. Het toezicht op de interceptie van communicatie uitgezonden in het buitenland.....	67

Hoofdstuk V.

Adviezen, studies en andere activiteiten	69
V.1. Voorstellen tot wijziging van de BIM-Wet	69
V.1.1. Ontwerp van wetsvoorstel tot wijziging van de W.I&V inzake de identificatie van gebruikers van bepaalde communicatiemiddelen.....	69
V.1.2. Ontwerp van wetsvoorstel tot wijziging van de W.I&V inzake de hoogdringendheidsprocedures bij de inzet van specifieke en uitzonderlijke methoden	71
V.2. Informatiedossiers.....	73
V.3. Expert op diverse fora.....	73
V.4. Academische zitting	74
V.5. Systematisch informatiesysteem voor de inlichtingendiensten.....	74

Hoofdstuk VI.

De opsporings- en gerechtelijke onderzoeken.....	77
--	----

Hoofdstuk VII.

De griffie van het Beroepsorgaan inzake veiligheidsmachtigingen, -attesten en -adviezen	79
--	----

Hoofdstuk VIII.

De interne werking van het Vast Comité I	85
VIII.I. Samenstelling van het Vast Comité I	85
VIII.2. Vergaderingen met de Begeleidingscommissie(s).....	85
VIII.3. Gemeenschappelijke vergaderingen met het Vast Comité P	86
VIII.4. Financiële middelen en beheersactiviteiten.....	86
VIII.5. Vorming	86

Hoofdstuk IX.

Aanbevelingen	91
IX.1. Aanbevelingen in verband met de bescherming van de rechten die de Grondwet en de wet aan personen waarborgen	91
IX.1.1. Toezicht op de activiteiten van buitenlandse inlichtingendiensten.....	91
IX.1.2. In kennis stellen van personen die het voorwerp zijn van een dreiging.....	92
IX.1.3. Uniforme criteria voor ‘verloven voor opdracht’.....	92
IX.1.4. Een ‘neutrale waarnemer’ bij veiligheidsonderzoeken.....	92
IX.2. Aanbevelingen in verband met de coördinatie en de efficiëntie van de inlichtingendiensten, het OCAD en de ondersteunende diensten.....	93

Inhoud

IX.2.1.	Efficiëntieverhoging bij de afhandeling van nationaliteitsaanvragen	93
IX.2.2.	Het vastleggen en formuleren van haalbare prioriteiten	94
IX.2.3.	Het opstellen en actualiseren van fenomeenanalyses	95
IX.2.4.	Een ministeriële richtlijn voor de uitvoering van artikel 20 W.I&V	95
IX.2.5.	Een aanpassing van artikel 18/9 W.I&V	96
IX.2.6.	Gedocumenteerde werkafspraken tussen de VSSE en de FOD Buitenlandse Zaken	96
IX.2.7.	Gestandaardiseerde methodologie en een uniforme opleiding voor punctuele dreigingsanalyses	96
IX.2.8.	Protocolakkoord met de Dienst Vreemdelingenzaken en het Commissariaat-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatslozen	97
IX.2.9.	Protocolakkoord met het Directoraat-generaal Uitvoering van Straffen en Maatregelen	97
IX.3.	Aanbevelingen in verband met de doeltreffendheid van het toezicht	98
IX.3.1.	Toezicht op de internationale informatie-uitwisseling en de ‘regel van de derde dienst’	98
IX.3.2.	Gemotiveerde, consulteerbare en verifieerbare beslissingen	98
	Bijlagen	99
	Bijlage A. Overzicht van de belangrijkste regelgeving met betrekking tot de werking, de bevoegdheden en het toezicht op de inlichtingen- en veiligheidsdiensten en het OCAD (1 januari 2012 tot 31 december 2012)	99
	Bijlage B. Overzicht van de belangrijkste wetsvoorstellen, wetsontwerpen, resoluties en parlementaire besprekingen met betrekking tot de werking, de bevoegdheden en het toezicht op de inlichtingen- en veiligheidsdiensten en het OCAD (1 januari 2012 tot 31 december 2012)	100
	Bijlage C. Overzicht van interpellaties, vragen om uitleg en mondelinge en schriftelijke vragen met betrekking tot de werking, de bevoegdheden en het toezicht op de inlichtingen- en veiligheidsdiensten en het OCAD (1 januari 2012 tot 31 december 2012)	103

LIJST MET AFKORTINGEN

ADIV	Algemene Dienst inlichting en veiligheid van de Krijgsmacht
BIM	Bijzondere inlichtingenmethoden
BIM-Commissie	Bestuurlijke Commissie belast met het toezicht op de specifieke en uitzonderlijke methoden voor het verzamelen van gegevens door inlichtingen- en veiligheidsdiensten
BIM-Wet	Wet van 4 februari 2010 betreffende de methoden voor het verzamelen van gegevens door de inlichtingen- en veiligheidsdiensten
BS	Belgisch Staatsblad
CANVEK	Commissie van advies voor de niet-verspreiding van kernwapens
CGVS	Commissariaat-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatslozen
CRIV	Compte Rendu Intégral – Integraal Verslag
ENNIR	<i>European Network of National Intelligence Reviewers</i>
EU	Europese Unie
FOD	Federale overheidsdienst
Parl.St.	Parlementaire Stukken van Kamer en Senaat
Hand.	Handelingen
HUMINT	<i>Human intelligence</i>
ICT	<i>Information and Communication Technologies</i>
K.B.	Koninklijk besluit
KB C&VM	Koninklijk besluit van 24 maart 2000 tot uitvoering van de Wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen, veiligheidsattesten en veiligheidsadviezen
KB OCAD	Koninklijk besluit van 28 november 2006 tot uitvoering van de Wet van 10 juli 2006 betreffende de analyse van de dreiging
M.B.	Ministerieel besluit
MCIV	Ministerieel Comité voor inlichting en veiligheid
NAVO	Noord-Atlantische Verdragsorganisatie
OCAD	Coördinatieorgaan voor de dreigingsanalyse

Lijst met afkortingen

OVSE	Organisatie voor Veiligheid en Samenwerking in Europa
SIGINT	<i>Signals intelligence</i>
Sv.	Wetboek van Strafvordering
UNO	<i>United Nations Organisation</i>
Vast Comité I	Vast Comité van Toezicht op de inlichtingen- en veiligheidsdiensten
Vast Comité P	Vast Comité van Toezicht op de politiediensten
Vr. en Antw.	Schriftelijke vragen en antwoorden (Kamer of Senaat)
VSSE	Veiligheid van de Staat
W.Beroepsorgaan	Wet van 11 december 1998 houdende oprichting van een beroepsorgaan inzake veiligheidsmachtigingen, veiligheidsattesten en veiligheidsadviezen
W.C&VM	Wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen, veiligheidsattesten en veiligheidsadviezen
W.I&V	Wet van 30 november 1998 houdende regeling van de inlichtingen- en veiligheidsdienst
WEP	Wetenschappelijk en economisch potentieel
W.OCAD	Wet van 10 juli 2006 betreffende de analyse van de dreiging
W.Toezicht	Wet van 18 juli 1991 tot regeling van het toezicht op politie- en inlichtingendiensten en op het coördinatieorgaan voor de dreigingsanalyse

WOORD VOORAF

Het Vast Comité I heeft zichzelf dit jaar een dubbele missie vooropgesteld.

Voorerst moeten de toezichtonderzoeken, die de *core business* van het Comité blijven, zo veel als mogelijk geprofessionaliseerd worden. Dit zal gebeuren via een onophoudelijke zoektocht naar een verbetering van de kwaliteit van de onderzoeken en via de ontwikkeling van een duidelijke methodologie die moet toelaten het werk te focussen op elementen die essentieel en pertinent zijn voor de parlementaire controle waaraan het Comité deelachtig is. Dit impliceert onder meer dat het onderzoekswerk wordt afgerond binnen een redelijke termijn. Zonder in dogma's te vervallen, moet – afhankelijk van het onderzoek en van zijn omvang – een termijn van zes maanden tot een jaar een haalbaar objectief zijn.

Ten tweede moet het Vast Comité I zijn lopende projecten verderzetten: een actieve aanwezigheid op internationale fora, de bekendmaking van het Comité in België en initiatieven zoals het *Belgian Intelligence Studies Centre* – het studiecentrum dat tot doel heeft de inlichtingendiensten dichter bij de academische wereld te brengen – en de ‘Werkgroep Analyse’ die een opleidingsprogramma voorbereidt voor de analisten van de twee inlichtingendiensten.

De uitdagingen zijn enorm omdat het Vast Comité I zich niet kan veroorloven om zijn kerntaken, met name de uitoefening van zijn wettelijke toezichtopdracht ten behoeve van het Parlement en de jurisdictionele controle van de bijzondere inlichtingenmethoden, te verwaarlozen omwille van een representatie- of reflectiefunctie. Dat neemt evenwel niet weg dat het Comité, naast deze wettelijke controle op de diensten, zich zowel in België als in het buitenland moet laten gelden en er het ‘Belgische model’ van democratische en parlementaire controle op de inlichtingendiensten moet promoten.

Wat betreft die wettelijke opdrachten is de ‘oogst van 2012’ meer dan bevredigend gebleken. Immers, het Vast Comité I heeft acht interessante toezichtonderzoeken geopend en er werden er zes afgesloten waarvan een gemeenschappelijk onderzoek met het Vast Comité P over een aspect van de werking van het Coördinatieorgaan voor de dreigingsanalyse. Onder de afgesloten onderzoeken vinden we het verslag over de wijze waarop de Belgische inlichtingendiensten de eventuele activiteiten volgen die buitenlandse diensten op ons grondgebied ontplooien ten aanzien van hun diaspora en het onderzoek naar de manier waarop en de omstandigheden waarin de Veiligheid van de Staat

Woord vooraf

de inlichtingenverzoeken in het kader van de procedures tot verkrijging van de Belgische nationaliteit, onderzoekt en behandelt.

Ten slotte wil ik voor één keer eindigen met een meer persoonlijke noot. Met een gevoel van fierheid kan ik stellen dat ik werd herbenoemd in mijn functie van voorzitter voor een nieuw mandaat van zes jaar. Het is immers een eer om een organisatie te kunnen leiden die zich resoluut een plaats gegeven heeft in ons democratisch bestel. Wat voor mij tevens een bron van motivatie vormt, is het feit dat ik hierdoor, samen met mijn collega-raadsheren, de mogelijkheid heb gekregen om, vanuit een voortdurende bekommernis om de kwaliteit hoog te houden, de opdrachten verder te zetten die het Parlement aan het Comité heeft toevertrouwd en om te pogen het ‘Belgische model’ van democratische en parlementaire controle op de inlichtingendiensten, uit te dragen.

Guy Rapaille,
Voorzitter van het Vast Comité van Toezicht
op de inlichtingen- en veiligheidsdiensten

1 juni 2013

HOOFDSTUK I

DE OPVOLGING VAN DE AANBEVELINGEN VAN HET VAST COMITÉ I

Eén van de voornaamste taken van het Vast Comité I bestaat erin om ten behoeve van de wetgever en de uitvoerende macht aanbevelingen te formuleren die in het bijzonder betrekking hebben op de rechtmatigheid, de coördinatie en de doelmatigheid van het optreden van de twee Belgische inlichtingendiensten, van het OCAD en – in beperkte mate – van diens ondersteunende diensten.¹ De aanbevelingen die het Comité in 2012 formuleerde, zijn opgenomen in het laatste hoofdstuk van dit activiteitenverslag. In dit inleidende hoofdstuk worden de belangrijkste initiatieven opgesomd die de diverse actoren namen in de lijn van voorgaande aanbevelingen van het Vast Comité I. Tevens wordt extra de aandacht gevestigd op aanbevelingen die het Comité essentieel acht, maar die vooralsnog nog niet werden geïmplementeerd.

I.1. INITIATIEVEN EN REALISATIES IN DE LIJN VAN DE DIVERSE AANBEVELINGEN

I.1.1. WETTELIJKE DEFINITIE VAN DE ‘GEWICHTIGE FEITEN, EIGEN AAN DE PERSOON’ IN NATIONALITEITSPROCEDURES

In uitvoering van de Wet van 4 december 2012 die wijzigingen aanbracht aan het Wetboek van de Belgische nationaliteit, werd in een Koninklijk besluit onder meer nader bepaald wat moet begrepen worden onder ‘gewichtige feiten, eigen aan de persoon’.² Het Comité had hierop in een recent onderzoek aangedrongen omdat het voor de VSSE niet steeds evident was uit te maken welke informatie

¹ Wat het OCAD en de ondersteunende diensten betreft, gebeuren de onderzoeken samen met het Vast Comité P.

² KB van 14 januari 2013 tot uitvoering van de wet van 4 december 2012 tot wijziging van het Wetboek van de Belgische nationaliteit teneinde het verkrijgen van de Belgische nationaliteit migratieneutraal te maken, BS 21 januari 2013.

Hoofdstuk I

dienstig was voor het parket of voor de Kamer van Volksvertegenwoordigers.³ Artikel 2 van het uitvoeringsbesluit verhelpt hieraan door een ‘gewichtig feit eigen aan de persoon’ onder meer te omschrijven als ‘het feit van zich over te leveren aan enige activiteit die de fundamentele belangen van de Staat bedreigt of kan bedreigen zoals omschreven in de artikelen 7 en 8 van de wet van 30 november 1998 houdende regeling van de inlichtingen- en veiligheidsdienst.’

I.1.2. NADERE REGELS VOOR DE SAMENWERKING MET BUITENLANDSE DIENSTEN

Het Comité beval reeds meermalen aan uitvoering te geven aan de verplichting opgenomen in artikel 20 § 3 W.I&V om ‘de voorwaarden van de in § 1 van dit artikel bedoelde samenwerking’ te bepalen. Bedoeld wordt de ‘samenwerking met de buitenlandse inlichtingen- en veiligheidsdiensten’. De VSSE stelde een gedetailleerde instructie op over de ‘bilaterale samenwerking met correspondenten’. Het Vast Comité I beschouwt deze richtlijn als zeer waardevol. Wel wil het benadrukken dat de wetgever de taak om dergelijke richtlijnen op te stellen heeft opgedragen aan het Ministerieel Comité. Voor zover het Vast Comité I kon nagaan, heeft het MCIV geen dergelijk initiatief genomen.

I.1.3. PROTOCOLAKKOORD MET DE DIENST VREEMDELINGENZAKEN

Het Comité had aangedrongen op een protocolakkoord tussen de VSSE en de Dienst Vreemdelingenzaken.⁴ Naar aanleiding van het onderzoek naar ‘de eventuele opvolging van een particulier tijdens en na zijn opsluiting in België’⁵ werd het Comité in kennis gesteld van het feit dat tussen beide diensten reeds op 27 juni 2011 een dergelijk akkoord was afgesloten.

I.1.4. BENOEMING PLAATSVERVANGERS BIM-COMMISSIE

Eerder kaartte het Vast Comité I het probleem aan van de permanentie van de BIM-Commissie tijdens verlofperiodes, mede gelet op de afwezigheid van plaats-

³ Zie het toezichtonderzoek naar ‘De rol van de VSSE in het kader van de procedures tot het verkrijgen van de Belgische nationaliteit’ (I.1).

⁴ VAST COMITÉ I, *Activiteitenverslag 2005*, 96 en *Activiteitenverslag 2006*, 134.

⁵ Zie II.3.

vervangers.⁶ Begin oktober 2012 werd hieraan verholpen en werden er plaatsvervangers benoemd voor de voorzitter en één lid van de BIM-Commissie.⁷

I.2. EEN HERNEMING VAN EERDERE AANBEVELINGEN

Artikel 35, 3° W.Toezicht geeft het Vast Comité I de opdracht verslag te doen aan de Kamer van Volksvertegenwoordigers en aan de Senaat ‘wanneer het vaststelt dat, bij het verstrijken van een termijn die het redelijk acht, geen gevolg werd gegeven aan zijn besluiten of dat de genomen maatregelen niet passend of ontoereikend zijn’. In dit kader herneemt het Comité jaarlijks een of meerdere aanbevelingen die het essentieel acht vanuit zijn dubbele finaliteit: de efficiënte werking van de diensten en het waarborgen van fundamentele rechten.

Het Comité herhaalt zijn aanbeveling om het toezicht op de activiteiten van buitenlandse inlichtingendiensten in België als specifieke wettelijke opdracht voor de VSSE en de ADIV in te schrijven in de Wet van 30 november 1998 houdende regeling van de inlichtingen- en veiligheidsdienst.⁸ Het Comité is van oordeel dat voor dergelijke wetswijziging een breed draagvlak bestaat.

⁶ VAST COMITÉ I, *Activiteitenverslag 2011*, 51.

⁷ KB van 20 september 2012 houdende samenstelling van de Bestuurlijke Commissie door de inlichtingen- en veiligheidsdiensten belast met het toezicht op de specifieke en uitzonderlijke methoden voor het verzamelen van gegevens, BS 1 oktober 2012.

⁸ VAST COMITÉ I, *Activiteitenverslag 2006*, 132 en *Activiteitenverslag 2008*, 2. Deze aanbeveling werd in 2012 overigens herhaald in twee afzonderlijke toezichtonderzoeken: ‘De opvolging van buitenlandse inlichtingendiensten ten aanzien van hun diaspora in België’ (II.2 en IX.1.1) en ‘De eventuele opvolging van een particulier tijdens en na zijn opsluiting in België’ (zie II.3 en IX.1.1).

HOOFDSTUK II

DE TOEZICHTONDERZOEKEN

In 2012 werden zes onderzoeken afgesloten waaronder één gemeenschappelijk met het Vast Comité P. Twee onderzoeken gebeurden op verzoek van de Begeleidingscommissie van de Senaat, twee naar aanleiding van een klacht en twee op eigen initiatief, alleen of samen met het Vast Comité P. In wat volgt, worden de zes eindverslagen toegelicht (II.1 tot II.6). Daarna volgt een opsomming en een korte situering van de lopende onderzoeken (II.7). Onder die rubriek staan ook de acht in 2012 geopende toezichtonderzoeken vermeld. Eén daarvan werd geopend op initiatief van de Senatoriële begeleidingscommissie, zes (waarvan één samen met het Vast Comité P) op eigen initiatief en één na klacht van een burger. In totaal ontving het Comité in 2012 zestien klachten of aangiften. Na verificatie van een aantal objectieve gegevens wees het Comité veertien klachten of aangiften af omdat ze kennelijk niet gegronde waren (art. 34 W.Toezicht) of omdat het Comité onbevoegd was voor de opgeworpen vraag.⁹ In die laatste gevallen werden de klagers zo mogelijk doorverwezen naar de bevoegde instantie. In enkele gevallen werden daarenboven de politieke of gerechtelijke overheden in kennis gesteld omwille van een potentieel risico.

II.1. DE ROL VAN DE VSSE IN HET KADER VAN PROCEDURES TOT HET VERKRIJGEN VAN DE BELGISCHE NATIONALITEIT

Ingevolge de besprekking van het toezichtrapport over de zogenaamde zaak-Belliraj, waarin melding was gemaakt van problemen rond de adviezen die de VSSE verstrekt in het kader van naturalisatieaanvragen¹⁰, verzocht de Begeleidingscommissie van de Senaat om een onderzoek ‘naar de wijze waarop en de omstandigheden waarin de VSSE de vragen tot inlichtingen met betrekking tot de procedures tot het verkrijgen van de Belgische nationaliteit, onderzoekt en behandelt’.¹¹ In

⁹ Een klacht die dateerde van eind 2012 leidde pas begin 2013 tot de officiële opening van een toezichtonderzoek.

¹⁰ VAST COMITÉ I, *Activiteitenverslag 2008*, 33-42 en *Activiteitenverslag 2009*, 30-40.

¹¹ Dit onderzoek werd geopend in december 2010 en afgesloten eind maart 2012.

Hoofdstuk II

het verleden besteedde het Comité reeds meermaals aandacht aan bepaalde aspecten van deze problematiek.¹²

II.1.1. HET JURIDISCH KADER: HET WETBOEK VAN DE BELGISCHE NATIONALITEIT EN DE DIVERSE OMZENDBRIEVEN

Ingevolge het toenmalige¹³ Wetboek van de Belgische nationaliteit van 28 juni 1984 (Wb.nat.) kon de Belgische nationaliteit op verschillende manieren ‘verkregen’ of ‘toegekend’ worden. Slechts in vier gevallen werd de VSSE hierin explicet een rol tobedeeld:

- bij de toekenning op grond van geboorte¹⁴;
- bij de verkrijging door een nationaliteitsverklaring;
- bij de verkrijging door de nationaliteitskeuze; en
- bij de verkrijging door naturalisatie.

Enkel bij naturalisatieaanvragen vermeldt de wet explicet dat de VSSE een ‘advies’ moet verstrekken (art. 21 Wb.nat.). In de andere gevallen moet de dienst blijkens de ten tijde van het onderzoek geldende richtlijnen¹⁵ zijn ‘opmerkingen’

¹² Zie bijvoorbeeld VAST COMITÉ I, *Activiteitenverslag 1999*, 66-81 en *Activiteitenverslag 2010*, 33 e.v.

¹³ Het onderzoek werd begin 2012 beëindigd. Het kon dus geen rekening houden met de belangrijke wijziging die door de Wet van 4 december 2012 aan het Wetboek van de Belgische nationaliteit werd aangebracht (zie hierover evenwel I.1.1).

¹⁴ Wat betreft de toekenning op grond van geboorte stelde het Comité de vraag of de tussenkomst van de VSSE in dit soort dossiers nodig was. Aangezien de verklaring die tot het toekennen van de Belgische nationaliteit leidt, moest gebeuren voordat het kind twaalf is (toenmalig art. 11bis Wb.nat), was de rol van de VSSE uiterst beperkt, alleen al omdat de dienst in principe geen individuele dossiers bijhoudt van minderjarigen. Uitzonderingen hierop zijn minderjarigen die gekend zijn voor ernstige feiten (bijvoorbeeld de deelname aan trainingskampen van een terreurgroep) of waarvoor een derde dienst (zoals de politie of de Dienst Vreemdelingenzaken) informatie heeft doorgezonden.

¹⁵ Omzendbrief van 6 augustus 1984 betreffende het Wetboek van de Belgische nationaliteit, *BS* 14 augustus 1984; Omzendbrief van 8 november 1991 betreffende de wijziging van het Wetboek van de Belgische nationaliteit, *BS* 7 december 1991; Omzendbrief van 20 juli 2000 tot aanvulling van de Omzendbrief van 25 april 2000 inzake de Wet van 1 maart 2000 tot wijziging van een aantal bepalingen betreffende de Belgische nationaliteit, *BS* 27 juli 2000; Omzendbrief van 25 mei 2007 met betrekking tot de wijzigingen aan het Wetboek van de Belgische nationaliteit die werden ingevoerd door de Wet van 27 december 2006 houdende diverse bepalingen, *BS* 4 juni 2007. Sinds de inwerkingtreding van de Wet van 4 december 2012 tot wijziging van het Wetboek van Belgische nationaliteit (*BS* 14 december 2012) werden deze omzendbrieven vervangen door de Omzendbrief van 8 maart 2013 betreffende bepaalde aspecten van de wet van 4 december 2012 tot wijziging van het Wetboek van de Belgische nationaliteit teneinde het verkrijgen van de Belgische nationaliteit migratieneutraal te maken (*BS* 14 maart 2013).

laten toekomen bij de bevoegde parketmagistraat. Hier vermeldt de wet geen expliciete interventie.

Het Comité stelde vast dat de VSSE in de praktijk nooit een eigenlijk ‘advies’ verschaft over de opportuniteit om al dan niet de Belgische nationaliteit toe te kennen, ook niet in het kader van naturalisaties. De dienst beperkt er zich toe inlichtingen of informatie die hij relevant acht over te maken aan de instantie die een advies moet formuleren (het parket) of een beslissing moet nemen (de Kamer). Het Comité toonde begrip voor deze werkwijze. Immers, de aard van het inlichtingenwerk op zich heeft tot gevolg dat duidelijke en definitieve antwoorden – in positieve of in negatieve zin – niet altijd mogelijk zijn. Het werk impliceert per definitie veel onbekende, onzekere of niet-verifieerbare elementen. De dossiers inzake naturalisaties en nationaliteitsverklaringen en -keuzes bevatten trouwens ook adviezen en opinies van andere actoren, zoals bijvoorbeeld van de parketten en van de Dienst Vreemdelingenzaken. Bovendien valt uit de omvang van het ‘advies’ dikwijls wel af te leiden in welke zin de zaak moet worden begrepen. De VSSE zal immers slechts een zeer uitgebreide nota maken indien er werkelijk iets relevants te melden valt. Ook heeft het Vast Comité I kunnen vaststellen dat de Kamercommissie voor de Naturalisaties de aard van het ‘advies’ van de VSSE niet in vraag stelt. Er bestaat dus een consensus tussen de VSSE en de klant. Het Vast Comité I meende dat het niettemin goed zou zijn om deze werkwijze te formaliseren, desgevallend in een soort van protocol.

Belangrijker in deze is echter de vraag welke informatie moet meegeleid worden. De wet spreekt in dit kader enkel over ‘gewichtige feiten, eigen aan de persoon’. In de hogervermelde ministeriële omzendbrieven (voetnoot 15) werd deze omschrijving kort toegelicht. Daaruit bleek bijvoorbeeld dat het niet noodzakelijk om strafrechtelijke veroordelingen moest gaan en dat – omgekeerd – een veroordeling niet per definitie een beletsel hoeft te vormen voor de toekenning van de Belgische nationaliteit. Al bij al boden deze omzendbrieven weinig houvast. Ook bij de VSSE zelf was ter zake zeer weinig schriftelijk vastgelegd. Wel stelt een interne nota uit 1993 dat er slechts binnen de perken van de bevoegdheid van de VSSE (op vragen van de procureur des Konings) geantwoord wordt. In de praktijk meldt de VSSE dus enkel feiten die gerelateerd zijn aan de belangen en bedreigingen die de dienst ingevolge de W.I&V moet opvolgen: extremistische of terroristische activiteiten, spionage of inmenging, de betrokkenheid bij wapenhandel en proliferatie of het lidmaatschap van een schadelijke sekte... Blijft natuurlijk de vraag of datgene wat de VSSE als ‘gewichtig’ of minstens meldenswaardig beschouwt, ook door de andere actoren als dusdanig wordt gepercipieerd, en dus welk belang die feiten in het dossier krijgen. Ook deze vraag maakte duidelijk dat het concept ‘gewichtige feiten, eigen aan de persoon’ nadere toelichting verdienede.

Ten slotte vermeldt de wet binnen welke termijn de VSSE de informatie waarover ze beschikt, moet doorzenden aan de ‘klant’. In geval van een nationaliteitsverklaring

Hoofdstuk II

of -keuze moet de informatie binnen twee maanden vanaf de aanvraag van de betrokken bij de bevoegde magistraat toekomen; in geval van een naturalisatie beschikt de dienst over vier maanden om de bevoegde Kamercommissie te informeren.

II.1.2. DE AFHANDELING VAN DE DOSSIERS BINNEN DE VSSE

Elke procedure tot verkrijging van de Belgische nationaliteit start met de aanvraag door de vreemdeling ofwel bij de ambtenaar van de burgerlijke stand van zijn hoofdverblijfplaats, ofwel bij een Belgische buitenlandse zending, ofwel – in geval van een naturalisatie – bij de Kamer van Volksvertegenwoordigers.

Al deze aanvragen komen (meestal gebundeld) binnen bij de Dienst Veiligheidsverificaties van de VSSE – hetzij rechtstreeks, hetzij via het centrale *Point of Contact*. De dienst gaat na of de aanvrager voorkomt in de centrale database van de VSSE. Is het antwoord negatief, dan krijgt het aanvraagformulier de stempel ‘*niet-gekend VS*’. Komt de identiteit van de aanvrager wél voor in het bestanden, dan wordt het dossier naar de Analysedienst overgezonden. Op dat ogenblik doen zich drie mogelijkheden voor. Ofwel is deze dienst van oordeel dat er geen elementen zijn die aanleiding geven tot negatieve opmerkingen.¹⁶ In dat geval krijgt het dossier de stempel ‘*niet ongunstig bekend*’. Ofwel is de situatie duidelijk in die zin dat de betrokkene negatief gekend is. Op dat ogenblik wordt de relevante informatie in een ‘*gecontextualiseerde nota*’ verwerkt en naar de bevoegde instantie doorgezonden. In een beperkt aantal dossiers is de situatie van de betrokkene echter onduidelijk – de beschikbare informatie is bijvoorbeeld verouderd of komt slechts van één bron. In dat geval kan de analist een onderzoek vragen bij de Buitendiensten van de VSSE. In afwachting van de resultaten, wordt aan de klant gemeld dat een ‘*onderzoek wordt uitgevoerd*’. Na afronding van dit onderzoek en/ of de ontvangst van bijkomende gegevens, stelt de Analysedienst zijn ‘*gecontextualiseerde nota*’ op die vervolgens wordt doorgezonden naar de bevoegde instantie.

In wat volgt, worden al die diverse stappen van naderbij bekeken.

II.1.2.1. Procedure bij de Dienst Veiligheidsverificaties

In de periode 2009-2011 behandelde de Dienst Veiligheidsverificaties jaarlijks tussen de 37.000 en 40.000 ‘nationaliteitsdossiers’. Van deze dossiers had ongeveer één vierde betrekking op naturalisaties.¹⁷

¹⁶ Dit kan bijvoorbeeld het geval zijn wanneer de betrokkene weliswaar in een verslag vermeld staat, maar zelf niets te maken heeft met de dreiging.

¹⁷ Het werk van deze dienst behelst echter meer. Over de periode 2009-2011 beschouwd, maakten nationaliteitsaanvragen ongeveer de helft van het werkvolume uit. De dienst ontvangt immers ook alle aanvragen waarin een veiligheidsadvies of -attest moet afgeleverd worden of een veiligheidsonderzoek moet gebeuren.

In principe passeren dossiers en stukken die bij de VSSE binnenkomen en de dienst verlaten via het *Point of Contact*. Hier krijgen ze een vaste datum en een referentie, wat hun interne opvolging mogelijk maakt. Voor de nationaliteitsaangragen gebeurde dit evenwel niet systematisch: bepaalde dossiers bleken rechtstreeks bij de Dienst Veiligheidsverificaties terecht te komen en werden er niet van een nummer en datum voorzien. Daarenboven werd er weinig of niets genoteerd wanneer de dossiers de dienst verlaten. Dit maakte het quasi onmogelijk de aanvragen inzake naturalisatie, nationaliteitsverklaring en -keuze degelijk op te volgen of om de doorlooptermijnen te bepalen. Het Vast Comité I was van mening dat deze toestand problematisch is. Een degelijk dossierbeheer vereist dat elk dossier afzonderlijk in een centraal systeem wordt geregistreerd.

De eerste inhoudelijke handeling bij de Dienst Veiligheidsverificaties bestaat erin uit te maken of een aanvrager al dan niet ‘gekend’ is bij de VSSE. Dit gebeurt door zijn of haar naam in te geven in de centrale databank. Deze databank beschikt over een geavanceerd, performant zoeksysteem waarbij rekening kan worden gehouden met fonetische spelwijze (vooral bij niet-Latijnse alfabetten), met alternatieve schrijfwijzen of versies van (voor)namen of nog, met namen die in verschillende delen uiteenvallen.

Het ingeven en opzoeken van alle namen is zeer arbeidsintensief. Dit heeft te maken met verschillende zaken: de juiste schrijfwijze (van vreemde namen) moet gerespecteerd worden, veel gegevens zijn niet digitaal beschikbaar, de samenstelling van de dossiers varieert van gemeente tot gemeente...

Voor de verwerking van de (duizenden) dossiers beschikte de Dienst Veiligheidsverificaties in 2010 over drie voltijdse equivalenten. Het Comité beoordeelde de beschikbare verwerkingsstijd voldoende en het arbeidsritme haalbaar.

Verder besteedde het Comité aandacht aan het toezicht op de kwaliteit van het afgeleverde werk. Er kon worden vastgesteld dat er een steekproefsgewijze controle plaatsvond door de dienstchef. Aangezien dit evenwel niet op systematische wijze gebeurde, vond het Vast Comité I deze kwaliteitscontrole niet voldoende. Ook bleek dat de dienstchef zowat 5% van de dossiers (met name de gevallen waarin bij gebrek aan de benodigde identificatiegegevens twijfel bestond omtrent de identiteit van een persoon) zelf afhandelde. Dit was noodzakelijk omdat hij opmerkelijk genoeg de enige was binnen de Dienst Veiligheidsverificaties die toegang bleek te hebben tot het Rijksregister.

Buiten de zoeking van de namen in het databestand, verloopt de afhandeling van de naturalisatieliedossiers in essentie ‘op papier’. Het hoeft dan ook geen betoog dat hier ruimte voor verbetering bestaat. Naast het feit dat de informatisering een betere dossieropvolging mogelijk zou kunnen maken en ook een elektronische overzending van stukken tot de mogelijkheden zou behoren¹⁸, kan een informatiatoepassing monotone (routine)taken van het personeel overnemen of verluch-

¹⁸ Dit aspect kan natuurlijk niet los gezien worden van de werking van de andere actoren (gemeenten, parketten en de Kamercommissie voor de Naturalisaties).

ten. Een goed uitgekiende informatisering zou bovendien de kwaliteitsbewaking kunnen ondersteunen.¹⁹

In de dossiers van nationaliteitsverklaring stond de informatisering iets verder. Dit was mogelijk omdat een aantal van deze dossiers elektronisch werden aangeleverd. Alhoewel dit evident voordeelen opleverde, dienden ook hier enkele kanttekeningen te worden geplaatst: de dossiers kwamen binnen op specifieke email-adressen en dus niet via het centrale *Point of Contact* waardoor deze aanvragen vanaf dan een ‘afzonderlijk’ elektronisch bestaan leidden en de wijze waarop de elektronische dossiers waren samengesteld, bleek niet uniform.

Gelet op de termijn van twee of vier maanden waarbinnen de VSSE haar afgewerk product bij de klant moet bezorgen (zie II.1.1), is het Comité van oordeel dat de door de Dienst Veiligheidsverificaties vooropgestelde verwerkingstermijn van één maand werkbaar is. Dit laat de Analysedienst (en eventueel de Buitendiensten) de ruimte om de ‘gekende’ dossiers tijdig te verwerken. Wat de naturalisatie-aanvragen betreft, werd deze termijn begin 2012 evenwel niet gehaald: de afhandeling van de dossiers nam gemiddeld twee maanden in beslag.²⁰ Voor de nationaliteitsaanvragen en -keuzes werd de vooropgestelde termijn daarentegen wel gehaald.

II.1.2.2. Procedure bij de Analysedienst

Van alle kandidaat-Belgen bleek jaarlijks zowat 6% ‘gekend’ te zijn bij de VSSE. Hun dossiers belandden dan ook bij de Analysedienst. Het Vast Comité I stelde vast dat deze dienst – net zoals de Dienst Veiligheidsverificaties – naliet de inkomende dossiers te registreren en formeel op te volgen.

De behandeling van de dossiers begint bij de consultatie van de databank waarin de verslagen van de Buitendiensten en eerder gemaakte analyses op een efficiënte manier kunnen worden geconsulteerd.²¹ Het opzoeken van de beschikbare elementen in de *database* kost de analisten dan ook weinig tijd. Een analyse vereist soms echter ook het raadplegen van andere (open) bronnen. Bovendien kan de analist een opdracht geven aan de Buitendiensten om bijkomende gegevens te verzamelen op het terrein.

¹⁹ In samenwerking met de ICT-dienst experimenteerde de Dienst Veiligheidsverificaties eerder met een systeem waarbij een tabel van namen, opgenomen in de inventarislijst van naturalisatieliedbossers die door de Kamer aan de VSSE wordt gezonden, in zijn geheel in het opzoekings-systeem werd ingevoerd. Uit de testen bleek echter dat het systeem nog niet volledig betrouwbaar was. De Dienst Veiligheidsverificaties maakte zich sterk dat de problemen die zich hadden gesteld, midden 2012 zouden zijn weggewerkt en het systeem operationeel zou zijn. Dit was eind 2012 evenwel niet het geval.

²⁰ Er mag worden aangenomen dat de achterstand in 2010 ontstond door een stijging van het aantal inkomende dossiers ten gevolge van het Belgische EU-voorzitterschap alsook omwille van de inkrimping van het personeelsbestand. Midden 2012 was deze achterstand door de Dienst Veiligheidsverificaties weggewerkt.

²¹ Uitzonderlijk zijn er nog (oudere) papieren dossiers te raadplegen.

Het aantal verzoeken om bijkomende inlichtingen via ‘kantschriften’ was eerder beperkt. Voor de periode 2009-2011, betrof het in totaal iets minder dan 400 dossiers. Dit is slechts 5,5% van het aantal ‘gekende’ dossiers die de Analysedienst voor diezelfde periode diende te behandelen. Om te bepalen welke dossiers voor verder onderzoek naar de Buitendiensten moeten worden gestuurd, bestaan geen geschreven instructies. Hoewel het niet evident is ter zake algemeen geldende regels op te stellen, is het Vast Comité I van oordeel dat bepaalde criteria kunnen worden vooropgesteld: de ouderdom van de beschikbare informatie, de aard van de materie in acht genomen de algemene prioriteiten van de VSSE, de ‘zwaarte’ van het dossier...

Na afronding van het onderzoek door de analist, gaf ongeveer driekwart van de dossiers aanleiding tot de melding ‘niet ongunstig bekend’, terwijl een kwart van de aanvragen een ‘gecontextualiseerde nota’ tot gevolg had. De redactie van dergelijke nota moet uiteraard met de nodige aandacht gebeuren, zeker wanneer de analist geconfronteerd wordt met geklassificeerde gegevens of informatie gerelateerd aan het bronnengeheim. Enerzijds moeten deze gegevens worden afschermd, maar anderzijds mag de nota zijn doel niet voorbijschieten. Elke ‘gecontextualiseerde nota’ wordt daarenboven vóór de verzending ervan voorgelegd aan de Juridische Dienst.

Het Comité kon vaststellen dat er ook binnen de Analysedienst aandacht werd besteed aan de kwaliteit van de dossiers. Binnen het analysewerk is ‘kwaliteit’ weliswaar moeilijk meetbaar. Het Comité peilde evenwel naar de tevredenheid van de Dienst Naturalisaties van de Kamer. Uit de bevraging bleek dat deze dienst voor wat betreft de nota’s die door de VSSE worden afgeleverd, geen noemenswaardige problemen onderkende. Het Vast Comité I had evenwel niet de indruk dat over de gewenste kwaliteit reeds een grondig debat was gevoerd, noch binnen de VSSE, noch met de opdrachtgevers.

In het kader van nationaliteitsverklaringen en -keuzes, beschouwde de Analysedienst de beschikbare termijn als een soort van ‘vervaltermijn’ waarbinnen het dossier *moet* zijn afgerond. Weliswaar werden, indien vorhanden, ook na deze termijn nog bijkomende inlichtingen aan de procureur des Konings doorgegeven. De kans bestaat echter dat de dossiers op dat ogenblik reeds behandeld zijn op het niveau van het parket.

Ingeval van naturalisatieaanvragen beschikt de Analysedienst over meer tijd. Enerzijds bedraagt de termijn voor de VSSE *in casu* vier maanden. Anderzijds is het zo dat de Kamer van Volksvertegenwoordigers wacht met de behandeling van een dossier wanneer zij van de Analysedienst verneemt dat een ‘onderzoek wordt uitgevoerd’.

De werkdruk werd door de dienst zelf als haalbaar bestempeld. De personeelsinzet bij de Analysedienst voor dergelijke dossiers werd op 5,7 voltijdse equivalenten geraamd (2010), en dit op een totaal van 90 personeelsleden.

II.1.2.3. Procedure bij de Buitendiensten

De manier waarop de Buitendiensten de hen toevertrouwde onderzoeksopdrachten uitvoeren, verschilt niet van andere inlichtingenopdrachten. Wel kunnen in dit kader geen specifieke of uitzonderlijke methoden ingezet worden; men dient zich te beperken tot de gewone methoden. Artikel 18/1, 1° W.I&V beperkt de inzet van de bijzondere methoden tot de inlichtingenopdracht van de VSSE (art. 7, 1° W.I&V). Het onderzoek van ‘nationaliteitsdossiers’ valt onder toepassing van artikel 7, 4° W.I&V.

Het Comité moest vaststellen dat de responstijd van de Buitendiensten varieerde van ‘snel’ (binnen de week) tot ‘traag’ (enige maanden). In sommige gevallen werd geen antwoord gegeven²² en/of was een rappel nodig. Soms kwam de informatie laattijdig, dit is nadat de Analysedienst zijn nota al had verzonden naar de bevoegde instantie. Het Comité oordeelde dan ook dat er aandacht moet besteed worden aan de tijdige doorstroming van bijkomende inlichtingen vanuit de Buitendiensten naar de Analysedienst. Een striktere opvolging van het antwoord van de Buitendiensten op de kantschriften van de Analysedienst was noodzakelijk.

II.1.2.4. De wisselwerking tussen diverse procedures en de opvolging en actualisering van reeds behandelde dossiers

Er bestaat een wisselwerking tussen de procedures inzake nationaliteitsverklaring en -keuze enerzijds en de naturalisaties anderzijds: wanneer een aanvrager in het kader van een verklaring of keuze een negatief advies van de procureur des Konings krijgt en zijn zaak niet bij de rechtbank van eerste aanleg aanhangig maakt, dan wordt de aanvraag ambtshalve naar de Kamer van Volksvertegenwoordigers gezonden en geldt ze als naturalisatieaanvraag.²³ Het dossier wordt dus als het ware automatisch van de ene procedure in de andere ‘omgezet’. Echter, indien de Kamer van Volksvertegenwoordigers dergelijke dossiers voor advies naar de VSSE zendt, wijst niets er op dat ze bij de inlichtingendienst reeds een behandeling kregen. Aangezien ook de Dienst Veiligheidsverificaties geen spoor bijhoudt van de dossiers ‘niet-gekend’²⁴, worden ze in de praktijk tweemaal onderzocht. De creatie van zogenaamde *consultation-lists* waarop wordt bijgehouden ten aanzien van welke personen in het verleden reeds een opzoeking gebeurde, dringt zich dan ook op.

Het is echter niet omdat een persoon gisteren ‘niet gekend VS’ was, dat hij dat vandaag of morgen nog is. De gehele nationaliteitsprocedure vergt immers ver-

²² Bijvoorbeeld omdat er geen relevante bijkomende gegevens te melden waren. In dat geval zouden de Buitendiensten dit formeel moeten melden aan de Analysedienst.

²³ Artikelen 12bis § 3 en 15 § 3 Wb.nat.

²⁴ Het probleem stelt zich alleen voor personen die ‘niet gekend’ waren. Bij een ‘gekend’ dossier is er wel een spoor terug te vinden, met name bij de Analysedienst.

schillende maanden. Het is dus mogelijk dat een persoon op het moment van zijn initiële aanvraag niet in de kijker van de VSSE liep, maar nadien wel. Een *consultation-list* mag er dan ook niet toe leiden dat de Dienst Veiligheidsverificaties zou nalaten om de identiteit van de aanvrager opnieuw te controleren. Wel is het zonder meer nuttig om te registreren wie reeds werd gescreend. Op die manier kent de VSSE minstens de ‘procedurele historiek’ van de betrokkenen en kan de dienst ook op het oorspronkelijke dossier inzake nationaliteitsverklaring terugvallen.

Een tweede reden waarom een dergelijke lijst nuttig en zelfs noodzakelijk is, heeft te maken met het actualiseren van informatie. Indien de Dienst Veiligheidsverificaties de aanvraag van de gegadige in eerste instantie als ‘*niet-gekend*’ terug heeft gezonden en er nadien nieuwe informatie aan de oppervlakte komt, is het zonder een dergelijke lijst onmogelijk om deze gegevens alsnog te benutten. Hetzelfde doet zich voor bij de dossiers van personen die wél gekend zijn en door de Analysedienst werden behandeld. Ook hier kan er na verloop van tijd nieuwe informatie opduiken en dit zowel in positieve als in negatieve zin. Indien het dossier ondertussen door de Analysedienst werd behandeld, zullen de nieuwe gegevens niet meer bij het parket of de Kamer terechtkomen. Het omgekeerde kan zich ook voordoen: indien een dossier – bewust of onbewust – tweemaal kort na elkaar wordt voorgelegd, kan dit leiden tot twee van elkaar verschillende adviezen...

II.1.3. DE TAAK VAN DE VSSE IN EEN GROTER GEHEEL

Het behoort niet tot de opdracht van het Vast Comité I om zich uit te spreken over de procedures inzake nationaliteitsverwerving in het algemeen. Het Vast Comité I boog zich dan ook enkel over de manier waarop deze procedures binnen de VSSE verlopen. Wel is doorheen het toezichtonderzoek tot uiting gekomen dat de dossierbehandeling bij de VSSE van veel externe factoren afhankelijk is.

Het Comité kon vaststellen dat de wettelijke omschrijvingen van wat de VSSE precies moet aanleveren – het ‘*advies*’ dat betrekking heeft op ‘gewichtige feiten, eigen aan de persoon’ – niet zeer precies zijn. Dit overstijgt de VSSE grotendeels.

Verder is het evident dat de manier waarop de VSSE de dossiers behandelt, afhankelijk is van de wijze waarop de andere actoren hun rol opnemen. Twee voorbeelden maken dit duidelijk. De wijze waarop de gemeenten de dossiers doorzendenden (op papier of elektronisch) en de samenstelling en de nauwkeurigheid ervan, heeft een belangrijke invloed op de verdere behandeling door de VSSE. Maar ook het feit dat de VSSE geen zicht heeft over het verloop van de dossiers na haar interventie, maakt het moeilijk om inlichtingen die nadien nog zouden opduiken, te benutten. Het ligt dus voor de hand dat de verbetering van de werking van de VSSE op het vlak van de behandeling van dergelijke dossiers slechts optimaal kan renderen indien ook aan de externe factoren wordt gesleuteld.

Hoofdstuk II

In het verslag van de Dienst voor de Administratieve Vereenvoudiging met betrekking tot de ‘Optimalisatie van de administratieve verwerking naturalisatie en nationaliteitsverklaring’ (september 2011)²⁵ werden een aantal voorstellen opgenomen om de procedures te wijzigingen. Zo werd gepleit voor de integratie van de ICT-systemen van de diverse actoren. Op die manier kan de informatie efficiënter doorstromen en gemakkelijker worden gedeeld. Vanzelfsprekend moet daarbij rekening gehouden worden met de eigenheid en de behoeften van elke actor. Wat betreft de VSSE bijvoorbeeld, zal in deze ook aandacht moeten worden besteed aan de veiligheids- en classificatieproblematiek. Het Comité beval aan dat de VSSE nu reeds met deze plannen rekening zou houden bij de ontwikkeling van haar eigen procedures.

II.1.4. BESLUIT

In het kader van voorliggend toezichtonderzoek spongen twee vaststellingen in het oog. Vooreerst bleek dat, ondanks het eerder beperkt aantal personeelsleden die binnen de VSSE belast zijn met dossiers inzake nationaliteitsverklaringen, -keuzes en naturalisaties, de dienst het aanzienlijke instroomvolume wist te beheersen. Anderzijds bleek de – voornamelijk administratieve – opvolging niet optimaal. Dit was mede het gevolg van factoren buiten de VSSE om; de inlichtingendienst vormt immers slechts één schakel in een bredere procedure. De werkwijze van andere actoren hebben onvermijdelijk invloed op de wijze waarop de VSSE haar taken in deze kan vervullen.

II.2. DE OPVOLGING VAN BUITENLANDSE INLICHTINGENDIENSTEN TEN AANZIEN VAN HUN DIASPORA IN BELGIË

België blijkt een grote aantrekkracht te hebben op inlichtingendiensten van andere landen. De aanwezigheid van de Europese instellingen en de NAVO op het grondgebied is daar niet vreemd aan. Buitenlandse diensten vertonen bovendien veel interesse voor onder meer het Belgisch hoogtechnologisch onderzoek in ruimtevaartprogramma’s en de wapenindustrie. Maar sommige van deze diensten volgen ook nauwgezet de activiteiten op van hun eigen migrantengemeenschap in België die om velerlei redenen hun thuisland hebben verlaten. Deze uitwijkelingen hebben vaak geen plannen om terug te keren en verwerven soms de Belgische nationaliteit, maar ze blijven wel een band houden met hun land van oorsprong. Zij behoren tot wat nu gemeenzaam ‘diaspora’ worden genoemd. Bin-

²⁵ www.vereenvoudiging.be.

nen zo'n gemeenschappen zijn uiteraard ook activisten, dissidenten en oppositiegroepen (politiek) actief die de aandacht weerhouden van de respectievelijke buitenlandse inlichtingendiensten.

Op verzoek van de toenmalige Voorzitter van de Senaat, startte het Vast Comité I een onderzoek *'naar de wijze waarop de Belgische inlichtingendiensten de gebeurlijke activiteiten opvolgen die inlichtingendiensten uit belangrijke immigratielanden van buiten de Europese Unie ontplooien op het Belgisch grondgebied.'*²⁶

II.2.1. METHODOLOGIE, BEGRIPSDEFINIËRING EN ONDERZOEKSAFBAKENING

Voor de selectie van de 'belangrijke immigratielanden' van buiten de Europese Unie hanteerde het Vast Comité I een combinatie van kwantitatieve en kwalitatieve parameters. Voor de cijfermatige benadering baseerde het Comité zich op statistieken van officiële instanties. De kwalitatieve parameters die in ogenschouw werden genomen, waren de volgende:

- de prioriteitstelling²⁷ binnen de Belgische inlichtingendiensten ten overstaan van de activiteiten van buitenlandse inlichtingendiensten die in België hun gemeenschap opvolgen;
- de intensiteit waarmee de buitenlandse inlichtingendiensten hun diaspora op Belgisch grondgebied opvolgen²⁸;
- de mate waarin de in België verblijvende diaspora belangrijk is voor het land van oorsprong;
- de intensiteit waarmee de Belgische inlichtingendiensten de diverse diaspora, aanwezig op Belgisch grondgebied, zelf opvolgen;
- de historische (politieke) banden tussen België en het betrokken land;
- de sterkst groeiende diaspora in België of het grootste aantal in de recente asielaanvragen;
- de mate waarin incidenten tussen Belgische en buitenlandse inlichtingendiensten op dat vlak (volgens open bronnen) bekend zijn;
- de prioriteitstelling van de Belgische inlichtingendiensten waarmee ze de door buitenlandse inlichtingendiensten ontwikkelde activiteiten in België opvolgen, maar daarom niet noodzakelijk in het kader van de opvolging van hun diaspora.

²⁶ Dit onderzoek werd geopend halverwege juli 2011 en officieel afgesloten in december 2012.

²⁷ Bijvoorbeeld op basis van de Actieplannen van de Veiligheid van de Staat.

²⁸ In dit kader stelde de VSSE dat hoe groter de interne en externe contestatie rond een bepaald regime is, hoe groter de kans dat deze regimes proberen om hun diaspora te controleren en te manipuleren.

Hoofdstuk II

Op basis van een weging van bovenstaande parameters, werd beslist om het toezichtonderzoek te oriënteren naar ‘de opvolging van de opvolging’ van dertien specifieke diaspora.²⁹

Tevens diende te worden gedefinieerd wat wordt verstaan onder ‘activiteiten die de buitenlandse inlichtingendiensten ontplooien’. Voor het Vast Comité I betekende dit in eerste instantie elke vorm van informatieverzameling en -processing zoals overigens ook wordt omschreven in artikel 7 W.I&V, te weten ‘*het inwinnen, analyseren en verwerken van inlichtingen*’. Open bronnenonderzoek leerde dat er tal van methoden bestaan die inlichtingendiensten aanwenden om informatie of inlichtingen in te winnen, te analyseren en te verwerken bij de opvolging van hun diaspora. Een vaak terugkerende manier van werken blijkt de oprichting van zogenaamde ‘amicales’ of vriendengroepen te zijn. Deze groepenringen, die veelal Noord-Afrikaanse immigranten verenigen, bieden de mogelijkheid elkaar te ontmoeten, maar tegelijkertijd vergemakkelijken zij het politieke toezicht dat bijvoorbeeld wordt georganiseerd vanuit de ambassades. Dé klassieke methode van inlichtingendiensten om het reilen en zeilen binnen migrantengemeenschappen te volgen, blijft evenwel het uitbouwen van een netwerk van informant(en). Bepaalde beroepscategorieën zoals journalisten, tolken, studenten en wetenschappers, mensen uit de zakenwereld maar ook politiefunctionarissen... blijken daartoe sneller dan ‘gewone burgers’ te worden ingezet. Daarnaast worden ook infiltranten aangewend en meerdere open bronnen maken tevens gewag van het onderscheppen van telecommunicatie als bron van informatie. Een laatste vorm van informatievergaring op dit vlak, blijkt de grensoverschrijdende samenwerking tussen verschillende inlichtingendiensten.

Maar ‘activiteiten ontplooien’ houdt meer in dan louter vergaren van informatie. Naast het inwinnen van informatie en inlichtingen, blijken inlichtingendiensten volgens de literatuur ook ‘actiever’ op te treden door allerhande acties te ondernemen. Deze variëren van het organiseren van betogingen tot al dan niet openlijke (diplomatieke) beïnvloeding, waarbij buitenlandse overheden gebruik maken van hun inlichtingendiensten om te lobbyen, om op heimelijke wijze politieke en ambtelijke besluitvorming te beïnvloeden of om over te gaan tot georkesteerde propaganda in de media. Veelal gaat het enerzijds om het in een kwaad daglicht stellen van tegenstanders en anderzijds om het proberen te voorkomen van negatieve aandacht dan wel het genereren van positieve aandacht voor de desbetreffende buitenlandse belangen. Ook het (fysiek) intimideren van tegenstanders van bepaalde regimes op buitenlandse bodem komt in open bronnen aan bod. Inzake intimidatie zijn er weliswaar gradaties op te tekenen: dit kan gaan van subtile indicaties dat iemand in het oog wordt gehouden tot het (fysiek) bedreigen van personen of van achtergebleven familieleden.

²⁹ Gelet op het geheime karakter van heel wat informatie uit dit onderzoek, kon het Comité de betrokken diaspora niet *ad nominativum* vermelden.

Naast het vastleggen van de methodologie en de definiëring van de kernbegrippen, diende het onderzoekdomein op twee vlakken duidelijk te worden afgebakend. Vooreerst was de rechtstreekse opvolging van de diverse diaspora door de VSSE en de ADIV zelf niet het voorwerp van onderzoek, tenzij de informatie die naar aanleiding daarvan werd verzameld naar de betrokken buitenlandse inlichtingendienst zou worden overgemaakt (zie II.2.2.4). Hetzelfde gold voor de algemene werking van ambassades. Elke buitenlandse vertegenwoordiging heeft immers het recht om zich actief bezig te houden met haar nationale gemeenschap. Het Comité wees evenwel op de soms vage grens tussen inlichtingenwerk en diplomatie. Een ambassade moet de diplomatische relaties tussen twee landen onderhouden maar soms gaat ze ook verder en volgt of controleert zij de diaspora. Diplomaten die ‘te ver’ gaan in de opvolging van de opvolging, vielen ook binnen de *scope* van het onderzoek. Omdat er bij de bestrijding van inmengingsactiviteiten van ambassades een conflict zou kunnen ontstaan met wat de VSSE omschrijft als een van haar bevoegdheden (met name ‘de bescherming van diplomatieke betrekkingen van België’ – zie echter II.2.2.1), beschouwde ze deze materie als een delicate aangelegenheid.

II.2.2. HET JURIDISCH KADER

De problematiek van de opvolging van de activiteiten van buitenlandse inlichtingendiensten ten aanzien van hun respectievelijke gemeenschap, riep diverse juridische vragen op.

II.2.2.1. De wettelijke basis voor de bevoegdheid van de Belgische inlichtingendiensten

De controle op de activiteiten van buitenlandse inlichtingendiensten op Belgisch grondgebied is niet *expressis verbis* opgenomen als wettelijke taak voor de Veiligheid van de Staat of de ADIV. Het Vast Comité I heeft er reeds meermaals voor gepleit om deze bevoegdheid explicet in de wet op te nemen.³⁰ De Belgische inlichtingendiensten zijn immers het best geplaatst om de activiteiten van buitenlandse (partner)diensten te herkennen en te beoordelen. Het Vast Comité I kon vaststellen dat er een breed draagvlak bestaat voor deze aanbeveling. Naast de Belgische Senaat en de Secretaris-generaal van de Raad van Europa³¹, was ook het Europees Parlement van oordeel dat ‘alle Europese landen over specifieke nationale wetgevin-

³⁰ Zie VAST COMITÉ I, *Activiteitenverslag 2006*, 132 en *Activiteitenverslag 2008*, 2.

³¹ ‘It would appear that most of Europe is a happy hunting ground for foreign secret services. While most of our member states have mechanisms to supervise the activities of their domestic intelligence agencies as well as the presence of foreign police officers on their territory, hardly any country, with the clear exception of Hungary, has any legal provisions to ensure an effective oversight over the activities of foreign security services on their territory’ (T. DAVIS, in Council

Hoofdstuk II

gen moeten beschikken om de activiteiten van geheime diensten van derde landen op hun grondgebied te reguleren en in het oog te houden omwille van een betere bewaking en supervisie, en illegale handelingen of activiteiten [...] te bestraffen'.³²

Het ontbreken van dergelijke expliciete bepaling betekent daarom echter niet dat er momenteel geen rol zou zijn weggelegd voor beide inlichtingendiensten.

De bevoegdheid van de VSSE laat zich bepalen door een combinatie van de bij wet vastgelegde ‘te vrijwaren belangen’ en een aantal eveneens bij wet voorziene specifieke ‘bedreigingen’. Qua ‘belangen’ zijn er voldoende aanknopingspunten terug te vinden voor bepaalde acties van buitenlandse inlichtingendiensten: ‘*de mensenrechten en de fundamentele vrijheden*³³’, ‘*de veiligheid en de fysieke en morele vrijwaring van personen*’ en ‘*het vrijwaren van [...] de soevereiniteit [...] van de Staat*³⁴’ (art. 8, 2° W.I&V). Hetzelfde geldt voor de ‘dreigingen’: bepaalde acties van buitenlandse inlichtingendiensten kunnen gekwalificeerd worden als inmenging, spionage en zelfs extremisme (art. 8, 1°, g, a en c, W.I&V).

Voor de ADIV is het wettelijk aanknopingspunt minder evident maar alleszins op theoretisch vlak niet onbestaande. Ingevolge artikel 11, 1° W.I&V omvat de inlichtingenopdracht van de ADIV onder meer het analyseren en verwerken van inlichtingen die betrekking hebben op:

- elke activiteit die de vervulling van de opdrachten van de strijdkrachten bedreigt of zou kunnen bedreigen (met andere woorden elke uiting van het voornemen om de paraatstelling, de mobilisatie en de aanwending van de Belgische Krijgsmacht, van de geallieerde strijdkrachten of van intergeallieerde defensieorganisaties te neutraliseren, te belemmeren, te saboteren, in het gedrang te brengen of te verhinderen bij opdrachten, acties of operaties in nationaal verband, in het kader van een bondgenootschap of een internationaal of supranationaal samenwerkingsverband);
- de veiligheid van de Belgische onderdanen in het buitenland (met andere woorden elke uiting van het voornemen om het leven of de lichamelijke integriteit van Belgen in het buitenland en van hun familieleden collectief te schaden door verwoesting, afslachting of plundering).

In die optiek kan de ‘opvolging van de opvolging in België’ cruciale informatie opleveren die nuttig kan zijn voor de bescherming van bovengenoemde belangen

of Europe, Speaking notes for the press conference on the report under Article 52 of the ECHR, 1 March 2005 (www.coe.int/t/e/com/files/events/2006-cia/speaking_notes%20_sg.asp)).

³² Verslag over verondersteld gebruik door de CIA van Europese landen voor het vervoer en illegaal vasthouden van gevangenen, Europees Parlement, 2006/2200(INI), 30 januari 2007 (onder meer punten 48, 188 en 204).

³³ Zoals het recht op privacy of de vrijheid van vereniging waarop ook vreemdelingen die vanuit België oppositie voeren tegen het regime van hun thuisland, zich kunnen beroepen.

³⁴ Buitenlandse diensten beschikken naar Belgisch recht op ons grondgebied over geen enkele bevoegdheid. Zij mogen doen wat gewone burgers mogen, niet meer of niet minder. Bepaalde vormen van opvolging kunnen als een inbreuk op de nationale soevereiniteit worden beschouwd.

(bijvoorbeeld inzake *modi operandi* van buitenlandse inlichtingendiensten). Het Comité deelde dan ook niet volledig de mening van de ADIV die het standpunt had ingenomen dat het ‘*op basis van de organieke wet [...] niet bevoegd [is] voor de opvolging van inlichtingenactiviteiten van deze diensten ten aanzien van hun diaspora in België*’. Desondanks kon het Comité vaststellen dat de ADIV ter zake inspanningen leverde (cf. *infra*).

II.2.2.2. Inmengingsactiviteiten versus de bescherming van diplomatieke betrekkingen

De VSSE beschouwde ‘de bescherming van diplomatieke betrekkingen van België’ als een van haar ‘bevoegdheden’ (zie II.2.1). Alhoewel het Comité zich bewust is van de delicate verhoudingen waarbinnen de VSSE zich moet bewegen – onder meer ingevolge de Conventie van Wenen – benadrukte het dat ‘de bescherming van diplomatieke betrekkingen van België’ *as such* geen wettelijke bevoegdheid is van deze dienst. De VSSE moet inlichtingen verzamelen die een bedreiging kunnen vormen voor onder meer de internationale betrekkingen van ons land. Het Vast Comité I wenste er, voor zover als nodig, op te wijzen dat de eventuele reticentie van de dienst er niet mag toe leiden dat de Regering en de administratieve autoriteiten niet zo accuraat mogelijk zouden geïnformeerd worden. Het komt de Regering of de bevoegde administratieve overheid toe om te bepalen welk gebruik wordt gemaakt van de aangeleverde informatie.

II.2.2.3. Het wettelijk instrumentarium van de Belgische inlichtingendiensten

In het kader van de opvolging van de activiteiten van buitenlandse inlichtingendiensten op Belgische bodem kunnen de VSSE en de ADIV – voor zover deze activiteiten binnen de sfeer van hun competenties vallen – vanzelfsprekend een beroep doen op het volledige instrumentarium dat de wetgever hen ter beschikking heeft gesteld. Dit omvat alle vormen van gegevensverzameling, gaande van het raadplegen van open bronnenmateriaal tot de inzet van BIM-methoden.

Wat de BIM-methoden betreft, viel evenwel te noteren dat artikel 18/9 W.I&V inmenging niet opneemt in de lijst van dreigingen waarvoor de VSSE uitzonderlijke methoden mag inzetten. In zoverre bepaalde activiteiten van buitenlandse inlichtingendiensten in België alleen als inmenging gekwalificeerd kunnen worden, kan de VSSE dus geen dergelijke methoden toepassen. Het Comité zag hiervoor geen overtuigende argumenten, temeer de uitzonderlijke methoden aan een zeer scherpe administratieve en jurisdicionele controle onderworpen zijn. Het beval dan ook aan de wet op dit vlak aan te passen.³⁵

³⁵ Wel toonde het onderzoek niet aan dat deze wettelijke lacune tot op heden voor problemen zou hebben geleid bij ‘de opvolging van de opvolging’.

II.2.2.4. Samenwerking met buitenlandse diensten die hun diaspora opvolgen

Artikel 20 § 1 W.I&V gebiedt de inlichtingen- en veiligheidsdiensten er voor te zorgen ‘dat er samenwerking is met de buitenlandse inlichtingen- en veiligheidsdiensten.’ De derde paragraaf van diezelfde bepaling draagt het Ministerieel Comité voor inlichting en veiligheid op om ‘de voorwaarden van de in § 1 van dit artikel bedoelde samenwerking’ te bepalen. Het Ministerieel Comité heeft echter nog geen dergelijke richtlijn uitgevaardigd. Wel stelde de VSSE een gedetailleerde doch geclasseerde instructie op over de bilaterale samenwerking met correspondenten. De principes die hierin worden uiteengezet zijn zeker toepasbaar op de opvolging door buitenlandse diensten van hun diaspora, zowel wat betreft de eventuele goedkeuring van activiteiten van buitenlandse diensten op Belgisch grondgebied als de eventuele medewerking aan acties. Met betrekking tot de informatie-uitwisseling beperkt de richtlijn zich echter tot het formele kader; er worden geen precieze richtlijnen verschafft over de aard van de gegevens die aan buitenlandse diensten kunnen meegedeeld worden.

Alhoewel het Vast Comité I deze richtlijn van de VSSE als waardevol beschouwde, wees het naar de rol die de wetgever ter zake aan het Ministerieel Comité heeft toevertrouwd. Bepaalde door de VSSE in haar richtlijn genomen opties, dienden naar het oordeel van het Comité gedragen te worden door de politieke verantwoordelijken. Het Comité herhaalde dan ook nogmaals³⁶ zijn aanbeveling aan het Ministerieel Comité om een dergelijke richtlijn uit te vaardigen.

Ook door de ADIV zou worden gewerkt aan een soortgelijke nota met ‘afotoetsbare criteria’ met het oog op een potentiële samenwerking met buitenlandse inlichtingendiensten (in ruime zin).

II.2.3. DE WIJZE WAAROP DE INLICHTINGENDIENSTEN DE MATERIE OPVOLGEN

II.2.3.1. De prioriteitstelling

Inmenging- en spionageactiviteiten (in de ruime zin van het woord en dus niet beperkt tot de ‘opvolging van een diaspora’) van diverse buitenlandse inlichtingendiensten op Belgisch grondgebied genieten ‘een permanente opvolging’ door de Algemene Dienst inlichting en veiligheid en worden ook ‘actief (en prioritair)’³⁷ door de Veiligheid van de Staat opgevolgd. Maar in welke mate volgen de inlichtingendiensten specifiek activiteiten op die buitenlandse inlichtingendiensten in

³⁶ Zie eerder VAST COMITÉ I, *Activiteitenverslag 2011*, 5-6.

³⁷ Een actieve prioritaire opvolging betekent dat de VSSE actief en bij absolute voorrang activiteiten ontwikkelt om de informatiepositie met betrekking tot die materies te verwerven, uit te bouwen of te verstevigen. Een ‘gewone’ actieve opvolging houdt hetzelfde in maar er wordt geen absolute voorrang verleend aan de materie.

België ontplooien ten aanzien van hun gemeenschappen? Op basis van welke criteria wordt bepaald dat deze activiteiten al dan niet moeten worden opgevolgd en welke prioriteit deze opvolging geniet?

Binnen het operationele luik van de jaarlijkse actieplannen van de VSSE worden in totaliteit zowat 150 problematieken ‘actief prioritair’ of ‘actief’ opgesomd. Of de activiteiten van een bepaalde inlichtingendienst ten aanzien van een gemeenschap al dan niet opgevolgd worden, en zo ja met welke prioriteit, wordt hierin vastgelegd. Eén uitzondering niet te na gesproken, bleken alle door het Vast Comité I als ‘belangrijk’ gedefinieerde immigratielanden (zie II.2.1) door de VSSE op vlak van spionage- of inmengingsactiviteiten opgenomen in de geraadpleegde actieplannen, en dit onder de rubriek ‘actief’ of ‘actief prioritair’ op te volgen.

In het algemeen gebeurt het stellen van prioriteiten op basis van evaluaties door de analysediensten en na intern overleg met de operationele diensten. Hierbij wordt rekening gehouden met de personeelscapaciteiten, de actualiteitsnoden, de interne informatiebehoefte en de informatiebehoefte van externe (binnen- en buitenlandse) partners. Er zijn ook diverse andere criteria die een rol spelen. Ze werden door het Comité als waardevol en pertinent beoordeeld. Zij blijken echter nooit in een richtlijn of instructie te zijn opgenomen, hetgeen een uniforme toepassing ervan door de verschillende interne diensten niet bevordert. Het Vast Comité I diende bovendien vast te stellen dat deze criteria binnen de Analyse-dienst niet formeel werden gehanteerd. Daarenboven werden soms andere en bijkomende criteria gehanteerd. Het Comité was van oordeel dat de criteria om een bepaalde ‘opvolging van de diaspora’ op te volgen, niet mochten verschillen in functie van die diaspora. Het Vast Comité I beval dan ook aan deze criteria in een document vast te leggen. Dit moet de diverse secties toelaten om elk binnen hun domein op een meer uniforme wijze de aftoetsing te doen.

Uiteraard vormen ‘inmenging en spionage in de militaire sfeer’ interessegebieden van de ADIV en dit met betrekking tot de inlichtingendiensten van specifieke landen of regio’s. Wat deze bevoegdheid betreft, is de band met een eventuele ‘opvolging van de opvolging’ niet evident. Wat deze ‘opvolging van de opvolging’ betreft, bleek de ADIV bijzondere aandacht te hebben voor één welbekende diaspora. De bevoegdheid van de ADIV was in deze mede gebaseerd op zijn rol inzake de bescherming van militaire belangen in het buitenland.

II.2.3.2. De inzet van middelen

Binnen de inlichtingendiensten worden personele middelen niet uitsluitend en eenduidig toegewezen aan één materie, één problematiek (zoals de ‘inmenging door buitenlandse diensten’ of zeker niet de ‘opvolging van de opvolging’) of (niet steeds) aan één geografisch gebied. Bovendien fluctueert het aandeel dat bijvoorbeeld ‘inmenging van een buitenlandse inlichtingendienst’ inneemt in de totale

Hoofdstuk II

werklast van de VSSE in de tijd. Het was dan ook onmogelijk om te bepalen welke middelen de VSSE ter zake inzet.

Dit gold ook voor de ADIV in de mate waarin de opvolging van de inlichtingendiensten die permanent worden opgevolgd, informatie oplevert over de wijze waarop deze inlichtingen verzamelen over hun eigen diaspora. Bij de ADIV diende evenwel ook melding te worden gemaakt van het feit dat een analist specifiek aandacht besteedde aan de acties van een bepaalde inlichtingendienst in België (ook die ten aanzien van hun eigen diaspora) en dit in het bredere kader van de opvolging van de betrokken diaspora in België. Dit ondanks het feit dat de ADIV zichzelf ter zake geen organieke bevoegdheid toedichtte en deze thematiek niet als prioritair werd weerhouden.

De ‘opvolging van de opvolging’ gebeurde aan de hand van alle wettelijk toegelaten methoden. Er was op dit vlak niets specifieks te melden. Zo werd bijvoorbeeld gereeld informatie uitgewisseld tussen de VSSE en de ADIV. Maar waar mogelijk werd ook informatie gedeeld met andere overheden (bijvoorbeeld de FOD Buitenlandse Zaken). Tevens werd in deze – vooral door de VSSE – een beroep gedaan op bijzondere inlichtingenmethoden. Hoewel deze methoden vaak worden ingezet in het kader van de strijd tegen inmengings- en spionageactiviteiten van buitenlandse inlichtingendiensten, was het bijzonder moeilijk te bepalen, laat staan te kwantificeren, in welke mate daarbij ‘de opvolging van de opvolging’ werd geviseerd. Het betrof meestal *targets* die gevuld werden in het kader van spionage- en/of inmengingsactiviteiten, en waarbij in de marge kon worden vastgesteld dat ze ook de hun in België aanwezige diaspora als voorwerp van interesse hadden.

II.2.3.3. De output van de Belgische inlichtingendiensten

De VSSE stelde nota’s op over de problematiek van de inmenging van buitenlandse inlichtingendiensten in de diaspora indien een autoriteit hierom verzocht of uit eigen beweging, indien de dienst dit relevant achtte. Dit laatste was bijvoorbeeld het geval indien de VSSE vaststelde dat de desbetreffende activiteiten als ‘criminele activiteiten’ beschouwd konden worden of als deze een gevaar voor de openbare orde inhielden.

De bestemmelingen waren onder meer de Eerste Minister, de ministers van Buitenlandse Zaken, Justitie en Binnenlandse Zaken, de Kabinetschef van de Koning, de Staatssecretaris voor Asiel, Immigratie en Sociale Integratie, diverse diensten binnen de FOD Buitenlandse Zaken, de Belgische ambassadeurs gestationeerd in diverse betrokken landen, het Commissariaat-generaal voor de Vluchtelingen en Staatlozen, de Dienst Vreemdelingenzaken, maar ook de ADIV, het OCAD en het Crisiscentrum van de Regering.

Soms werd er ook informatie omtrent de diaspora doorgegeven naar buitenlandse inlichtingendiensten, al gebeurde dit maar zelden. De VSSE gaat hierbij

telkens uit van haar eigen wettelijke bevoegdheden en opdrachten, en niet van die van de buitenlandse dienst.

Het Vast Comité I polste ook naar het aantal rapporten en analyses die de ‘opvolging van de opvolging’ behandelden. De VSSE beschikte voor 2011 echter enkel over globale cijfers over de opvolging van ‘spionage’ en ‘inmenging’.³⁸ Voor bepaalde van de door het Vast Comité I geselecteerde landen werden in dat jaar verschillende honderden rapporten en analyses opgesteld. Hoeveel van die informatieverslagen en nota’s geheel of gedeeltelijk de ‘opvolging van de opvolging’ betroffen, was niet geweten.

Het aantal rapporten, of de omvang ervan, vormt uiteraard niet steeds een indicatie voor de relevantie van de informatie die ze bevatten. De activiteiten van een inlichtingendienst zijn moeilijk in zuiver kwantitatieve gegevens te vatten. Dit betekent dat de meetbaarheid van de prioritair actieve behandeling van bepaalde problematieken aan de hand van kwantificeerbare gegevens zoals aantallen verslagen en analyses zeer relatief is. Daarom maakte het Comité ook een inschatting (marginale toetsing) van de kwaliteit van de *output*. In dat kader werd de VSSE verzocht om tien analyses en 25 informatierapporten over te maken.

Qua documenten voor intern gebruik werd verwezen naar gewone en operationele informatierapporten van de Buitendiensten van de VSSE, teleken en verslagen van vergaderingen met zusterdiensten.

Wat betreft de analyses, verwees de VSSE naar de ‘Fenomeenanalyse Inmenging (december 2009)’, die de verschillende vormen van inmenging – dus niet alleen deze ten aanzien van diaspora’s in België – door buitenlandse inlichtingendiensten behandelt. Deze goed gedocumenteerde studie vormde voor het Vast Comité I een schoolvoorbeeld van een inlichtingenproduct dat uitermate nuttig is voor zowel intern als extern gebruik.³⁹ Het Vast Comité I onderwierp de overige overgemaakte analysesnota’s (onderzoek inmengingsactiviteiten) aan een marginale toetsing. Met uitzondering van één nota, kon worden vastgesteld dat de besproken thema’s overeenstemden met de eerder door de VSSE vooropgestelde prioriteitenlijst. Het betrof landen die tevens, dezelfde uitzondering niet te na gesproken, voorkwamen in de *checklist* van het Vast Comité I. Het merendeel van de nota’s die het Comité kon inkijken werden op eigen initiatief opgesteld. Alle betrokken nota’s waren – ‘VERTROUWELIJK’ of ‘GEHEIM’ – geklassificeerd. Het Comité kon zich vinden in het feit dat de documenten een classificatiegraad werden toegekend. Wel moest worden vastgesteld dat de reden voor het verschil

³⁸ De cijfers betroffen zowel de informatieverslagen van de Dienst Operaties als de nota’s van de Analysedienst, namelijk de onderzoeksopdrachten (apostilles), nota’s aan binnenlandse autoriteiten, nota’s aan buitenlandse zusterdiensten en synthesenota’s. Afhankelijk van het opgevolgde land lag de nadruk daarbij eerder op spionage, dan wel op inmenging.

³⁹ Gezien deze fenomeenanalyse evenwel dateert van 2009, achtte het Vast Comité I het aangewezen om deze, aan de hand van het in de punctuele nota’s beschikbare materiaal, te actualiseren en zo de *business continuity* te garanderen. De VSSE – die zich in deze aanbeveling kon vinden – wees echter op een gebrek aan tijd en personeel om dergelijke actualisering te realiseren.

Hoofdstuk II

in classificatiegraad in deze niet steeds duidelijk was. In de meest recente rapporten werd ook een urgentiegraad toegevoegd, waardoor de bestemming een zicht kreeg op de snelheid waarmee de opsteller de informatie wenste behandeld te zien. De geconsulteerde nota's waren doorgaans goed gestructureerd, voldoende gedetailleerd, vlot leesbaar en inhoudelijk ter zake. Hoewel het Comité zich niet in de plaats kon stellen van de klanten, was het toch de mening toegedaan dat sommige nota's bondiger konden worden opgesteld. Enkele nota's werden voorafgegaan door een beknopte synthese; dit bood duidelijk een meerwaarde. De nota's bleken goed gedocumenteerd en gaven op genuanceerde wijze de behandelde thematiek weer. Echter, aangezien ze niet gedifferentieerd werden in functie van de bestemming, kon het Comité zich niet van de indruk ontdoen dat niet alle informatie voor eenieder even relevant was (wat interessant is voor een minister is dat niet noodzakelijk voor een politiedienst en omgekeerd).⁴⁰ Het Comité kon zich in dit onderzoek niet uitspreken over het 'tijdige' karakter van de nota's noch over de potentiële 'meerwaarde' en het directe nut ervan voor *decision makers*. Dit vergde een ander soort onderzoek.

Ook aan de ADIV werd gevraagd om analyses en informatierapporten die betrekking hadden op het onderwerp van het toezichtonderzoek, over te maken. Gelet op de eigen 'onbevoegdheidsverklaring' (zie II.2.2.1) was het begrijpelijk dat de ADIV slechts enkele documenten⁴¹ ter beschikking stelde.⁴² Een rapport van circa tien pagina's beschreef onder andere de activiteiten van de ADIV met betrekking tot (de inlichtingendiensten van) drie landen behandelde onderwerpen als 'Intelligence and Espionage', 'Extremism' en 'Terrorism'. Hier en daar werd de 'opvolging van de opvolging' aangehaald. Een ander rapport was veel omvangrijker en gedetailleerder. Het had betrekking op één land en besteedde ook meer aandacht aan de opvolging van de diaspora. Aangezien het Comité slechts over enkele documenten kon beschikken, wenste het geen inhoudelijke beoordeling te maken. Wel kon het vaststellen dat de wijze waarop gerapporteerd werd over de 'opvolging van de opvolging' kaderde binnen de wettelijke opdrachten van de ADIV.

Bij wijze van besluit stelde het Comité vast dat er, in hoofde van beide inlichtingendiensten, weinig documenten werden opgesteld die zeer specifiek betrekking hadden op de 'opvolging van de opvolging'. Anderzijds bleek dat er wel degelijk kennis aanwezig was over dit fenomeen. In het algemeen bleek deze kennis

⁴⁰ De VSSE was het er mee eens dat een differentiatie van de nota's in functie van de bestemming een meerwaarde betekent, maar wees – opnieuw – op haar beperkte personeelsbestand.

⁴¹ Bestemmelingen van deze documenten waren onder meer de Chef van het Militaire Huis van de Koning, het Kabinet Defensie, de CHOD, diverse ACOS-afdelingen, de lokale SGRS-CI/C, de SHAPE en de partners VSSE, OCAD en de federale politie. Het Vast Comité I verwonderde zich over het feit dat de FOD Buitenlandse zaken deze documenten niet had aangekregen.

⁴² De ADIV deelde mee te werken aan een derde document dat specifiek betrekking had op de activiteiten van welbepaalde inlichtingendiensten in België. Het document was ten tijde van het onderzoek echter nog niet gefinaliseerd.

echter vooral een persoonlijke *asset* van de medewerkers te blijven, die zelden op papier werd gesteld (bijvoorbeeld onder de vorm van analysesnota's). Deze worden slechts opgesteld op uitdrukkelijk verzoek van derden of wanneer het noodzakelijk is de aandacht van beleidsmakers op specifieke situaties of gebeurtenissen te vestigen. Dit brengt uiteraard met zich dat wanneer een personeelslid om welke reden ook zijn functie verlaat, met hem ook deze kennis verdwijnt.

II.2.4. ENKELE SPECIFIEKE AANDACHTSPUNTEN

II.2.4.1. Methoden en middelen gehanteerd door buitenlandse inlichtingendiensten om hun landgenoten op te volgen

De meeste buitenlandse inlichtingendiensten beschikken over een netwerk van informanten binnen de diaspora. De hoofdtaak van dergelijke netwerken (die kunnen worden ontwikkeld en gerund door leden van inlichtingendiensten die onder een diplomatische dekmantel actief zijn) is het controleren, manipuleren en saboteren van elke vorm van oppositie. Meestal wordt hierbij vertrouwd op tamelijk klassieke, ‘zachte’ methoden: het verspreiden van desinformatie, het oprichten van eigen ‘oppositiepartijen’ om de oppositie te verdelen, het omkopen van opposanten... Ook andere technieken worden aangewend: het faciliteren of bemoeilijken van de uitreiking van officiële documenten of van de terugkeer naar het thuisland, het vrijstellen van militaire dienst... Indien dit geen of onvoldoende resultaten oplevert, wordt er soms overgeschakeld op ‘hardere’ methoden (zoals bijvoorbeeld het onder druk zetten of intimideren van oppositiefiguren of van hun familieleden in het thuisland). Binnen sommige diaspora’s doken er soms geruchten op over ‘hit teams’ die in opdracht van het regime naar België zouden komen om er opposanten te elimineren. Hiervoor was er echter nog nooit een bewijs geleverd. Het ging vermoedelijk om desinformatiecampagnes.

Een andere vaak gehanteerde methode is het opzetten, financieren⁴³ of manipuleren van allerlei sociaal-culturele ‘vriendschapsorganisaties’ die ogenschijnlijk bedoeld zijn om de band tussen de diaspora en het moederland te versterken, maar in werkelijkheid ook een ander doel dienen.

Ook kan verwezen worden naar de rol van de politieke controle op de religieuze overtuigingen van een diaspora. Controle op een diaspora houdt immers ook een controle in op de religieuze overtuigingen en praktijken die in een bepaalde diaspora leven, en de mogelijke politieke consequenties ervan.

⁴³ Financiële stimuli vormen trouwens een beroemd middel om zich van de loyaaliteit van bepaalde aan de diaspora verbonden groeperingen te verzekeren.

II.2.4.2. Met welke moeilijkheden worden de Belgische inlichtingendiensten geconfronteerd bij de opvolging van buitenlandse diensten?

Als kleinere inlichtingendienst stelde de VSSE dat zij niet steeds over de nodige capaciteit beschikte om inmengingspogingen van buitenlandse inlichtingendiensten goed op te volgen. Dit kon naar haar oordeel tot lacunes in de informatie leiden. Daarnaast was er het algemene probleem van desinformatie en valse geruchten, wat het inwinnen van informatie uiteraard bemoeilijkt. Ten slotte werd ook gewezen op de pogingen van inlichtingendiensten om België ervan te overtuigen dat binnen hun eigen gemeenschap alles peis en vree is.

II.2.4.3. Tegenmaatregelen

Indien buitenlandse inlichtingendiensten heimelijk inlichtingen verzamelen op Belgisch grondgebied, kan dit worden beschouwd als een inbreuk op de soevereiniteit of zelfs een misdrijf opleveren. De vraag rijst vervolgens welke maatregelen de Belgische inlichtingendiensten kunnen of moeten nemen.

Duidelijk is allessins dat zij niet ‘actief’ kunnen optreden om de loop van gebeurtenissen te beïnvloeden. Het wettelijk kader laat de mogelijkheden tot rechtstreekse interventies slechts beperkt toe. Het hoofd van de VSSE of de ADIV kan zijn buitenlandse collega slechts mondeling interpellieren of de diaspora inlichten van de activiteiten die een buitenlandse inlichtingendienst ten aanzien van die gemeenschap onderneemt.⁴⁴ Mochten echter verdere acties nodig blijken, dan moet de inlichtingendienst hiervan die autoriteiten op de hoogte brengen die hiertoe de bevoegdheid hebben (zoals bijvoorbeeld de gerechtelijke instanties of de FOD Buitenlandse Zaken).⁴⁵

Alhoewel gerechtelijke maatregelen kunnen worden aangewend, merkte het Vast Comité I op dat de definitie van de bedreiging ‘spionage’ uit artikel 8, 1°, a) W.I&V totaal verschilt van de constitutieve elementen van het misdrijf ‘spionage’ en dat ‘inmenging’ (artikel 8, 1°, g) W.I&V zelfs geen misdrijf uitmaakt. Sommige activiteiten van buitenlandse diensten zijn dan weer wel strafbaar (bijvoorbeeld inbreuken op de Privacywet, op de Wet betreffende de elektronische communicatie...).

Andere tegenmaatregelen – die gehanteerd kunnen worden door de FOD Buitenlandse Zaken – bestaan er bijvoorbeeld in diplomaten *persona non grata* te

⁴⁴ Artikel 19, § 1 W.I&V laat dit toe: ‘De inlichtingen- en veiligheidsdiensten delen de inlichtingen [...] slechts mee [...] aan instanties en personen die het voorwerp zijn van een bedreiging bedoeld in de artikel 7 en 11’.

⁴⁵ Ondanks het feit dat deze overhedsdienst wellicht kan worden beschouwd als zijnde de belangrijkste ‘cliënt’ en zij bovendien de aangewezen dienst is om de VSSE bij te staan om een halt in te roepen ten aanzien van de activiteiten van de buitenlandse inlichtingendiensten op Belgisch grondgebied, bleken tussen beiden geen gedocumenteerde werkafspraken te bestaan.

verklaren, hun accreditatie niet te verlengen⁴⁶ of het hoofd van de buitenlandse inlichtingendienst in België aan te manen de op clandestiene activiteiten betrapté agent zelf te laten terugroepen.⁴⁷

II.2.5. CONCLUSIES

De controle op de activiteiten van buitenlandse inlichtingendiensten op Belgisch grondgebied is als dusdanig niet (expliciet) opgenomen als een wettelijke taak voor de Veiligheid van de Staat of de Algemene Dienst inlichting en veiligheid. Ondanks deze lacune, is het duidelijk dat de VSSE ter zake bevoegd is gelet op de door haar wettelijk ‘te vrijwaren belangen’ in combinatie met een aantal specifieke, eveneens in de W.I&V opgesomde, ‘bedreigingen’. Voor de ADIV is het wettelijk aanknopingspunt minder evident, maar alleszins op theoretisch-juridisch vlak niet onbestaande. Informatie en inlichtingen over de ‘opvolging van de opvolging in België’ kan cruciale informatie opleveren die nuttig kan zijn voor de bescherming van bepaalde belangen opgesomd in artikel 11, 1° W.I&V.

Het Vast Comité I kon in zijn toezichtonderzoek vaststellen dat de Veiligheid van de Staat aandacht besteedde aan de door de buitenlandse inlichtingendiensten ontwikkelde activiteiten ten aanzien van hun diaspora in België. Het bleek evenwel zeer moeilijk te achterhalen op welke wijze de inlichtingendienst zijn concrete prioriteiten in deze bepaalde en vorm gaf. Er werden aan het Comité waardevolle en pertinente criteria hierover meegedeeld, die echter geen formalisering kenden noch een formele hantering. Door het gebrek aan gedocumenteerde criteria, loert het gevaar van pragmatische prioriteitenstelling om de hoek en is de kans reëel dat aan de vooropgestelde prioriteiten uit de Actieplannen geen corresponderend gevolg wordt voorbehouden. Eén uitzondering niet te na gesproken, werden alle door het Vast Comité I als ‘belangrijk’ gedefinieerde immigratielanden teruggevonden in het *Actieplan 2012* om onder de ruimere noemer van spionage- en inmengingsactiviteiten minstens ‘actief’ door de VSSE te worden opgevolgd. Het Comité kon vaststellen dat dit zich ook vertaalde in de praktijk.

De ADIV op zijn beurt had een meer dan behoorlijke informatiepositie met betrekking tot twee welbepaalde buitenlandse inlichtingendiensten. In de marge daarvan, en zonder daar actief naar op zoek te gaan, beschikte de dienst tevens over informatie inzake het optreden van deze buitenlandse inlichtingendiensten ten aanzien van hun diaspora. Verder bleek ook dat binnen de ADIV heel wat inlichtingen aanwezig waren omtrent de activiteiten van de inlichtingendiensten van een welbepaald land die actief waren in België, zowel in het algemeen als ten

⁴⁶ In het kader van de accreditatie van ambassadepersoneel verleent de VSSE adviezen aan de voorzitter van het Directiecomité van de FOD Buitenlandse Zaken.

⁴⁷ VAST COMITÉ I, *Activiteitenverslag 2001*, 117-118.

aanzien van hun diaspora. Hier ging de ADIV veel ‘gerichter’ tewerk en dit ondanks het feit dat de dienst zich ter zake (verkeerdelyk) niet bevoegd achtte.

In het algemeen bleek de door de beide inlichtingendiensten verworven kennis echter vooral een persoonlijke *asset* van de medewerkers te blijven, dat slechts zelden werd geformaliseerd. Nota’s komen meestal enkel tot stand hetzij wanneer daartoe een uitdrukkelijke vraag wordt gesteld, hetzij wanneer de omstandigheden van die aard zijn dat het nodig is de aandacht van beleidsmakers op specifieke situaties of gebeurtenissen te vestigen. Dit roept vragen op in het kader van de *business continuity*: wanneer een personeelslid om welke reden ook zijn functie verlaat, verdwijnt immers ook deze kennis. Uitzondering op dit alles is een document als de ‘Fenomeenanalyse Inmenging (december 2009)’ van de VSSE dat, indien regelmatig geüpdatet, door het Vast Comité I wordt beschouwd als een schoolvoorbeeld van een inlichtingenproduct.

II.3. DE EVENTUELLE OPVOLGING VAN EEN PARTICULIER TIJDENS EN NA ZIJN OPSLUITING IN BELGIË

In juli 2010 berichtte een Britse krant⁴⁸ dat M.J., die veroordeeld was in het kader van de zaak-Trabelsi en opgesloten in een Belgische gevangenis onder druk zou zijn gezet door een zekere David, die werd voorgesteld als een agent van de Britse inlichtingendienst. Deze laatste zou M.J. hebben aangeboden om voor zijn dienst te gaan werken. Nadat M.J. op dit voorstel was ingegaan, zou hij op onwettige wijze naar Groot-Brittannië zijn overgebracht en op een geheime basis opgesloten. M.J. zou er gedurende twee weken zijn ondervraagd en min of meer zijn gedwongen om voor de Britse inlichtingendienst te werken. Volgens de advocaat van de betrokkenen kon deze operatie niet hebben plaatsgevonden zonder de goedkeuring, of minstens het medeweten, van onder meer de Belgische inlichtingendiensten. Daarop opende het Vast Comité I op 28 september 2010 een toezichtonderzoek.

Het eindrapport – waarvan onder II.3.1 een samenvatting is terug te vinden – werd in april 2012 naar de Begeleidingscommissie van de Senaat en naar de bevoegde ministers gezonden en begin mei 2012 besproken binnen de Begeleidingscommissie. Eind mei 2012 werd het Comité echter in kennis gesteld van een nota betreffende dit onderzoeksverslag die de VSSE had gericht aan de minister van Justitie. In die nota formuleerde de VSSE inhoudelijke bemerkingen bij het eindverslag van het Comité. Sommige van die bedenkingen betroffen elementen die niet eerder aan het Comité waren meegedeeld tijdens het toezichtonderzoek en die vragen deden rijzen bij de pertinentie van zijn conclusies en de aanbevelin-

⁴⁸ R. VERKAIK, *The Independent*, 23 juli 2010 (Uncovered: Britain’s Secret Rendition Program).

gen. Het Vast Comité I zag zich dan ook genoodzaakt deze nieuwe elementen nader te onderzoeken aan de hand van bijkomende vragen. De neerslag hiervan is terug te vinden onder II.3.2.⁴⁹

II.3.1. VASTSTELLINGEN UIT HET INITIËLE VERSLAG

II.3.1.1. *Wat voorafging*

M.J. verliet op 16-jarige leeftijd zijn geboorteland Marokko. Hij verbleef in verschillende Europese landen waaronder Spanje, waar hij een eerste keer werd aangehouden. Na zijn vrijlating zocht hij zijn toevlucht in moskeeën. Na een verblijf in Duitsland en Nederland reisde hij naar Londen, waar hij werd opgevangen door de leiders van de radicale moskee van Finsbury Park. Zo werd M.J. lid van een radicaal islamistische groep die personen rekruiteert voor een militaire opleiding in Pakistaans-Afghaans gebied of in Georgië. Hij leverde valse paspoorten aan kandidaat-jihadstrijders.

Eind 2001 verliet M.J. Groot-Brittannië. Daar liep er tegen hem een gerechtelijk onderzoek. In december 2001 werd hij door de Nederlandse politie aangehouden. Begin januari 2002 werd hij aan ons land uitgeleverd op verdenking van betrokkenheid bij een Afghaanse *filière*. Na afloop van het gerechtelijk onderzoek, waaraan de VSSE haar medewerking verleende, werden M.J. en zeven andere beklaagden door de correctionele rechtkbank veroordeeld tot gevangenisstraffen van dertig maanden tot tien jaar.⁵⁰ De belangrijkste tenlasteleggingen waren bendevorming, valsheid in geschrifte, vervalsing of namaking van paspoorten en ronselen van personen ten voordele van buitenlandse troepen. M.J., die ook schuldig werd bevonden aan onwettig verblijf in België en valse naamdracht, werd veroordeeld tot vier jaar opsluiting met uitstel van vijf jaar voor de helft van de straf. Het vonnis maakt melding van het feit dat de beklaagde tijdens zijn proces ‘een idee geeft van zijn religieuze onverdraagzaamheid en zijn antiwesters radicalisme’ (vrije vertaling).

M.J. werd opgesloten in de gevangenis. Aangezien hij bij zijn strafeinde nog steeds geacht werd onwettig in België te verblijven, diende hij in december 2003 een regularisatieverzoek in. Hij vreesde namelijk dat hij naar zijn land van herkomst zou worden gerepatrieerd. Het verzoek werd echter afgewezen. Bij strafeinde, midden december 2003, stond M.J. dan ook ter beschikking van de Dienst Vreemdelingenzaken. Hij bleef opgesloten maar nu als ‘administratief gehechte’ in afwachting van zijn uitlevering of repatriëring. Hiervoor waren de nodige stappen in voorbereiding.

⁴⁹ Het aanvullende verslag werd afgesloten midden oktober 2012.

⁵⁰ Een van de andere beklaagden op dit proces was Nizar Trabelsi die werd veroordeeld voor het voorbereiden van een zelfmoordaanslag tegen de Amerikaanse basis van Kleine Brogel.

Hoofdstuk II

In februari 2004 liet de advocaat van M.J. aan de Dienst Vreemdelingenzaken weten dat zijn cliënt naar Groot-Brittannië wenste te worden gerepatrieerd omdat hij daar over een geldige verblijfsvergunning beschikte. Daarop nam de Dienst Vreemdelingenzaken contact op met de Britse overheden, die de authenticiteit en de geldigheid van deze verblijfsvergunning bevestigden. In navolging hiervan kreeg M.J. tweemaal het bezoek van twee afgevaardigden van het Britse consulaat te Brussel om zijn repatriëring naar Groot-Brittannië voor te bereiden. In april stemden de Britse overheden in met de repatriëring en werd hij effectief overgebracht.

II.3.1.2. De opvolging door de VSSE van M.J. tijdens en na diens detentie

Uit geen enkel document bleek dat de VSSE M.J. had gevuld na zijn veroordeling, noch tijdens, noch na zijn opsluiting. De dienst verklaarde wel kennis te hebben genomen van de feiten uit juli 2010 via de krantenartikelen in de Britse en nadien de Belgische pers. De VSSE beschikte echter niet over enige informatie op grond waarvan ze het verhaal kon bevestigen of ontkrachten. De dienst ontkende evenwel uitdrukkelijk op voorhand kennis te hebben gehad van deze feiten en benadrukte dat het op geen enkele wijze had deelgenomen aan de overbrenging van betrokkenen naar Groot-Brittannië. Zo verklaarde de VSSE dat ze aan de buitenlandse inlichtingendienst geen enkele informatie had bezorgd met betrekking tot de overbrenging van M.J. Het toezichtonderzoek van het Vast Comité I heeft geen enkel element aan het licht gebracht dat deze verklaringen kon ontkrachten.

Volgens de VSSE zou M.J. ervoor hebben gekozen zijn verhaal aan de media te slijten om de Britse regering, die hij verantwoordelijk achtte voor zijn problemen met de immigratiедiensten en de openbare bijstand, in verlegenheid te brengen. In augustus 2010 stuurde de VSSE een geklassificeerde nota naar de minister van Justitie om hem hiervan kennis te geven.

II.3.1.3. De opvolging door de ADIV van M.J. tijdens en na diens detentie

M.J. was bij de ADIV slechts gekend aan de hand van een synthese van het gerechtelijk dossier met betrekking tot Nizar Trabelsi en Maaroufi Tarek. Daarin stond te lezen dat M.J. was veroordeeld tot een gevangenisstraf van vier jaar wegens zijn bemiddelingsrol voor kandidaat-jihadstrijders die naar Afghanistan wilden afreizen. De ADIV had deze inlichtingen ontvangen van de federale politie.

Er werd bij de ADIV echter niet het minste spoor van enige opvolging van M.J. gevonden. Zelfs de berichten in de Belgische en Britse pers uit juli 2010 leken niet de aandacht van de ADIV te hebben getrokken. Ten slotte bestond er bij de ADIV geen spoor van enige uitwisseling van inlichtingen over M.J. met homologe buitenlandse diensten.

II.3.2. BESLUITEN VAN HET EERSTE ONDERZOEKSVERSLAG

Het Comité moest besluiten dat de ADIV in deze zaak volkomen afzijdig was gebleven. Ook de VSSE leek op geen enkele manier te hebben deelgenomen aan de stappen die werden ondernomen om M.J. te repatriëren naar Groot-Brittannië. De Belgische inlichtingendiensten hebben bijgevolg geen afbreuk gedaan aan de rechten die de Grondwet en de wet verlenen aan deze persoon. Overigens had de repatriëring naar het Verenigd Koninkrijk niets onwettigs.

Wat betreft de coördinatie en efficiëntie van beide inlichtingendiensten kwam het Comité tot een ander oordeel. Hoewel de zaak betrekking had op een persoon die was veroordeeld in het kader van een ernstige zaak van terrorisme, bleek dat de VSSE noch de ADIV de situatie van de betrokkene hadden opgevolgd na zijn veroordeling. Evenmin hadden zij getracht in te schatten welke zijn situatie zou zijn na diens vrijlating. Beide diensten hebben hierover ook niet de minste informatie uitgewisseld. Ze zijn in de onwetendheid gebleven zowel over de administratieve situatie van de betrokkene bij strafeinde als over de maatregelen die de Dienst Vreemdelingenzaken had genomen om hem te transfereren naar het Verenigd Koninkrijk.

Hoewel er in de periode waarin de feiten zich hebben afgespeeld nog geen samenwerkingsprotocol bestond tussen de VSSE (en de ADIV) enerzijds en het Directoraat-generaal Uitvoering van Straffen en Maatregelen⁵¹ of met de Dienst Vreemdelingenzaken en het Commissariaat-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen⁵² anderzijds, bood artikel 14 W.I&V nochtans de mogelijkheid om informatie op te vragen bij deze overheidsinstanties.

Zelfs nadat ze kennis hadden gekregen van de berichten in de pers over de overbrenging van M.J. naar Groot-Brittannië, heeft de VSSE noch de ADIV enig initiatief genomen om deze feiten te controleren, meer bepaald door te onderzoeken onder welke omstandigheden en met welke bedoelingen M.J. kort vóór het einde van zijn hechtenis het bezoek had gekregen van vertegenwoordigers van ambassades. Door niet op deze informatie te reageren, heeft de VSSE een passieve houding aangenomen die niet strookt met de houding die deze dienst steeds heeft verklaard aan te nemen tegenover bevriende buitenlandse inlichtingendiensten die geacht worden in België te opereren. Die houding bestaat erin dat voornoemde

⁵¹ Een dergelijk protocol werd gesloten op 20 november 2006, in het zog van het plan-Radicallisme. De voornaamste doelstelling van het protocolakkoord bestaat erin de voorwaarden vast te leggen voor samenwerking en informatie-uitwisseling tussen de VSSE en het Directoraat-generaal Uitvoering van Straffen en Maatregelen (DGUSM) met betrekking tot gedetineerden die wegens terrorisme zijn veroordeeld. Volgens het Vast Comité I zou de toepassing van de maatregelen waarin dit protocolakkoord voorziet de VSSE (en aan de ADIV) de mogelijkheid hebben geboden om na te gaan wie er contact had opgenomen met M.J. tijdens zijn opsluiting.

⁵² Het Vast Comité I was van mening dat met een dergelijk protocolakkoord de VSSE misschien geïnformeerd was geworden over de administratieve situatie van M.J. bij zijn strafeinde.

diensten alleen actief mogen zijn in ons land voor zover ze het Belgisch recht naleven, over de voorafgaande toestemming van de VSSE beschikken en volledig onder de controle van deze laatste dienst handelen.⁵³

II.3.3. VASTSTELLINGEN UIT HET AANVULLEND VERSLAG

II.3.3.1. *De niet-opvolging van M.J. tijdens zijn detentie*

In zijn oorspronkelijke verslag laakte het Comité onder meer het feit dat de VSSE had nagelaten de (situatie van) betrokkenen op te volgen tijdens zijn detentie. De VSSE gaf hiervoor in een nota aan de minister van Justitie verschillende verklaringen die evenwel op geen enkele wijze ter sprake waren gebracht tijdens het initiële toezichtonderzoek. De VSSE verklaarde daarin dat M.J. niet meer verder werd opgevolgd tijdens zijn detentie omdat de dienst van oordeel was dat hij tijdens zijn opsluiting geen schade meer kon berokkenen en omdat de dienst in die periode onderbemand was én overbevraagd ingevolge de bijstand die ze moest verlenen aan belangrijke terrorismedossiers. Tevens werd gesuggereerd dat de opvolging niet nodig was omdat M.J. tijdens het gerechtelijk onderzoek gedetineerd was en bijgevolg onder controle stond van de gerechtelijke overheden. Tijdens zijn administratieve hechtenis werd hij dan weer opgevolgd door de Dienst Vreemdelingenzaken.

Het Comité wees er vooreerst op dat de VSSE zelf – volkomen terecht – steeds benadrukt dat de gerechtelijke overheden een andere finaliteit nastreven dan een inlichtingendienst. Het kwam het Comité dan ook vreemd voor dat de dienst haar eigen stilzitten legitimeerde door een mogelijke controle door de justitiële autoriteiten. Hetzelfde gold uiteraard wat betreft de ‘controle’ door de Dienst Vreemdelingenzaken: deze dienst volgt het verblijfsstatuut van opgesloten vreemdelingen op, niet de mogelijke dreiging die van hen uitgaat tegen de in- of uitwendige veiligheid van de Staat.

Maar ook de twee eerste bedenkingen van de VSSE konden het Vast Comité I niet overtuigen: het feit van de detentie sluit zeker niet uit dat de betrokken gedetineerde en zijn eventuele contacten moesten worden opgevolgd.

In antwoord op de bijkomende vragen van het Comité preciseerde de VSSE dat de beslissing om M.J. niet te volgen, werd genomen rekening houdend met de toenmalige dreiging, de werklast van de dienst, de beschikbare middelen en de prioriteiten. Het Comité stelde echter vast dat aan deze ‘beslissing’ geen analyse

⁵³ Zie bijvoorbeeld A. WINANTS, ‘Anything you can do I can do better?’, *Orde van de Dag, Thema: Een publiek debat over geheime methoden*, J. VANDERBORGHT en B. VANGEEBERGEN (eds.), Kluwer, december 2011, 45.

– met als resultaat een geschreven nota opgesteld door de analysesdiensten – was voorafgegaan.

Het Comité herinnerde aan zijn vaststelling dat betrokken op dat moment een van de weinige personen in België was die veroordeeld was in het kader van terrorisme, welk fenomeen logischerwijs een absolute prioriteit van de dienst uitmaakte.

Het Comité was er zich terdege van bewust dat het voor een inlichtingendienst onmogelijk is iedereen die een potentiële dreiging vormt (even intensief) op te volgen, dit gelet op de evidentie beperkte middelen. Er dienen dus keuzes te worden gemaakt, zelfs indien het kader volledig zou zijn ingevuld (zie ook II.3.3.3). Maar het Comité benadrukte dat hieraan, voor de in het kader van de dreigingen waarop de VSSE moet toezien veroordeelde personen, minstens een reële analyse moet voorafgaan die resulteert in een gemotiveerde, consulteerbare en verifieerbare beslissing. Het Comité wees in deze op het feit dat de VSSE zelf de noodzaak hiertoe had erkend in zijn *Instructie voor de bilaterale samenwerking met de correspondenten*. Onder de hoofding ‘Transparantie en traceerbaarheid’ wordt ver eist dat er van elke actie een ‘administratief spoor’ bestaat, dit onder meer met het oog op de controle door het Vast Comité I. Het Comité kan dergelijke instructies alleen maar toejuichen.

II.3.3.2. Protocol met de Dienst Vreemdelingenzaken en het CGVS

In zijn oorspronkelijke verslag had het Comité de inlichtingendiensten aanbevolen een samenwerkingsakkoord te sluiten met de Dienst Vreemdelingenzaken en met het Commissariaat-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen. Naderhand bleek dat dergelijk akkoord reeds was afgesloten met de Dienst Vreemdelingenzaken op 27 juni 2011 maar dat de VSSE had nagelaten het Comité hiervan uit eigen beweging in kennis te stellen, zoals nochtans voorzien door artikel 33 W.Toezicht.

II.3.3.3. Het niet-ingevulde kader

Het Comité wenste van de VSSE te weten of haar actuele kader volstond om beter de opvolging te garanderen van bepaalde gedetineerden en van de activiteiten van buitenlandse diensten op Belgisch grondgebied. De VSSE noemde de situatie ‘*nog even problematisch als in 2003 zodat de dienst keuzes moet maken in de personen/activiteiten/fenomenen die kunnen worden opgevolgd.*’ Alhoewel het Comité vaststelde dat het aantal fulltime equivalenten van de Buitendiensten sinds 2003 met bijna 30% was toegenomen tegenover 2012, betreurde het dat het globale kader niet was ingevuld en dat de onderbezetting procentueel gestegen was. Het Comité begreep dat hierdoor keuzes moesten worden gemaakt. Het Comité was echter evenzeer de overtuiging toegedaan dat het vraagstuk van de prioritering zal blijven bestaan, ook al wordt het kader volledig opgevuld.

II.4. SYNDICALE BIJSTAND TIJDENS HET ONDERHOUD NAAR AANLEIDING VAN EEN VEILIGHEIDSONDERZOEK

Eind 2011 deed een erkende vakbond een aangifte bij het Vast Comité I. Agenten van de Divisie Veiligheid van de ADIV hadden een vaste afgevaardigde van de betrokken vakbond de toegang ontzegd tot hun lokalen. Gevolg was dat deze vakbondsmedewerker niet aanwezig kon zijn bij een onderhoud tussen de agenten van de ADIV en een militair in het kader van zijn veiligheidsonderzoek. Volgens de ADIV verzette de Wet op de inlichtingendiensten van 30 november 1998 en de Classificatiewet van 11 december 1998 zich tegen deze aanwezigheid. De vakorganisatie meende echter dat artikel 13 van de Wet van 11 juli 1978 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakorganisaties van het militair personeel en – vooral – artikel 2 W.I&V het recht inhouden om aanwezig te zijn bij dergelijke interviews en dit ter verdediging van de individuele belangen van zijn leden. Het Comité besloot de zaak te bestuderen en breidde het onderzoek uit tot de VSSE.⁵⁴

Het Comité stelde vast dat de reglementering met betrekking tot de veiligheidsonderzoeken (met name de Classificatiewet van 11 december 1998, het uitvoeringsbesluit van 24 maart 2000 en de richtlijn van het Ministerieel Comité van 16 februari 2000 die in detail de veiligheidsonderzoeken regelt) de kwestie van de eventuele aanwezigheid van een derde bij een interview of onderhoud niet behandelt.

Ook in artikel 2 W.I&V las het Comité geen dergelijke norm. Deze bepaling stelt dat de inlichtingendiensten '*[b]ij het vervullen van hun opdrachten zorgen [...] voor de naleving van, en [bijdragen] tot de bescherming van de individuele rechten en vrijheden alsook tot de democratische ontwikkeling van de maatschappij.*' Het Comité was van oordeel dat uit deze bepaling – hoe belangrijk ook als algemeen kader voor het optreden van inlichtingendiensten in een democratische samenleving – geen precieze, subjectieve rechten konden worden afgeleid.

Ook de door de aangever gemaakte verwijzing naar de 'rechten van verdediging' als administratief rechtsbeginsel, was in deze niet relevant aangezien deze notie alleen geldt in tucht- en strafzaken.⁵⁵ Een veiligheidsonderzoek heeft een andere finaliteit en kent een eigen procedure.

⁵⁴ Kort na de start van het toezichtonderzoek eind december 2011 tekende de betrokken militair beroep aan bij het Beroepsorgaan inzake veiligheidsmachtigingen, -attesten en -adviezen tegen de intrekking van zijn veiligheidsmachtiging. Hoewel de aangifte niet uitging van die militair oordeelde het Comité het toch opportuun om toepassing te maken van artikel 3 W. Beroepsorgaan: het toezichtonderzoek werd opgeschort in afwachting van de beslissing van het Beroepsorgaan. Deze uitspraak viel midden februari 2012. Het onderzoek werd afgesloten eind september 2012.

⁵⁵ Zie I. OPDEBEEK, 'De hoorplicht', in *Beginselen van behoorlijk bestuur*, I. OPDEBEEK en M. VANDAMME (eds.), Brugge, die Keure, 2005, 236.

Ten slotte analyseerde het Comité de verschillende wetten die betrekking hebben op de relatie tussen vakbonden en overheid: de Wet van 11 juli 1978 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakorganisaties van het militair personeel (art. 13), de Wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel (art. 16) en de Wet van 17 maart 2004 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van het personeel van de Buitendiensten van de Veiligheid van de Staat (art. 15). Uit geen van deze bepalingen kon een recht worden afgeleid om aanwezig te zijn bij interviews in het kader van veiligheidsonderzoeken.

Het Comité besloot dan ook dat er voor militairen noch voor niet-militairen een verplichting bestaat om vakbondsafgevaardigden toe te laten.

Anderzijds stelde het Comité zich de vraag of er regels bestaan die dit konden verbieden. Het wees op de bepalingen van de Classificatiewet die een belemmering vormen voor de aanwezigheid van een afgevaardigde tijdens een interview wanneer deze niet over een veiligheidsmachtiging beschikt. Enerzijds bepaalt artikel 8 van de Classificatiewet dat de kennissename van geklassificeerde informatie alleen kan onder een dubbele voorwaarde: men is houder van een veiligheidsmachtiging en men beschikt over een *need to know*. Het is duidelijk dat het onder die voorwaarden allerminst evident is om een vakbondsafgevaardigde toe te laten bij een gesprek indien daar geklassificeerde informatie ter sprake moet worden gebracht. Anderzijds kan ook de toelating tot geklassificeerde zones⁵⁶ aan beperkende voorwaarden worden onderworpen. Maar, zo stelde het Comité, dit laatste mag geen drogreden zijn om de aanwezigheid van een vakbondsafgevaardigde per definitie onmogelijk te maken aangezien een interview ook steeds kan plaatsvinden buiten dergelijke zones.

Het Comité besloot dan ook dat, met uitzondering van de situatie waarbij geklassificeerde informatie zou worden besproken, de aanwezigheid van een ‘neutrale waarnemer’ bij het verhoor niet verboden noch verplicht is. Desgevraagd toonde geen van beide inlichtingendiensten zich alvast voorstander van een systeem waarbij een vakbondsafgevaardigde een recht van bijstand zou krijgen.

II.5. GEMEENSCHAPPELIJK ONDERZOEK NAAR DE DREIGINGSEVALUATIES VAN HET OCAD INZAKE BUITENLANDSE VIP'S OP BEZOEK IN BELGIË

Toen bleek dat het OCAD regelmatig dreigingsevaluaties verrichtte naar aanleiding van bezoeken door buitenlandse persoonlijkheden in België, besloten de

⁵⁶ Een geklassificeerde zone is ‘*de plaats hoofdzakelijk bestemd voor de behandeling en bewaring van geklassificeerde stukken en beschermd door een veiligheidssysteem bestemd om de toegang van elke niet-gemachtigde persoon te verhinderen*

Hoofdstuk II

Vaste Comités P en I midden 2010⁵⁷ een toezichtonderzoek te openen. Bedoeling was onder meer na te gaan of dit een wettelijke opdracht is van het OCAD, hoe de dienst zich van deze taak kwijt en op welke wijze de kwaliteit van de evaluaties wordt gewaarborgd.

II.5.1. DE WETTELIJKE BASIS

De evaluatie van de dreiging tijdens een bezoek van een buitenlandse VIP in België behoort tot de wettelijke opdrachten van het OCAD. Immers, een van zijn taken is '*op punctuele basis een gemeenschappelijke evaluatie uit te voeren die moet toelaten te oordelen of dreigingen, bedoeld in artikel 3, zich voordoen en welke maatregelen in voorkomend geval noodzakelijk zijn*' (art. 8, 2° W.OCAD). De in artikel 3 W.OCAD bedoelde dreigingen zijn het terrorisme en het extremisme zoals gedefinieerd in artikel 8, 1°, b) en c) W.I&V. Voor andere dreigingen (bijvoorbeeld dreigingen die verband houden met een criminale organisatie of met de openbare orde) is het OCAD niet bevoegd.

II.5.2. DE CONCRETE WERKWIJZE

De punctuele evaluaties worden uitgevoerd door de deskundigen gedetacheerd uit de ondersteunende diensten.⁵⁸ Deze deskundigen (in 2012 elf in totaal) zijn zowel bevoegd voor bepaalde landen of regio's in de wereld als voor bepaalde thema's. In 2010 verrichtten zij 178 evaluaties voor buitenlandse VIP's op bezoek in België.⁵⁹

In een interne nota uit 2011 verduidelijkt het OCAD dat '*de punctuele evaluatie [...] steeds [het volgende omvat]: de uiteenzetting van de gebeurtenis, de omschrijving van de context (politieke toestand, historische precedenten, ...), de bepaling van het dreigingsniveau en, in voorkomend geval, het voorstellen van bepaalde maatregelen.*' Verder verklaarde het OCAD dat de door de bevoegde deskundige

⁵⁷ Het onderzoek – dat officieel geopend werd eind juni 2010 – kon niet binnen een kortere tijdspanne (begin februari 2012) beëindigd worden gezien de vrij lange antwoordtermijnen die door het OCAD werden gehanteerd en de moeilijkheden die werden ondervonden om vergaderingen te beleggen met de leden of de verantwoordelijken van het OCAD. De Vaste Comités P en I betreurdend dan ook dat het OCAD zich weinig coöperatief had opgesteld in dit onderzoek.

⁵⁸ Artikel 7, 1° W.OCAD en het Koninklijk besluit van 23 januari 2007 betreffende het personeel van het Coördinatieorgaan voor de dreigingsanalyse. Het profiel van de deskundige en diens functiebeschrijving werd uitvoerig opgenomen in bijlage 3 van het Koninklijk besluit van 23 januari 2007.

⁵⁹ In eerste instantie deelde het OCAD volgende cijfers mee: 665 aanvragen tot evaluaties en 728 uitgevoerde evaluaties. Nadien bleken er slechts 220 punctuele evaluaties van Belgische (42) en buitenlandse (178) VIP's te zijn uitgevoerd.

voorgestelde evaluatie op zijn kwaliteit wordt gecontroleerd via een informele ‘*peer counseling*’. Deze vindt plaats tijdens de dagelijkse vergaderingen met het departementshoofd en/of de directeur van het OCAD en wordt bijgewoond door een tweede deskundige die niet was betrokken bij de opstelling van de evaluatie.

Hoewel de punctuele evaluaties dus opgemaakt worden volgens een gestandaardiseerd schema, moesten de Vaste Comités P en I vaststellen dat er geen geformaliseerde werkwijze of analysecriteria vorhanden waren. Het OCAD maakte geen gebruik van *checklists* of werkfiches. Het was zelfs van oordeel dat een geformaliseerde procedure niet nodig was en beriep zich daarvoor op de specificiteit van elk geval en op ‘de algemene principes inzake analyse’. Het Coördinatieorgaan was van oordeel dat de enige garantie op een uniforme controle de aftoetsing is door de directie aan de algemene strategie van het OCAD. Het beweerde dat de homologe buitenlandse diensten een identieke of zeer gelijklkopende werkmethode hanteerden. Het OCAD reikte echter geen enkel concreet element aan om zijn standpunten te staven. De Comités verwezen integendeel naar de werkwijze van de federale politie, die bevoegd is gebleven voor de evaluaties van dreigingen andere dan terrorisme of extremisme. Zij hanteert een specifieke methodologie (waarbij een weging wordt gemaakt van criteria) die werd ontwikkeld vertrekkend vanuit buitenlandse voorbeelden. De hiërarchie van het OCAD verklaarde echter niet te geloven in een methodologie waarbij de evaluatie een bepaald canvas moet volgen.

Ten slotte hadden de Comités aandacht voor de kennisopbouw en -overdracht door de deskundigen. Zij stelden vast dat dit op weinig gestructureerde wijze verliep en vaak berustte op persoonlijke initiatieven. Er werd ook geen enkel opleidingsplan voorgelegd.

Wat ‘de concrete werkwijze’ betreft, kwamen de Vaste Comités P en I dan ook tot de conclusie dat de evaluaties op niet-geformaliseerde wijze verliepen en dat de deskundigen zelfs geen eenvormige opleiding kregen. Deze situatie zou voor het OCAD problematisch kunnen blijken indien er zich een incident zou voordoen en er uitleg zou gevraagd worden over de gehanteerde methodologie. De Comités benadrukten dat de expertise, die zeker aanwezig is binnen het OCAD, niet strijdig is met het gebruik van een gestandaardiseerde methodologie wanneer daarbij rekening wordt gehouden met de bepaalde specificiteiten.

II.5.3. HET OORDEEL VAN DE ALGEMENE DIRECTIE VAN HET CRISISCENTRUM

De belangrijkste ‘klant’ inzake VIP-evaluaties is de Algemene Directie van het Crisiscentrum (ADCC). De ADCC verklaarde dat het systematisch om het advies van het OCAD verzoekt wanneer het bezoek van een buitenlandse VIP wordt aangekondigd. Enkel wanneer er concrete elementen van een criminale dreiging zijn, wendt ze zich daarenboven tot de politie.

Hoofdstuk II

De Vaste Comités P en I stelden vast dat het ADCC het geleverde werk positief beoordeelde. De directie verklaarde zeer tevreden te zijn over de evaluaties, zowel inhoudelijk als wat betreft de snelheid waarmee ze haar worden overgemaakt. Volgens de ADCC waren de evaluaties van groot nut om de benodigde maatregelen te treffen.

Wel benadrukte de ADCC dat het van belang was om steeds het onderscheid te bewaren tussen (a) de evaluatie van de dreiging (die aan het OCAD toekomt), (b) de taak om te beslissen welke maatregelen zich opdringen (die bij het ADCC berust) en (c) de uitvoering van die maatregelen (wat een taak is voor de politie of de Veiligheid van de Staat).

II.6. DE BEHANDELING VAN VERZOEKEN TOT ‘VERLOF VOOR OPDRACHT’ BIJ DE VSSE

Een lid van de VSSE diende bij het Vast Comité I een klacht in omdat zijn zogenaamde ‘verlof voor opdracht voor algemeen belang’ was geweigerd. Hij beweerde ongelijk te zijn behandeld in vergelijking met collega’s aan wie wél een dergelijk verlof was toegestaan.^{60, 61}

Zowel voor het personeel van de binnendiensten⁶² als van de buitendiensten⁶³ van de VSSE bestaat er een duidelijk reglementair kader aangaande deze vorm van verloven. Soms betreft de toekenning ervan een recht, in andere gevallen dan weer een gunst waarbij voorafgaand een ‘machtiging’ vereist is of waarbij de

⁶⁰ Omdat er eerst sprake van was dat andere personen een soortgelijke klacht zouden indienen, besloot het Vast Comité I te wachten met het onderzoek. Toen evenwel bleek dat er zich geen andere klagers aandienden, opende het Comité zijn toezichtonderzoek op 8 februari 2012. Het werd midden 2012 afgesloten.

⁶¹ De betrokkenen wenste bij toepassing van artikel 40, laatste lid, W.Toezicht dat zijn identiteit beschermd zou worden.

⁶² Artt. 99-112 KB van 19 november 1998 betreffende de verloven en afwezigheden toegestaan aan de personeelsleden van de Rijksbesturen en Omzendbrief nr. 476 van 28 mei 1999 van de minister van Ambtenarenzaken (BS 17 juni 1999). De omzendbrief vermeldt bijvoorbeeld dat *‘De minister van Ambtenarenzaken [...] het karakter van algemeen belang van de opdracht nog slechts [zal] kunnen erkennen, indien de minister onder wie de ambtenaar ressorteert het belang aantont dat het land, de regering of de administratie heeft bij het vervullen van de opdracht’*.

⁶³ Artt. 184 en 187 KB van 13 december 2006 houdende het statuut van de ambtenaren van de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat en de dienstnota’s van 20 februari 2007 en 7 december 2007 van de VSSE. Deze dienstnota’s vermelden onder andere dat *‘er een algemeen belang moet zijn dat voldoende aangetoond moet worden en dat er ook een belang/een meerwaarde voor de dienst moet bestaan dat/die aangetoond moet worden’*. Verder wordt gesteld dat *‘elk dossier ad hoc [wordt] beoordeeld en geplaatst binnen de situatie zoals deze zich op dat moment voordoet binnen de Veiligheid van de Staat en worden de gevolgen van het toestaan van het verlof voor opdracht van algemeen belang voor de organisatie van de diensten van de Veiligheid van de Staat geëvalueerd. Hiermee wordt bedoeld dat o.a. rekening gehouden wordt met de personeelsituatie binnen de sectie/bijzondere eenheid waartoe het personeelslid behoort, de functie die het personeelslid bekleedt’*.

opdracht wordt ‘toevertrouwd’. De criteria waarbinnen de bevoegde overheid verloven al of niet kan toestaan, werden – zeker wat betreft de buitendiensten – vrij nauwkeurig omschreven.⁶⁴

Ondanks het verschil in explicitering van de regels wat betreft de binnen- en de buitendiensten, wees het Vast Comité I op het feit dat het gevoerde beleid inzake het toestaan van verloven voor opdracht voor beide personeelsgroepen op dezelfde leest geschoeid was en als dusdanig dezelfde regels en filosofie volgde. Ook de procedure voor de afhandeling van de verlofaanvragen was identiek voor beide groepen, met dien verstande dat voor de Buitendiensten – naast het advies van de HR-dienst – een bijkomend advies werd verleend door de Directeur Operaties. Bij het formuleren van adviezen werd, naast de problematiek van het algemeen belang en de meerwaarde voor de dienst, ook rekening gehouden met de weerslag van de opdracht op de werking van de dienst waarin de aanvrager tewerkgesteld is. In de Buitendiensten kwam daarbij dat de uit de dienst afwezige personeelsleden niet door contractuelen konden vervangen worden. Ook de impact van de afwezigheden op de uitvoering van BIM-methoden was een factor die in rekening werd gebracht.

Tussen 2007 en 2012 dienden 27 personen een aanvraag voor verlof in voor functies binnen de EU, de NAVO, de UNO, de OVSE, het Europees Defensie Agentschap en het Internationaal Strafhof.⁶⁵ In de binnendiensten betrof het in totaal drie kandidaten voor twee opdrachten. Twee medewerkers kregen het gevraagde verlof. In de buitendiensten vroegen 24 personen een verlof aan en dit voor 16 verschillende functies.

Alhoewel het Comité moest vaststellen dat het aantal personeelsleden van de VSSE dat een verlof voor opdracht uitvoerde in vergelijking met de andere federale overheidsdiensten verhoudingsgewijs hoger lag, betrof het slechts minder dan 1% van het totale personeelsbestand. Deze personeelsleden kregen op deze manier een unieke kans om nuttige (internationale) ervaring op te doen en netwerken uit te bouwen, hetgeen zowel voor de betrokken als voor de VSSE een pluspunt kan vormen. De aanwezigheid van een dergelijke meerwaarde wordt, naar oordeel van het Comité, terecht bij de beoordeling van de aanvragen voor een opdracht (of voor de verlenging ervan) in rekening gebracht.

Het Comité stelde ten slotte vast dat de VSSE de aanvragen voor verlof voor opdracht op een rechtmatige wijze behandelde: de gehanteerde criteria lagen vooraf vast, de beslissingen werden afdoende gemotiveerd en er waren geen aan-

⁶⁴ In zijn arrest van 24 april 2012 (Zinzen, nr. 219.010) stelde de Raad van State dat de door de VSSE gehanteerde criteria volstaan om beslissingen te nemen in het kader van de al dan niet toekenning van verloven voor opdracht van algemeen belang.

⁶⁵ Er zijn nog functies naar welke medewerkers van de VSSE kunnen gedetacheerd worden. Wij denken bijvoorbeeld aan Europol, het OCAD en de Dienst Enquêtes van het Vast Comité I. In deze gevallen wordt de betrokken doorbetaald door de VSSE (eventueel met terugvordering op de dienst waar de persoon effectief is tewerkgesteld), terwijl bij een verlof voor opdracht van algemeen belang, de lonen uitgekeerd worden door de tewerkstellende dienst.

Hoofdstuk II

wijzingen dat de aanvragen ongelijk zouden worden behandeld. Wel viel te noteren dat een aantal personen die hun (verlenging van hun) aanvraag geweigerd zagen, de dienst verlieten. Dit fenomeen, dat mede beïnvloed was door een aantal externe factoren – zoals bijvoorbeeld het verschil in loon tussen de VSSE en dit van bepaalde internationale instellingen – was evenwel zeer beperkt en in die zin niet problematisch.

II.7. TOEZICHTONDERZOEKEN WAAR IN DE LOOP VAN 2012 ONDERZOEKSDADEN WERDEN GESTELD EN ONDERZOEKEN DIE IN 2012 WERDEN OPGESTART

Dit onderdeel bevat een opsomming en een korte situering van alle in 2012 opgestarte onderzoeken en van die onderzoeken waaraan tijdens het werkingsjaar 2012 werd verder gewerkt maar die nog niet konden worden afgerond.

II.7.1. ONDERZOEK MET BETrekking tot de activiteiten van de ADIV in AFGHANISTAN

In december 2001 besliste België om toe te treden tot de internationale vredesmacht ISAF (*International Security Assistance Force*) in Afghanistan. Sindsdien zijn Belgische militairen gestationeerd op het vliegveld van de hoofdstad Kaboel en de Noord-Afghaanse provincie Kunduz. Vanaf 2008 opereren vanuit Kandahar Belgische F-16 gevechtsvliegtuigen.⁶⁶

Uit een briefing van de ADIV over de situatie ter plaatse, bleek dat de dienst heel wat inlichtingenmethoden (HUMINT, OSINT, IMINT, SIGINT...) inschakelde en er nauw samenwerkte met inlichtingendiensten van andere landen. Met het oog op het krijgen van een totaalbeeld besliste het Comité over te gaan tot de opening van een toezichtonderzoek ‘naar de rol van de ADIV bij de opvolging van de situatie in Afghanistan’. Daarbij zijn topics als het ingezette personeel, de gehanteerde inlichtingenmethoden, de samenwerking met buitenlandse inlichtingendiensten en de transmissie van inlichtingen aan de orde.

Het Vast Comité I sluit dit toezichtonderzoek midden 2013 af.

⁶⁶ De Belgische regering besliste eind 2011 om vanaf 2012 aan te vatten met de terugtrekking van de Belgische soldaten. Eind 2014 komt er een einde aan de ‘veiligheidsmissie’ van internationale troepen in Afghanistan. De NAVO plant een vervolgmissie, die zich vanaf 2015 zal concentreren op vorming en bijstand bij de wederopbouw van het land. Een mogelijke Belgische inbreng aan deze missie staat nog open.

II.7.2. EVALUATIE VAN DE WIJZE WAAROP DE VEILIGHEID VAN DE STAAT HAAR ROL INZAKE DE STRIJD TEGEN PROLIFERATIE EN DE BESCHERMING VAN HET WEP WAARNEEMT

Het Vast Comité I deed reeds meermaals onderzoek naar de problematiek van de strijd tegen de proliferatie⁶⁷ en naar de bescherming van het wetenschappelijk en economisch potentieel (WEP)⁶⁸ door de inlichtingendiensten. De VSSE heeft in beide materies een uitermate belangrijke rol te spelen naar diverse overheidsdiensten toe. Maar de inlichtingen die de VSSE doorgeeft of de wijze waarop er mee wordt omgesprongen, kunnen voor (rechts)personen nadelige gevolgen ressorteren. Daarenboven lopen de belangen die enerzijds gelden in de strijd tegen de proliferatie en anderzijds bij de bescherming van het WEP, niet noodzakelijkerwijs samen. Met dit onderzoek wil het Vast Comité I aan de hand van een concreet geval nagaan of de VSSE in dit kader zorgvuldig tewerk is gegaan. De gekozen casus biedt de mogelijkheid een evaluatie uit te voeren die betrekking heeft op een vrij lange periode.

In 2012 werden in dit toezichtonderzoek diverse onderzoek verrichtingen gesteld (briefings door de inlichtingendiensten, bedrijfsbezoek, onderhoud met experts ter zake...).

II.7.3. VERMEENDE STRAFBARE FEITEN VAN EEN BUITENLANDSE INLICHTINGENDIENST EN DE INFORMATIEPOSITIE VAN DE VSSE

Begin december 2011 wordt het Vast Comité I op de hoogte gebracht van een klacht met burgerlijke partijstelling bij de onderzoeksrechter. De klacht betrof feiten van ontvoering, hechtenis en slagen en verwondingen gepleegd in Nederland en in België en toegedicht aan inlichtingenagenten van een buitenlandse mogendheid.

Hoewel het niet over de wettelijke bevoegdheid beschikt om toezicht uit te oefenen op buitenlandse inlichtingendiensten, achtte het Comité het aangewezen om de informatiepositie van de Veiligheid van de Staat te onderzoeken. De aangeklaagde feiten zouden zich immers gedeeltelijk op Belgisch grondgebied hebben afgespeeld.

Het toezichtonderzoek werd begin 2013 afgesloten.

⁶⁷ Zie bijvoorbeeld VAST COMITÉ I, *Activiteitenverslag 2005*, 8-27; *Activiteitenverslag 2008*, 42-57 en *Activiteitenverslag 2011*, 37-40.

⁶⁸ Zie bijvoorbeeld VAST COMITÉ I, *Activiteitenverslag 2005*, 67 en 98-145 en *Activiteitenverslag 2008*, 60-66.

II.7.4. DE OPVOLGING VAN EXTREMISTISCHE ELEMENTEN IN HET LEGER

Naar aanleiding van briefings gegeven door de ADIV, nam het Vast Comité I kennis van de problematiek van militairen die zich binnen extremistische kringen bewegen en militairen die lid of sympathisant zijn van motorbendes. In diezelfde periode maakte de media gewag van de aanwezigheid van een militant-djihadist bij het Bataljon Ardense Jagers, die met de opgedane ervaring gevechtshandboeken zou hebben opgesteld. Het Comité besloot dan ook een toezichtonderzoek te openen naar *'de opvolging door de ADIV van extremistische militairen binnen de Krijgsmacht'*. Het onderzoek wil nagaan of de ADIV deze problematiek op een efficiënte wijze aanpakt en of ze hierbij de rechten van de burgers respecteert.

Het toezichtonderzoek zal worden afgerekend in de loop van 2013.

II.7.5. DE WIJZE VAN BEHEER, BESTEDING EN CONTROLE VAN DE SPECIALE FONDEN

Eerder werden twee gerechtelijke onderzoeken opgestart naar het eventuele misbruik van gelden bestemd voor de vergoeding van informanten. Daartoe werd de Dienst Enquêtes I ingeschakeld (zie Hoofdstuk VI). Gezien de elementen waarover het Vast Comité I kon beschikken, wezen op mogelijke structurele problemen, werd begin september 2012 beslist een thematisch onderzoek te openen naar *'de wijze van beheer, besteding en controle van de fondsen bestemd voor de vergoeding van informanten van de VSSE en de ADIV'*.

Gelet op de lopende strafonderzoeken, werd het toezichtonderzoek tot nader order opgeschort.

II.7.6. DE VSSE EN HAAR WETTELIJKE OPDRACHT VAN PERSOONSBEZCHERMING

In de marge van het *'gemeenschappelijk toezichtonderzoek naar de dreigingsevaluaties van het OCAD inzake buitenlandse VIP's op bezoek in België'* (*supra*, II.5), diende te worden vastgesteld dat er zich problemen voordeden met de beschikbaarheid van de VSSE bij het uitvoeren van bepaalde beschermingsopdrachten. De VSSE riep hiervoor meermalen dwingende redenen van overbelasting en gebrek aan middelen in.

Daarop besliste het Vast Comité I een toezichtonderzoek te openen waarin wordt bestudeerd of de Veiligheid van de Staat haar persoonsbeschermingsactiviteiten conform de wet invult en of zij daarbij doelmatig te werk gaat.

Het onderzoek bevindt zich in zijn eindfase.

II.7.7. MOGELIJKE REPUTATIESCHADE DOOR UITLATINGEN VAN DE VSSE

In juli 2012 ontving het Vast Comité I een klacht van een particulier over de VSSE. De klager oefende beroepsactiviteiten uit in de sector van de economische informatievergaring en beweerde dat de Veiligheid van de Staat zijn reputatie besmeurde. Deze situatie zou nefaste gevolgen hebben voor zijn professionele relaties.

Op 19 september 2012 opende het Vast Comité I een toezichtonderzoek ‘naar de informatie die de VSSE eventueel heeft verspreid over een particulier’. Het onderzoek werd afgerond in april 2013.

II.7.8. GEMEENSCHAPPELIJK TOEZICHTONDERZOEK NAAR DE JOINT INFORMATION BOX

De oprichting van een zogenaamde *Joint Information Box* (JIB) – goedgekeurd door het Ministerieel Comité voor inlichting en veiligheid – vormde volgens de initiatiefnemers het speerpunt van het ‘Actieplan Radicalisme’. Het betreft een werkbestand dat werd ingeplant bij het OCAD, en dat de ‘structurele verzameling van informatie over entiteiten die in het kader van het Actieplan Radicalisme worden opgevolgd’ tot doel heeft.

In een gezamenlijke vergadering van de Vaste Comités P en I van midden november 2012 werd beslist een toezichtonderzoek te openen ‘over de wijze waarop het OCAD de informatie, opgeslagen in de Joint Information Box (JIB) beheert, analyseert en verspreidt, overeenkomstig de uitvoering van het Plan Radicalisme’.

II.7.9. INLICHTINGAGENTEN EN SOCIALE MEDIA

Eind november 2012 berichtte de media over profielen van medewerkers van de inlichtingendiensten op sociale netwerksites als Facebook en LinkedIn. Daarop verzoekte de Senatoriële Begeleidingscommissie het Vast Comité I een toezichtonderzoek te openen naar ‘wat de omvang is van het fenomeen dat medewerkers van de Veiligheid van de Staat, maar eventueel ook van de ADIV en OCAD, zich hun hoedanigheid van agent van die instellingen bekend maken op Internet via sociale media’. Tevens diende het Comité na te gaan welke risico’s dergelijke bekendmaking met zich kan brengen en in welke mate hiertegen maatregelen kunnen en mogen genomen worden.

Het Vast Comité I nam in december 2012 een aanvang met zijn toezichtonderzoek met betrekking tot de medewerkers van de ADIV en de VSSE. Wat betreft het luik met betrekking tot de medewerkers van het OCAD, werd begin 2013 een gemeenschappelijk toezichtonderzoek opgestart met het Vast Comité P.

HOOFDSTUK III

CONTROLE OP DE BIJZONDERE INLICHTINGENMETHODEN

Artikel 35 § 1, 1° W.Toezicht bepaalt dat het Comité in zijn jaarlijks activiteitenverslag ‘specifiek aandacht [moet besteden] aan de specifieke en de uitzonderlijke methoden voor het verzamelen van gegevens, zoals bedoeld in artikel 18/2 van de wet van 30 november 1998 houdende regeling van de inlichtingen- en veiligheidsdiensten [en] aan de toepassing van hoofdstuk IV/2 van dezelfde wet’.⁶⁹ Dit hoofdstuk behandelt dan ook de inzet van bijzondere inlichtingenmethoden door de beide inlichtingendiensten en de wijze waarop het Vast Comité I zijn jurisdicionele rol in deze waarneemt. Het vormt de verkorte weergave van de twee zesmaandelijkse verslagen die het Comité ten behoeve van de Begeleidingscommissie van de Senaat opstelde.^{70,71}

III.1. CIJFERS MET BETREKKING TOT DE SPECIFIEKE EN UITZONDERLIJKE METHODEN

Tussen 1 januari en 31 december 2012 werden door de twee inlichtingendiensten samen 848 toelatingen verleend tot het aanwenden van bijzondere inlichtingenmethoden, 757 door de VSSE (waarvan 655 specifieke en 102 uitzonderlijke) en 91 door de ADIV (waarvan 67 specifieke en 24 uitzonderlijke).

⁶⁹ Zie voor een besprekking van de bijzondere inlichtingenmethoden en de controle hierop: VAST COMITÉ I, *Activiteitenverslag 2010*, 51-63 en W. VAN LAETHEM, D. VAN DAELE en B. VANGEEBERGEN (eds.), *De Wet op de bijzondere inlichtingenmethoden*, Antwerpen, Intersentia, 2010, 299 p.

⁷⁰ Art. 35 § 2 en 66bis § 2, derde lid, W.Toezicht.

⁷¹ Bij de voorstelling van zijn ‘*Verslag over de toepassing van de specifieke en uitzonderlijke methoden door de inlichtingen- en veiligheidsdiensten en de controle hierop door het Vast Comité I (1 januari tot 31 december 2011)*’, werd het Comité door de Begeleidingscommissie gevraagd om twee ontwerpen van wetsvoorstel tot wijziging van de BIM-Wet voor te bereiden. Het betrof enerzijds een wijziging van de regeling in verband met de identificatie van gebruikers van bepaalde communicatiemiddelen als specifieke methode en anderzijds een wijziging van de hoogdringendheidsprocedure voor specifieke en uitzonderlijke methoden. Een korte voorstelling van deze voorstellen werd opgenomen in hoofdstuk V van dit activiteitenverslag.

Hoofdstuk III

Onderstaande tabel maakt een vergelijking met de cijfers van 2011, zijnde het eerste volledige jaar waarin de BIM-methoden konden worden aangewend.

	ADIV		VSSE		TOTAAL
	Specifieke methoden	Uitzonderlijke methoden	Specifieke methoden	Uitzonderlijke methoden	
2011	60	7	731	33	831
2012	67	24	655	102	848

Behoudens de nuancing die verder in dit verslag zal gemaakt worden (zie III.1.2.1), is het aantal ingezette methoden ongeveer stabiel gebleven. Opvallend is wel de verschuiving naar méér uitzonderlijke methoden: voor allebei de diensten geldt dat deze in 2012 met méér dan factor drie groeiden ten opzicht van het jaar voordien.

In wat volgt, worden per dienst drie grote rubrieken onderscheiden: cijfers over de specifieke methoden, cijfers over de uitzonderlijke methoden en cijfers inzake de dreigingen en te verdedigen belangen die door de methoden geviseerd worden.

III.1.1. TOELATINGEN MET BETREKKING TOT DE ADIV

III.1.1.1. *De specifieke methoden*

AARD SPECIFIEKE METHODE	AANTAL 2011	AANTAL 2012
Betreden van en observeren op of in publiek toegankelijke plaatsen met een technisch middel	7	8
Betreden en doorzoeken van publiek toegankelijke plaatsen met een technisch middel	0	0
Kennisnemen van identificatiegegevens van postverkeer en vorderen medewerking postoperator	0	0
Kennisnemen van identificatiegegevens van elektronisch communicatieverkeer; het vorderen van de medewerking van een operator; of de rechtstreekse toegang tot gegevensbestanden	23	25
Kennisnemen van oproepgegevens van elektronisch communicatieverkeer en het vorderen van de medewerking van een operator	17	30
Kennisnemen van lokalisatiegegevens van elektronisch communicatieverkeer en het vorderen van de medewerking van een operator	13	4
TOTAAL	60	67 ⁷²

⁷² In één geval had de toelating betrekking op een van de beschermden beroepscategorieën, te weten een advocaat, arts of beroepsjournalist.

Controle op de bijzondere inlichtingenmethoden

III.1.1.2. De uitzonderlijke methoden

AARD UITZONDERLIJKE METHODE	AANTAL 2011	AANTAL 2012
Betreden van en observeren in niet publiek toegankelijke plaatsen met of zonder een technisch middel	0	1
Betreden en doorzoeken van niet publiek toegankelijke plaatsen met of zonder een technisch middel	0	0
Oprichten en gebruiken van een fictieve rechtspersoon	0	0
Openmaken en kennismeten van al dan niet aan een postoperator toevertrouwde post	0	0
Verzamelen van gegevens betreffende bankrekeningen en bankverrichtingen	5	7
Binnendringen in een informaticasysteem	0	2
Afluisteren, kennismeten en opnemen van communicaties	2	14
TOTAAL	7	24 ⁷³

III.1.1.3. De belangen en dreigingen die de inzet van de bijzondere methoden rechtvaardigen⁷⁴

De ADIV mag de specifieke en de uitzonderlijke methoden aanwenden in het kader van drie van zijn opdrachten die elk op zich specifieke te vrijwaren belangen behelzen:

- de inlichtingenopdracht die gericht is op dreigingen tegen onder meer de onschendbaarheid van het nationaal grondgebied, de militaire defensieplannen en het wetenschappelijk en economisch potentieel op vlak van defensie (art. 11, 1° W.I&V);
- de opdracht inzake de militaire veiligheid die bijvoorbeeld gericht is op het behoud van de militaire veiligheid van het defensiepersoneel, van de militaire installaties en de militaire informatica- en verbindingssystemen (art. 11, 2° W.I&V);
- de bescherming van militaire geheimen (art. 11, 3° W.I&V).

AARD VAN DE OPDRACHT	AANTAL 2011	AANTAL 2012
Inlichtingenopdracht	38	63
Militaire veiligheid	8	7
Bescherming geheimen	19	21

⁷³ In één geval had de toelating betrekking op een van de beschermd beroepscategorieën, te weten een advocaat, arts of beroepsjournalist.

⁷⁴ Per toelating kunnen meerdere belangen en dreigingen aan de orde zijn.

Hoofdstuk III

Anders dan voor de VSSE, staan de dreigingen waaraan de ADIV aandacht mag of moet besteden, niet in de wet omschreven. Toch vermeldt deze dienst in zijn toelatingen systematisch welke bedreiging wordt geviseerd. Dergelijke transparantie verdient inderdaad aanbeveling. De cijfers tonen aan dat, wat betreft de inzet van bijzondere methoden, de strijd tegen spionage de eerste prioriteit van de militaire inlichtingendienst is gebleven.

AARD DREIGING	AANTAL 2011	AANTAL 2012
Spionage	54	78
Terrorisme (en radicaliseringprocessen)	10	3
Extremisme	3	3
Inmenging	0	2
Criminale organisatie	0	1
Andere	0	5

III.1.2. TOELATINGEN MET BETrekking tot de VSSE

III.1.2.1. *De specifieke methoden*

AARD SPECIFIEKE METHODE	AANTAL 2011	AANTAL 2012
Betreden van en observeren op of in publiek toegankelijke plaatsen met een technisch middel	89	75
Betreden en doorzoeken van publiek toegankelijke plaatsen met een technisch middel	0	1
Kennisnemen van identificatiegegevens van postverkeer en vorderen medewerking postoperator	4	2
Kennisnemen van identificatiegegevens van elektronisch communicatieverkeer; het vorderen van de medewerking van een operator; of de rechtstreekse toegang tot gegevensbestanden	355	254
Kennisnemen van oproepgegevens van elektronisch communicatieverkeer en het vorderen van de medewerking van een operator	237	147
Kennisnemen van lokalisatiegegevens van elektronisch communicatieverkeer en het vorderen van de medewerking van een operator	46	176
TOTAAL	731	655 ⁷⁵

⁷⁵ In zeventien gevallen had de toelating betrekking op een van de beschermde beroepscategorieën, te weten een advocaat, arts of beroepsjournalist. Vorig jaar betroffen het negen gevallen.

Controle op de bijzondere inlichtingenmethoden

Wat betreft de specifieke methoden ingezet door de VSSE, toont de vergelijking met 2011 drie opvallende cijfers: het aantal ‘Kennisnames van identificatiegegevens’ en ‘Kennisnames van oproepgegevens’ daalde significant terwijl het aantal ‘Kennisnames van lokalisatiegegevens’ sterk steeg. Een gedeeltelijke verklaring hiervoor is mogelijks te vinden in de wijze waarop de VSSE heeft gereageerd op een bepaalde rechtspraak van het Vast Comité I. Het jurisdictioneel orgaan had namelijk vastgesteld dat de VSSE er van de operatoren ongevraagd lokalisatiegegevens bijkreeg wanneer zij oproep- of identificatiegegevens opvroeg. Aangezien het opvragen van lokalisatiegegevens een te onderscheiden methode vormt, riep het Comité een halt aan deze praktijk. Naar alle waarschijnlijkheid is de VSSE vervolgens de lokalisatiegegevens explicet gaan opvragen, omdat zij interessante informatie konden opleveren.

Een ander element dat aandacht verdient, heeft te maken met de gehanteerde telling. 274 identificaties van oproepgegevens werden immers niet meegeteld omdat ze waren opgenomen in de toelating tot ‘Kennisnames van oproepgegevens’. Vorig jaar waren er dat slechts 116. Wanneer we alsnog met deze cijfers rekening houden, dan is er niet langer sprake van een daling van het aantal ‘Kennisnames van identificatiegegevens’ maar wel van een stijging.

III.1.2.2. De uitzonderlijke methoden

AARD UITZONDERLIJKE METHODE	AANTAL 2011	AANTAL 2012
Betreden van en observeren in niet publiek toegankelijke plaatsen met of zonder een technisch middel	2	8
Betreden en doorzoeken van niet publiek toegankelijke plaatsen met of zonder een technisch middel	3	6
Oprichten en gebruiken van een fictieve rechtspersoon	0	0
Openmaken en kennismeten van al dan niet aan een postoperator toevertrouwde post	4	12
Verzamelen van gegevens betreffende bankrekeningen en bankverrichtingen	10	16
Binnendringen in een informaticasysteem	3	10
Afluisteren, kennismeten en opnemen van communicaties	11	50
TOTAAL	33	102 ⁷⁶

De cijfers tonen – net zoals voor de ADIV – een opvallende stijging van het aantal tapmaatregelen: 50 in 2012 tegenover 11 in 2011. Maar ook de andere uitzonderlijke methoden werden veel vaker gemachtigd.

⁷⁶ In vijf gevallen had de toelating betrekking op een van de beschermd beroepscategorieën, te weten een advocaat, arts of beroepsjournalist.

Hoofdstuk III

Voor het eerst werden twee machtigingen verleend door de bevoegde minister, en dit omdat de BIM-Commissie niet kon zetelen (zie ook III.2.2.1).

III.1.2.3. *De belangen en dreigingen die de inzet van de bijzondere methoden rechtvaardigen⁷⁷*

De VSSE mag slechts optreden ter vrijwaring van volgende belangen:

- de inwendige veiligheid van de Staat en het voortbestaan van de democratische en grondwettelijke orde;
- de uitwendige veiligheid van de Staat en de internationale betrekkingen;
- de vrijwaring van de essentiële elementen van het wetenschappelijk of economisch potentieel.

AARD BELANG	AANTAL 2011	AANTAL 2012
De inwendige veiligheid van de Staat en het voortbestaan van de democratische en grondwettelijke orde	694	704
De uitwendige veiligheid van de Staat en de internationale betrekkingen	571	693
De vrijwaring van de essentiële elementen van het wetenschappelijk of economisch potentieel	24	15

Volgende tabel geeft een beeld van de (potentiële) dreigingen die de VSSE viseerde bij de inzet van specifieke en uitzonderlijke methoden. Uiteraard kan één methode gericht zijn tegen meerdere dreigingen. De VSSE kan de specifieke methoden aanwenden in het kader van alle dreigingen die tot haar bevoegdheid behoren (art. 8 W.I&V). Uitzonderlijke methoden mogen niet ingezet worden in het kader van het extremisme en de inmenging. Zij zijn wel toegelaten in het kader van het aan het terrorisme voorafgaande radicaliseringssproces (art. 3, 15° W.I&V).

AARD DREIGING	AANTAL 2011	AANTAL 2012
Spyrage	193	243
Terrorisme (en radicaliseringssprocessen)	371	288
Extremisme	319	177
Proliferatie	17	28
Schadelijke sektarische organisaties	4	7
Inmenging	3	10
Criminele organisaties	3	5

⁷⁷ Per toelating kunnen meerdere belangen en dreigingen aan de orde zijn.

Controle op de bijzondere inlichtingenmethoden

Deze cijfers zijn belangrijk in vergelijking met de telling van 2011. Net zoals bij de ADIV werden beduidend minder BIM-methoden gemachtigd in de strijd tegen ‘terorisme’ maar ook tegen het ‘extremisme’. In 2012 nam de aandacht (althans wat betreft de BIM) voor de dreiging ‘spionage’ toe: van 193 naar 243.

III.2. DE ACTIVITEITEN VAN HET VAST COMITÉ I ALS JURISDICTIONEEL ORGAAN EN ALS PREJUDICIEEL ADVIESVERLENER

III.2.1. DE CIJFERS

Het Vast Comité I kan op vijf manieren worden gevat om zich uit te spreken over de wettelijkheid van bijzondere inlichtingenmethoden (art. 43/4 W.I&V):

- op eigen initiatief;
- op verzoek van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer;
- op klacht van een burger;
- van rechtswege als de BIM-Commissie een specifieke of een uitzonderlijke methode wegens onwettigheid heeft geschorst en de exploitatie van de gegevens heeft verboden;
- van rechtswege als de bevoegde minister een toelating heeft verleend op basis van artikel 18/10 § 3 W.I&V.

Daarnaast kan het Comité ook gevat worden in zijn hoedanigheid van ‘prejudicieel adviesverlener’ (art. 131bis, 189^{quater} en 279bis Sv.). Desgevraagd geeft het Comité een advies over de al dan niet rechtmatigheid van aan de hand van specifieke of uitzonderlijke methoden ingewonnen inlichtingen die in een strafzaak worden gebruikt. De beslissing om een advies te vragen berust bij de onderzoeksgerichten of de strafrechters. Strikt genomen treedt het Comité alsdan niet op als jurisdictioneel orgaan.

WIJZE VAN VATTING	AANTAL 2011	AANTAL 2012
1. Op eigen initiatief	13	19
2. Privacycommissie	0	0
3. Klacht	0	0
4. Schorsing door BIM-Commissie	15	17
5. Toelating minister	0	2
6. Prejudicieel adviesverlener	0	0
TOTAAL	28	38

Hoofdstuk III

Eens gevat, kan het Comité verschillende soorten (tussen)beslissingen nemen. In twee gevallen (1. en 2. hieronder) wordt evenwel een beslissing genomen vóór de eigenlijke vatting.

1. Nietigheid van de klacht wegens vormgebrek of afwezigheid van een persoonlijk en rechtmatig belang (art. 43/4, eerste lid, W.I&V);
2. Beslissing om geen gevolg te geven aan een klacht die kennelijk niet gegrond is (art. 43/4, eerste lid, W.I&V);
3. Schorsing van de betwiste methode in afwachting van een definitieve beslissing (art. 43/4, laatste lid, W.I&V);
4. Vordering tot bijkomende informatie ten aanzien van de BIM-Commissie (43/5 § 1, eerste tot derde lid, W.I&V);
5. Vordering tot bijkomende informatie ten aanzien van de betrokken inlichtingendienst (43/5 § 1, derde lid, W.I&V);
6. Onderzoeksopdracht voor de Dienst Enquêtes I (art. 43/5 § 2 W.I&V). In deze rubriek wordt niet verwezen naar de veelvuldige bijkomende informatie die door de Dienst Enquêtes I wordt ingewonnen vóór de eigenlijke vatting en dus op eerder informele wijze ;
7. Horen van de BIM-Commissieleden (art. 43/5 § 4, eerste lid, W.I&V);
8. Horen van het diensthoofd of de leden van de betrokken inlichtingendienst (art. 43/5 § 4, eerste lid, W.I&V);
9. Beslissing over geheimen die betrekking hebben op een lopend opsporings- of gerechtelijk onderzoek waarvan de leden van de inlichtingendiensten drager zijn, na overleg met de bevoegde magistraat (art. 43/5 § 4, tweede lid, W.I&V);
10. Uitspraak door de voorzitter van het Vast Comité I, na het diensthoofd te hebben gehoord, indien het lid van de inlichtingendienst meent het geheim waarvan hij drager is te moeten bewaren omdat de onthulling ervan nadelig is voor de bescherming van de bronnen, de bescherming van de persoonlijke levenssfeer van derden of de vervulling van de opdrachten van de inlichtingendienst (art. 43/5 § 4, derde lid, W.I&V);
11. Stopzetting van een methode indien ze nog steeds in uitvoering is of indien zij werd geschorst door de BIM-Commissie en bevel dat de gegevens die met deze methode werden verkregen niet mogen worden geëxploiteerd en dienen te worden vernietigd (art. 43/6 § 1, eerste lid, W.I&V);
12. Gedeeltelijke stopzetting van een toegelaten methode. Hier wordt de situatie bedoeld waarbij bijvoorbeeld één methode in tijd wordt beperkt, niet de situatie waarbij in één toelating van een diensthoofd meerdere methoden worden gemachtigd en het Comité slechts één ervan stopzet.
13. Gehele of gedeeltelijke opheffing van de schorsing en het verbod die door de BIM-Commissie was uitgesproken (art. 43/6 § 1, eerste lid, W.I&V). Dit houdt in dat de door het diensthoofd toegelaten methode door het Comité wel (gedeeltelijk) wettelijk, proportioneel en subsidiair werd bevonden;
14. Onbevoegdheid van het Vast Comité I;

Controle op de bijzondere inlichtingenmethoden

15. Ongegrondheid van de aanhangige zaak en geen stopzetting van de methode;
16. Advies als prejudicieel adviesverlener (artt. 131bis, 189quater en 279bis Sv.).

Het Vast Comité I moet binnen een termijn van een maand volgend op de dag waarop het werd geadviseerd een definitieve uitspraak doen (art. 43/4 W.I&V). In alle dossiers werd die termijn gerespecteerd.

AARD VAN DE BESLISSING	2011	EIND-BESLISSING 2011	2012	EIND-BESLISSING 2012
1. Nietige klacht	0	39	0	38
2. Kennelijk ongegronde klacht	1		0	
3. Schorsing methode	3		1	
4. Bijkomende informatie van BIM-Commissie	4		0	
5. Bijkomende informatie van inlichtingendienst	9		6	
6. Onderzoeksopdracht Dienst Enquêtes I	17		11	
7. Horen BIM-Commissieleden	0		0	
8. Horen leden inlichtingendiensten	1		0	
9. Beslissing m.b.t. geheim van onderzoek	0		0	
10. Gevoelige informatie tijdens verhoor	0		0	
11. Stopzetting methode	12		4	
12. Gedeeltelijke stopzetting methode	7		18	
13. (Gedeeltelijke) opheffing verbod van BIM-Commissie	5		13	
14. Onbevoegd	0		0	
15. Wettige toelating / Geen stopzetting methode / Ongegrond	15		3	
16. Prejudicieel advies	0		0	

Opmerkelijk is dat, ondanks het feit dat het aantal eindbeslissingen van het Comité quasi gelijk is gebleven met vorig jaar, de draagwijde van deze beslissingen grondig verschilt. Daar waar er in 2011 nog vijftien maal werd besloten tot de

Hoofdstuk III

wettigheid van de in het geding zijnde methode, was dit in 2012 slechts driemaal het geval. Dit is zeker het gevolg van het feit dat het Comité het eerste jaar nog dossiers behandelde om het toe te laten principesbeslissingen te nemen, ook al bleek uit het *prima facie* onderzoek geen wettigheidsprobleem; in 2012 heeft het Comité zich niet langer gevat in dergelijke dossiers.

Ander opmerkelijk feit is dat in dertien gevallen de schorsing die was uitgesproken door de BIM-Commissie, (gedeeltelijk) teniet werd gedaan; in 2011 diende deze maatregel slechts vijfmaal te worden toegepast. Het hogere cijfer is voornamelijk het gevolg van het feit dat het Comité in acht identieke dossiers tot een ander oordeel kwam dat de BIM-Commissie (zie III.2.2.1.1).

III.2.2. DE RECHTSPRAAK

Hieronder wordt de essentie weergegeven van de 38 eindbeslissingen die het Vast Comité I in 2012 nam. De samenvattingen zijn ontdaan van operationele gegevens. Alleen die elementen die van belang zijn voor het juridische vraagstuk worden opgenomen.⁷⁸

De beslissingen werden gegroepeerd onder vijf rubrieken:

- Wettelijke (vorm)vereisten voorafgaandelijk aan de uitvoering van een methode;
- Motivering van de toelating;
- De proportionaliteits- en de subsidiariteitseis;
- Wettelijkheid van de methode met betrekking tot de aangewende technieken, de ingewonnen gegevens, de duur van de maatregel en de aard van dreiging;
- De gevolgen van een onwettig(e) (uitgevoerde) methode.

Indien relevant werden sommige beslissingen onder meerdere rubrieken opgenomen.

III.2.2.1. Wettelijke (vorm)vereisten voorafgaandelijk aan de uitvoering van een methode

Geen bijzondere methode mag aangewend worden zonder voorafgaande schriftelijke toelating van het diensthoofd. In geval van een uitzonderlijke methode dient er daarenboven een ontwerp van machting en een eensluidend advies van de BIM-Commissie voor te liggen. Indien methoden worden ingezet zonder schriftelijke toelating of eensluidend advies, kan het Comité uiteraard optreden.

⁷⁸ Alle beslissingen van het Comité in deze materie worden gemerkt met de vermelding ‘beperkte verspreiding’ of zijn als ‘vertrouwelijk’ geklassificeerd.

III.2.2.1.1. Toelating van de plaatsvervanger van het diensthoofd

Toen de door het diensthoofd tijdelijk als zijn plaatsvervanger aangewezen ambtenaar door ziekte zelf onverwacht afwezig was, tekende een andere ambtenaar diverse toelatingen voor specifieke methoden ‘Pour l’Administrateur général, absent, X, pour X, absent, Y’ (dossiers 2012/1266 tot en met 2012/1273). Omdat artikel 3, 8° W.I&V echter bepaalt dat het diensthoofd, die moet instaan voor de toelatingen, bij verhindering wordt vervangen door ‘*de dienstdoende administrateur-generaal*’ van de VSSE en door ‘*het dienstdoende hoofd*’ wat betreft de ADIV, stelde zich de vraag of aan deze regel tegemoet was gekomen. Het Comité oordeelde dat in de gegeven omstandigheden de methoden wettelijk tot stand waren gekomen omdat ‘les principes de cas de force majeure et de continuité du service public s’appliquant en l’espèce’.⁷⁹

III.2.2.1.2. Toelating door de bevoegde minister

Omwille van de vakantieperiode en van het feit dat er nog steeds geen plaatsvervangers waren aangeduid voor de effectieve leden, besloot de BIM-Commissie om zowel in juli als in augustus slechts één moment te voorzien om de nieuwe dossiers te behandelen. Wanneer de betrokken inlichtingendienst midden juli een uitzonderlijke methode wil inzetten, doet zij onmiddellijk een beroep op de procedure *ex* artikel 18/10 § 3, derde lid, W.I&V (dossiers 2012/1308 en 2012/1309). Deze bepaling laat toe dat, indien de commissie geen advies uitbrengt binnen de termijn van vier dagen na ontvangst van het ontwerp van machtiging, de inlichtingendienst haar minister kan vragen de methode alsnog toe te laten. Gelet op de concrete omstandigheden en op de noodzaak voor de dienst om zijn wettelijke opdrachten te kunnen blijven uitoefenen, had het Comité geen bezwaar tegen het feit dat de minister onmiddellijk werd gevat. Het Vast Comité I merkte nog op dat artikel 18/10 § 3, derde lid, W.I&V slechts voorziet in de toelating van de minister ‘sans poser d’autres exigences telles que celles prévues par l’article 18/10 § 1^{er}; Que [le ministre] a autorisé la méthode exceptionnelle en apposant sa signature sur la décision’.⁸⁰ Wel had de minister nagelaten in zijn toelating te vermelden op welke tijdstippen de inlichtingendienst verslag moest uitbrengen over het verloop van de methode en dit conform artikel 18/10 § 3, vierde lid, W.I&V. Het Comité oordeelde echter ‘que cette omission n’affecte pas la légalité de la décision, ni l’autorisation donnée par [le ministre]’.⁸¹

⁷⁹ ‘de principes van overmacht en van de continuïteit van de openbare dienst in casu van toepassing zijn’ (vrije vertaling).

⁸⁰ ‘zonder andere eisen te stellen zoals deze voorzien in artikel 18/10 § 1: Dat [de minister] de uitzonderlijke methode heeft gemachtigd door zijn handtekening te plaatsen op de beslissing’ (vrije vertaling).

⁸¹ ‘dat deze omissie niet raakt aan de wettelijkheid van de beslissing, noch aan de toelating verleend door [de minister]’ (vrije vertaling).

III.2.2.1.3. Methode niet gedekt door de toelating of machtiging

In de referenteperiode moest het Comité zich viermaal uitspreken over dossiers waarbij een vergissing of overmacht aan de basis lag van het feit dat de limieten van het wettelijke mandaat in de praktijk niet werden gerespecteerd.

In een eerste dossier (2012/902) had het diensthoofd de toelating verleend om een gebouw te observeren gedurende een welbepaalde periode. Het observatie-dispositief stond opgesteld bij een persoon die hiervoor zijn medewerking had verleend. Maar door diens afwezigheid kon het apparaat niet tijdig worden verwijderd. Er werden dan ook, buiten de wil van de dienst om, gedurende een aantal dagen ‘observaties’ verricht die niet gedekt waren door de toelating. Het diensthoofd meldde spontaan aan de BIM-Commissie dat deze beelden werden gewist van zodra het dispositief kon worden weggenomen. De BIM-Commissie besloot tot de gedeeltelijke schorsing van de methode, met name voor het gedeelte dat buiten de oorspronkelijke toelating viel. Het Comité sloot zich hierbij aan.

In het tweede dossier (2012/1058) wenste het diensthoofd over te gaan tot het opsporen van oproepgegevens van de gsm van een bepaalde *target*. Voor de uitvoering van de methode vorderde de inlichtingendienst de medewerking van een andere instantie. Door een administratieve vergissing startte die instantie echter een telefoontap. Wanneer de fout de volgende dag aan het licht komt, vraagt de inlichtingendienst onmiddellijk de stopzetting van de methode. De betrokken instantie wist daarop alle opgeslagen gegevens. Het Comité oordeelde ‘dat de aldus geïnterceerde communicaties, ook al werden zij niet aan de [inlichtingendienst] meegedeeld en luidens schriftelijk rapport van [de gevorderde instantie] onmiddellijk na de vaststelling van de vergissing gewist, uiteraard onwettig zijn bekomen en dit bij gebreke aan rechtsgeldige beslissing’. Telefoontap vormt immers een uitzonderlijke methode en hiervoor was geen rechtsgeldige beslissing vorhanden.

Een inlichtingendienst werd gemachtigd gedurende twee maanden twee gsm’s af te luisteren (dossier 2012/1136). Al op de tweede dag merkt de dienst dat er een materiële vergissing in het spel is: één van de twee geïnterceerde nummers is niet het nummer dat in de machtiging is vermeld. Het diensthoofd beveelt onmiddellijk de stopzetting. Hij brengt hiervan de Commissie op de hoogte die op haar beurt de gedeeltelijke schorsing beveelt. Het Comité erkent de materiële vergissing en sprak op zijn beurt de gedeeltelijke stopzetting van de methode uit.

In een laatste dossier (2012/1435) ontdekt het diensthoofd dat naar aanleiding van een wettelijk toegelaten tapmaatregel bepaalde inlichtingen zijn bekomen die geen betrekking hadden op de *target*. Dit was het gevolg van een foutieve manipulatie door de gevorderde operator. De BIM-Commissie schorste daarop gedeeltelijk de methode en legde een verbod op om die gegevens te exploiteren. Het Vast Comité I bevestigde het exploitatieverbod en beval de vernietiging van de betrokken gegevens, maar hief het verbod van de Commissie op ‘*[a]ttendu que la déci-*

*sion du chef de service est légale; que le problème de légalité a pour origine une erreur non [du service de renseignement] mais de l'opérateur requis, qu'en conséquence il n'y a pas lieu de suspendre la méthode.*⁸²

III.2.2.1.4. Een uitzonderlijke methode zonder voorafgaande machtiging

Een inlichtingenagent kon kortstondig beschikken over een digitale gegevensdrager. Hij maakte onmiddellijk gebruik van deze opportuniteit om gegevens te kopiëren alvorens de drager terug te plaatsen. Deze handeling vormt echter de uitzonderlijke methode *ex artikel 18/16 § 1, 1° tot 4°, W.I&V* en vereist bijgevolg een voorafgaande machtiging. Dergelijke machtiging was echter nooit verleend (dossier 2012/1371). Het diensthoofd beriep zich hiervoor op de rechtsfiguur van de noodtoestand. Hij was van oordeel dat de wettelijke voorschriften materialiter niet konden nageleefd worden binnen het korte tijdsbestek waarover zijn dienst beschikte. Het Comité oordeelde echter dat '*de verkeerdelijk als noodtoestand omschreven rechtsfiguur van overmacht in casu geenszins kan worden bijgetreden. Dat de wetgever de aanwending van de meest invasieve methoden van informatie-garing met klem afhankelijk heeft gemaakt van de naleving van zeer strikte en duidelijk omschreven voorwaarden, evenzeer in het overigens expliciet voorziene geval van uiterste hoogdringendheid. Dat het dienvolgens de inlichtingendiensten toe-komt de nodige schikkingen te treffen en de nodige flexibiliteit en inventiviteit aan de dag te leggen om binnen redelijkerwijs voorzienbare situaties legaal te kunnen opereren, ook en zelfs a fortiori voor het geval die zich bij hoogdringendheid zouden voordoen. [...] Dat het Vast Comité I er ten gene dele van overtuigd is dat mits een efficiënte inzet van de huidige communicatiemiddelen, het voorhanden hebben van anticipatieve scenario's en een adequate coördinatie van de inspanningen, een tij-dige schriftelijke machtiging en een eensluidend advies in het specifieke geval van [de methode] redelijkerwijze volstrekt onmogelijk zouden zijn geweest.*' Daarenboven merkte het Vast Comité I op dat het diensthoofd had nagelaten de methode te schorsen en de BIM-Commissie in kennis te stellen van zodra hij de onwettigheid had vastgesteld.

III.2.2.1.5. Voorafgaande kennisgeving van de BIM-Commissie

Een specifieke methode mag pas effectief worden aangewend na kennisgeving van de gemotiveerde beslissing van het diensthoofd aan de BIM-Commissie. Omdat de betrokken inlichtingendienst reeds was overgegaan tot de aanwending van de methode vooraleer die kennisgeving had plaatsgevonden, werd besloten tot de gedeeltelijke vernietiging: de gegevens die waren ingezameld vóór de effec-

⁸² ‘Overwegende dat de beslissing van het diensthoofd wettig is; dat aan de oorsprong van het wet-tigheidsprobleem een vergissing ligt, niet van de [inlichtingendienst] maar van de gevorderde operator; dat bijgevolg de methode niet moet geschorst worden.’ (vrije vertaling).

Hoofdstuk III

tieve kennisgeving aan de Commissie waren immers op onwettige wijze verkregen (dossier 2012/1662).

III.2.2.2. Motivering van de toelating

III.2.2.2.1. Geen enkele motivering

In zeven dossiers (2012/1289, 2012/1290, 2012/1293, 2012/1296, 2012/1299, 2012/1300 en 2012/1310) had het diensthoofd de beslissing genomen om over te gaan tot het opsporen van oproepgegevens van gsm-nummers, tot identificatie van de titularissen van de bekomen nummers, alsook tot de lokalisatie van al deze personen. Het betrof met andere woorden drie afzonderlijke methoden. De aanwending van specifieke methoden vereist echter een voorafgaande, schriftelijke beslissing van het diensthoofd die met redenen moet omkleed zijn. Omdat ‘*deze bepaling geen louter vormvoorschrift is, nu zij er immers toe strekt te waarborgen dat de legaliteit van de beslissing, inbegrepen de subsidiariteit en de proportionaliteit van de in te zetten methode, kan worden nagegaan*’, besloot het Comité de zeven methoden gedeeltelijk stop te zetten nu wat betreft de lokalisatie in de beslissingen immers ‘*niet de minste verantwoording*’ werd gegeven.

III.2.2.2.2. Geen draagkrachtige motivering

De betrokken inlichtingendienst wenste over te gaan tot het opsporen van inkomende en uitgaande oproepgegevens van het communicatiemiddel van een persoon die de ‘vermoedelijke pion’ zou zijn van een derde die – ondanks het feit dat hij reeds gedurende langere periode werd gevolgd – ‘vermoedelijk’ inlichtingenactiviteiten verricht, zonder dat hiervoor een concreet element naar voor werd geschoven (dossier 2011/841). Zoals voor elke specifieke methode moet er een potentiële dreiging vorhanden zijn (art. 18/3 § 1 W.I&V) ‘*die evident in de beslissing haar weerslag moet vinden, aangezien deze met redenen moet omkleed zijn*’. In dit dossier was niet aan deze voorwaarde voldaan.

In dossier 2011/843 kwam het Comité tot hetzelfde besluit. In de toelating had het diensthoofd ‘*een loutere hypothese*’ geformuleerd ‘*alsook een gemeenplaats die kan opgaan voor elke [gelijkaardige beroepsbeoefenaar]*’. ‘*Dat er volgens de W.I&V voor de aanwending van een specifieke methode echter meer moet zijn, nl. een gemotiveerde potentialiteit. Dat m.a.w. moet worden aangetoond dat de gebeurlijke dreiging niet louter in de verbeelding bestaat. Dat er dan ook elementen dienen te worden aangedragen die deze mogelijkheid redelijkerwijs kunnen schragen.*’ Aangezien in de beslissing noch in de bijkomende door het Vast Comité I verkregen informatie aanwijzingen te vinden waren die de veronderstellingen redelijkerwijs aannemelijk konden of zouden kunnen maken, werd de methode stopgezet.

In twee andere dossiers (2012/1039 en 2012/1040) was de BIM-Commissie op basis van het dossier en van bijkomende informatie overgegaan tot de schorsing

*'au motif que la gravité de la menace potentielle ne ressort pas suffisamment du dossier, qu'il n'apparaît pas clairement quelle menace représente le target et que la lettre n'apporte pas les éléments suffisants demandés.'*⁸³ Desondanks vraagt het Comité bijkomende informatie bij de betrokken dienst. Hieruit bleek wel degelijk dat het *'ne s'agit pas d'une simple activité de lobbying; que le but de la méthode est de vérifier si le target tente de recruter des agents pour les services de renseignement étranger, comme les contacts qu'il a semblraient l'indiquer.'*⁸⁴ Omdat er wel degelijk een potentiële dreiging bestond met betrekking tot de *target*, werd de schorsing opgeheven.

III.2.2.3. Ambiguïteit in de motivering

Een inlichtingendienst wenste over te gaan tot de observatie van één persoon én van verschillende locaties (dossier 2011/855). De persoon was weliswaar niet volledig geïdentificeerd, doch voldoende aanwijsbaar zodat het Comité geen wettigheidsbezoera zag in deze methode. Ook de observatie van de ingang van een als dusdanig gekend lokaal van de extremistische beweging waarvan de *target* deel uitmaakte, vormde geen probleem. Anders was het met de toelating om, van zodra het adres van de *target* kon worden achterhaald, ook de toegangsdeur tot zijn domicilie te observeren, net zoals alle plaatsen die hij frequenteerde. Bij gebreke aan enig concreet adres kon het Comité niet uitmaken of het om de observatie van/in private plaatsen toegankelijk voor het publiek zou gaan, dan wel een observatie in private plaatsen niet toegankelijk voor het publiek (bijvoorbeeld indien de te observeren locatie zelf gelegen zou zijn in een omsloten *compound*). Dit laatste vormt geen specifieke maar een uitzonderlijke methode. Aangezien aan de voorwaarden inzake de aanwending van een uitzonderlijke methode niet was voldaan, was de toelating op dit vlak inhoudelijk ambigu en werd zij voor dit gedeelte als onwettig beoordeeld.

In een ander dossier (2012/1371) wenste een inlichtingendienst over te gaan tot de kennisname van geïnformatiseerde gegevens. Aangezien dit een uitzonderlijke methode vormt, moeten *'de bedreigingen, nader omschreven in art. 18/9 W.I&V, ernstig van aard zijn'*. Het Vast Comité I oordeelde dat de geponeerde ernst van de dreiging incompatibel was met de vaststelling dat vijftien dagen werd gewacht om de gegevens uit te lezen.

⁸³ *'met als reden dat de ernst van de potentiële dreiging niet voldoende blijkt uit het dossier, dat niet duidelijk blijkt welke dreiging de target vertegenwoordigt en dat de brief niet de gevraagde voldoende elementen bijbrengt.'* (vrije vertaling).

⁸⁴ *'niet gaat om een eenvoudige lobbyactiviteit; dat het doel van de methode erin bestaat na te gaan of de target agenten voor een buitenlandse inlichtingendienst probeert te rekruteren, zoals de contacten die hij heeft, schijnen aan te tonen.'* (vrije vertaling).

Hoofdstuk III

III.2.2.4. Versterkte motivering in geval van een tweede verlenging

Artikel 18/10, § 5 W.I&V bepaalt dat elke tweede en navolgende verlenging van een uitzonderlijke methode slechts mogelijk is indien bijzondere omstandigheden die verlenging noodzaken. Deze bijzondere redenen moeten daarenboven in de beslissing zelf opgenomen worden.

In een bepaald dossier (2012/1230) maakte de machtiging van de tweede verlenging om bankgegevens in te kijken weliswaar melding van de – door het Vast Comité I bijgetreden – redenen die de inzet van de methode rechtvaardigden, maar de bijzondere omstandigheden werden omzeggens niet geëxpliciteerd. De redengeving in de betrokken machtiging was *quasi* identiek aan deze uit de twee voorgaande machtigingen. Uit bijkomend onderzoek, verricht door het Vast Comité I overeenkomstig artikel 43/5 W.I&V, bleek dat de bij wet vereiste bijzondere omstandigheden wel degelijk en genoegzaam vorhanden waren. Daarom oordeelde het Comité dat ‘*de machtiging wettig is, zij het dat op formeel vlak slechts op een bijzonder rudimentaire wijze werd tegemoetgekomen aan het in artikel 18/10 § 5 W.I&V bepaalde. Dat het dienvolgens de voorkeur verdient erover te waken dat al de bijzondere omstandigheden ab initio in de beslissing worden opgenomen en hun bestaan en aard niet pas ingevolge een vatting van het Vast Comité I nader dienen te worden achterhaald.*

III.2.2.3. De proportionaliteits- en de subsidiariteitseis

Het Comité sprak zich viermaal uit over de vraag of een toegelaten methode in verhouding stond met de ernst van de dreiging (proportionaliteit) en of het door een methode beoogde doel niet op een minder ingrijpende manier kon bereikt worden (subsidiariteit).

Het dienstroofd van een inlichtingendienst had de toelating verleend om over te gaan tot de identificatie van de communicatiemiddelen waarvan een persoon gebruik maakte (dossier 2012/1040). Daar was niets mis mee (zie hoger III.2.2.2.). Maar in dezelfde beslissing had hij meteen de toelating verleend om twee andere methoden in te zetten die afhankelijk waren van de resultaten van de eerste methode. Het Comité oordeelde evenwel dat ‘*en l’absence d’informations obtenues par la méthode sollicitée soit “l’identification des services de communications électroniques auxquels une personne déterminée est abonnée ou qui sont utilisés habituellement par une personne déterminée” (art. 18/7 § 1, 2° L.R&S), il n’est pas permis de juger du respect des principes de subsidiarité et de proportionnalité et donc de la légalité des deux autres méthodes sollicitées à savoir celles visées par les articles 18/7 § 1, 1° et 18/8 § 1, 1° L.R&S.*’⁸⁵

⁸⁵ ‘gelet op het ontbreken van de informatie verkregen door de gevraagde methode, met name ‘de identificatie van de elektronische communicatiедiensten waarop een bepaald persoon geabonneerd is of die gewoonlijk gebruikt worden door een bepaald persoon (art. 18/7 § 1, 2° W.I&V), is

Hoger (zie III.2.2.2.3) werd reeds het dossier aangehaald waarbij een inlichtingendienst wenste over te gaan tot de observatie van één persoon en van verschillende locaties (dossier 2011/855). Het Comité sanctioneerde deze methode wat betreft de observatie van de toegangsdeur tot de domicilie van de target, net zoals alle plaatsen die hij frequenteert omdat bij gebreke aan enig concreet adres niet kon worden uitgemaakt of het een specifieke dan wel een uitzonderlijke observatie betrof. Daarenboven stelde het Comité dat ‘*de beslissing evenmin de subsidiariteit en de proportionaliteit van de methode tegen de ongekende locaties genoegzaam aantonnt nu deze naar aard als aantal volledig onbepaald zijn*’.

In twee dossiers kwam alleen de problematiek van de subsidiariteit ter sprake (dossiers 2012/903 en 2012/904). Een inlichtingendienst ging over tot de identificatie van een lijst van vaste en mobiele telefoonnummers. Dit is een specifieke methode. Artikel 18/3 § 1 W.I&V stelt echter dat een specifieke methode slechts kan worden aangewend indien gewone methoden ontoereikend worden geacht om de desbetreffende informatie te verzamelen. Het Comité stelde echter vast dat sommige van de vaste telefoonnummers via een gewone methode konden worden geïdentificeerd, met name door een beroep te doen op de openbare dienst 1207 van Belgacom. Met betrekking tot de vaste (en niet de mobiele) telefoonnummers was de toelating dan ook door een onwettigheid aangetast.

III.2.2.4. Wettelijkheid van de methode met betrekking tot de aangewende technieken, de ingewonnen gegevens, de duur van de maatregel en de aard van de dreiging

De inlichtingendiensten kunnen uiteraard niet zomaar elke methode inzetten of techniek aanwenden: deze moeten voorzien zijn in de wet, zijn soms gebonden aan tijdslimieten, kunnen niet steeds voor elke dreiging worden ingezet, mogen niet buiten België worden aangewend ... In enkele beslissingen verduidelijkte het Vast Comité I deze grenzen.

III.2.2.4.1. Maximale wettelijke duur van een methode

De wet bepaalt dat de uitzonderlijke methode die erin bestaat private plaatsen te doorzoeken, niet langer mag duren dan vijf dagen (art. 18/12 § 1, tweede lid, W.I&V). De machtiging van het diensthoofd hield echter een toelating in om gedurende zes dagen een zoeking te verrichten (dossier 2012/972). Het Comité besloot ‘*en conséquence, que la méthode exceptionnelle est illégale pour [...] le sixième jour*’.⁸⁶

het niet mogelijk te oordelen over de naleving van de principes van subsidiariteit en proportionaliteit en dus over de wettelijkheid van de twee andere gevraagde methoden, met name deze bedoeld in de artikelen 18/7 § 1, 1^o et 18/8 § 1, 1^o W.I&V (vrije vertaling).

⁸⁶ ‘*bijgevolg dat de uitzonderlijke methode onwettig was voor [...] de zesde dag*’ (vrije vertaling).

Hoofdstuk III

III.2.2.4.2. Wettelijke mogelijkheden en beperkingen van derden die hun medewerking verlenen bij de uitvoering van bijzondere methoden

In twee dossiers (2012/1455 en 2012/1491) wenste een inlichtingendienst over te gaan tot de lokalisatie van een gsm-toestel. Zij vroeg daarbij de eventuele medewerking van een welbepaalde overheidsdienst. De door deze overheidsdienst hiertoe aangewende techniek houdt echter in dat er eveneens metadata van en naar de gsm worden onderschept of, met andere woorden, signalen die moeten beschouwd worden als communicatie in de zin van de Wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie.

Het Comité merkte op dat de VSSE over de bevoegdheid beschikt om gsm-signalen te capteren en hiervoor een beroep kan doen op een operator van een elektronisch communicatiennetwerk of van een verstrekker van een elektronische communicatiedienst. Maar de specifieke overheidsdienst die *in casu* werd gesolliciteerd, beantwoordde niet aan die kwalificatie. Daarenboven rustte op die dienst een strafrechtelijk gesanctioneerd verbod om kennis te nemen van het bestaan van communicatie zonder toestemming van alle betrokkenen (artt. 124 en 145 Wet 13 juni 2005). Geen van de in artikel 125 van deze wet opgenomen uitzonderingen was op haar van toepassing: ‘*Attendu qu'en effet, l'art. 125 en question ne vise pas, dans ses exceptions, les demandes ou les réquisitions [d'un service de renseignement] alors que ledit article le prévoit explicitement pour le juge d'instruction.*’⁸⁷ Het Comité besloot dan ook dat de methode niet wettig was in de mate waarin ze voorzag in de eventuele medewerking van de bedoelde dienst.

In een ander dossier was ook de vraag aan de orde in welke mate voorzien mag worden in de medewerking van een derde (dossier 2012/1683). De betrokken inlichtingendienst wenste een woning te doorzoeken. De machtiging bepaalde dat dit zou geschieden in samenwerking met een (niet nader genoemd) lid van een (daarin wel nader bepaalde) vreemde inlichtingendienst. Het Comité nam hierover volgende principiële beslissing: ‘*Overwegende nochtans dat art. 15 Grondwet de onschendbaarheid van de woning waarborgt in die mate dat er geen huiszoeking kan plaats hebben dan in de gevallen die de wet bepaalt en in de vorm die zij voorschrijft. Overwegende dat de BIM-wet in het algemeen en in casu art. 18/12 W.I&V in het bijzonder het machtingrech van het diensthoofd uitdrukkelijk beperkt tot de inlichtingen- en veiligheidsdiensten. Dat deze diensten conform art. 2 van dezelfde wet enkel VSSE en de ADIV zijn. Dat bovendien waar art. 18/10, § 2, 6° W.I&V voorschrijft dat de machtiging inzake uitzonderlijke methoden onder meer de vermelding moet inhouden van de namen en de hoedanigheden van de inlichtingenofficieren aangesteld voor de aanwending van de uitzonderlijke methode voor het verzamelen van gegevens, die zich kunnen laten bijstaan door leden van*

⁸⁷ ‘*Overwegende dat immers bedoeld artikel 125 in zijn uitzonderingen niet voorziet in verzoeken of vorderingen door [een inlichtingendienst] terwijl dit artikel dit explicet voorziet wat betreft de onderzoeksrechter.*’ (vrije vertaling).

hun dienst, het duidelijk is dat enkel Belgische inlichtingenofficieren en -agenten een methode mogen aanwenden. Overwegende dat in geval van een gebeurlijke, maar in casu niet uit de machting blijkende noodzakelijke hulp en bijstand door een persoon, vreemd aan de dienst, bij een strafrechtelijk gesanctioneerde schending van de woning (art. 439 e.v. Sw.), de procedure voorzien in art. 13/2, § 2, al. 3 en 5 W.I&V. dient te worden gevuld, in casu quod non. Overwegende dat de thans gemachtigde samenwerking met een persoon, vreemd aan de dienst, bij de uitvoering van de doorzoeking derhalve geen enkele legale basis heeft.

III.2.2.4.3. De aanwending van een niet-wetsconforme tactiek bij een wettige methode

De inlichtingendienst verkreeg de machting om in een niet voor het publiek toegankelijke private plaats te observeren (dossiers 2012/907 en 2012/912). Wanneer het diensthoofd echter verneemt dat met het oog op een zo efficiënt mogelijke inzet van de methoden ook één tactiek wordt aangewend die niet wetsconform is, schorst hij de methode en brengt hij hiervan de BIM-Commissie op de hoogte. Deze bevestigt de schorsing. Aangezien ‘*de bedoelde tactiek inderdaad onder een strafrechtelijke kwalificatie, weze het van administratief-technische aard, lijkt te ressorteren. Dat hij dienvolgens, geen inbreuk zijnde op de wegcode van 01.12.1975, slechts is toegelaten mits voorafgaandelijk en expliciet fiat van de BIM-Commissie. Dat een dergelijke toelating in deze niet voorlag.*’ Het Comité besloot dan ook dat het diensthoofd terecht toepassing had gemaakt van artikel 18/10 § 5, eerste lid, W.I&V dat hem oplegt een uitzonderlijke methode te schorsen indien hij een onwettigheid vaststelt. Wat er vervolgens diende te gebeuren met de reeds verzamelde gegevens, wordt verder besproken (zie III.2.2.5).

III.2.2.5. De gevolgen van een onwettig(e) (uitgevoerde) methode

Artikel 43/6 W.I&V bepaalt dat het Comité, wanneer het de onwettigheid van de beslissingen met betrekking tot specifieke of uitzonderlijke methoden vaststelt, de stopzetting van de betrokken methode beveelt indien deze nog steeds in uitvoering is of indien zij werd geschorst door de commissie alsook het exploitatieverbod en de vernietiging van de aldus bekomen gegevens. In een aantal beslissingen ging het Comité dieper in op de gevolgen van een onwettige methode.

In een eerste zaak (dossier 2012/902) had het diensthoofd een toelating verleend om een gebouw te observeren gedurende een welbepaalde periode (zie ook III.2.2.1.3). Door de afwezigheid van de bewoner van het pand waar het observatieapparaat was geplaatst, kon dit niet tijdig worden verwijderd. Er werd dan ook buiten de wil van de dienst om door het toestel gedurende een aantal dagen verder observaties verricht die niet gedekt waren door de toelating. Het diensthoofd meldde spontaan aan de BIM-Commissie dat zijn dienst deze beelden onmiddellijk had gewist. De BIM-Commissie sprak de gedeeltelijke schorsing uit

Hoofdstuk III

van de methode waardoor het Vast Comité I was gevatt. Het Comité stelde eveneens de onwettelijkheid van de methode vast vanaf het einde van het oorspronkelijke mandaat en beval de vernietiging van de vanaf dat ogenblik ingezamelde gegevens.

In twee identieke zaken (dossiers 2012/907 en 2012/912) stelde zich de vraag wat er diende te gebeuren met de gegevens die waren verkregen naar aanleiding van een methode die op zich wel wettelijk was maar waarbij een tactiek was aangewend die strikt genomen niet toegelaten was (zie III.2.2.4.3). Gelet op de precedentwaarde van de beslissing worden de consideransen hieronder integraal weergegeven: *'Overwegende echter dat de vraag rijst in hoeverre deze strijdigheid van een aspect van een uitvoeringsmodaliteit met de voorschriften van de W.I&V, gebeurlijk ook de wettigheid aantast van de door de behoorlijk gemachtigde observatie verkregen gegevens. Overwegende dat de gegevens ten deze niet verkregen zijn door middel van de inbreuk. Dat deze daartoe evenmin op enigerlei wijze doorslaggevend was. Dat het vergrijp zich louter situeert in een van de gekozen afschermingsmodaliteiten, waarbij werd geopteerd voor de meest efficiënte. Dat daarenboven het belang van de geviseerde dreiging en van de ingewonnen gegevens de ernst van de (administratief-technische) onregelmatigheid ruim overstijgen, dat de inbreuk geen repercussies had op de betrouwbaarheid van de ingewonnen informatie en dat de aangewende tactiek evenmin een bijkomende inbreuk met zich kon brengen op de grondrechten – zoals de privacy – van de personen die het voorwerp waren van de betrokken methode. Overwegende dat alhier dan ook een onderscheid dient te worden gemaakt tussen het gebeurlijk daardoor begane strafbaar feit, dat een eigen sanctionering kent en de sanctionering van de methode op zich. Overwegende dat naar oordeel van het Vast Comité I de eigenlijke verkrijging van de gegevens in se niet is behept met een onwettigheid. Dat echter uiteraard terecht een einde moe(s)t worden gesteld aan de onwettelijke praktische modaliteit naar aanleiding van de methode.'*

In een ander geval (dossier 2012/1371) was de vraag aan de orde of een methode die verder bouwt op illegaal verkregen gegevens, zelf kan gemachtigd worden. De betrokken inlichtingendienst wenste namelijk over te gaan tot het uitlezen van de data op een gegevensdrager. Maar die informatie was op onwettige wijze gekopieerd (zie III.2.2.1.4). Het Vast Comité I oordeelde dat de methode die *'de kennisname en exploitatie van illegaal door de [inlichtingendienst] verkregen data beoogt, [...] afbreuk doet aan de W.I&V. Dat art. 43/6 § 1 W.I&V voor dergelijke gegevens immers in de vernietiging ervan voorziet.'*

Een andere vraag met betrekking tot de eventuele vernietiging van gegevens stelde zich in dossier 2012/1435. Het Comité was tot de bevinding gekomen dat de methode volkomen legaal was maar dat er door een vergissing buiten de wil van de betrokken inlichtingendienst om verkeerde gegevens waren ingezameld door de operator (zie III.2.2.1.3). Daarom sprak het Comité het verbod uit om deze gegevens te exploiteren en moesten ze worden vernietigd.

In dossier 2012/1683 wou de inlichtingendienst een plaats doorzoeken, en dit in samenwerking met een lid van een vreemde inlichtingendienst. Het Comité oordeelde dat deze werkwijze niet conform de wet was (zie III.2.2.4.2). Het beval evenwel niet de vernietiging van alle ingezamelde gegevens. Alleen ‘*de gegevens, louter verkregen en gebeurlijk nog te verkrijgen ingevolge het onwettig verklaarde gedeelte van de beslissing, [...] mogen [niet] worden geëxploiteerd en moeten worden vernietigd.*’

III.3. CONCLUSIES

Wat betreft het werkingsjaar 2012 kunnen volgende conclusies worden geformuleerd:

- Het aantal ingezette methoden is in vergelijking met 2011 ongeveer stabiel gebleven. De conclusie die het Comité vorig jaar formuleerde, kan dan ook herhaald worden: de inlichtingendiensten benutten de mogelijkheden om bijzondere inlichtingenmethoden in te zetten op een evenwichtige wijze.
- Wel is er een verschuiving te noteren naar méér uitzonderlijke methoden voor beide diensten. Deze stijging is grotendeels het gevolg van het feit dat er meer werd overgegaan tot het afluisteren van communicatie.
- Een aanzienlijk aantal van de in 2012 verleende machtigingen tot de inzet van uitzonderlijke methoden hadden betrekking op de verlenging van een eerder gemachtigde methode. *In concreto* betekent dit vaak dat eenzelfde *target* veel langer gevuld wordt dan de initiële wettelijke maximumtermijn van twee maanden.
- Voor de ADIV blijft de strijd tegen ‘spionage’ de meeste bijzondere methoden opeisen. Ook wat betreft de VSSE nam de aandacht voor deze dreiging (althans wat betreft de BIM) toe. Anderzijds werden door beide diensten minder methoden gemachtigd in de strijd tegen het terrorisme.
- Voor het eerst werden twee machtigingen verleend door de bevoegde minister, en dit omdat de BIM-Commissie niet kon zetelen.
- 24 specifieke en uitzonderlijke methoden werden ingezet ten aanzien van een advocaat, arts of beroepsjournalist. Aangezien op één persoon meerdere BIM-methoden kunnen worden toegepast, zegt dit cijfer niets over het aantal beroepsbeoefenaars dat het voorwerp uitmaakte van een BIM-methode.
- Ondanks het feit dat het aantal eindbeslissingen van het Comité quasi gelijk is gebleven met vorig jaar, verschilt de draagwijdte ervan. Daar waar er in 2011 nog vijftien maal werd besloten tot de wettigheid van de in het geding zijnde methode, was dit in 2012 slechts driemaal het geval. Dit is het gevolg van het feit dat het Comité het eerste jaar nog dossiers behandelde om het toe te laten principesbeslissingen te nemen, ook al bleek uit het *prima facie* onderzoek geen wettigheidsprobleem. Uit dit cijfer mag dus zeker niet worden afgeleid dat de inlichtingendiensten driester tewerk zouden zijn gegaan. Het aantal (gedeeltelijk) stopgezette methoden is quasi gelijk gebleven en het merendeel van de gevallen betrof het de niet naleving van vormvereisten.

HOOFDSTUK IV

HET TOEZICHT OP DE INTERCEPTIE VAN COMMUNICATIE UITGEZONDEN IN HET BUITENLAND

Sinds begin 2011 kunnen zowel de VSSE als de ADIV onder zeer strikte voorwaarden communicaties afluisteren, er kennis van nemen en ze registreren (art. 18/17 § 1 W.I&V).

Deze zogenaamde ‘BIM-intercepties’ moeten evenwel duidelijk worden onderscheiden van ‘*het zoeken, het onderscheppen, het afluisteren, het kennismeten of het opnemen door de Algemene Dienst inlichting en veiligheid van de Krijgsmacht van elke vorm van communicatie uitgezonden in het buitenland.*’ Deze vorm van afluisteren was al langer mogelijk en kan worden ingezet om redenen van militaire aard in het kader van de opdrachten gedefinieerd in artikel 11 § 2, 1° en 2°, W.I&V als om redenen van veiligheid en bescherming van Belgische en van geallieerde troepen tijdens opdrachten in het buitenland alsook van onze onderdanen die in het buitenland gevestigd zijn (art. 11 § 2, 3° en 4° W.I&V). Ook dit worden klassiek ‘veiligheidsintercepties’ genoemd, maar zij kennen een volkomen ander controlekader. Het externe toezicht erop is namelijk uitsluitend opgedragen aan het Vast Comité I, en dit zowel voor, tijdens als na de intercepties (art. 44bis W.I&V). Het Comité heeft hierbij de bevoegdheid om lopende intercepties te doen stopzetten wanneer blijkt dat de voorwaarden waarin ze uitgevoerd worden, de wettelijke bepalingen en/of de ministeriële toelating niet respecteren (art. 44ter W.I&V). Elk jaar, begin december, dient de ADIV immers aan de minister van Landsverdediging zijn gemotiveerde lijst voor te leggen met organisaties of instellingen, van wie de communicatie het komende jaar mag onderschept worden. Dit gebeurt met het oog op de ministeriële toelating van deze intercepties. De minister dient zijn beslissing te nemen binnen tien werkdagen en moet ze vervolgens meedelen aan de ADIV. Nadien moeten zowel de lijst als de ministeriële toelating door de ADIV worden overgezonden aan het Vast Comité I.

In 2012 heeft het Vast Comité I de door de wetgever vereiste verificaties verricht.

HOOFDSTUK V

ADVIEZEN, STUDIES EN ANDERE ACTIVITEITEN

V.1. VOORSTELLEN TOT WIJZIGING VAN DE BIM-WET

Bij de voorstelling van zijn ‘*Verslag over de toepassing van de specifieke en uitzonderlijke methoden door de inlichtingen- en veiligheidsdiensten en de controle hierop door het Vast Comité I (1 januari tot 31 december 2011)*’, werd het Comité door de Begeleidingscommissie gevraagd om twee ontwerpen van wetsvoorstel tot wijziging van de BIM-Wet voor te bereiden. Het betrof enerzijds een wijziging van de regeling in verband met de identificatie van gebruikers van bepaalde communicatiemiddelen als specifieke methode en anderzijds een wijziging van de hoogdringendheidsprocedure voor specifieke en uitzonderlijke methoden. Het Comité zond begin juli 2012 zijn tekstvoorstellen naar de Voorzitster van de Senaat.

V.1.1. ONTWERP VAN WETSVOORSTEL TOT WIJZIGING VAN DE W.I&V INZAKE DE IDENTIFICATIE VAN GEBRUIKERS VAN BEPAALDE COMMUNICATIE- MIDDELEN

In zijn BIM-verslag deed het Comité volgende aanbeveling: ‘*Inzake de identificatie van gebruikers van bepaalde communicatiemiddelen, zoals een GSM, is een reflectie aangewezen over de opportunitet van het behoud van deze maatregel als een specifieke methode. Terwijl de intrusiviteit van dergelijke methode als gering tot zeer gering wordt ervaren, is deze maatregel niettemin aan dezelfde stringente eisen onderworpen als alle andere specifieke methoden die nochtans een meer verregaande inbreuk op het privéleven kunnen inhouden. Gelet op de zeer aanzienlijke inzet van dit soort methoden, weegt de administratieve werklast, gelet de te vervullen voorwaarden, dan ook zwaar door bij de diensten.*’⁸⁸

De Wet van 4 februari 2010 op de specifieke en uitzonderlijke inlichtingenmethoden biedt beide inlichtingendiensten de mogelijkheid om kennis te nemen

⁸⁸ Zie ook VAST COMITÉ I, *Activiteitenverslag 2011*, 108.

Hoofdstuk V

van identificatiegegevens van elektronisch communicatieverkeer. Het betreft een specifieke methode die is omschreven in de artikelen 18/2 § 1, 4° en 18/7 W.I&V. De uitvoering ervan is – zoals elke specifieke methode – onderworpen aan heel wat voorwaarden.

Zo mag er slechts gebruik gemaakt worden van specifieke inlichtingenmethoden wanneer de gewone methoden niet toereikend worden geacht om het beoogde doel te bereiken (subsidiariteitseis) en wanneer het middel in verhouding staat tot de ernst van de dreiging (proportionaliteitseis). De inlichtingenagenten mogen niet autonoom beslissen om een specifieke methode aan te wenden. Die beslissing komt alleen toe aan de administrateur-generaal van de VSSE of de chef van de ADIV. De beslissing van het diensthoofd is steeds schriftelijk en gemotiveerd, zelfs in geval van hoogdringendheid. Daarbij komt dat de methode pas effectief mag worden uitgevoerd nadat de beslissing ter kennis is gebracht van de BIM-Commissie. In geval van een specifieke methode ten aanzien van een advocaat, arts of beroepsjournalist zijn de regels nog strenger: de BIM-commissie moet dan immers voorafgaandelijk haar eensluidend advies verlenen. Verder mogen specifieke methoden alleen worden aangewend door een zogenaamde inlichtingenofficier.⁸⁹ Daarenboven is de uitvoering van deze methoden onderworpen aan een interne en een dubbele externe controle. De interne controle gebeurt door het diensthoofd die door de inlichtingenofficier regelmatig moet geïnformeerd worden over het verloop van de maatregel; de externe controle wordt uitgevoerd door de BIM-Commissie en door het Vast Comité I. Ten slotte mogen de specifieke methoden alleen gehanteerd worden in het kader van de klassieke inlichtingenopdracht; niet in het kader van veiligheidsonderzoeken of beschermingsopdrachten.

De naleving van deze voorwaarden impliceert een aanzienlijke werklast voor de betrokken actoren terwijl de geviseerde methode – zeker in vergelijking met de reeds bestaande gewone methoden – weinig intrusief is én daarenboven veelvuldig wordt toegepast: bijna de helft van alle toelatingen of machtigingen hebben betrekking op de identificatie van de abonnee of de gebruiker van een telefoon- of gsm-nummer. Komt daarbij dat de identificatie van de gebruiker van een communicatiemiddel vaak het logische gevolg is van een eerder toegelaten specifieke methode: de observatie van een bepaald communicatiemiddel. Deze laatste methode levert onder meer een lijst op van gsm- of telefoonnummers. Deze gegevens zijn uiteraard zonder betekenis indien ze niet worden gekoppeld aan een bepaald persoon.⁹⁰

⁸⁹ Dit is een agent die ten minste over de graad van commissaris beschikt.

⁹⁰ Het voorstel had geen betrekking op de twee andere methoden die omschreven zijn in artikel 18/7 W.I&V: enerzijds de identificatie van de elektronische communicatiediensten waarop een bepaalde persoon is geabonneerd of die door een bepaalde persoon gewoonlijk worden gebruikt en anderzijds de mededeling van de facturen met betrekking tot de geïdentificeerde abonnementen. Dat moeten specifieke methoden blijven.

In zijn ontwerp voorzag het Comité dat de identificatie van gebruikers van communicatiemiddelen – net zoals dat nu reeds kan – op drie manieren zou kunnen plaatsvinden: door de diensten zelf (bijvoorbeeld via open bronnen of eigen bestanden), via een vordering aan de operatoren of via de rechtstreekse toegang tot de gegevens van deze operatoren.

Wel suggereerde het Vast Comité I in zijn ontwerp om twee bijkomende garanties in te bouwen die niet gelden voor de andere gewone methoden: de vordering van de operator moet gebeuren door een inlichtingenofficier (en dus niet door eender welke agent) en de inlichtingendiensten moeten een register bijhouden van de gevorderde nummers of van elke rechtstreekse toegang om aldus het Vast Comité I toe te laten toezicht uit te oefenen. Mocht het Comité op basis van de analyse van deze gegevens vaststellen dat er zich problemen aandienen op het vlak van rechtmatigheid of efficiëntie, kan het steeds een toezichtonderzoek openen en het Parlement inlichten van de resultaten. Daarenboven werd voorgesteld dat het Vast Comité I in zijn zesmaandelijkse verslagen aan de Begeleidingscommissie specifiek aandacht zou besteden aan de wijze waarop de twee inlichtingendiensten de bevoegdheid hanteren om over te gaan tot de identificatie van gebruikers van communicatiemiddelen.

Tot slot wees het Vast Comité I in zijn voorstel op de bijkomende bescherming die geldt ten aanzien van communicatiemiddelen van advocaten, artsen en journalisten (artikel 18/2 § 3 W.I&V). Door de identificatie weg te halen uit de specifieke methoden vervalt deze bescherming. Dit levert echter geen probleem op, aangezien de bescherming *ex artikel 2 § 2 W.I&V* onverkort geldt.⁹¹

V.1.2. ONTWERP VAN WETSVOORSTEL TOT WIJZIGING VAN DE W.I&V INZAKE DE HOOGDRINGEND- HEIDS PROCEDURES BIJ DE INZET VAN SPECIFIEKE EN UITZONDERLIJKE METHODEN

In het bovenvermelde BIM-verslag deed het Vast Comité I nog een andere aanbeveling: ‘De wet biedt geen duidelijk, uniform en werkbaar kader voor de inzet van bijzondere methoden in hoogdringende situaties. (...) Voor alle specifieke en uitzonderlijke methoden moet in een hoogdringendheidprocedure worden voorzien die de

⁹¹ ‘Het is de inlichtingen- en veiligheidsdiensten verboden gegevens die worden beschermd door ofwel het beroepsgeheim van een advocaat of een arts, ofwel door het bronnengeheim van een journalist te verkrijgen, te analyseren of te exploiteren. Bij uitzondering en ingeval de betrokken dienst vooraf over ernstige aanwijzingen beschikt dat de advocaat, de arts of de journalist persoonlijk en actief meewerkt of heeft meegewerkt aan het ontstaan of aan de ontwikkeling van de potentiële bedreiging, zoals bedoeld in de artikelen 7, 1°, 8, 1° tot 4°, en 11, kunnen deze beschermde gegevens worden verkregen, geanalyseerd of geëxploiteerd worden’.

diensten enerzijds toelaat onmiddellijk te reageren op acute dreigingen en anderzijds een gedegen controle mogelijk maakt.⁹²

Enerzijds werd er een systeem voorgesteld waarbij de inlichtingendiensten in gevallen van hoogdringendheid effectief snel kunnen overgaan tot de inzet van specifieke of uitzonderlijke methoden. Anderzijds zou de controle worden versterkt, met als ultieme ‘stok achter de deur’ de vernietiging van gegevens die bij hoogdringendheid werden verkregen indien zou blijken dat er in werkelijkheid geen sprake was van enige urgentie. In drie gevallen werd voorgesteld die sanctie explicet in de wet in te schrijven. De afwezigheid van (een behoorlijk gemotiveerde) hoogdringendheid zou steeds de onwettelijkheid van de methode met zich brengen zodat zowel de BIM-commissie als het Vast Comité I ter zake zouden kunnen optreden.

Het voorstel van het Comité, dat werd overgemaakt aan de Begeleidingscommissie, voorzag in vier verschillende ‘vormen’ van hoogdringendheid:

1. De hoogdringendheid om een specifieke methode in te zetten. De hoogdringendheid kan zowel ingegeven zijn door de ernst van de dreiging als door een opportuniteit die zich plots aandient. De toelating kan mondeling verleend worden maar moet binnen vierentwintig uur schriftelijk bevestigd worden. Hierin moet de urgentie omstandig gemotiveerd worden.
2. De ‘gewone’ hoogdringendheid om een uitzonderlijke methode in te zetten. Ook hier kan de hoogdringendheid zowel ingegeven zijn door de ernst van de dreiging als door een opportuniteit. Aangezien het een uitzonderlijke methode betreft, wordt hier – anders dan voor een specifieke methode – wel vereist dat het diensthoofd voorafgaandelijk een schriftelijk document opmaakt, al mag het beknopter zijn dan een normale machtiging.
3. Op deze voorgaande regel zou één uitzondering worden toegestaan: wanneer elk uitblijven van de beslissing om een uitzonderlijke methode in te zetten van aard is om welbepaalde fundamentele belangen ernstig in het gedrang te brengen, kan een mondelinge toelating van het diensthoofd volstaan. Het betreft met andere woorden een situatie van uiterste hoogdringendheid waarbij zich een zeer ernstige, concrete en nakende dreiging voordoet. Wel dient deze mondelinge beslissing zo snel mogelijk te worden geformaliseerd en moet een strakke controle mogelijk zijn, aldus het voorstel.
4. Ten slotte zijn er de gevallen waarin een inlichtingendienst de medewerking van een derde (bijvoorbeeld een operator) moet vorderen en waarbij de gegevens hoogdringend moeten verkregen worden. Dergelijke vordering (die losstaat van de eigenlijke toelating om een methode aan te wenden) moet ook mondeling kunnen geformuleerd worden.

Uiteraard werd bij de uitwerking van het voorstel rekening gehouden met de bijzonder beschermingswaardige positie van advocaten, artsen en journalisten, zon-

⁹² Zie ook VAST COMITÉ I, *Activiteitenverslag 2011*, 107-108.

der daarbij in te boeten op de operationaliteit van inlichtingendiensten en dus mogelijk op de veiligheid van de Staat en haar burgers.

V.2. INFORMATIEDOSSIERS

Naast toezichtonderzoeken (zie hierover uitvoerig Hoofdstuk II), opende het Vast Comité I net als voorgaande jaren ook zogenaamde ‘informatiedossiers’. Die betroffen onder meer de bevoegdheden van de VSSE inzake wapenbezit en wapendrachtvergunningen, liaisonofficieren gestationeerd in het buitenland, protocolakkoorden of nog, de informatie-uitwisseling in het kader van terrorismedossiers. Het opzet van deze informatiedossiers is om een gestructureerde respons te bieden op elementen met betrekking tot de werking van de inlichtingendiensten en het OCAD die vanuit diverse hoeken worden aangedragen.⁹³ Mochten dergelijke dossiers aanwijzingen van disfuncties aan het licht brengen of van aspecten van de werking van inlichtingendiensten die nader onderzoek behoeven, gaat het Comité uiteraard over tot het initiëren van een toezichtonderzoek. Indien echter duidelijk is dat een dergelijk onderzoek geen meerwaarde ressorteert vanuit de doelstellingen van het Vast Comité I, wordt het informatiedossier gesloten.

V.3. EXPERT OP DIVERSE FORA

Begin mei 2012 werd ingegaan op het verzoek van het *Democratic Centre of Armed Forces (DCAF)* om deel te nemen aan en het woord te voeren tijdens een werkbezoek over *Intelligence Governance and Oversight* in Ljubljana, Slovenië. Datzelfde DCAF organiseerde in Tunis samen met het Tunisische ministerie van Defensie in juni de conferentie ‘*Vers un auto-bilan des relations civilo-militaires. Différents modèles de gestion dans des contextes de transition démocratique*’. Ook hier werd een beroep gedaan op de expertise van het Vast Comité I. In juli ten slotte vond een informele, besloten vergadering plaats in Genève over de wijze waarop de Europese toezichtorganen zelf het voorwerp van controle uitmaakten (*Evaluating Intelligence Oversight Bodies*⁹⁴).

⁹³ De aanleiding voor het opstarten van informatiedossiers is zeer divers: er wordt een klacht neergelegd en het Vast Comité I wil via een snelle verificatie de manifeste ongegrondheid zo snel als mogelijk uitsluiten; de directie van een inlichtingendienst maakt melding van een incident en het Comité wil nagaan hoe het werd afgehandeld; de media melden een voorval en het Comité wil weten of dit strookt met de realiteit en of er een meer algemene problematiek achter schuilgaat...

⁹⁴ Zie A. WILLS, ‘Who’s watching the overseers? Ad hoc evaluations of intelligence oversight and control bodies’, in *Inzicht in toezicht. Twintig jaar democratische controle op de inlichtingen-*

Hoofdstuk V

Daarnaast werd deelgenomen aan de vergaderingen van de *Groupe européen de recherche sur l'éthique du renseignement (GERER)*. Deze werkgroep is samengesteld uit vertegenwoordigers vanuit het academische milieu en practici (vertegenwoordigers vanuit de (militaire) Franse, Belgische en Luxemburgse inlichtingendiensten, het Vast Comité I...) en reflecteert over de relatie 'ethiek – inlichtingen'.

In eigen land neemt het Vast Comité I het voorzitterschap waar van het *Belgian Intelligence Studies Centre (BISC)*. Dit centrum voor inlichtingenstudies wil de inlichtingen- en veiligheidsdiensten en de wetenschappelijke wereld dichter bij elkaar brengen en een bijdrage leveren aan het oplossen van inlichtingenvraagstukken. In 2012 organiseerde het BISC twee studiedagen: in mei 2012 over 'Overheden en economisch inlichtingenbeleid in België', en in november over 'Cyber-threats, Cyberwar, Cyberdefence. Pearl Harbour or a death of a thousand cuts'?⁹⁵

Ten slotte werden de werkzaamheden in de 'Werkgroep Analyse' verder gezet. De werkgroep, die oorspronkelijk was samengesteld uit vertegenwoordigers van de VSSE, de ADIV en het Vast Comité I, werd in 2012 uitgebreid met experten van de Algemene Directie Vorming en van de Inlichtingen- en Veiligheidsschool van Defensie. Met het oog op de oprichting van een *Belgian Intelligence Academy (BIA)* werden de fundamenteiten gelegd voor diverse opleidingen voor analisten uit zowel de burgerlijke als de militaire inlichtingendienst. De academie moet in 2013 van start gaan.

V.4. ACADEMISCHE ZITTING

'Inlichtingendiensten en de media' vormde het thema van de traditionele jaarlijkse academische zitting van het Vast Comité I. De veelzijdige én complexe relatie tussen de inlichtingendiensten en de media werd toegelicht door professor Jan Van den Bulck (Faculteit Sociale Wetenschappen van de KU Leuven), journaliste Marie-Cécile Royen (Le Vif/L'Express) en administrateur-generaal Alain Winants (VSSE). De zitting vond plaats in het Huis der Parlementsleden.

V.5. SYSTEMATISCH INFORMATIESYSTEEM VOOR DE INLICHTINGENDIENSTEN

De realisatietermijn van toezichtonderzoeken – en bijgevolg hun actualiteitswaarde – hangt onder meer af van de beschikbaarheid van informatie over en vanwege de onderzochte dienst(en).

diensten, W. VAN LAETHEM en J. VANDERBORGH (eds.), Intersentia, Antwerpen, 2013, 471-500.

⁹⁵ Zie F. FRANCEUS, 'Cyberaanvallen en het recht van gewapende conflicten: bemerkingen bij een juridische primeur in België en de Verenigde Staten', in *Cahiers Inlichtingenstudies nr. 2*, M. COOLS e.a. (eds.), Maklu, Antwerpen, 2012, 105-137.

Het Comité wil daarbij streven naar een permanente beschikbaarheid van (cijfermatige) gegevens. Bedoeld wordt cijfermateriaal inzake personeelsaantallen, het personeelsverloop, de (minimum-)bezetting van diverse afdelingen en departementen, de vormingsinspanningen... naast bijvoorbeeld de kwantificering van de *output* (het aantal opgemaakte verslagen en analyses...). Eveneens relevant zijn data waarmee inzicht kan worden verworven in de strategische ontwikkelingen: Op welke wijze worden prioriteiten gesteld? Hoe verschuiven deze doorheen de tijd? Hoeveel interactiemomenten zijn er met de afnemers van inlichtingen/klanten? Deze gegevens moeten toelaten de elementen en evoluties die tijdens de toezichtonderzoeken worden waargenomen, meer accuraat en in een ruimer perspectief te plaatsen.

Na ruggenspraak met de Begeleidingscommissie, werd door het Comité in oktober 2012 een voorstel tot de uitbouw van ‘Systematisch Informatiesysteem Voor de Inlichtingendiensten’ (SIVI) aan de VSSE en de ADIV toegelicht. De gegevens waarover het voortdurend meent te moeten kunnen beschikken, zijn uiteraard niet enkel nuttig voor het Comité of dienen niet louter voor het Comité te worden verzameld. Naar aanleiding van de audit van de VSSE werd immers eerder aanbevolen dat ‘*uitgaande van de managementinformatiebehoeften op lange termijn een meet- en opvolgingssysteem [moet] geïmplementeerd worden*’.⁹⁶ Dit vraagt uiteraard om de permanente beschikbaarheid van nuttige data.

Op middellange termijn wordt gedacht aan het uitwerken van een systeem van indicatoren die als ‘knipperlichten’ kunnen werken, en die zowel het Vast Comité I als de inlichtingendiensten moet toelaten om mogelijke knelpunten en risico’s proactief te detecteren en vervolgens remediërend op te treden.

Een dergelijke brede en accurate gegevensbasis zal bovendien niet alleen toelaten om onderzoeken beter te kaderen, maar ook om te bepalen welke toezichtonderzoeken prioritair moeten worden uitgevoerd.

⁹⁶ VAST COMITÉ I, *Activiteitenverslag 2009*, 82.

HOOFDSTUK VI

DE OPSPORINGS- EN GERECHTELijke ONDERZOEKEN

Naast zijn medewerking aan de toezichtonderzoeken, voert de Dienst Enquêtes I van het Comité ook onderzoeken naar leden van de inlichtingendiensten die verdacht worden van een misdaad of wanbedrijf. Dit doet de enquêteldienst in opdracht van de gerechtelijke overheden. Deze bevoegdheid staat omschreven in artikel 40, derde lid van de Wet van 18 juli 1991 tot regeling van het toezicht op politie- en inlichtingendiensten en op het Coördinatieorgaan voor de dreigingsanalyse. Met de Wet van 10 juli 2006 betreffende de analyse van de dreiging werd deze bevoegdheid uitgebreid tot misdaden of wanbedrijven gepleegd door de leden van het Coördinatieorgaan voor de dreigingsanalyse (OCAD). Wat betreft de leden van de andere ‘ondersteunende diensten’, geldt deze bepaling alleen ten aanzien van de verplichting om relevante inlichtingen aan het OCAD mee te delen (artt. 6 en 14 W.OCAD).

Wanneer zij een opdracht van gerechtelijke politie vervullen, staan de leden en de directeur van de Dienst Enquêtes I onder het toezicht van de procureur-generaal bij het hof van beroep of van de federaal procureur (art. 39 W.Toezicht). Op dat ogenblik heeft het Vast Comité I geen zeggenschap over hen. De voorzitter van het Vast Comité I moet er echter zorg voor dragen dat de uitvoering van de opdrachten van gerechtelijke politie de uitvoering van de toezichtonderzoeken niet hindert. De reden daarvoor ligt voor de hand: het controleorgaan staat in de eerste plaats ter beschikking van het parlement. Die opdracht zou in het gedrang kunnen komen indien een te aanzienlijk deel van de tijd zou besteed worden aan gerechtelijke dossiers. De voorzitter kan in dat geval overleg plegen met de gerechtelijke autoriteiten over de inzet van de leden van de Dienst Enquêtes I in strafonderzoeken (art. 61bis W.Toezicht). Gelet op het beperkte aantal strafonderzoeken is van deze mogelijkheid nog nooit gebruik gemaakt.

In de gevallen waarin de Dienst Enquêtes I strafonderzoeken voert, moet de directeur na het afronden van dit onderzoek verslag uitbrengen bij het Vast Comité I. In dat geval ‘beperkt het verslag zich evenwel tot de informatie die nuttig is voor de uitoefening door het Vast Comité I van zijn opdrachten’ (art. 43, derde lid, W.Toezicht).

In 2012 voerde de Dienst Enquêtes I een aanzienlijk aantal gerechtelijke opdrachten uit.

Hoofdstuk VI

Vooreerst dienden twee onderzoeken te worden verder gezet die waren opgestart in 2011. Het betrof enerzijds een onderzoek in opdracht van de gerechtelijke overheden te Luik. De Dienst Enquêtes I onderzocht er samen met de Federale Gerechtelijke Politie de mogelijke betrokkenheid van een of meerdere leden van een inlichtingendienst in sociale en fiscale fraude. Anderzijds werd de enquête-dienst eind 2011 door het Federaal Parket belast met een opdracht in een opsporingsonderzoek naar mogelijke geldverduistering door inlichtingenagenten. Ook dit onderzoek werd verder gezet in de loop van 2012.

Een gelijkaardig onderzoek werd geopend op verzoek van de procureur des Konings te Antwerpen. In dat kader werden in de loop van 2012 talrijke verhoren en gerechtelijke opdrachten uitgevoerd.

HOOFDSTUK VII

DE GRIFFIE VAN HET BEROEPSORGAAN INZAKE VEILIGHEIDSMACHTIGINGEN, -ATTESTEN EN -ADVIEZEN

De voorzitter van het Vast Comité I neemt ook het voorzitterschap van het Beroepsorgaan inzake veiligheidsmachtigingen, -attesten en -adviezen waar.⁹⁷ De griffiefunctie wordt uitgeoefend door de griffier (of zijn plaatsvervanger) en door de administratie van het Vast Comité I.

Het Beroepsorgaan is bevoegd voor geschillen die betrekking hebben op beslissingen in vier domeinen: de veiligheidsmachtigingen, de veiligheidsattesten die toegang moeten verlenen tot plaatsen waar zich geclasseerde documenten bevinden, de veiligheidsattesten die toegang moeten verlenen tot welbepaalde plaatsen waar zich een dreiging voordoet en, ten slotte, de veiligheidsadviezen. Daarnaast treedt het Beroepsorgaan ook op als ‘annulatierechter’ tegen beslissingen van publieke of administratieve overheden om in een bepaalde sector of voor een bepaalde plaats of evenement veiligheidsattesten of -adviezen aan te vragen.⁹⁸

Deze activiteiten van het Beroepsorgaan hebben een directe impact op zowel de budgettaire als personele middelen van het Vast Comité I. Immers worden alle werkingskosten gedragen door het Vast Comité I, dat daarnaast niet enkel én de voorzitter én de griffier levert, doch ook het nodige administratief personeel dat moet instaan voor de tijdsintensieve voorbereiding, de behandeling en de afhandeling van de beroepen.

In dit hoofdstuk worden de aard van de bestreden beslissingen, de hoedanigheid van de bevoegde overheden en van de verzoekers en de aard van de beslissingen van het Beroepsorgaan binnen de verschillende beroepsprocedures cijfermatig weergegeven. Om enige vergelijking mogelijk te maken, werden de cijfers van de afgelopen twee jaar eveneens opgenomen.

In 2012 viel een aanzienlijke stijging van het aantal beroepen en beslissingen te noteren tegenover 2011: 91 tegenover 71 beroepen en 81 tegenover 70 beslissingen.

⁹⁷ Bij diens afwezigheid wordt het voorzitterschap waargenomen door een raadsheer van het Vast Comité I die tevens de hoedanigheid van magistraat heeft.

⁹⁸ Zie hierover uitgebreid het *Activiteitenverslag 2006* van het Vast Comité I (91-119).

Hoofdstuk VII

Tabel 1. Betrokken veiligheidsoverheid

	2010	2011	2012
NVO	36	21	40
VSSE	3	2	0
ADIV	33	39	27
ADCC	0	0	0
FANC	5	7	11
Federale politie	0	1	1
Lokale politie	0	0	2
Lokale luchthavencommissie ⁹⁹	5	1	10
Onbekend	1	0	0
TOTAAL	83	71	91

Tabel 2. Aard van de bestreden beslissing

	2010	2011	2012
Veiligheidsmachtigingen			
Vertrouwelijk	13	14	7
Geheim	38	31	29
Zeer geheim	9	9	9
Totaal veiligheidsmachtigingen	60	54	45
Weigering	47	32	31
Intrekking	12	21	12
Machtiging voor beperkte duur	1	0	0
Machtiging voor lager niveau	0	1	1
Geen beslissing binnen termijn	0	0	1

⁹⁹ In iedere luchthaven werd door het Directoraat-generaal Luchtvaart een lokale luchthavencommissie opgericht. Bij wijze van overgangsmaatregel levert deze commissie de veiligheidsadviezen af voor personen die over een luchthavenidentificatiebadge moeten beschikken. Gelet op artikel 15 van de Wet van 28 december 2011 (BS 30 december 2011) en het K.B van 1 juli 2012 tot wijziging van het Koninklijk besluit van 24 maart 2000 tot uitvoering van de wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen (BS 13 juli 2012) waren deze commissies bevoegd voor verzoeken inzake identificatiebadges die werden geformuleerd vóór 31 maart 2012.

De griffie van het Beroepsorgaan inzake veiligheidsmachtigingen,
-attesten en -adviezen

Geen beslissing binnen verlengde termijn	0	0	0
Totaal veiligheidsmachtigingen	60	54	45
SUBTOTAAL VEILIGHEIDSMACHTIGINGEN	60	54	45
Veiligheidsattesten geklassificeerde documenten			
Weigering	0	1	23
Intrekking	0	0	0
Geen beslissing binnen termijn	0	0	0
Veiligheidsattesten plaats of gebeurtenis			
Weigering	15	14	0
Intrekking	0	0	0
Geen beslissing binnen termijn	0	0	0
Veiligheidsadviezen			
Negatief advies	8	3	23
'Herroeping' van een positief advies	0	0	0
Normatieve rechtshandelingen		0	0
Beslissing van publieke overheid om attesten te eisen	0	0	0
Weigering NVO om verificaties voor attesten te verrichten	0	0	0
Beslissing van administratieve overheid om adviezen te eisen	0	0	0
Weigering NVO om verificaties voor adviezen te verrichten	0	0	0
SUBTOTAAL ATTESTEN EN ADVIEZEN	23	17	46
TOTAAL BESTREDEN BESLISSINGEN	83	71	91

Tabel 3. Hoedanigheid van de verzoeker

	2010	2011	2012
Ambtenaar	10	4	5
Militair	31	37	26
Particulier	39	29	54
Rechterspersoon	3	1	6

Hoofdstuk VII

Tabel 4. Taal van de verzoeker

	2010	2011	2012
Franstalig	39	32	51
Nederlandstalig	44	39	40
Duitstalig	0	0	0
Anderstalig	0	0	0

Tabel 5. Aard van de door het Beroepsorgaan genomen voorbereidende beslissingen¹⁰⁰

	2010	2011	2012
Volledig dossier opvragen (1)	82	68	90
Aanvullende informatie opvragen (2)	13	5	5
Horen lid overheid (3)	12	4	10
Beslissing voorzitter (4)	0	0	0
Informatie uit dossier halen door Beroepsorgaan (5)	31	24	44
Informatie uit dossier halen door inlichtingendienst (6)	0	0	0

- (1) Het Beroepsorgaan beschikt over de mogelijkheid het gehele onderzoeks dossier bij de veiligheidsoverheden op te vragen. Aangezien dit dossier meer gegevens bevat dan het onderzoeksverslag alleen, wordt dit verzoek systematisch gedaan.
- (2) Het Beroepsorgaan heeft de mogelijkheid om tijdens de procedure aanvullende informatie die het nuttig acht, op te vragen.
- (3) Het Beroepsorgaan kan beslissen om de leden van de inlichtingen- en politiediensten of van de veiligheidsoverheden die aan het veiligheidsonderzoek of de -verificatie hebben meegewerkten, te horen.
- (4) De voorzitter van het Beroepsorgaan kan beslissen dat het lid van de inlichtingendienst bepaalde gegevens geheim houdt tijdens zijn verhoor.
- (5) Indien de betrokken inlichtingendienst hierom verzoekt, kan het Beroepsorgaan beslissen dat bepaalde informatie uit het dossier dat aan de verzoeker ter inzage zal worden voorgelegd, wordt gehaald.
- (6) Indien het informatie betreft die afkomstig is van een buitenlandse inlichtingendienst, beslist de Belgische inlichtingendienst zelf of de informatie ter inzage is. Dit is een aspect van de toepassing van de zogenaamde ‘derdenregel’.

¹⁰⁰ Het ‘aantal genomen voorbereidende beslissingen’ (tabel 5), de ‘wijze waarop de verzoeker zijn rechten van verdediging gebruikt’ (tabel 6) of nog, de ‘aard van de beslissingen van het Beroepsorgaan’ (tabel 7) is niet noodzakelijkerwijs gelijklopend met het aantal ingediende verzoeken uit de tabellen 1 tot en met 4. Immers, sommige dossiers werden bijvoorbeeld al opgestart in 2011, terwijl de beslissing pas viel in 2012.

Tabel 6. Wijze waarop de verzoeker zijn rechten van verdediging gebruikt

	2010	2011	2012
Dossierinzage door klager / advocaat	70	48	54
Horen van de klager / advocaat ¹⁰¹	79	55	65

Tabel 7. Aard van de beslissingen van het beroepsorgaan

	2010	2011	2012
Veiligheidsmachtigingen			
Onontvankelijk	0	5	0
Zonder voorwerp	0	1	1
Ongegrond	30	29	19
Gegrond (volledige of gedeeltelijke toekenning)	29	19	23
Bijkomende onderzoeksdaaden door overheid	0	1	1
Bijkomende termijn voor overheid	1	0	0
Veiligheidsattesten geklassificeerde documenten			
Onontvankelijk	0	0	0
Zonder voorwerp	0	0	0
Ongegrond	0	0	0
Gegrond (toekenning)	0	0	0
Veiligheidsattesten plaats of gebeurtenis			
Onontvankelijk	1	1	3
Zonder voorwerp	0	0	1
Ongegrond	7	7	8
Gegrond (toekenning)	8	4	6
Veiligheidsadviezen			
Onbevoegd	0	0	5
Onontvankelijk	0	0	1
Zonder voorwerp	1	0	0
Negatief advies	7	0	9
Positief advies	1	3	4

¹⁰¹ In bepaalde dossiers wordt de klager/advocaat meermaals gehoord.

Hoofdstuk VII

	2010	2011	2012
Normatieve rechtshandelingen			
Onontvankelijk	0	0	0
Zonder voorwerp	0	0	0
Gegrond	0	0	0
Ongegrond	0	0	0
TOTAAL	85	70	81

HOOFDSTUK VIII

DE INTERNE WERKING VAN HET VAST COMITÉ I

VIII.I. SAMENSTELLING VAN HET VAST COMITÉ I

De samenstelling van het Vast Comité I onderging in 2012 geen wijzigingen. Het voorzitterschap werd waargenomen door Guy Rapaille (F), advocaat-generaal bij het hof van beroep te Luik. Hij werd midden 2012 opnieuw benoemd voor een termijn van zes jaar.¹⁰² De twee raadsheren waren Gérald Vande Walle (F), ambtenaar, en Peter De Smet (N), substituut-procureur-generaal bij het hof van beroep te Gent.

Ook bij de Dienst Enquêtes I vielen geen verschuivingen te noteren. Het personeelsbestand van deze dienst, die onder leiding staat van directeur Pierre Nivelle, bleef op 6 *fulltime* equivalenten. Eind 2012 besliste het Comité om het mandaat van het diensthoofd te hernieuwen.¹⁰³

De administratieve staf van het Vast Comité I ten slotte, onder leiding van griffier Wouter De Ridder, kende geen wijzigingen en bleef op een totaal van 16 personeelsleden.

VIII.2. VERGADERINGEN MET DE BEGELEIDINGS-COMMISSIE(S)

In de loop van 2012 vonden vijf vergaderingen plaats met de Senatoriële Begeleidingscommissie aan wie het Vast Comité I rapporteert en die de uiteindelijke controle uitoefent op zijn werking. Tijdens deze vergaderingen werden diverse afgesloten toezichtonderzoeken besproken. Tevens vond er midden 2012 één vergadering plaats met de Begeleidingscommissies van de Kamer en de Senaat en dit ter besprekking van het *Activiteitenverslag 2011* van het Vast Comité I.

De samenstelling van de Senaatscommissie bleef ongewijzigd. Sabine de Bethune (CD&V) nam, als voorzitster van de Senaat, het voorzitterschap van de Senatoriële Begeleidingscommissie waar. Verder maakten Dirk Claes (CD&V),

¹⁰² BS 30 juli 2012.

¹⁰³ BS 30 januari 2013.

Hoofdstuk VIII

Armand De Decker (MR), Philippe Mahoux (PS) en Danny Pieters (NV-A) deel uit van de commissie.

VIII.3. GEMEENSCHAPPELIJKE VERGADERINGEN MET HET VAST COMITÉ P

De artikelen 52 tot 55 W.Toezicht bepalen de gevallen waarin en de wijze waarop het Vast Comité I en het Vast Comité P gemeenschappelijke vergaderingen dienen te organiseren. Het doel van deze vergaderingen is tweee  lei: het uitwisselen van informatie en het bespreken van gemeenschappelijke toezichtonderzoeken. In 2012 vonden vijf gemeenschappelijke vergaderingen plaats. Daarin werden voornamelijk de voorname toezichtonderzoeken met betrekking tot het functioneren van het Co  ordinatieorgaan voor de dreigingsanalyse besproken, hetgeen *de jure* een gemeenschappelijke bevoegdheid van beide Comités betreft.

VIII.4. FINANCIËLE MIDDELEN EN BEHEERSACTIVITEITEN

Voor het werkingsjaar 2012 werd aan het Vast Comité I een dotatie toegekend van 3,93 miljoen euro tegenover 4,5 miljoen euro in 2011.¹⁰⁴ Met het oog op besparingen heeft het Comité zich gebogen over zijn kostenstructuur. Dergelijke besparing is mogelijk gemaakt door het feit dat de kosten verbonden aan het gebruik van het gebouw dat het Comité bezette tot in 2011, zijn weggevallen.

VIII.5. VORMING

Omwillie van het belang voor de organisatie, moedigt het Vast Comité I zijn medewerkers aan tot het volgen van algemene (informatica, management...) of sectoreigen opleidingen. Wat betreft deze laatste categorie werden onderstaande studiedagen door een of meerdere (personeels)leden van het Vast Comité I bijgewoond.

¹⁰⁴ *Parl. St. Kamer* 2011-2012, nr. 53K1945/002 en *Parl. St. Kamer* 2011-2012, nr. 53K2015/001; Financiewet van 21 december 2012 voor het begrotingsjaar 2012, BS 30 december 2012; en de Wet van 16 februari 2012 houdende de algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 2012, BS 9 maart 2012.

De interne werking van het Vast Comité I

DATUM	TITEL	ORGANISATIE	PLAATS
2012	Hogere Studies Veiligheid en Defensie	KHID	Brussel
13 januari 2012	Academische zitting De inlichtingendiensten en de media	Vast Comité I	Brussel
24-27 januari 2012	Cyber defense network security	IQPC International – Defense IQ	Londen
24 januari 2012	Quel contrôle parlementaire pour le renseignement français?	Association nationale des auditeurs jeunes – IHEDN	Parijs
25 januari 2012	Cyber Defence in de geostrategische context	KHID	Brussel
6 februari 2012	Ethique & Renseignement	Métis	Parijs
28 februari 2012	Cyber Protection	Ambassade Verenigd Koninkrijk	Brussel
18 april 2012	Het tienjarige bestaan van de CTIVD en de Wet op de inlichtingen- en veiligheidsdiensten	CTIVD	Den Haag
23 april 2012	L'Orchestre rouge: une réalité et un mythe au cœur des préoccupations du contre-espionnage occidental (1944-1975)?	Métis	Parijs
26-27 april 2012	Counter Terror Expo & Canary Wharf	ECSA	Londen
2 mei 2012	Overheden en economisch inlichtingenbeleid in België	KHID BISC	Brussel
9 mei 2012	Afghanistan = deux mondes qui s'affrontent. Imagination ou réalité?	Centre régional du Libre examen et l'Afghanistan Analyst Network	Brussel

Hoofdstuk VIII

DATUM	TITEL	ORGANISATIE	PLAATS
21 mei 2012	Adapter les services de renseignement soviétiques à l'après-Guerre froide	Métis	Parijs
23 mei 2012	Cercle ATHENA – Alumni Day (bezoek militaire intallaties)	KMS SEDEE Militair Kwartier Kemmel CC MP	Poelkapelle – Kemmel
26-30 mei 2012	2012 International Intelligence Review Agencies Conference (IIRAC)	SIRC	Ottawa
1-3 juni 2012	The importance of a secure work environment	ECSA	Brussel
13 juni 2012	Forum interdépartemental – Optimisation de la sécurité dans l'exécution des tâches policières en rationalisant l'usage d'une contrainte proportionnée	Police fédérale Police judiciaire Arlon	Aarlen
14 juni 2012	Activités de renseignement et activités de police	Fastes, Police de Liège	Luik
19 juni 2012	Single table lunch met Catherien De Bolle, Commissaris-generaal federale politie	ECSA	Brussel
27 juni 2012	Single table lunch met Alain Winants, Administrateur-général VSSE	ECSA	Brussel
28 juni 2012	Towards a European cyberstrategy	IHEDN	Brussel
5 juli 2012	2012 Diplomatic security conference on the terrorism situation and trends in the EU	ECSA	Brussel

De interne werking van het Vast Comité I

DATUM	TITEL	ORGANISATIE	PLAATS
18 september 2012	Evaluatie van de Salduz-Wet en vooruitblik naar de toekomst	Politeia Dienst voor het strafrechtelijk beleid NICC	Brussel
17 oktober 2012	Fight against the financing of terrorism	KHID	Brussel
22 oktober 2012	Cybersecurity Gathering 2012	LSEC&B-Centre	Brussel
30 oktober 2012	Overheidsopdrachten inzake Defensie en Veiligheid	Politeia	Antwerpen
15 november 2012	Les Assises de l'Intelligence Stratégique	Agence de Stimulation économique	Louvain-la-Neuve
19 november 2012	Cyberthreats, Cyberwar, Cyberdefense. Pearl Harbour or a death of a thousand cuts	KHID BISC	Brussel
22-23 november 2012	Sweepstakes VIP Day	FCO Services	Londen
13 december 2012	Audition sur la mission d'évaluation du cadre juridique applicable aux services de renseignement	Assemblée nationale de la République française	Parijs
13 december 2012	Tides and currents in police theories	Nederlandse Stichting maatschappij, veiligheid en politie	Deinze

HOOFDSTUK IX

AANBEVELINGEN

Op basis van de in 2012 afgesloten toezichtonderzoeken, formuleert het Vast Comité I onderstaande aanbevelingen. Zij hebben in het bijzonder betrekking op de bescherming van de rechten die de Grondwet en de wet aan de personen verlenen (IX.1), op de coördinatie en de efficiëntie van de inlichtingendiensten, het OCAD en de ondersteunende diensten (IX.2) en – ten slotte – op de optimalisatie van de toezichtmogelijkheden van het Vast Comité I (IX.3).

IX.1. AANBEVELINGEN IN VERBAND MET DE BESCHERMING VAN DE RECHTEN DIE DE GRONDWET EN DE WET AAN PERSONEN WAARBORGEN

IX.1.1. TOEZICHT OP DE ACTIVITEITEN VAN BUITENLANDSE INLICHTINGENDIENSTEN¹⁰⁵

Ook in 2012 herhaalde het Comité zijn steun voor de aanbeveling van de Senaat om in de Wet van 30 november 1998 houdende regeling van de inlichtingen- en veiligheidsdienst een specifieke bevoegdheid op te nemen inzake toezicht door de VSSE en de ADIV op de (wettelijkheid van de) activiteiten van buitenlandse inlichtingendiensten op Belgisch grondgebied.¹⁰⁶

¹⁰⁵ Deze aanbeveling stamt uit de onderzoeken naar ‘De opvolging van buitenlandse inlichtingendiensten ten aanzien van hun diaspora in België’ en naar ‘De eventuele opvolging van een particulier tijdens en na zijn opsluiting in België’ (zie II.2 en II.3).

¹⁰⁶ VAST COMITÉ I, *Activiteitenverslag 2006*, 132 en *Activiteitenverslag 2008*, 2. In een reactie op deze aanbeveling toonde de minister van Landsverdediging zich ook voorstander van een wettelijk initiatief dat de controle op de wettelijkheid van de activiteiten van buitenlandse inlichtingendiensten op Belgisch grondgebied mogelijk zou maken.

Hoofdstuk IX

IX.1.2. IN KENNIS STELLEN VAN PERSONEN DIE HET VOORWERP ZIJN VAN EEN DREIGING¹⁰⁷

Artikel 19 W.I&V biedt de VSSE en de ADIV de mogelijkheid om niet enkel instanties maar ook personen die het voorwerp uitmaken van een dreiging daarvan in kennis te stellen. Het Comité beveelt aan dat de beide inlichtingendiensten voor eind 2013 criteria zouden uitwerken inzake de toepassing van deze bepaling.

IX.1.3. UNIFORME CRITERIA VOOR ‘VERLOVEN VOOR OPDRACHT’¹⁰⁸

Het Vast Comité I beveelt aan om voor het personeel van de binnen- én buiten-diensten van de VSSE een gemeenschappelijke dienstnota op te stellen inzake het toekennen van verloven voor opdracht, en dit uiteraard binnen de mogelijkheden van het reglementair kader. Op die manier kan – althans op dit vlak – een zo uniform mogelijk personeelsbeheer binnen het geheel van de dienst worden gegarandeerd.

IX.1.4. EEN ‘NEUTRALE WAARNEMER’ BIJ VEILIGHEIDSONDERZOEKEN

Met uitzondering van de situatie waarbij geklassificeerde informatie wordt besproken, is de aanwezigheid van een ‘neutrale waarnemer’ bij het verhoor in het kader van een veiligheidsonderzoek verboden noch verplicht. De inlichtingendiensten kunnen ter zake zelf hun beleid bepalen. Dat is de conclusie van het onderzoek naar de ‘Syndicale bijstand tijdens het onderhoud naar aanleiding van een veiligheidsonderzoek’.¹⁰⁹ Het Comité acht het echter aangewezen dat het Ministerieel Comité voor inlichting en veiligheid ter zake een instructie zou uitvaardigen die geldt in het kader van alle veiligheidsonderzoeken, ongeacht de dienst die het onderzoek voert en ongeacht het statuut van de onderzochte persoon.

¹⁰⁷ Deze aanbeveling werd geformuleerd naar aanleiding van het onderzoek naar ‘De opvolging van buitenlandse inlichtingendiensten ten aanzien van hun diaspora in België’ (zie II.2).

¹⁰⁸ Zie het onderzoek naar ‘De behandeling van verzoeken tot ‘verlof voor opdracht’ bij de VSSE’ (II.6).

¹⁰⁹ Zie II.4.

IX.2. AANBEVELINGEN IN VERBAND MET DE COÖORDINATIE EN DE EFFICIËNTIE VAN DE INLICHTINGENDIENSTEN, HET OCAD EN DE ONDERSTEUNENDE DIENSTEN

IX.2.1. EFFICIËNTIEVERHOGING BIJ DE AFHANDELING VAN NATIONALITEITSAANVRAGEN¹¹⁰

Bij de Dienst Veiligheidsverificaties van de VSSE kan de efficiëntie bij de afhandeling van dossiers in het kader van de nationaliteitswetgeving worden verhoogd middels:

- een centrale registratie van alle bewegingen in een dossier;
- een gesystematiseerde kwaliteitsbewaking;
- een uniformisering van de dossiersamenstelling;
- een ruimere inzet van ICT-tools *sensu lato*, gaande van de uitbreiding van de toegang tot het Rijksregister tot een grondige informatisering van de werkzaamheden.

Bij de Analysedienst en de Buitendiensten kunnen volgende maatregelen bijdragen tot een verhoging van de doelmatigheid:

- de ontwikkeling van een methodische en formele dossieropvolging teneinde het respecteren van termijnen te garanderen (ook al is dit momenteel niet problematisch);
- het vastleggen van criteria, bepalend voor de toezending van een dossier naar de Buitendiensten voor bijkomend onderzoek;
- een debat met zowel interne als externe partners en klanten omtrent de concrete inhoudelijke verwachtingen inzake de rol van de VSSE.

Daarnaast zou het opstellen van een consultatielijst van de reeds behandelde aanvragen de permanente actualisatie van een dossier toelaten in elke stand van de procedure.

De implementatie van deze voorstellen kunnen naar het oordeel van het Comité slechts een optimaal effect ressorteren indien ook gewerkt wordt aan een aantal factoren die buiten de bevoegdheid van de VSSE vallen. Bedoeld wordt:

- de integratie van de ICT-systeem van de diverse actoren zodat de informatie efficiënter kan worden gedeeld¹¹¹;

¹¹⁰ Deze aanbeveling vloeit voort uit het onderzoek naar ‘De rol van de VSSE in het kader van de procedures tot het verkrijgen van de Belgische nationaliteit’ (zie II.1).

¹¹¹ Vanzelfsprekend moet daarbij rekening gehouden worden met de eigenheid en behoeften van alle betrokken actoren. Wat betreft de VSSE bijvoorbeeld, zal in deze moeten worden gedacht aan de veiligheids- en classificatieproblematiek. Het Comité beveelt dan ook aan dat de VSSE

Hoofdstuk IX

- het vastleggen van de juiste draagwijdte van de ‘advies’-opdracht van de VSSE in het kader van naturalisatiedossiers, met zo nodig een formalisering ervan in een protocol met de Kamer van Volksvertegenwoordigers;
- het nader omschrijven van het begrip ‘beletsel wegens gewichtige feiten, eigen aan de persoon’.¹¹²

IX.2.2. HET VASTLEGGEN EN FORMULEREN VAN HAALBARE PRIORITEITEN¹¹³

Het Comité beveelt beide inlichtingendiensten aan de criteria die moeten toelaten te beslissen welke prioriteit moet worden toegekend aan ‘de opvolging van de opvolging’ door buitenlandse inlichtingendiensten van hun diaspora op Belgisch grondgebied, in een richtlijn vast te leggen.

Wat betreft het luik ‘spionage en immenging’ uit de prioriteitenlijst van de actieplannen van de VSSE, dient daarenboven te worden opgemerkt dat de omschrijvingen van de prioriteiten nog te vaak vaag geformuleerd zijn. Dit heeft onder meer tot gevolg dat moeilijk met zekerheid kan worden aangegeven of de opvolging van de inlichtingenactiviteiten van de diverse diensten ten aanzien van hun diaspora nu wel of niet als prioritair wordt beschouwd. Eenzelfde opmerking geldt voor de prioriteitsstelling uit de stuurplannen van de ADIV. Aanbevolen wordt dit in toekomstige plannen te verduidelijken en te expliciteren.

Binnen het operationele luik van de actieplannen van de VSSE worden jaarlijks ongeveer 150 problematieken ‘actief prioritair’ en ‘actief’ opgevolgd. Dit doet de VSSE besluiten dat het – rekening houdend met de personele middelen waarover ze beschikt – niet mogelijk is om voor elk van deze problematieken de nodige agenten in te zetten. Ook de ADIV maakt in zijn stuurplannen keuzes, en dit gelet op de beperkte middelen. Deze keuzes worden te vaak ingegeven door pragmatisme, en kunnen te weinig worden geobjectiveerd. Het Vast Comité I is de mening toegedaan dat het opstellen van actieplannen/stuurplannen dient te gebeuren in functie van de beschikbare personele, budgettaire en technische middelen en dit in overeenstemming met de politieke beleidskeuzes. Met andere woorden, indien er onvoldoende *resources* vorhanden zijn, dient er in de ‘prioriteitenlijst’ te worden gesnoeid. Zo niet verwordt deze lijst tot een *a priori* onhaalbare opsomming.

¹¹² in de mate van het mogelijke nu reeds met deze plannen rekening zou houden bij de ontwikkeling van zijn eigen procedures.

¹¹³ Deze aanbeveling werd intussen geïmplementeerd (zie I.1).

¹¹³ Deze aanbeveling werd geformuleerd naar aanleiding van het onderzoek naar ‘De opvolging van buitenlandse inlichtingendiensten ten aanzien van hun diaspora in België’ (zie II.2).

IX.2.3. HET OPSTELLEN EN ACTUALISEREN VAN FENOMEENANALYSES

Naar opzet en inhoud is een document als de ‘Fenomeenanalyse Inmenging (december 2009)’¹¹⁴ van de VSSE een schoolvoorbeeld van een strategisch product van een inlichtingendienst. Met het oog op de *business continuity* verdient het aanbeveling om op middellange termijn dergelijke documenten op te stellen voor zoveel mogelijk dreigingen of te beschermen belangen en ze regelmatig te actualiseren. Deze aanbeveling richt zich evident tot beide inlichtingendiensten.

IX.2.4. EEN MINISTERIËLE RICHTLIJN VOOR DE UITVOERING VAN ARTIKEL 20 W.I&V¹¹⁵

Artikel 20 § 1 W.I&V gebiedt de inlichtingen- en veiligheidsdiensten ervoor te zorgen ‘dat er samenwerking is met de buitenlandse inlichtingen- en veiligheidsdiensten.’ De derde paragraaf van diezelfde bepaling draagt het Ministerieel Comité voor inlichting en veiligheid op ‘de voorwaarden van de in § 1 van dit artikel bedoelde samenwerking’ te bepalen. De VSSE stelde in 2011 een gedetailleerde instructie op over de ‘bilaterale samenwerking met correspondenten’. Hoewel het Vast Comité I deze richtlijn als zeer waardevol beschouwt, wijst het op de rol die de wetgever ter zake aan het Ministerieel Comité heeft toevertrouwd. Bepaalde door de VSSE in haar richtlijn genomen opties dienen naar het oordeel van het Comité gedragen te worden door de beleidsverantwoordelijken. Het Comité herhaalt dan ook nogmaals¹¹⁶ zijn aanbeveling dat het Ministerieel Comité een dergelijke richtlijn zou uitvaardigen, waarbij in het bijzonder aandacht moet worden besteed aan de aard van de gegevens die aan buitenlandse diensten kunnen meegedeeld worden. De VSSE wordt aanbevolen om zijn richtlijn aan het MCIV te bezorgen.

Wat de ADIV betreft, beveelt het Vast Comité I de spoedige finalisering aan van het project dat er eveneens toe strekt evaluatiecriteria uit te werken om te bepalen op welke wijze de samenwerking met andere buitenlandse diensten kan verlopen. Ook dit document dient te worden toegezonden aan het Ministerieel Comité.

¹¹⁴ Zie II.2.3.3.

¹¹⁵ Aanbeveling afkomstig uit het onderzoek naar ‘De opvolging van buitenlandse inlichtingendiensten ten aanzien van hun diaspora in België’ (zie II.2).

¹¹⁶ VAST COMITÉ I, *Activiteitenverslag 2006*, 132; *Activiteitenverslag 2007*, 73; *Activiteitenverslag 2008*, 6 en 109-110; *Activiteitenverslag 2009*, 4 en 106-107; *Activiteitenverslag 2010*, 3-4.

IX.2.5. EEN AANPASSING VAN ARTIKEL 18/9 W.I&V¹¹⁷

Wat de inzet van BIM-methoden betreft, viel te noteren dat artikel 18/9 W.I&V de ‘inmenging’ niet opneemt in de lijst van dreigingen waarvoor de VSSE uitzonderlijke methoden mag inzetten. In zoverre een bepaalde activiteit van een buitenlandse inlichtingendienst in België slechts als ‘inmenging’ zou kunnen worden gekwalificeerd, kan de VSSE dus geen dergelijke methoden aanwenden. Het Comité ziet hiervoor geen overtuigende argumenten, temeer de uitzonderlijke methoden aan een zeer scherpe administratieve en jurisdicionele controle onderworpen zijn. Het beveelt dan ook aan de wet op dit vlak aan te passen.

IX.2.6. GEDOCUMENTEERDE WERKAFSPRAKEN TUSSEN DE VSSE EN DE FOD BUITENLANDSE ZAKEN¹¹⁸

Ondanks het feit dat de FOD Buitenlandse Zaken inzake ‘de opvolging van de opvolging van bepaalde diaspora’ wordt beschouwd als de belangrijkste klant van de VSSE en zij bovendien de aangewezen dienst is om de VSSE bij te staan in het *counteren* van de activiteiten van de buitenlandse inlichtingendiensten op Belgisch grondgebied, valt de ontstentenis van gedocumenteerde werkafspraken tussen beide instellingen op. Het Vast Comité I dringt hier op aan.

IX.2.7. GESTANDAARDISEERDE METHODOLOGIE EN EEN UNIFORME OPLEIDING VOOR PUNCTUELE DREIGINGSANALYSES

De Vaste Comités P en I moesten in het onderzoek naar de wijze waarop het OCAD dreigingsevaluaties opstelt bij bezoeken van VIP’s aan België¹¹⁹ vaststellen dat deze evaluaties op een niet-geformaliseerde wijze gebeuren en dat de deskundigen zelfs geen eenvormige opleiding genieten. Deze situatie zou voor het OCAD problematisch kunnen blijken indien er zich een incident zou voordoen en het uitleg zou moeten verschaffen over de gebruikte methodologie. De Vaste Comités P en I waren dan ook van mening dat de expertise, die zeker aanwezig is binnen het OCAD, geen reden is om geen gestandaardiseerde methodologie te hanteren, hierbij rekening houdend met de punctuele specificiteiten. De Comités bevalen *in concreto* aan dat het OCAD een gestructureerd proces zou uitwerken (formeel, ondersteund en controleerbaar) voor de dreigingsevaluaties voor buitenlandse VIP’s op bezoek in België en dat het erop zou toezien dat zijn deskun-

¹¹⁷ *Idem.*

¹¹⁸ *Idem.*

¹¹⁹ Zie II.5.

digen een uniforme opleiding krijgen. In een reactie op deze aanbeveling liet de minister van Binnenlandse Zaken weten dat ze zou toezien op de implementatie ervan door het OCAD.

IX.2.8. PROTOCOLAKKOORD MET DE DIENST VREEMDELINGENZAKEN EN HET COMMISSARIAAT-GENERAAL VOOR DE VLUCHTELINGEN EN DE STAATSLOZEN

In het kader van het onderzoek naar ‘De eventuele opvolging van een particulier tijdens en na zijn opsluiting in België’¹²⁰ bracht het Vast Comité I zijn eerdere aanbeveling in herinnering om een protocolakkoord te sluiten tussen de VSSE, de Dienst Vreemdelingenzaken en het Commissariaat-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen.^{121, 122} Het beval tevens aan dat ook de ADIV een protocolakkoord zou sluiten met deze diensten.

IX.2.9. PROTOCOLAKKOORD MET HET DIRECTORAAT- GENERAAL UITVOERING VAN STRAFFEN EN MAATREGELEN

In het kader van datzelfde onderzoek beval het Comité aan alle bepalingen van het protocolakkoord dat op 20 november 2006 was gesloten tussen de VSSE en het Directoraat-generaal Uitvoering van Straffen en Maatregelen rigoureus toe te passen. Tevens beval het aan dat ook de ADIV een dergelijk protocolakkoord zou afsluiten.¹²³

¹²⁰ Zie II.3.

¹²¹ VAST COMITÉ I, *Activiteitenverslag 2006*, 134.

¹²² Op 27 juni 2011 was reeds een dergelijk protocol ondertekend met de Dienst Vreemdelingenzaken. De VSSE had echter nagelaten het Comité hiervan uit eigen beweging in kennis te stellen, zoals nochtans voorzien door artikel 33 W.Toezicht.

¹²³ De minister van Landsverdediging deelde aan het Comité mee dat de ADIV de aanbeveling met betrekking tot het afsluiten van een protocol met de Dienst Vreemdelingenzaken en met het Commissariaat-generaal voor Vluchtelingen en Staatslozen ter harte nam. De ADIV vroeg zich evenwel af of een protocol met het Directoraat-generaal Uitvoering van Straffen en Maatregelen geen dubbel gebruik zou uitmaken met het akkoord gesloten door de VSSE in het kader van het Plan Radicalisme.

IX.3. AANBEVELINGEN IN VERBAND MET DE DOELTREFFENDHEID VAN HET TOEZICHT

IX.3.1. TOEZICHT OP DE INTERNATIONALE INFORMATIE-UITWISSELING EN DE ‘REGEL VAN DE DERDE DIENST’¹²⁴

‘Gelet op de groeiende internationalisering van de samenwerking tussen inlichtingen- en veiligheidsdiensten en de daaruit voortvloeiende informatie-uitwisseling is het noodzakelijk het parlementair toezicht op de inlichtingen- en veiligheidsdiensten ter zake te verbeteren.’ Tot die conclusie kwam de ‘Internationale Conferentie van de parlementaire commissies van toezicht op de inlichtingen- en veiligheidsdiensten van de Lidstaten van de Europese Unie alsook van Noorwegen en Zwitserland’.¹²⁵ Het Vast Comité I schaart zich achter dit standpunt, maar is van mening dat het bevorderen van een vorm van parlementair toezicht op de internationale samenwerking tussen inlichtingendiensten een grondige denkoeufening niet in de weg mag staan over de wijze waarop de toepassing van de ‘regel van de derde dienst’ kan worden gecontroleerd.

IX.3.2. GEMOTIVEERDE, CONSULTEERBARE EN VERIFIËERBARE BESLISSINGEN

Het Comité is er zich van bewust dat het voor een inlichtingendienst onmogelijk is iedereen die een potentiële dreiging vormt (even intensief) op te volgen, dit gelet op de evidente beperkte middelen. Er dienen dus keuzes te worden gemaakt. Uit een toezichtonderzoek¹²⁶ is gebleken dat de VSSE een voor terrorisme veroordeelde gevangene tijdens en na zijn gevangenisstraf niet opvolgde en dat van die beslissing geen enkel spoor van een reële analyse die resulterde in een gemotiveerde, consulteerbare en verifieerbare beslissing, kon worden gevonden. Het Comité wees in deze op het feit dat de VSSE recent zelf de noodzaak hiertoe heeft erkend in zijn *Instructie voor de bilaterale samenwerking met de correspondenten*. Onder de hoofding ‘Transparantie en traceerbaarheid’ wordt vereist dat er van elke actie een ‘administratief spoor’ bestaat, dit onder meer met het oog op de controle door het Vast Comité I. Het Comité kan dergelijke instructies alleen maar verwelkomen.

¹²⁴ Deze aanbeveling stamt uit het onderzoek naar ‘De opvolging van buitenlandse inlichtingendiensten ten aanzien van hun diaspora in België’ (zie II.2).

¹²⁵ Zevende conferentie van de parlementaire commissies belast met het toezicht op de inlichtingen- en veiligheidsdiensten van 27 en 28 oktober 2011 gehouden te Berlijn. Zie VAST COMITÉ I, *Activiteitenverslag 2011*, 84-85.

¹²⁶ Zie ‘De eventuele opvolging van een particulier tijdens en na zijn opsluiting in België’ (II.3).

BIJLAGEN

BIJLAGE A.

OVERZICHT VAN DE BELANGRIJKSTE REGELGEVING MET BETREKKING TOT DE WERKING, DE BEVOEGD- HEDEN EN HET TOEZICHT OP DE INLICHTINGEN- EN VEILIGHEIDSDIENSTEN EN HET OCAD (1 JANUARI 2012 TOT 31 DECEMBER 2012)

- Wet 28 december 2011 houdende diverse bepalingen, *BS* 30 december 2011
- Wet 13 augustus 2011 inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten op defensie- en veiligheidsgebied, *BS* 1 februari 2012
- Wet 16 februari 2012 houdende de algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 2012, *BS* 9 maart 2012
- Wet 22 april 2012 tot wijziging van de wet van 27 maart 2003 betreffende de werving van de militairen en het statuut van de militaire muzikanten en tot wijziging van verschillende wetten van toepassing op het personeel van Landsverdediging, *BS* 21 mei 2012
- Wet 6 juni 2012 houdende eerste aanpassing van de algemene uitgaven begrotingsjaar 2012, *BS* 11 juli 2012
- Wet 4 december 2012 tot wijziging van het Wetboek van de Belgische nationaliteit ten einde het verkrijgen van de Belgische nationaliteit migratieneutraal te maken, *BS* 14 december 2012
- K.B. 23 januari 2012 plaatsing overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten op defensie- en veiligheidsgebied, *BS* 1 februari 2012
- K.B. 24 januari 2012 tot vaststelling van de inwerkingtreding van de wet van 13 augustus 2011 inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten op defensie- en veiligheidsgebied, alsook van de regels inzake motivering, informatie en rechtsmiddelen voor deze opdrachten, *BS* 1 februari 2012
- K.B. 1 juli 2012 tot wijziging van het koninklijk besluit van 3 juni 2011 tot wijziging van het koninklijk besluit van 24 maart 2000 tot uitvoering van de wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen, *BS* 13 juli 2012
- K.B. 1 oktober 2012 houdende samenstelling van de Bestuurlijke Commissie door de inlichtingen- en veiligheidsdiensten belast met het toezicht op de specifieke en uitzonderlijke methoden voor het verzamelen van gegevens, *BS* 1 oktober 2012
- M.B. 31 januari 2012 houdende interne organisatie, overdracht van bevoegdheid en machtigingen tot handtekening in de Federale Overheidsdienst Justitie inzake de gunning en de uitvoering van overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, inzake diverse uitgaven, *BS* 13 februari 2012

Bijlagen

M.B. 24 april 2012 houdende de hernieuwing van het mandaat van F. Lejeune, aangesteld als juridisch expert in grondwettelijk en administratief recht in de ondersteuningscel van de Veiligheid van de Staat, voor een periode van vijf jaar, *BS* 30 april 2012

Oproep tot kandidaten voor de Bestuurlijke Commissie door de inlichtingen- en veiligheidsdiensten belast met het toezicht op de specifieke en uitzonderlijke methoden voor het verzamelen van gegevens, *BS* 9 maart 2012

Vast Comité van Toezicht op de inlichtingendiensten, algehele hernieuwing van het Comité, oproep aan de kandidaten, *BS* 2 mei 2012

Uittreksel uit arrest nr. 5/2012 van 11 januari 2012, rolnummer 5118. Inzake de prejudiciële vraag betreffende artikel 42, § 3, tweede lid, van de wet van 1 augustus 1985 houdende fiscale en andere bepalingen (Toekenning van een bijzondere vergoeding in geval van fysieke schade geleden door leden van politie- en hulpdiensten), gesteld door de Raad van State, *BS* 4 mei 2012

Decreet betreffende de in-, uit-, doorvoer en overbrenging van defensiegerelateerde producten, ander voor militair gebruik dienstig materiaal, ordehandhavingsmateriaal, civiele vuurwapens, onderdelen en munitie, *BS* 4 juli 2012

Benoeming van de voorzitter van het Vast Comité van Toezicht op de inlichtingendiensten (Comité I), *BS* 30 juli 2012

Decreet houdende de oprichting en organisatie van een Vlaamse dienstenintegrator, *BS* 1 augustus 2012

BIJLAGE B.

OVERZIJK VAN DE BELANGRIJKSTE WETSVOORSTELLEN,
WETSONTWERPEN, RESOLUTIES EN PARLEMENTAIRE
BESPREKINGEN MET BETrekking TOT DE WERKING,
DE BEVOEGDHEDEN EN HET TOEZICHT OP DE
INLICHTINGEN- EN VEILIGHEIDSDIENSTEN EN HET
OCAD (1 JANUARI 2012 TOT 31 DECEMBER 2012)

Senaat

Voorstel van resolutie betreffende de bestrijding van islamitische satellietzenders, radio-stations en webstekes die op het Belgische en Europese grondgebied anti-Westerse haatpropaganda verspreiden, *Parl. St.* Senaat 2011-12, nr. 5-1421/1

Wetsvoorstel tot wijziging van de wetgeving wat de afschaffing van de Staatsveiligheid betreft, *Parl. St.* Senaat 2011-12, nr. 5-1435/1

Wetsvoorstel tot wijziging van artikelen 137 en 138 van het Strafwetboek, teneinde de strijd tegen het terrorisme op te voeren, *Parl. St.* Senaat 2011-12, nrs. 5-1655/1 en 5-1655/2

Voorstel tot wijziging van het reglement van de Senaat met betrekking tot de samenstelling van de commissie belast met de begeleiding van het Vast Comité I, *Parl. St.* Senaat 2011-12, nr. 5-1667/1

Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 16 mei 2004 betreffende de bestrijding van de mensensmokkel en mensenhandel met het oog op een vertegen-

woordiging van de opvangcentra voor slachtoffers van mensenhandel in de Interdepartementale Coördinatiecel voor de strijd tegen mensensmokkel en mensenhandel, *Parl. St.* Senaat 2011-12, nr. 5-1690/1

Voorstel van resolutie tot opvoering van de strijd tegen de mensenhandel, *Parl. St.* Senaat 2011-12, nr. 5-1701/3

Benoeming van een voorzitter van het Vast Comité van Toezicht op de inlichtingendiensten (Comité I), *Parl. St.* Senaat 2011-12, nr. 5-1713/1

Voorstel van resolutie ter beveiliging van elektronische informatie en bescherming tegen cyberaanvallen, *Parl. St.* Senaat 2012-13, nr. 5-1855/1

Wetsvoorstel tot aanvulling van de wet van 11 januari 1993 tot voorkoming van het gebruik van het financiële stelsel voor het witwassen van geld en de financiering van terrorisme, met het oog op de uitbreiding van de controlebevoegdheid van de Cel voor Financiële Informatieverwerking wat betreft het extremisme, *Parl. St.* Senaat 2012-13, nr. 5-1873/1

Voorstel van begroting voor het jaar 2012 van de Bestuurlijke Commissie belast met de controle op de specifieke en uitzonderlijke methoden voor het verzamelen van gegevens door de inlichtingen- en veiligheidsdiensten (Commissie BIM C-BIM), *Hand. Senaat* 2011-12, 22 december 2011, nr. 5-41, 21

Benoeming van de voorzitter van het Vast Comité van toezicht op de inlichtingendiensten (Comité I), *Hand. Senaat* 2011-12, 19 juli 2012, nr. 5-74, 63

Vast Comité van Toezicht op de inlichtingendiensten, rekeningen voor het jaar 2011, *Hand. Senaat* 2011-12, 19 juli 2012, nr. 5-74, 88

Kamer van Volksvertegenwoordigers

Wetsontwerp tot wijziging van het Wetboek van de Belgische nationaliteit teneinde het verkrijgen van de Belgische nationaliteit migratieneutraal te maken, *Parl. St.* Kamer 2011-12, nrs. 53K0476/013 tot 53K0476/016, 53K0476/019 en 53K0476/021

Ontwerp van algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar, *Parl. St.* Kamer 2011-12, nrs. 53K1944/001, 53K1944/004, 53K1944/005, 53K1944/016, 53K1944/020 en 53K1944/024

Wetsontwerp houdende diverse bepalingen, *Parl. St.* Kamer 2011-12, nr. 53K1952/017

Gedachteswisseling met de minister van Binnenlandse Zaken en de minister van Justitie over de tragische gebeurtenis te Luik, *Parl. St.* Kamer 2011-12, nr. 53K1986/001

Rekenhof, Grondwettelijk Hof, Hoge Raad voor de Justitie, Vast Comité van Toezicht op de politiediensten, Vast Comité van Toezicht op de inlichtingen- en veiligheidsdiensten, Federale ombudsmannen, Commissie voor de Bescherming van de persoonlijke levenssfeer, Benoemingscommissies voor het notariaat: rekeningen van het begrotingsjaar 2010; aanpassingen van de begrotingen van het begrotingsjaar 2011; begrotingsvoorstellen voor het begrotingsjaar 2012, *Parl. St.* Kamer 2011-12, nrs. 53K2015/001 en 53K2015/002

Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 27 maart 2003 betreffende de werving van de militairen en het statuut van de militaire muzikanten en tot wijziging van verschillende wetten van toepassing op het personeel van Landsverdediging, *Parl. St.* Kamer 2011-12, nrs. 53K2020/001, 53K2020/003 en 53K2020/004 en *Hand. Kamer* 2011-12, 8 maart 2012, CRI53PLEN074, 46

Bijlagen

- Wetsvoorstel betreffende de beëdigde vertalers, tolken en vertalers-tolken, *Parl. St.* Kamer 2011-12, nr. 53K2050/001
- Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, *Parl. St.* Kamer 2011-12, nrs. 53K2077/001 en 53K2077/003
- Wetsontwerp houdende eerste aanpassing van de Algemene Uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 2012, *Parl. St.* Kamer 2011-12, nrs. 53K2113/001 en 53K2113/002
- Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de Belgische nationaliteit wat betreft de naturalisatieprocedure, *Parl. St.* Kamer 2011-12, nr. 53K2116/001
- Wetsontwerp houdende diverse bepalingen inzake elektronische communicatie, *Parl. St.* Kamer 2011-12, nr. 53K2143/001
- Wetsvoorstel tot wijziging van het Strafwetboek wat de strijd tegen het terrorisme betreft, *Parl. St.* Kamer 2011-12, nr. 53K2169/001
- Wetsvoorstel betreffende de uitvoering van een onderzoek door het Studie- en Documentatiecentrum ‘Oorlog en Hedendaagse Maatschappij’ (SOMA) naar de moord op Julien Lahaut, *Parl. St.* Kamer 2011-12, nr. 53K2419/001
- Wetsontwerp houdende diverse bepalingen betreffende Justitie, *Parl. St.* Kamer 2011-12, nrs. 53K2429/001, 53K2429/002 en 53K2429/006
- Wetsontwerp houdende de Middelenbegroting voor het begrotingsjaar 2013, *Parl. St.* Kamer 2012-13, nr. 53K2521/001
- Wetsontwerp houdende derde aanpassing van de Algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 2012, *Parl. St.* Kamer 2012-13, nr. 53K2529/001
- Ontwerp van Financiewet begrotingsjaar 2013, *Parl. St.* Kamer 2012-13, nr. 53K2530/001
- Resolutie tot verbetering van de procedure inzake uitvoer van nuclear materiaal, *Parl. St.* Kamer 2012-13, nrs. 53K2475/001 en 53K2475/002
- Wetsontwerp houdende diverse maatregelen voor de bestrijding van maritieme piraterij betreffende aangelegenheden als bedoeld door artikel 78 van de Grondwet; wetsontwerp houdende diverse maatregelen voor de bestrijding van maritieme piraterij betreffende aangelegenheden als bedoeld door artikel 77 van de Grondwet, *Parl. St.* Kamer 2012-13, nrs. 53K2509/001 en 53K2510/001
- Wetsvoorstel tot oprichting van een Vast Comité van Toezicht op de veiligheid van de federale openbare infrastructuur, *Parl. St.* Kamer 2012-13, nr. 53K2565/001
- Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 27 maart 2003 betreffende de werving van de militairen en het statuut van de militaire muzikanten en tot wijziging van verschillende wetten van toepassing op het personeel van Landsverdediging, *Parl. St.* Kamer 2012-13, nr. 53K2569/001
- Rekenhof, Grondwettelijk hof, Hoge Raad voor Justitie, Vaste Comités van Toezicht op de politie- en inlichtingendiensten, Federale Ombudsmannen, Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer en Benoemingscommissies voor het notariaat – de rekeningen van het begrotingsjaar 2010 – aanpassing van de begroting 2011 – de begrotingsvoorstellen voor het betrotingsjaar 2012 (2015/1), *Hand.* Kamer 2011-12, 2 februari 2012, CRIV53PLEN070, 100
- Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de Belgische nationaliteit teneinde het verkrijgen van de Belgische nationaliteit migratieneutraal te maken (476/1-20): wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de Belgische nationaliteit (494/1-4); wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de Belgische nationaliteit (574/1-2); wets-

voorstel tot wijziging van het Wetboek van de Belgische nationaliteit (601/1-4); wetsvoorstel tot invoering van het Staatsburgerschapswetboek (618/1-2); wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de Belgische nationaliteit (742/1-2), *Hand.* Kamer, 2012-13, 24 oktober 2012, CRIV53PLEN108, 2

Voorstel van resolutie tot verbetering van de procedure inzake uitvoer van nucleair materiaal (2475/1), *Hand.* Kamer 2012-13, 14 november 2012, CRIV53PLEN111, 51

Besprekking van de verklaring van de regering, *Hand.* Kamer 2012-13, 22 november 2012, CRIV53PLEN113, 1

Rekenhof, Grondwettelijk Hof, Hoge Raad voor Justitie, Vaste Comités van Toezicht op de politie- en inlichtingendiensten, Federale ombudsmannen, Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer en Benoemingscommissies voor het notariaat: de rekeningen van het begrotingsjaar 2011, aanpassing van de begroting 2012 en de begrotingsvoorstellen voor het begrotingsjaar 2013 (2578/1)), *Hand.* Kamer 2012-13, 20 december 2012, CRIV53PLEN122, 72

Rekeningen van het begrotingsjaar 2011 van het Vast Comité van Toezicht op de inlichtingendiensten (2578/1), *Hand.* Kamer 2012-13, 20 december 2012, CRIV53PLEN123, 8

Begrotingsvoorstellen voor het begrotingsjaar 2013 van het Vast Comité van Toezicht op de inlichtingendiensten (2578/1)), *Hand.* Kamer 2012-13, 20 december 2012, CRIV53PLEN123, 12

BIJLAGE C.

OVERZICHT VAN INTERPELLATIES, VRAGEN OM UITLEG EN MONDELINGE EN SCHRIFTELIJKE VRAGEN MET BETREKKING TOT DE WERKING, DE BEVOEGDHEDEN EN HET TOEZICHT OP DE INLICHTINGEN- EN VEILIGHEIDSDIENSTEN EN HET OCAD (1 JANUARI 2012 TOT 31 DECEMBER 2012)

Senaat

Mondelinge vraag van B. Laeremans aan de minister van Justitie over 'de organisatie Shariab4Belgium' (*Hand.* Senaat 2011-12, 22 december 2011 nr. 5-41, 9, Vr. nr. 5-345)

Schriftelijke vraag van K. Vanlouwe aan de eerste minister over 'cyberaanvallen en cybercrime – cyberdefensie – federaal beleid – opmerkingen Comité I' (Senaat 2011-12, 23 december 2011, Vr. nr. 5-4291)

Schriftelijke vraag van K. Vanlouwe aan de minister van Buitenlandse Zaken over 'cyberaanvallen en cybercrime – cyberdefensie – Europese Unie (EU) – Noord-Atlantische Verdragsorganisatie (NAVO) – specifieke situatie Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken' (Senaat 2011-12, 23 december 2011, Vr. nr. 5-4302)

Schriftelijke vraag van K. Vanlouwe aan de minister van Economie over 'cyberaanvallen en cybercrime – cyberdefensie – Computer Emergency Response Team (CERT) – oprichting – werking – specifieke situatie Federale Overheidsdienst Economie' (Senaat 2011-12, 23 december 2011, Vr. nr. 5-4322)

Bijlagen

- Schriftelijke vraag van B. Anciaux aan de eerste minister over ‘Ministerieel Comité voor inlichtingen en veiligheid – regels voor geheimhouding – besproken onderwerpen – parlementaire controle’ (Senaat 2011-12, 23 december 2011, Vr. nr. 5-4617)
- Schriftelijke vraag van B. Anciaux aan de minister van Binnenlandse Zaken over ‘spionage – inlichtingendiensten – evolutie – preventie’ (Senaat 2011-12, 23 december 2011, Vr. nr. 5-4853)
- Schriftelijke vraag van B. Tommelein aan de minister van Binnenlandse Zaken over de ‘Veiligheid van de Staat – lezingen van haatpredikers in het buitenland – aanwezigheid van landgenoten – aantallen en handhaving’ (Senaat 2011-12, 23 december 2011, Vr. nr. 5-4992)
- Schriftelijke vraag van B. Anciaux aan de minister van Landsverdediging over ‘spionage – inlichtingendiensten – evolutie – preventie’ (Senaat 2011-12, 28 december 2011, Vr. nr. 5-4934)
- Vraag om uitleg van B. Laeremans aan de minister van Justitie over ‘het dossier van de politieke moorden die toegeschreven zijn aan Abdelkader Belliraj’ (*Hand.* Senaat 2011-12, 11 januari 2012, nr. 5-111, 10, Vr. nr. 5-1627)
- Vraag om uitleg van A. Van dermeersch aan de minister van Justitie over ‘het gebruik van spionagesoftware door de Belgische Veiligheid van de Staat’ (*Hand.* Senaat 2011-12, 11 januari 2012, nr. 5-111, 15, Vr. nr. 5-1662)
- Schriftelijke vraag van K. Vanlouwe aan de minister van Binnenlandse Zaken over ‘Staatsveiligheid – spionageactiviteiten in België – illegale activiteiten’ (Senaat 2011-12, 10 februari 2012, Vr. nr. 5-5613)
- Schriftelijke vraag van K. Vanlouwe aan de minister van Buitenlandse Zaken over ‘Staatsveiligheid – spionageactiviteiten in België – buitenlandse inlichtingendiensten – persona non grata’ (Senaat 2011-12, 10 februari 2012, Vr. nr. 5-5614)
- Schriftelijke vraag van K. Vanlouwe aan de minister van Binnenlandse Zaken over ‘Staatsveiligheid – verbindingsofficieren – overzicht’ (Senaat 2011-12, 10 februari 2012, Vr. nr. 5-5615)
- Schriftelijke vraag van B. Anciaux aan de minister van Justitie over de ‘private inlichtingendiensten – controles – wettelijk kader’ (Senaat 2011-12, 9 maart 2012, Vr. nr. 5-5837)
- Vraag om uitleg van H. Broers aan de minister van Binnenlandse Zaken over ‘de preventieve maatregelen om aanslagen met zogenaamde vuile bommen te voorkomen’ (*Hand.* Senaat 2011-12, 13 maart 2012, nr. 5-132, 11, Vr. nr. 5-1628)
- Mondelinge vragen van B. Laeremans, F. Dewinter en R. Miller aan de minister van Binnenlandse Zaken over ‘de aanslag op een moskee in Anderlecht’ (*Hand.* Senaat 2011-12, 29 maart 2012, nr. 5-55, 13, Vr. nrs. 5-472, 5-476 et 5-477)
- Schriftelijke vraag van K. Vanlouwe aan de minister van Landsverdediging over de ‘Staatsveiligheid – spionageactiviteiten in België – illegale activiteiten’ (Senaat 2011-12, 11 april 2012, Vr. nr. 5-6059)
- Vraag om uitleg van B. Anciaux aan de minister van Binnenlandse over ‘de onberispelijheid van werknemers in de wapensector’ (*Hand.* Senaat 2011-12, 17 april 2012, nr. 5-140, 9, Vr. nr. 5-1742)
- Vraag om uitleg van B. Anciaux aan de minister van Justitie over ‘de toekomst en de werking van de Executief van de Moslims van België’ (*Hand.* Senaat 2011-12, 2 mei 2012, nr. 5-146, 12, Vr. nr. 5-2046)

- Schriftelijke vraag van A. Van dermeersch aan de staatssecretaris voor Ambtenarenzaken over ‘de beveiliging van bedrijfsgeheimen’ (Senaat 2011-12, 4 mei 2012, Vr. nr. 5-6186)
- Schriftelijke vraag van B. Anciaux aan de minister van Justitie over ‘de mogelijke betrokkenheid van de Belgische veiligheidsdiensten bij de weigering van de Staat Israël om een aantal landgenoten tot hun grondgebied toe te laten’ (Senaat 2011-12, 22 mei 2012, Vr. nr. 5-6295)
- Schriftelijke vraag van K. Vanlouwe aan de minister van Financiën over ‘de cyberdefensie en het ‘hacktivisme’ op federale overheidswebsites’ (Senaat 2011-12, 24 mei 2012, Vr. nr. 5-6305)
- Mondelinge vraag van K. Vanlouwe aan de eerste minister over ‘het Flame-supervirus, cyberdefensie en het federale veiligheidsbeleid’ (*Hand.* Senaat 2011-12, 31 mei 2012, nr. 5-61, 31, Vr. nr. 5-571)
- Mondelinge vragen van J. Ceder en F. Dewinter aan de minister van Binnenlandse Zaken over ‘de plannen ten aanzien van extremistische verenigingen’ (*Hand.* Senaat 2011-12, 7 juni 2012, nr. 5-62, 24, Vr. nrs. 5-579 en 585)
- Schriftelijke vraag van B. Tommelein aan de minister van Binnenlandse Zaken over ‘Nederland – Algemene Inlichtingen- en Veiligheidsdienst (AIVD) – inzetten van journalisten tegen betaling – Veiligheid van de Staat – Algemene Dienst inlichting en veiligheid van de Krijgsmacht – regelgeving’ (Senaat 2011-12, 9 juli 2012, Vr. nr. 5-6703)
- Schriftelijke vraag van B. Tommelein aan de minister van Landsverdediging over ‘Nederland – Algemene Inlichtingen- en Veiligheidsdienst (AIVD) – inzetten van journalisten tegen betaling – Veiligheid van de Staat – Algemene Dienst inlichting en veiligheid van de Krijgsmacht – regelgeving’ (Senaat 2011-12, 9 juli 2012, Vr. nr. 5-6704)
- Schriftelijke vraag van B. Tommelein aan de minister van Justitie over ‘Nederland – Algemene Inlichtingen- en Veiligheidsdienst (AIVD) – inzetten van journalisten tegen betaling – Veiligheid van de Staat – Algemene Dienst inlichting en veiligheid van de Krijgsmacht – regelgeving’ (Senaat 2011-12, 9 juli 2012, Vr. nr. 5-6705)
- Mondelinge vraag van K. Vanlouwe aan de eerste minister over ‘de tekortkomingen van het federaal cyberbeleid volgens het Comité I’ (*Hand.* Senaat 2011-12, 12 juli 2012, nr. 5-73, 36, Vr. nr. 5-654)
- Schriftelijke vraag van K. Vanlouwe aan de minister van Justitie over ‘spionageactiviteiten – opvolgvraag’ (Senaat 2011-12, 21 augustus 2012, Vr. nr. 5-6877)
- Schriftelijke vraag van K. Vanlouwe aan de minister van Buitenlandse Zaken over ‘spionageactiviteiten – opvolgvraag’ (Senaat 2011-12, 21 augustus 2012, Vr. nr. 5-6878)
- Schriftelijke vraag van B. Tommelein aan de minister van Landsverdediging over de ‘Staatsveiligheid – OCAD – ondersteunende diensten – risico op veiligheidsincidenten – niet beveiligde communicatie’ (Senaat 2011-12, 29 augustus 2012, Vr. nr. 5-6922)
- Schriftelijke vraag van B. Tommelein aan de minister van Landsverdediging over de ‘VSSE – ADIV – uitwisseling informatie met zusterdiensten – lacune in controle’ (Senaat 2011-12, 29 augustus 2012, Vr. nr. 5-6924)
- Schriftelijke vraag van B. Tommelein aan de minister van Justitie over de ‘VSSE – ADIV – uitwisseling informatie met zusterdiensten – lacune in controle’ (Senaat 2011-12, 29 augustus 2012, Vr. nr. 5-6925)
- Schriftelijke vraag van B. Tommelein aan de minister van Landsverdediging over de ‘Veiligheid van de Staat – Strijd tegen de proliferatie en de bescherming van het WEP’ (Senaat 2011-12, 29 augustus 2012, Vr. nr. 5-6926)

Bijlagen

Schriftelijke vraag van B. Tommelein aan de minister van Justitie over de ‘Veiligheid van de Staat – strijd tegen de proliferatie en de bescherming van het WEP’ (Senaat 2011-12, 29 augustus 2012, Vr. nr. 5-6927)

Schriftelijke vraag van B. Tommelein aan de minister van Landsverdediging over de ‘VSSE – inlichtingendienst – kennismanagement’ (Senaat 2011-12, 29 augustus 2012, Vr. nr. 5-6928)

Schriftelijke vraag van B. Tommelein aan de minister van Justitie over de ‘VSSE – inlichtingendienst – kennismanagement’ (Senaat 2011-12, 29 augustus 2012, Vr. nr. 5-6929)

Schriftelijke vraag van B. Tommelein aan de minister van Landsverdediging over ‘ADIV – uitblijven geïntegreerd ICT-systeem – risico’s op fouten in informatieverwerking’ (Senaat 2011-12, 29 augustus 2012, Vr. nr. 5-6930)

Schriftelijke vraag van B. Tommelein aan de minister van Justitie over ‘ADIV – uitblijven geïntegreerd ICT-systeem – risico’s op fouten in informatieverwerking’ (Senaat 2011-12, 29 augustus 2012, Vr. nr. 5-6931)

Schriftelijke vraag van B. Tommelein aan de minister van Landsverdediging over ‘ADIV – beveiliging van de infrastructuur en de bewakingsmiddelen – tekortkomingen’ (Senaat 2011-12, 29 augustus 2012, Vr. nr. 5-6932)

Schriftelijke vraag van B. Tommelein aan de minister van Landsverdediging over ‘OCAD – ondersteunende diensten – communicatie – veiligheidsincidenten’ (Senaat 2011-12, 29 augustus 2012, Vr. nr. 5-6933)

Schriftelijke vraag van B. Tommelein aan de minister van Landsverdediging over ‘aanslag in Kopenhagen – tekortkomingen – belang uitwisseling gegevens tussen inlichtingendiensten en politie’ (Senaat 2011-12, 29 augustus 2012, Vr. nr. 5-6936)

Schriftelijke vraag van B. Tommelein aan de minister van Justitie over ‘aanslag in Kopenhagen – tekortkomingen – belang uitwisseling gegevens tussen inlichtingendiensten en politie’ (Senaat 2011-12, 29 augustus 2012, Vr. nr. 5-6937)

Schriftelijke vraag van B. Tommelein aan de minister van Binnenlandse Zaken over de ‘Staatsveiligheid – acute dreigingen – urgentieprocedure voor specifieke en uitzonderlijke methoden’ (Senaat 2011-12, 29 augustus 2012, Vr. nr. 5-6938)

Schriftelijke vraag van B. Tommelein aan de minister van Justitie over de ‘Staatsveiligheid – acute dreigingen – urgentieprocedure voor specifieke en uitzonderlijke methoden’ (Senaat 2011-12, 29 augustus 2012, Vr. nr. 5-6939)

Schriftelijke vraag van B. Tommelein aan de minister van Landsverdediging over de ‘Staatsveiligheid – aankoop communicatiemateriaal – banden van leveranciers met buitenlandse mogelijkheden – homologatie’ (Senaat 2011-12, 29 augustus 2012, Vr. nr. 5-6940)

Schriftelijke vraag van B. Tommelein aan de minister van Justitie over de ‘Staatsveiligheid – aankoop communicatiemateriaal – banden van leveranciers met buitenlandse mogelijkheden – homologatie’ (Senaat 2011-12, 29 augustus 2012, Vr. nr. 5-6941)

Schriftelijke vraag van B. Tommelein aan de minister van Justitie over de ‘politiediensten – inlichtingendiensten – samenwerkingsakkoorden’ (Senaat 2011-12, 29 augustus 2012, Vr. nr. 5-6943)

Schriftelijke vraag van B. Anciaux aan de minister van Justitie over de ‘terorisme – extreem rechts – maatregelen’ (Senaat 2011-12, 29 augustus 2012, Vr. nr. 5-6961)

- Schriftelijke vraag van B. Tommelein aan de minister van Binnenlandse Zaken over ‘Orgaan voor de Coördinatie en de Analyse van de Dreiging (OCAD) – risicoanalyse – gebouw Europese raad’ (Senaat 2011-12, 4 september 2012, Vr. nr. 5-6976)
- Schriftelijke vraag van B. Tommelein aan de minister van Binnenlandse Zaken over ‘Comité I – Orgaan voor de Coördinatie en de Analyse van de Dreiging (OCAD) – contacten met buitenlandse anti-terreurorganen – mogelijke verwarring met Staatsveiligheid’ (Senaat 2011-12, 4 september 2012, Vr. nr. 5-6979)
- Schriftelijke vraag van B. Tommelein aan de minister van Landsverdediging over ‘Comité I – Orgaan voor de Coördinatie en de Analyse van de Dreiging (OCAD) – contacten met buitenlandse anti-terreurorganen – mogelijke verwarring met Staatsveiligheid’ (Senaat 2011-12, 4 september 2012, Vr. nr. 5-6980)
- Schriftelijke vraag van B. Tommelein aan de minister van Justitie over ‘Comité I – Orgaan voor de Coördinatie en de Analyse van de Dreiging (OCAD) – contacten met buitenlandse anti-terreurorganen – mogelijke verwarring met Staatsveiligheid’ (Senaat 2011-12, 4 september 2012, Vr. nr. 5-6981)
- Schriftelijke vraag van B. Tommelein aan de minister van Financiën over de ‘strijd tegen de financiering van terrorisme – Cel voor Financiële Informatieverwerking (CFI) – Algemene Dienst inlichting en veiligheid (ADIV) – Staatsveiligheid – financiën – coördinatie en informatie-uitwisseling tussen diensten’ (Senaat 2011-12, 4 september 2012, Vr. nr. 5-6982)
- Schriftelijke vraag van B. Tommelein aan de minister van Landsverdediging over de ‘strijd tegen de financiering van terrorisme – Cel voor Financiële Informatieverwerking (CFI) – Algemene Dienst inlichting en veiligheid (ADIV) – Staatsveiligheid – financiën – coördinatie en informatie-uitwisseling tussen diensten’ (Senaat 2011-12, 4 september 2012, Vr. nr. 5-6983)
- Schriftelijke vraag van B. Tommelein aan de minister van Justitie over de ‘strijd tegen de financiering van terrorisme – Cel voor Financiële Informatieverwerking (CFI) – Algemene Dienst inlichting en veiligheid (ADIV) – Staatsveiligheid – financiën – coördinatie en informatie-uitwisseling tussen diensten’ (Senaat 2011-12, 4 september 2012, Vr. nr. 5-6984)
- Schriftelijke vraag van B. Tommelein aan de minister van Buitenlandse Zaken over de ‘Orgaan voor de Coördinatie en de Analyse van de Dreiging (OCAD) – veiligheidsdiensten – informatiedoorstroming Buitenlandse Zaken – gevolgen’ (Senaat 2011-12, 4 september 2012, Vr. nr. 5-6988)
- Schriftelijke vraag van B. Tommelein aan de minister van Landsverdediging over het ‘Orgaan voor de Coördinatie en de Analyse van de Dreiging (OCAD) – veiligheidsdiensten – informatiedoorstroming Buitenlandse Zaken – gevolgen’ (Senaat 2011-12, 4 september 2012, Vr. nr. 5-6990)
- Schriftelijke vraag van B. Tommelein aan de minister van Economie over de ‘aankoop van communicatie- en informaticamateriaal – banden van leveranciers met buitenlandse mogelijkheden – homologatie – bedreiging voor de staatsveiligheid’ (Senaat 2012-13, 10 oktober 2012, Vr. nr. 5-7148)
- Schriftelijke vraag van B. Tommelein aan de minister van Landsverdediging over de ‘aankoop van communicatie- en informaticamateriaal – banden van leveranciers met buitenlandse mogelijkheden – homologatie – bedreiging voor de Staatsveiligheid’ (Senaat 2012-13, 10 oktober 2012, Vr. nr. 5-7149)

Bijlagen

Schriftelijke vraag van R. Miller aan de minister van Justitie over ‘de door Saoudi-Arabië gefinancierde islamsscholen in België’ (Senaat 2012-13, 25 oktober 2012, Vr. nr. 5-7205)

Schriftelijke vraag van L. Lijnen aan de minister van Landsverdediging over ‘overheidsdiensten – cyberaanvallen – computerbeveiliging – beveiligingssoftware – opleiding personeel’ (Senaat 2012-13, 13 december 2012, Vr. nr. 5-7574)

Schriftelijke vraag van L. Lijnen aan de minister van Binnenlandse Zaken over ‘overheidsdiensten – cyberaanvallen – computerbeveiliging – beveiligingssoftware – opleiding personeel’ (Senaat 2012-13, 13 december 2012, Vr. nr. 5-7579)

Schriftelijke vraag van L. Lijnen aan de minister van Financiën over ‘overheidsdiensten – cyberaanvallen – computerbeveiliging – beveiligingssoftware – opleiding personeel’ (Senaat 2012-13, 13 december 2012, Vr. nr. 5-7583)

Vraag om uitleg van K. Vanlouwe aan de minister van Justitie over ‘het personeel van de dienst voor de Veiligheid van de Staat’ (*Hand.* Senaat 2012-13, 19 december 2012, nr. 5-191, 12, Vr. nr. 5-2673)

Kamer van Volksvertegenwoordigers

Samengevoegde vragen van D. Geerts, A. Ponthier, K. Grosemans en R. Defreyne aan de minister van Landsverdediging over ‘de werking van ADIV’ (*Hand.* Kamer 2011-12, 18 januari 2012, CRIV53COM364, 16, Vr. nrs. 8482, 8495, 85008 en 8515)

Samengevoegde vragen van J. Van Esbroeck, T. Veys, J. Boulet, P. Vanvelthoven en R. Madrane aan de minister van Binnenlandse Zaken over ‘de radicalisering van jonge moslims’ (*Hand.* Kamer 2011-12, 18 januari 2012, CRIV53COM366, 37, Vr. nrs. 8204, 8296, 8478, 8479, 8480, 8562, 8632, 8644, 8690 en 8715)

Vraag van P. Logghe aan de minister van Binnenlandse Zaken over ‘de dreigbrief aan minister Turtelboom van Sharia4Belgium’ (*Hand.* Kamer 2011-12, 25 januari 2012, CRIV53COM374, 56, Vr. nr. 8846)

Vraag van Z. Genot aan de minister van Justitie over ‘de vernieuwing van het Executief van de Moslims van België’ (*Hand.* Kamer 2011-12, 25 januari 2012, CRIV53COM375, 19, Vr. nr. 8845)

Vraag van G. Dallemande aan de minister van Justitie over ‘het Kashmir Centre.EU’ (*Hand.* Kamer 2011-12, 25 januari 2012, CRIV53COM375, 23, Vr. nr. 8908)

Samengevoegde vragen van K. Grosemans en A. Ponthier aan de minister van Landsverdediging over ‘de Belgische cybercapaciteit’ (*Hand.* Kamer 2011-12, 31 januari 2012, CRIV53COM383, 5, Vr. nrs. 8588 en 8600)

Samengevoegde vragen van D. Geerts, A. Ponthier, B. Maertens, R. Defreyne en G. Kindermans aan de minister van Landsverdediging over ‘de controle op het gebruik van Facebook door militairen in het buitenland’ (*Hand.* Kamer 2011-12, 31 januari 2012, CRIV53COM383, 10, Vr. nrs. 8675, 8677, 8680, 8725 en 8732)

Vraag van T. Veys aan de minister van Justitie over de ‘toezichtscommissie inlichtingendiensten – samenstelling en benoeming’ (Vr. en Antw. Kamer 2011-12, 13 februari 2012, QRVA52, 305, Vr. nr. 252)

Vraag van S. Becq aan de minister van Pensioenen over ‘de bijzonder tantièmes voor de pensioenberekening van ambtenaren’ (Vr. en Antw. Kamer 2011-12, 27 februari 2012, QRVA54, 186, Vr. nr. 14)

- Vraag van K. Grosemans aan de minister van Landsverdediging over ‘ADIV – de Divisie Veiligheid – veiligheidsmachtigingen’ (*Vr. en Antw.* Kamer 2011-12, 27 februari 2012, QRVA54, 232, Vr. nr. 93)
- Vraag van A. Frédéric aan de minister van Justitie over ‘de vermelding van ‘psychoanalytische bewegingen’ in het jaarverslag van de Veiligheid van de Staat’ (*Hand.* Kamer 2011-12, 29 februari 2012, CRIV53COM411, 7, Vr. nr. 9550)
- Samengevoegde vragen van N. Lanjri en B. Weyts aan de minister van Justitie over ‘het mandaat van de leden van het Executief van de Moslims van België’ (*Hand.* Kamer 2011-12, 29 februari 2012, CRIV53COM411, 15, Vr. nrs. 9614 en 9669)
- Vraag van G. Gilkinet aan de minister van Justitie over de ‘detachering van magistraten in niet-rechterlijke functies’ (*Vr. en Antw.* Kamer 2011-12, 5 maart 2012, QRVA55, 328, Vr. nr. 308)
- Vraag van K. Grosemans aan de minister van Landsverdediging over ‘het personeelsbeleid bij ADIV’ (*Hand.* Kamer 2011-12, 7 maart 2012, CRIV53COM417, 9, Vr. nr. 9542)
- Vraag van K. Grosemans aan de minister van Landsverdediging over ‘de ‘Belgische spionnen’ in Afghanistan’ (*Hand.* Kamer 2011-12, 7 maart 2012, CRIV53COM417, 13, Vr. nr. 9637)
- Vraag van E. Brems aan de minister van Buitenlandse Zaken over ‘de intimidatie van Iraanse dissidenten buiten Iran’ (*Hand.* Kamer 2011-12, 7 maart 2012, CRIV53COM418, 1, Vr. nr. 9619)
- Vraag van A. Ponthier aan de minister van Justitie over ‘het al dan niet bestaan van lijsten en/of ledenlijsten van extremistische bewegingen’ (*Hand.* Kamer 2011-12, 7 maart 2012, CRIV53COM418, 14, Vr. nr. 9584)
- Vraag van É. Jadot aan de minister van Justitie over ‘de gegevens die door de Veiligheid van de Staat bij de OCMW’s worden ingezameld’ (*Hand.* Kamer 2011-12, 7 maart 2012, CRIV53COM418, 38, Vr. nr. 9933)
- Vraag van J. Van Esbroeck aan de minister van Binnenlandse Zaken over ‘de screening van het securitypersoneel’ (*Hand.* Kamer 2011-12, 14 maart 2012, CRIV53COM433, 47, Vr. nr. 10142)
- Vraag van K. Jadin aan de minister van Landsverdediging over de ‘militaire geheime dienst’ (*Vr. en Antw.* Kamer 2011-12, 15 mars 2012, QRVA53059, 364, Vr. nr. 169)
- Samengevoegde vragen van P. Logghe, D. Ducarme, J. Van Esbroeck en M. Doomst aan de minister van Binnenlandse Zaken over ‘de aanwezigheid van salafisten, extremisten en jihadisten in ons land’ (*Hand.* Kamer 2011-12, 22 maart 2012, CRIV53PLEN078, 5, Vr. nrs. 829 tot 832)
- Vraag van J. Van Esbroeck aan de minister van Binnenlandse Zaken over ‘de bescherming van vips’ (*Vr. en Antw.* Kamer 2011-12, 26 maart 2012, QRVA58, 159, Vr. nr. 51)
- Vraag van M. Doomst aan de minister van Justitie over ‘de opvolging van religieuze studenten in het buitenland’ (*Hand.* Kamer 2011-12, 27 maart 2012, CRIV53COM439, 6, Vr. nr. 10272)
- Vraag van G. Dallemande aan de minister van Justitie over ‘de aanwezigheid van agenten van de inlichtingendiensten bij demonstraties van tegenstanders van het Syrische regime van Bashar al-Assad en de bescherming van de Syrische ambassade te Brussel’ (*Hand.* Kamer 2011-12, 27 maart 2012, CRIV53COM439, 34, Vr. nr. 10209)
- Vraag van P. Logghe aan de minister van Justitie over ‘Fouad Belkacem’ (*Hand.* Kamer 2011-12, 27 maart 2012, CRIV53COM439, 64, Vr. nr. 10596)

Bijlagen

- Vraag van A. Frédéric aan de minister van Binnenlandse Zaken over de ‘mogelijke schrapping van de strijd tegen fraude als prioriteit in het Nationaal Veiligheidsplan 2012-2015’ (*Vr. en Antw.* Kamer 2011-12, 2 april 2012, QRVA53059, 195, Vr. nr. 41)
- Vraag van P. Logghe aan de minister van Justitie over de ‘afgetapte en afgeluisterde telefoongesprekken’ (*Vr. en Antw.* Kamer 2011-12, 16 april 2012, QRVA53061, 241, Vr. nr. 148)
- Vraag van T. Veys aan de minister van Justitie over ‘de vereniging Al Mawada – bezoek van een moslimextremist in Antwerpen’ (*Vr. en Antw.* Kamer 2011-12, 16 april 2012, QRVA53061, 255, Vr. nr. 249)
- Vraag van T. Veys aan de minister van Binnenlandse Zaken over ‘de weigering van de toegang van de voorzitter van de raad van bestuur van Liège Airport tot de Luikse luchthaven’ (*Hand.* Kamer 2011-12, 18 april 2012, CRIV53COM453, 36, Vr. nr. 11014)
- Vraag van P. Logghe aan de minister van Binnenlandse Zaken over de ‘Staatsveiligheid – inkijken van bankrekeningen’ (*Vr. en Antw.* Kamer 2011-12, 24 april 2012, QRVA53062, 195, Vr. nr. 157)
- Vraag van S. Bracke aan de minister van Justitie over ‘de controle op private inlichtingfirma’s’ (*Vr. en Antw.* Kamer 2011-12, 24 april 2012, QRVA53062, 305, Vr. nr. 416)
- Vraag van T. Veys aan de minister van Binnenlandse Zaken over ‘de veiligheid van de Joodse scholen’ (*Hand.* Kamer 2011-12, 25 april 2012, CRIV53COM464, 27, Vr. nr. 10608)
- Samengevoegde vragen van P. Logghe aan de minister van Binnenlandse Zaken over ‘de contacten tussen Forzane Alissa en Sharia4Belgium’ (*Hand.* Kamer 2011-12, 25 april 2012, CRIV53COM464, 14, Vr. nrs. 10581 en 10624)
- Vraag van I. De Meulemeester aan de minister van Buitenlandse Zaken over ‘het Health-care Belgium-project met Libië’ (*Hand.* Kamer 2011-12, 2 mei 2012, CRIV53COM470, 47, Vr. nr. 10740)
- Vraag van L. Dierick aan de minister van Binnenlandse Zaken over ‘cybercriminaliteit – opleiding politiemensen’ (*Vr. en Antw.* Kamer 2011-12, 2 mei 2012, QRVA53063, 197, Vr. nr. 288)
- Vraag van G. Annemans aan de minister van Binnenlandse Zaken over ‘de beveiliging en bewaking van Joodse scholen’ (*Vr. en Antw.* Kamer 2011-12, 2 mei 2012, QRVA53063, 234, Vr. nr. 367)
- Vraag van K. Grosemans aan de minister van Landsverdediging over ‘terugroepbaarheid van het personeel van ADIV’ (*Vr. en Antw.* Kamer 2011-12, 2 mei 2012, QRVA53063, 270, Vr. nr. 193)
- Vraag van B. Schoofs aan de staatssecretaris voor Leefmilieu over ‘vergunningen voor sirenes en zwaailichten’ (*Vr. en Antw.* Kamer 2011-12, 2 mei 2012, QRVA53063, 396, Vr. nr. 114)
- Vraag van Z. Génot aan de minister van Justitie over de ‘wervingsreserve van inspecteurs bij de Veiligheid van de Staat’ (*Vr. en Antw.* Kamer 2011-12, 15 mei 2012, QRVA53065, 191, Vr. nr. 132)
- Vraag van J. Van Esbroeck aan de minister van Justitie over de ‘islamitisch-extremisme in kleinere steden en gemeenten’ (*Vr. en Antw.* Kamer 2011-12, 15 mei 2012, QRVA53065, 194, Vr. nr. 153)

- Vraag van P. Logghe aan de staatssecretaris voor Asiel en Migratie over ‘mankementen bij de screening van vreemdelingen bij naturalisatie’ (*Hand.* Kamer 2011-12, 15 mei 2012, CRI53COM483, 23, Vr. nr. 11676)
- Vraag van R. Defreyne aan de minister van Landsverdediging over ‘het bestrijden van cyberaanvallen in NAVO-verband’ (*Hand.* Kamer 2011-12, 22 mei 2012, CRI53COM491, 13, Vr. nr. 11408)
- Vraag van K. Grosemans aan de minister van Landsverdediging over ‘de terugroepbaarheid van het personeel van ADIV’ (*Hand.* Kamer 2011-12, 22 mei 2012, CRI53COM491, 30, Vr. nr. 11825)
- Samengevoegde vragen van B. Schoofs en B. Weyts aan de minister van Justitie over ‘de recente ontwikkelingen in de Moslimexecutieve’ (*Hand.* Kamer 2011-12, 23 mei 2012, CRI53COM494, 3, Vr. nrs. 41 en 44)
- Vraag van M. Doomst aan de minister van Justitie over ‘de Cel Informatie en Communicatie – werking’ (*Vr. en Antw.* Kamer 2011-12, 4 juni 2012, QRVA53068, 223, Vr. nr. 470)
- Vraag van P. Logghe aan de minister van Justitie over ‘Staatsveiligheid – inkijken van bankrekeningen’ (*Vr. en Antw.* Kamer 2011-12, 4 juni 2012, QRVA53068, 196, Vr. nr. 500)
- Vraag van B. Schoofs aan de minister van Justitie over ‘de bedreigingen geuit op basis van de sharia in de gevangenis van Nijvel ten opzichte van gedetineerden’ (*Hand.* Kamer 2011-12, 6 juni 2012, CRI53COM506, 30, Vr. nr. 12251)
- Samengevoegde vragen van G. Annemans, J. Van Esbroeck, N. Lanjri, P. Vanvelthoven, R. Madrane, B. Somers, S. Van Hecke, C. De Permentier, M. Dedecker en F. Lahssaini aan de eerste minister over ‘Sharia4Belgium’ (*Hand.* Kamer 2011-12, 7 juni 2012, CRI53PLEN090, 7, Vr. nrs. 1021 tot 1030)
- Samengevoegde vragen van D. Thiéry, G. Dallemagne, P. Logghe, M. Doomst, J. Galant en B. Somers aan de minister van Binnenlandse Zaken over ‘de maatregelen ter bestrijding van het radicalisme’ (*Hand.* Kamer 2011-12, 7 juni 2012, CRI53PLEN090, 22, Vr. nrs. 1038 tot 1043)
- Vraag van J. Van Esbroeck aan de minister van Justitie over ‘de Cel voor Financiële Informatieverwerking – uitbreiding bevoegdheden’ (*Vr. en Antw.* Kamer 2011-12, 11 juni 2012, QRVA53069, 230, Vr. nr. 546)
- Samengevoegde vragen van M. Doomst, J. Van Esbroeck en P. Logghe aan de eerste minister over ‘de strijd tegen het extremisme’ (*Hand.* Kamer 2011-12, 14 juni 2012, CRI53PLEN091, 12, Vr. nrs. 1057 tot 1059)
- Samengevoegde vragen van G. Dallemagne, L. Louis, M. Doomst, C. De Parmentier, J. Van Esbroeck en P. Logghe aan de minister van Binnenlandse Zaken over ‘de toename van de terroristische dreiging’ (*Hand.* Kamer 2011-12, 14 juni 2012, CRI53PLEN091, 27, Vr. nrs. 1066 tot 1070 en 1078)
- Vraag van L. Dierick aan de minister van Justitie over ‘de vertegenwoordiging van vrouwen in topfuncties’ (*Vr. en Antw.* Kamer 2011-12, 18 juni 2012, QRVA53070, 234, Vr. nr. 488)
- Vraag van G. Dallemagne aan de minister van Justitie over ‘in Brussel gestationeerde Syrische diplomaten – bedreigingen en intimidaties aan het adres van oppositieleden in ballingschap’ (*Vr. en Antw.* Kamer 2011-12, 25 juni 2012, QRVA53071, 316, Vr. nr. 514)

Bijlagen

- Actualiteitsdebat over de toestand in Syrië en samengevoegde vragen van J. Boulet, E. Demol, D. Van der Maelen, P. Moriau, G. Coëm en R. Desey aan de minister van Buitenlandse Zaken (*Hand.* Kamer 2011-12, 27 juni 2012, CRIV53COM525, 1, Vr. nrs. 12034, 12054, 12083, 12132, 12180, 12484, 12625, 12686 en 12761)
- Samengevoegde vragen en interpellatie van D. Ducarme, N. Lanjri, R. Madrane, M. Doomst en J. Van Esbroeck aan de minister van Binnenlandse Zaken over ‘de jongste uitspraken van de minister inzake de strijd tegen het radicalisme’ (*Hand.* Kamer 2011-12, 4 juli 2012, CRIV53COM532, 27, Vr. nrs. 12264, 12270, 12293, 12399, 51 en 57)
- Interpellatie van M. Gerkens aan de minister van Justitie over ‘de openstelling van het archief van de Veiligheid van de Staat om het SOMA in staat te stellen wetenschappelijk onderzoek te doen naar de moord op Julien Lahaut’ (*Hand.* Kamer 2011-12, 4 juli 2012, CRIV53COM531, 12, Vr. nr. 53)
- Vraag van K. Degroote aan de minister van Binnenlandse Zaken over ‘de permanentie van het OCAD’ (*Hand.* Kamer 2011-12, 5 juli 2012, CRIV53PLEN096, 36, Vr. nr. 1142)
- Samengevoegde vragen van D. Geerts, K. Grosemans, A. Dufrane, A. Ponthier, W. De Vriendt en B. Slegers aan de minister van Landsverdediging over ‘het investeringsplan voor Defensie voor de periode 2012-2014’ (*Hand.* Kamer 2011-12, 10 juli 2012, CRIV53COM534, 1, Vr. nrs. 54, 55, 2663, 12834, 12843, 12849 en 13028)
- Vraag van P. Logghe aan de minister van Justitie over de ‘Saoedische moslimscholen’ (Vr. en Antw. Kamer 2011-12, 25 juli 2012, QRVA53076, 216, Vr. nr. 237)
- Vraag van B. Schoofs aan de minister van Justitie over de ‘adviezen gevraagd door respectievelijk de parketten en de Veiligheid van de Staat aan het IACSSO’ (Vr. en Antw. Kamer 2011-12, 25 juli 2012, QRVA53076, 236, Vr. nr. 595)
- Vraag van S. Smeyers aan de staatssecretaris voor Asiel en Migratie over de ‘behandelingstermijn van regularisatiedossiers’ (Vr. en Antw. Kamer 2011-12, 25 juli 2012, QRVA53076, 333, Vr. nr. 92)
- Vraag van P. De Decker aan de minister van Binnenlandse Zaken over de ‘bescherming van ggo-onderzoek’ (Vr. en Antw. Kamer 2011-12, 13 augustus 2012, QRVA53077, 313, Vr. nr. 466)
- Vraag van M. Gerkens aan de minister van Overheidsbedrijven over de ‘financiering van het onderzoek naar de moord op Julien Lahaut’ (Vr. en Antw. Kamer 2012-13, 9 oktober 2012, QRVA53084, 188, Vr. nr. 557)
- Vraag van S. Smeyers aan de staatssecretaris voor Asiel en Migratie over de ‘CGVS – DVZ – behandeling dossiers moord op Julien Lahaut’ (Vr. en Antw. Kamer 2012-13, 9 oktober 2012, QRVA53084, 198, Vr. nr. 304)
- Vraag K. Waterschoot aan de minister van Buitenlandse Zaken over de ‘uitwisseling van terrorismegegevens tussen België en de VS’ (Vr. en Antw. Kamer 2012-13, 15 oktober 2012, QRVA53085, 82, Vr. nr. 221)
- Vraag van P. Logghe aan de minister van Justitie over ‘een actieplan inzake de strijd tegen de financiering van het terrorisme’ (*Hand.* Kamer 2012-13, 16 oktober 2012, CRIV53COM555, 25, Vr. nr. 13319)
- Vraag van P. Logghe aan de minister van Binnenlandse Zaken over ‘Sharia4Belgium’ (*Hand.* Kamer 2012-13, 16 oktober 2012, CRIV53COM555, 27, Vr. nr. 13371)
- Samengevoegde vragen van D. Dumery en K. Waterschoot aan de minister van Binnenlandse Zaken over ‘het uitwisselen van terrorismegegevens tussen België en de VS’ (*Hand.* Kamer 2012-13, 17 oktober 2012, CRIV53COM558, 2, Vr. nrs. 12310 en 12328)

Vraag van M.-M. Schyns aan de minister van Justitie over ‘de vertrouwelijkheid met betrekking tot het mobiele telefonenetwerk’ (*Hand. Kamer 2012-13, 18 oktober 2012, CRI53PLEN107, 25, Vr. nr. 1230*)

Vraag van P. Logghe aan de vice-eersteminister over ‘de taalaanhorigheid personeel bij de federale politie’ (*Vr. en Antw. Kamer 2012-13, 29 oktober 2012, QRVA53087, 190, Vr. nr. 582*)

Vraag van P. Logghe aan de minister van Justitie over ‘radicale moslimscholen in België’ (*Hand. Kamer 2012-13, 7 november 2012, CRIV53COM572, 4, Vr. nr. 13250*)

Vraag van D. Van der Maele aan de minister van Buitenlandse Zaken over ‘de geweigerde toegang tot Belgische vluchten naar Israël’ (*Vr. en Antw. Kamer 2012-13, 12 november 2012, QRVA53088, 67, Vr. nr. 166*)

Vraag van D. Thiéry aan de minister van Financiën over ‘de uitspraken van de voorzitter van de Cel voor Financiële Informatieverwerking (CFI) over de financiering van terrorisme’ (*Hand. Kamer 2012-13, 20 november 2012, CRIV53COM584, 2, Vr. nr. 13267*)

Samengevoegde vragen van K. Van Vaerenbergh en L. Van Biesen aan de minister van Justitie over ‘de communicatie tussen de antiterreurdiensten’ (*Hand. Kamer 2012-13, 20 november 2012, CRIV53COM585, 16, Vr. nrs. 14124 en 14161*)

Samengevoegde vragen van M. Doomst en B. Slegers aan de Minister van Justitie over ‘het budget van de Staatsveiligheid’ (*Hand. Kamer 2012-2013, 27 november 2012, CRIV53COM596, 23, Vr. nrs. 14227 en 14240*)

Samengevoegde vragen van K. Grosemans, G. Dallemagne en Ch. Lacroix aan de minister van Landsverdediging over ‘de Belgische capaciteit inzake cyberoorlog’ (*Hand. Kamer 2012-13, 3 december 2012, CRIV53COM601, 12, Vr. nrs. 14169, 14343 en 14427*)

Samengevoegde vragen van A. Ponthier, K. Grosemans en K. Waterschoot aan de minister van Landsverdediging over ‘soldaten met salafistische overtuigingen’ (*Hand. Kamer 2012-13, 3 december 2012, CRIV53COM601, 18, Vr. nrs. 14208, 14432 en 14437*)

Vraag van K. Jadin aan de minister van Justitie over ‘de mogelijke herkenning van medewerkers van de Veiligheid van de Staat op sociaalnetwerksites’ (*Hand. Kamer 2012-13, 5 december 2012, CRIV53COM607, 12, Vr. nr. 14345*)

Vraag van P. Logghe aan de minister van Binnenlandse Zaken over ‘de rol van België als transitland voor terreurnetwerken’ (*Hand. Kamer 2012-13, 12 december 2012, CRIV53COM619, 11, Vr. nr. 14245*)

Vraag van F. De Man aan de minister van Binnenlandse Zaken over ‘het verhogen van terreuralarmniveau’ (*Hand. Kamer 2012-13, 13 december 2012, CRIV53PLEN119, 20, Vr. nr. 1365*)

Samengevoegde vragen van P. Dedecker en M. Doomst aan de minister van Binnenlandse Zaken over ‘de cyberveiligheid’ (*Hand. Kamer 2012-13, 18 december 2012, CRIV53COM625, 7, Vr. nrs. 14170, 14192 en 14193*)

Vraag van A. Frédéric aan de minister van Justitie over ‘de vermelding van ‘psychoanalytische bewegingen’ in het jaarverslag van de Veiligheid van de Staat’ (*Hand. Kamer 2012-13, 18 december 2012, CRIV53COM627, 1, Vr. nr. 14525*)

